

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

EXPLORER L'ENVERS DU DÉCOR –
L'ORGANISATION COLLECTIVE ET CRITIQUE
FACE AUX CHOCS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX MULTIPLES
À MÉGANTIC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
À LA MAÎTRISE EN TRAVAIL SOCIAL –
PROFIL INTERVENTION

PAR
VANESSA L'ÉCUYER

DÉCEMBRE 2024

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.12-2023). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

TABLE DES MATIÈRES :

REMERCIEMENTS	vi
LISTE DES FIGURES	ix
LISTE DES TABLEAUX	ix
LISTE DES ABRÉVIATIONS	x
RÉSUMÉ	xi
INTRODUCTION	12
CHAPITRE 1 CONSTRUCTION DE LA PROBLÉMATIQUE	16
1.1 Les chocs et la stratégie néolibérale	16
1.2 Les inégalités et la justice environnementale	16
1.3 Les éléments de contexte géographique : le terrain d'intervention	20
1.4 La tragédie engendre des chocs successifs.....	22
1.5 Une accumulation des chocs : une catastrophe environnementale - la pandémie de COVID-19	30
CHAPITRE 2 MODÈLES THÉORIQUES DE RÉFÉRENCE ET CADRE CONCEPTUEL	35
2.1. Le courant du travail social vert.....	35
2.2. La perspective critique et l'approche structurelle en travail social	39
2.3 Le travail et le travail domestique et de soin	41
2.4 Les rapports sociaux et leur transversalité	43
Figure 2.4 : Le modèle en forme d'iceberg d'une économie non durable	46
2.4.1 Les divisions sociales du travail subalterne et la transversalité du travail domestique et du soin	48
2.5 L'historicité et les transformations sociales.....	56
2.6 Les communautés, la défense des droits, la solidarité, l'organisation démocratique et l'aide mutuelle vers la transition sociale et écologique	58
2.6.1 Un regard critique sur la notion de communauté en contexte de catastrophe.....	59
2.6.2 L'action sociopolitique : défense collective des droits économiques, sociaux, environnementaux et migratoires.....	61
2.6.3 L'organisation collective démocratique	68
2.6.4 L'aide mutuelle vers la transition sociale et écologique.....	73
CHAPITRE 3 MÉTHODOLOGIE ET PLANIFICATION	80
3.1 La présentation de l'intervention : les hypothèses, les buts généraux, l'objectif opérationnel et la question de recherche.....	80
3.2 La pertinence sociale et scientifique de l'intervention projetée	82
3.2.1 La pertinence sociale : créer une intervention participative.....	82
3.2.2 La pertinence scientifique	84
3.3 La posture d'organisatrice communautaire critique en action sociopolitique	85

3.4 La présentation du milieu d'intervention : l'équipe de proximité de Lac-Mégantic.....	85
3.4.1 Communautés et catastrophes :	88
3.5 Les populations visées	91
3.5.1 Les critères de sélection des participant-e-s et les modalités de recrutement.....	92
3.6 Des matériaux : les savoirs expérientiels et les savoirs scientifiques	93
3.7 Les méthodes d'intervention	95
3.7.1 La recherche-action participative.....	96
3.7.2 La conscientisation	97
3.7.2.1 La cartographie collective critique <i>agitpop</i>	97
3.7.2.2 Le théâtre de l'opprimé-e	100
3.7.2.3 L'art action communautaire	101
3.7.6 Les groupes d'aide mutuelle autogérés.....	102
3.8 Les méthodes de cueillette de données pour l'analyse de l'intervention accomplie.....	104
3.9 Les considérations éthiques.....	106
3.9.1 Les avantages et les risques de la recherche pour les sujets	106
3.9.2 Les moyens pour obtenir le consentement des sujets.....	107
3.9.3 Le respect de la confidentialité des données	108
CHAPITRE 4 DÉMARCHES ET RÉSULTATS	109
4.1 Échéancier.....	109
Tableau 4.1 : L'échéancier de l'intervention	109
4.2 Description de la démarche de création de partenariats et de recrutement.....	110
4.2.1 Les partenariats scolaires et communautaires.....	110
4.2.2 Le travail de la supervision de l'intervention	111
4.2.3 Nécessité d'une enquête préterrain rigoureuse :	112
4.2.3 L'importance de stratégies de recrutement audacieuses et bienveillantes	114
4.2.4 La refonte de la proposition	119
4.3 Description du processus d'intervention et ses résultats.....	122
4.3.1 Démarche avec les jeunes adultes – étudiant-e-s et travailleur-se-s salariés subalternes .	124
4.3.1.1 Les activités éclairs de création de mèmes.....	124
Figure 4.1 : Article et mèmes « Vaut mieux en rire! »	126
4.3.1.2 Le texte « J'espère me tromper ».....	129
Figure 4.2 : Chronique « J'espère me tromper ».....	130
4.3.1.3 Le texte et l'œuvre graphique sur la résilience	132
Figure 4.3. : Œuvre et chronique « La résilience »	133
4.3.1.4 La bande dessinée « Y'a des solutions »	137

Figure 4.4 : Chronique et bande dessinée « Y’a des solutions! »	138
4.3.2 Démarche avec les travailleuses du soin salariées : les infirmières	141
4.3.2.1 Les entrevues	141
Figure 4.5 : Article « Au cœur de la tempête »	142
4.3.3 Démarche avec les travailleur-se-s migrant-e-s, racisé-e-s et néo-colonisé-e-s.....	147
4.3.3.1 Les ateliers de conscientisation : cartographie collective critique <i>agitpop</i>	147
Figure 4.6 : Dossier travail et migrations, bandes dessinées « Un souper ordinaire » et « Une entrevue de routine »	149
4.3.3.2 Les ateliers de théâtre et validation.....	154
4.3.4 Démarche avec les locataires	155
4.3.4.1 Les entrevues	155
Figure 4.7 : Dossier logement « S.O.S. Crise du logement au Granit »	156
4.3.4.2 Une mobilisation en action sociopolitique en défense collective des droits économiques, sociaux et environnementaux	160
4.3.4.3 Le lancement du journal participatif et de la pétition pour le droit au logement	163
4.3.4.4 Poursuite du plan d’action pour le droit au logement	165
CHAPITRE 5 DISCUSSION.....	167
5.1 Allier la théorie et la pratique dans un contexte d’accumulation des chocs : vers une coalition des savoirs expérientiels et scientifiques en organisation communautaire critique en action sociopolitique	168
5.2 Des apports et des défis	171
5.2.1 Une voie originale pour le modèle de l’action sociopolitique.....	171
5.2.1.1 Identifier les problèmes concrets vécus	172
5.2.1.2 Identifier les causes des problèmes	173
5.2.1.3 Identifier les solutions possibles	176
5.2.2 Travailler à l’interface entre plusieurs groupes sociaux exploités	179
5.2.2.1 Quelques occasions manquées de médiation entre les groupes sociaux exploités	180
5.2.2.2 Les tensions pour le partage du travail de soin.....	183
5.2.2.3 Les tensions pour le partage des ressources de logement	185
5.2.3 S’organiser de manière démocratique	188
5.2.4 Rapports avec les instances politiques et sociales : naviguer de manière critique entre l’opposition, la collaboration, la concertation et le partenariat.....	191
5.2.4.1 Consultation publique sur l’allocation de 19 millions de dollars à la communauté de Mégantic par le ministère de la Justice du Québec	191
5.2.4.2 Rencontre avec un élu municipal de Mégantic	194
5.2.4.3 Rencontre avec les organisatrices communautaires de l’équipe de proximité.....	196
CONCLUSION.....	200

Ouverture :.....	205
Pistes de recherche sur l'accumulation des catastrophes technologiques et naturelles d'origine anthropique :.....	205
Pistes de recherches pour la transition sociale et écologique :	209
ANNEXE A AFFICHE UTILISÉE POUR LA PREMIÈRE RONDE DE RECRUTEMENT.....	211
ANNEXE B PROSPECTUS UTILISÉ POUR LA DEUXIÈME RONDE DE RECRUTEMENT.....	212
ANNEXE C LE JOURNAL « EXPLORER L'ENVERS DU DÉCOR ».....	213
ANNEXE D INVITATION PAR COURRIEL À UNE ACTIVITÉ DE CRÉATION DE MÈMES.....	229
ANNEXE E CONSIGNES POUR LA CRÉATION DE MÈMES	230
ANNEXE F SCHÉMA D'ENTREVUE AVEC LES INFIRMIÈRES DE LA RÉGION DU GRANIT	231
ANNEXE G ATELIER 1 AVEC LES TRAVAILLEUR-SE-S MIGRANT-E-S - ACTIVITÉS DE CARTOGRAPHIE COLLECTIVE CRITIQUE ET ENTREVUE MUTUELLE.....	233
ANNEXE H ATELIER 2 AVEC LES TRAVAILLEUR-SE-S MIGRANT-E-S – SAYNÈTE 1.....	238
ANNEXE I ATELIER 3 AVEC LES TRAVAILLEUR-SE-S MIGRANT-E-S – SAYNÈTE 2	240
ANNEXE J SCHÉMA D'ENTREVUE AVEC LES LOCATAIRES	244
ANNEXE K PLAN D'ACTION POUR LA DÉFENSE DU DROIT AU LOGEMENT DANS LA RÉGION DE MÉGANTIC.....	246
ANNEXE L PÉTITION POUR LE DROIT AU LOGEMENT DANS LE GRANIT.....	249
ANNEXE M AFFICHE D'INVITATION AU LANCEMENT DU JOURNAL ET DE LA PÉTITION	250
ANNEXE N ARTICLE DE L'ÉCHO DE FRONTENAC SUR LA CONSULTATION PUBLIQUE	251
ANNEXE O SONDAGE DE PARTICIPATION AU PROJET « EXPLORER L'ENVERS DU DÉCOR ».....	253
ANNEXE P MOT DE BIENVENUE ET ANIMATION DU LANCEMENT	254
ANNEXE Q DÉPLIANT DE RESSOURCES.....	257
ANNEXE R ARTICLE DE L'ÉCHO DE FRONTENAC	258
MÉDIAGRAPHIE :.....	260

REMERCIEMENTS

Jamais je n'aurais pu réaliser ce mémoire sans l'aide et le soutien de mon entourage, de mes collègues, du personnel que j'ai côtoyé et de toutes les personnes qui se sont impliquées dans le journal. Ce projet a demandé une grande intensité de travail. Il était heureusement guidé tout au long de sa réalisation par la passion et la volonté de m'inscrire dans les défis de notre époque. Il s'agissait pour moi d'une deuxième maîtrise, après un cheminement en sociologie.

Ce parcours a provoqué des absences auprès de ma famille, mes ami-e-s, mes colocataires et dans ma vie amoureuse. Je remercie mes proches pour leurs encouragements, leur intérêt et leur patience lors de moments clés. Je tiens à m'excuser de l'éloignement social provoqué par la priorisation donnée à la réalisation de ma maîtrise. Cela s'est avéré nécessaire pour mener à bien ce projet. Serait-il possible d'organiser le travail de recherche et de rédaction de manière qu'il ne soit pas presque inmanquablement un immense sacrifice personnel? Un premier pas serait certainement en fournissant à tou-te-s les étudiant-e-s aux cycles supérieurs les moyens de se concentrer sur leur recherche, leur terrain et leur rédaction sans devoir s'endetter ou cumuler les emplois et les contrats précaires. J'ai bénéficié d'une bourse de 2^e cycle profil stage ou intervention du Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté (CREMIS) qui m'a permis de couvrir quelques frais, m'a offert une reconnaissance et une vitrine pour diffuser mes résultats.

La rencontre avec les étudiant-e-s de la cohorte 2019-2020 de la propédeutique en travail social a été une occasion de découvrir des parcours de vie et d'études variées. L'énergie, les convictions et la bienveillance caractérisaient les interactions au sein de notre groupe. En poursuivant dans le profil intervention de la maîtrise en travail social, j'ai fait d'autres belles rencontres. Je remercie mes collègues de classe pour ces moments d'apprentissage et de solidarité.

J'adresse mes remerciements à l'équipe professorale et tout particulièrement à Ginette Berteau qui m'a initiée à l'intervention auprès des collectivités et qui a laissé une place particulière à nos contributions en classe, ainsi qu'à Shawn-Renée Hordik, qui a su nous guider avec indulgence lors du séminaire d'intervention.

Je remercie également mes directions de mémoire, Catherine Chesnay et Louis Gaudreau, pour avoir démontré de l'enthousiasme face à mon projet d'intervention et de m'avoir fait confiance, étant prêt-e-s à défendre mes choix parfois audacieux, au besoin. Leur accompagnement m'a permis de cheminer à travers toutes les étapes de la maîtrise. Il et elle m'ont laissé la liberté et l'autonomie nécessaire pour réaliser une intervention et un mémoire permettant, ce que je crois être, un certain épanouissement intellectuel.

J'ai eu la chance d'être supervisée par Esther Fillion, organisatrice communautaire de longue date, qui a développé la méthode de l'art action communautaire. C'est grâce à ses précieux conseils que j'ai pu mener à bien ce projet en l'ancrant dans les principes et les techniques concrètes de l'action sociopolitique et les stratégies oppositionnelles en organisation communautaire critique. Je lui adresse mes remerciements pour sa patience et son réel engagement.

Un merci tout spécial à Marianne Legault, Émilie Demers-Denoncourt et Marie-Ève Hébert qui m'ont hébergée plusieurs soirs par semaine à l'hiver et au printemps 2022, lors de mon terrain, ainsi qu'à Camille Tremblay-Fournier et Julie Lépine. Chacune à leur façon m'ont grandement aidée. Nos discussions ont fait progresser mes réflexions et leur soutien jour après jour a été déterminant pour faire face aux embûches rencontrées.

Un grand merci à l'équipe de proximité de Lac-Mégantic, tout particulièrement Audrey Auclair, Cindy Stewart et Magalie Bellavance, pour leur ouverture et leur disponibilité dans les premières semaines de mon terrain et lors du lancement. C'était très généreux de leur part d'avoir pris le temps de m'accueillir dans leur milieu de vie et de travail. J'ai beaucoup appris auprès d'elles.

Le résultat de l'intervention, soit un journal participatif, n'aurait pas vu le jour sans l'aide d'employé-e-s de soutien, de professionnel-le-s, ainsi que d'intervenant-e-s sociaux-ales et scolaires, qui ont ouvert les portes de leur établissement, et d'enseignant-e-s qui ont accueilli les activités dans leurs classes et contribué à leur succès. Un merci tout spécial à Nathalie, Vicky et Alice du Cégep Beauce-Appalaches, campus Mégantic, Rachel, du Centre de formation professionnelle, Ana Julia et Liane du Centre de formation des adultes. Il est incontournable de souligner l'enthousiasme d'Ana Julia Hurtado et de Rachel Gendron qui ont mis énormément de

cœur et d'énergie dans chacune des activités que nous avons faites ensemble. Leur implication a été déterminante.

Un bravo tout spécial à tou-te-s les participant-e-s pour leur engagement, leurs réflexions originales, leurs témoignages, leurs efforts et leur créativité qui apparaissent à chaque page du journal. Celui-ci porte leurs messages et met de l'avant leurs savoirs et leurs expériences. Je félicite également les membres du comité d'aide mutuelle et de défense des droits des locataires pour leur engagement et leur combativité. Merci à tou-te-s ceux et celles qui ont contribué au projet de près ou de loin!

LISTE DES FIGURES

- Figure 2.4 : le modèle en forme d'*iceberg* d'une économie non durable.....p. 46
- Figure 4.1 : Article et mèmes « Vaut mieux en rire! ».....p. 126
- Figure 4.2: Chronique « J'espère me tromper ».....p. 130
- Figure 4.3: Œuvre et chronique « La résilience ».....p. 133-134
- Figure 4.4: Chronique et bande dessinée « Y'a des solutions! ».....p. 138-139
- Figure 4.5 : Article « Au cœur de la tempête ».....p. 142 à 144
- Figure 4.6 : Dossier travail et migrations, bandes dessinées « Un souper ordinaire » et « Une entrevue de routine »p. 149 à 151
- Figure 4.7: Dossier logement « S.O.S. Crise du logement au Granit ».....p. 156-157

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 4.1 : L'échéancier de l'intervention.....p. 109

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AAIR : attraction, d'accueil, d'intégration et de rétention (agentes AAIR)

CAQ : Coalition avenir Québec

CJE : Carrefour jeunesse emploi

CEA : Centre d'éducation des adultes

CEC : Centre d'études collégiales

CFP : Centre de formation professionnelle

CHSLD : Centre d'hébergement et de soins de longue durée

CIUSSS de l'Estrie CHUS : Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie
Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

COVID-19 : *CO*rona *V*irus *D*isease 2019

CREMIS : Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté

CRSSS de la Baie-James: Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James

DSP : Direction de la santé publique

ÉPI : Équipement de protection individuelle

INSPQ : Institut national de santé publique du Québec

MRC : Municipalité régionale de comté

OC : Organisateur-riche communautaire

OMH : Office municipal d'habitation

PAR: *Participatory action research* (recherche-action participative)

PCU : Prestation canadienne d'urgence

PHAQ : Programme d'habitation abordable du Québec

SOPFEU: Société de protection des forêts contre le feu

UQAM : l'Université du Québec à Montréal

RÉSUMÉ

Le point de départ de ce mémoire a été l'accumulation des chocs sociaux et environnementaux affectant les communautés à l'époque néolibérale, plus spécifiquement les conséquences sociales du déraillement d'un train au centre-ville de Lac-Mégantic en 2013 et de la pandémie de COVID-19 qui a également affecté cette région à partir de 2020. La genèse de ces deux catastrophes est intriquée dans l'économie capitaliste néolibérale impliquant la socialisation des risques et la privatisation des profits. De plus, leur gestion est étroitement liée à la stratégie du choc (Klein, 2008). Les suites de ces deux chocs ont eu à voir avec la répartition inéquitable du travail essentiel à la production de la vie et les crises des marchés capitalistes : financier, de l'emploi, de la production et de la consommation, de l'immobilier et du logement, affectant en priorité les membres des groupes sociaux exploités et provoquant l'augmentation de l'exploitation et des inégalités. J'ai abordé ces questions à partir de la perspective critique et de l'approche structurelle en travail social, basées sur les théories matérialistes. Ces lunettes ont permis de révéler l'interdépendance de ces enjeux. Selon le travail social vert, ces constats appellent l'organisation communautaire (Dominelli, 2012). Les solutions et les alternatives envisagées ont été la défense collective des droits sociaux et la mise sur pied d'infrastructures collectives pour la transition sociale et écologique, basées sur l'aide mutuelle et des principes démocratiques.

Ce mémoire relate une intervention en organisation communautaire critique en action sociopolitique au sein de la communauté de Mégantic. Cette intervention poursuivait les buts généraux d'accompagner des groupes exploités d'horizons variés, partageant des milieux naturels interconnectés, pour : 1) favoriser le développement d'une compréhension élargie et commune des enjeux des chocs successifs en lien avec les catastrophes technologiques et environnementales, de leurs causes structurelles et de leurs conséquences concrètes, relatifs à la réponse aux besoins humains et à la division sociale totale du travail de production de la vie, à partir des vécus concrets de différents membres des groupes sociaux exploités, et 2) d'encourager le développement de dynamiques d'aide mutuelle pour répondre de manière synergique et culturellement sensible aux besoins humains réels, universels, en équilibre avec ceux des autres vivants, dans un contexte de ressources limitées, et d'une solidarité politique démocratique visant le renforcement du rapport de force des groupes sociaux exploités dans leur recherche de justice économique, sociale, environnementale et migratoire. L'objectif opérationnel permettant de faire un pas vers ces buts généraux était de donner une occasion de construire collectivement les savoirs expérientiels des membres des groupes sociaux exploités à propos de problèmes économiques, sociaux, environnementaux et migratoires concrets vécus dans leurs milieux de vie et de travail à la suite de chocs successifs par une contribution à un journal participatif, intitulé « Explorer l'envers du décor », et de partager les résultats de cette démarche par le lancement et la distribution de celui-ci. Cela a été possible en invitant des infirmières et des travailleur-se-s subalternes faiblement scolarisé-e-s, dont des jeunes adultes et des personnes migrant-e-s, racisé-e-s, ainsi que des locataires, à y participer. C'est en effet à partir des problèmes concrets vécus par les participant-e-s qu'il a été possible de déployer les méthodologies de la recherche-action participative, de l'action sociopolitique, de la conscientisation et de l'art action communautaire. Cet appareillage méthodologique a permis d'établir des liens entre les expériences individuelles et localisées, d'une part, et les rapports sociaux et les structures sociales, d'autre part. La démarche a débouché sur la mise sur pied d'un groupe d'aide mutuelle et de mobilisation pour la défense collective du droit au logement dans la région. L'analyse de l'intervention a abordé les défis de l'adaptation des outils d'intervention à la réalité du terrain, les tensions entre les groupes sociaux exploités et les occasions de médiation, la démocratie au sein des groupes autogérés et dans les rapports avec les instances sociales et politiques locales. La démarche d'intervention a soulevé des questions qui ont alimenté les débats théoriques et méthodologiques en travail social.

Mots clés :

Catastrophes technologiques et environnementales, stratégie du choc, organisation communautaire critique en action sociopolitique, défense collective des droits sociaux, travail domestique et de soin, logement.

INTRODUCTION

Les dernières décennies ont été le théâtre d'une augmentation des catastrophes technologiques et environnementales à travers le monde : accidents industriels, sécheresses, inondations, feux de forêt, glissements de terrain, épidémies et pandémie, vagues de chaleur, ouragans, etc. Le contexte capitaliste néolibéral en est étroitement responsable dû, notamment, à la privatisation, la dérèglementation, la financiarisation, l'intensification de l'extractivisme, du transport de marchandises à l'échelle mondiale et de la destruction des écosystèmes. Il provoque un accroissement des vulnérabilités, des dépendances, de la précarité, de la pauvreté, de l'endettement, des incertitudes et de la souffrance. La réorganisation du travail à l'échelle internationale, qui s'est effectuée dans son sillage depuis plusieurs décennies, s'est accompagnée d'une prolétarianisation de larges pans de la population mondiale et de déplacements de travailleur-se-s à l'échelle de la planète. À l'époque actuelle, les membres des groupes sociaux exploités¹ sont non seulement dépossédés et mis en dépendance face aux marchés capitalistes, mais également fragmentés, en tension, en compétition entre eux et elles à l'intérieur de ces marchés.

L'utilisation intensive des ressources limitées, leur répartition inégale et l'accaparement des forces productives, en contexte capitaliste néolibéral, hétéro-cis-sexagiste² et néocolonial, maintiennent

¹ Étant donné la place centrale qu'occupe la question du travail sous toutes ses formes dans ce mémoire, j'ai retenu la désignation « membres de groupes sociaux exploités » pour nommer les participant-e-s potentiel-le-s à l'intervention. À partir de la recension des écrits, du cadre théorique, dont l'approche structurelle en travail social, et des entretiens exploratoires, j'ai identifié que les groupes exploités vivant des injustices territoriales, économiques, sociales, environnementales et migratoires sont nombreux et diversifiés. Comptent parmi ces groupes les personnes autochtones, les femmes, les travailleur-se-s, dont les travailleur-se-s migrant-e-s et racisé-e-s, les travailleur-se-s du soin salarié-e-s, les jeunes adultes, bien souvent à la fois étudiant-e-s et travailleur-se-s subalternes, n'ayant pas de diplôme d'études postsecondaires, les personnes considérées « improductives » (Mies, 1998), soit les personnes âgées, ayant, ou non, été salariées, les travailleur-se-s domestiques non-salarié-e-s étant parents ou non, les personnes sans emploi et assistées sociales, les personnes en situation d'handicap, ainsi que « les personnes issues [...] minorités sexuelles [et de genres] » (Lapierre et Levesque, 2013, p. 49). À ces groupes, s'ajoutent les locataires, dont le besoin de se loger constitue une occasion de profit pour les propriétaires d'immeubles et pour les banques, par l'intermédiaire des prêts hypothécaires accordés aux propriétaires d'immeubles à revenu, et les propriétaires d'une habitation pour se loger (Goyer, 2017, p. 193 et 194). Ces groupes sont considérés en situation d'oppression, c'est-à-dire que leurs « choix sont limités et [leurs] mouvements sont restreints par un ensemble de forces et de barrières qui sont reliées entre elles » (Lapierre et Levesque, 2013, p. 48.) et en situation d'exploitation, selon la redéfinition féministe du travail utilisée dans ce mémoire, et parfois, d'appropriation des ressources et du corps.

² J'ai utilisé le terme hétéro-cis-sexagiste, plutôt que patriarcal, dans la lignée des travaux de Guillaumin (1992), Juteau et Laurin (1988, 1997) et Rich (2010) : « [Le sexage, l'esclavage] [...] identifie[nt] la nature du rapport des groupes

et renouvèlent à l'heure actuelle une exploitation du travail à l'échelle globale, différenciée selon des critères de classes capitalistes, entre groupes racisés et de sexe, et une exploitation de la nature, au-delà de l'équilibre nécessaire à la sauvegarde des écosystèmes et de la vie de nombreuses espèces, précipitant les chocs sociaux et environnementaux. Les événements perturbateurs, comme les accidents industriels et la pandémie, s'accroissent et posent des défis sérieux aux groupes sociaux exploités, mais également à l'économie de marché globalisée et aux États néolibéraux, faisant face à des crises économiques, sociales, écologiques et politiques. Les membres des groupes sociaux exploités sont ceux et celles qui vivent de la manière la plus aigüe les conséquences de ces chocs, principalement ceux et celles habitant ou provenant des pays du Sud global (Sondarjee, 2020). Les chocs sociaux, la destruction d'écosystèmes et de milieux de vie amplifient le déplacement de populations à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Les catastrophes font également augmenter la somme de travail nécessaire à la production de la vie, inégalement répartie selon les divisions sociales du travail, suivant les lignes de tensions entre les groupes sociaux dominants et dominés, exploitant et exploités, possédants et dépossédés.

Ce contexte historique, traversant les frontières et s'inscrivant dans les communautés, dont celle de la région de Mégantic, au Québec, modèle la réalité de ses habitant-e-s. En effet, dans la décennie 2013-2022, les habitant-e-s de la région de la MRC du Granit, où est située la ville de Mégantic, ont vécu des chocs importants. Tout d'abord, une catastrophe technologique, soit le déraillement d'un train au centre-ville de Lac-Mégantic contenant de grandes quantités de pétrole brut, puis la pandémie de COVID-19, catastrophe sanitaire d'origine environnementale. Ces événements ont provoqué une succession de chocs sociaux qui ont facilité la mise en place de réformes néolibérales. Dans ces conditions d'accumulation des chocs, l'intervention individuelle et l'intervention communautaire ou développementale en travail social ne peuvent réellement

humains d'un type particulier, ceux qui sont engagés dans une relation inégalitaire [...] spécifique : celle d'appropriation. Ces groupes sont, ou ont été récemment dans l'histoire, appropriés, c'est-à-dire la propriété (au sens le plus ordinaire du terme) d'un autre groupe humain. La possession d'autres êtres humains implique qu'on en fait usage : leur appropriation n'est pas une péripétie juridique, encore que les lois l'expriment, c'est un usage corporel d'abord. Cet usage peut prendre plusieurs formes, de la libre exploitation (l'exploitation sans limites) de la force de travail—physique bien sûr mais aussi mentale et affective, jusqu'au libre usage (l'usage sans limites) du corps lui-même. » (Guillaumin, 1992, p. 10 et 11) J'ai ajouté le préfixe 'hétéro', pour souligner le cadre historique hétérosexuel, et 'cis', pour souligner le cadre cisgenre, de ces rapports de sexage individuels et collectifs.

répondre aux enjeux auxquels fait face la région de Mégantic, soit des attaques frontales du néolibéralisme qui profite des chocs pour étendre sa logique (Klein, 2008).

Les travailleur-se-s sociaux-ales œuvrant en organisation communautaire critique en action sociopolitique ont un rôle à jouer sur le plan de la mobilisation pour la défense des droits collectifs vers la justice économique, sociale, environnementale et migratoire et la création de réseaux de solidarité et d'aide mutuelle en réponse à ce contexte. La mobilisation et l'organisation des collectivités par l'échange et la transmission de savoirs et d'expériences peuvent être initiées ou soutenues par ceux-ci et celles-ci.

Cette intervention poursuivait les buts généraux d'accompagner des membres de groupes exploités d'horizons variés, partageant des milieux naturels interconnectés, pour : 1) favoriser le développement d'une compréhension élargie et commune des enjeux des chocs successifs en lien avec les catastrophes technologiques et environnementales, de leurs causes structurelles et de leurs conséquences concrètes, relatifs à la réponse aux besoins humains et à la division sociale totale du travail de production de la vie, à partir des vécus concrets de différents membres des groupes sociaux exploités, et 2) d'encourager le développement de dynamiques d'aide mutuelle pour répondre de manière synergique et culturellement sensible aux besoins humains réels, universels, en équilibre avec ceux des autres vivants, dans un contexte de ressources limitées, et d'une solidarité politique démocratique visant le renforcement du rapport de force des groupes sociaux exploités dans leur recherche de justice économique, sociale, environnementale et migratoire.

Lors de l'intervention, qui s'est déroulée à Mégantic entre janvier et juin 2022, il a été question de colliger les savoirs et les expériences de chaque participant-e à propos des conséquences concrètes de la multiplication de catastrophes dans leur parcours par une recherche-action participative, élaborant une démarche de conscientisation et utilisant un dispositif d'intervention précis : un journal participatif. Pour ce faire, j'ai été accueillie par l'équipe de proximité de Lac-Mégantic. J'ai mis sur pied des ateliers de création qui s'adressaient à des participant-e-s d'horizons sociaux variés : travailleur-se-s subalternes, peu scolarisé-e-s, jeunes adultes,

travailleur-e-s migrant-e-s, racisé-e-s, néocolonisé-e-s, travailleur-se-s du soin, travailleur-se-s domestiques non rémunéré-e-s et locataires.

Dans le cadre de ce mémoire, je présenterai tout d'abord la stratégie du choc, telle que théorisée par Naomi Klein, puis j'exposerai le contexte géographique et historique dans lequel s'est inscrite l'intervention. J'aborderai les causes et les conséquences des chocs qui ont marqué la dernière décennie. Je formulerai ensuite le cadre théorique et conceptuel utilisé en l'arrimant avec la posture de l'organisatrice communautaire critique en action sociopolitique, avant d'esquisser les alternatives et les solutions qui se sont démarquées dans la littérature scientifique s'inscrivant dans la perspective critique et l'approche structurelle en travail social. En effet, fréquemment utilisés pour justifier l'introduction de réformes néolibérales, les chocs sociaux et environnementaux sont également des occasions de réfléchir à une organisation des rapports sociaux plus juste et moins dommageable, pour répondre aux besoins humains et préserver l'équilibre des écosystèmes. Je présenterai ensuite l'intervention, ses buts généraux et son objectif opérationnel, sa méthodologie et les considérations éthiques qui l'ont constituée. Ce dispositif d'intervention s'est appuyé sur différentes approches et méthodes qui ont des affinités entre elles, soit la recherche-action participative, l'action sociopolitique, la conscientisation et les groupes d'aide mutuelle autogérés. Je passerai ensuite à la description de la démarche d'intervention et des résultats, dont l'émergence d'un groupe mobilisé pour la défense collective du droit au logement. Les réflexions ont évolué au fil de l'intervention et les actions en intervention se sont adaptées au contexte et aux participant-e-s. Le mémoire tentera de rendre compte de la complexité du processus d'intervention. Je poursuivrai en analysant les apports et les défis de l'intervention en examinant comment se sont incarnés sur le terrain la méthodologie et les principes de solidarité, d'aide mutuelle et de démocratie. Je terminerai par une réflexion sur la posture d'organisatrice communautaire critique en action sociopolitique face aux défis actuels, qui ouvre sur des pistes de recherche et les voies de solutions possibles.

Lors du premier chapitre, je présenterai brièvement la théorie de la stratégie du choc néolibérale, telle que révélée par Naomi Klein, avant de plonger dans la mise en contexte géographique et historique de l'intervention.

CHAPITRE 1

CONSTRUCTION DE LA PROBLÉMATIQUE

1.1 Les chocs et la stratégie néolibérale

J'ai emprunté ici au célèbre essai *La stratégie du choc* de Naomi Klein qui a mis à jour la stratégie utilisée par l'économiste Milton Friedman et ses disciplines pour instaurer des réformes néolibérales. Elle a appelé : « 'capitalisme du désastre' ce type d'opération consistant à lancer des raids systématiques contre la sphère publique au lendemain de cataclysmes et à traiter ces derniers comme des occasions d'engranger des profits. » (2008, p. 10) Les chocs permettraient de présenter les principes néolibéraux comme des solutions inévitables.

Dans son ouvrage amplement documenté, Klein a étudié les balbutiements du mouvement néolibéral, qui a pris naissance dans le département de l'Université de Chicago, où Friedman enseignait. Klein est revenue sur le coup d'État de Pinochet au Chili, puis sur une grande variété de chocs de différents types : naturels, technologiques, politiques, militaires et économiques pour révéler comment ceux-ci ont tous été utilisés comme occasions pour effectuer des changements économiques et politiques cruciaux dans les territoires touchés et pour instaurer des réformes néolibérales. Klein a pris en considération une variété de catastrophes, tels les tsunamis et les ouragans, ainsi que les événements politiques, telles les guerres, en passant par les dépressions économiques. Klein a expliqué la stratégie que Friedman a mise au point : « attendre une crise de grande envergure, puis, pendant que les citoyens sont encore sous le choc, vendre l'État, morceau par morceau, à des intérêts privés avant de s'arranger pour pérenniser les 'réformes' à la hâte. » (2008, p. 11) La théorie de Klein a été une lunette utile pour observer les chocs successifs vécus dans la région de Mégantic, au cours de la dernière décennie.

1.2 Les inégalités et la justice environnementale

Les catastrophes environnementales et technologiques soulèvent de nombreux enjeux sociaux, que ce soient les facteurs de risque liés à l'activité humaine ou les conséquences sur les communautés comme milieux de vie. Le capitalisme,

en tant que système historique, ne produit pas un régime écologique, mais il s'exprime et demande à être analysé en tant que régime écologique en lui-même : la division entre production et reproduction, la création d'une nature abstraite et « industrialisable » [...] sont les formes que l'écologie-monde capitaliste a prises dans son devenir historique. (Benegiamo, Dal Gobbo, Leonardi, Torre, 2020, p. 90)

À l'heure des dérèglements climatiques et de l'augmentation de catastrophes sociales et environnementales, il est possible de soutenir que le régime capitaliste néolibéral basé sur la croissance de la production menace les écosystèmes et le bien-être des communautés. L'ordre socioécologique actuel provoque des risques technologiques et environnementaux qui affecteraient de manière différenciée les populations (Acot, 2006, et Laurent, 2009). L'intensité et la gravité des conséquences de la destruction des milieux de vie, ainsi que les ressources et les savoirs disponibles pour répondre à de telles situations varient également d'un groupe social à l'autre et d'un territoire à l'autre.

Ces difficultés affectent en priorité les membres des groupes sociaux exploités, de deux façons : premièrement, dans leur capacité de répondre à leurs besoins et, deuxièmement, dans leur capacité à accomplir leurs tâches et rôles sociaux permettant de répondre aux besoins d'autres personnes. Premièrement, la modification néolibérale du rôle de l'État dans sa réponse aux besoins des populations³ contribue au succès des classes possédantes et exploitantes dans leur projet d'accumulation de richesses et à l'augmentation des inégalités sociales. En effet, le néolibéralisme augmente les inégalités sociales en intensifiant la concentration des richesses :

[t]he state, once transformed into a neo-liberal set of institutions, becomes a prime agent of redistributive policies, reversing the flow from upper to lower classes that had occurred during the era of social democratic hegemony. It does this in the first instance through pursuit of privatization schemes and cut-backs in those state expenditures that support the social wage. (Harvey, 2006, p. 48)

Les droits économiques et sociaux déployés et financés lors de l'après-guerre sont pointés comme des obstacles au libre marché. Le néolibéralisme instaure une dynamique de maximisation des profits qui « prend à contre-pied les régulations sociales et les droits économiques et sociaux désormais interprétés comme des obstacles au libre jeu de la concurrence, au libre déploiement du marché. » (Castel, 2013, p. 46) La privatisation et l'austérité à l'ère néolibérale, par la

³ Comme le souligne Spade (2020), le modèle de l'État social en contexte capitaliste n'avait cependant pas éradiqué l'exclusion sociale et la pauvreté.

diminution des dépenses de l'État, dans les services publics et la protection sociale (ex. aide sociale, logements sociaux, soins de santé) font en sorte que les mécanismes de justice sociale et de protection collective face aux catastrophes sont affaiblis. Les organismes communautaires deviennent des outils de choix dans un contexte de réduction de la taille de l'État et de démantèlement des services publics :

Dans l'optique de réduire la taille de l'État et de rendre la population 'active', il compte sur le communautaire pour l'aider à gérer les conséquences de la mise en place de politiques néolibérales telles des coupures de services et des mises à pied dans la fonction publique. (Offe, 1981, cité dans Hanley, Kruzynski et Shragge, dans Harper et Dorvil, 2013, p. 151)

Selon Dominelli, les services sociaux doivent servir les besoins de toute la population, particulièrement en contexte de chocs environnementaux : « *Social services must become an inclusive, universal service, not a residual and stigmatized one. High-quality social services for all, readily available and accessible at the point of need, are a human right and integral to realizing social justice claims to resources.* » (Dominelli, 2012, p. 4) Benegiamo relie la dérèglementation environnementale et le démantèlement de l'État social dans le contexte de la montée du néolibéralisme. Elle a connecté le concept d'extractivisme issu de l'ère coloniale à l'époque néolibérale, au cours de laquelle il connaît un nouvel essor :

Afin que les profits de quelques-uns continuent de croître, il est devenu de plus en plus nécessaire de répercuter les coûts de ces opérations sur les individus, libérant ainsi l'ensemble du système (et ceux qui en profitent) des charges de la reproduction sociale et environnementale. Dans ce contexte, le détricotage de l'État [social] est allé de pair avec la dérèglementation environnementale [et [...] la gouvernance des territoires (traduction libre de Sikor et collab. 2013, cité ans Benegiamo, 2020, p. 526)] et l'augmentation des nuisances socioécologiques liées à l'extraction des ressources de la biosphère. (Benegiamo, 2020, p. 20)

Acosta soutient que le cœur de la différence entre les états sociaux et néolibéraux dans des économies productivistes basées sur l'extractivisme serait la question de la redistribution de richesses créées notamment à partir de processus destructeurs pour la nature et les modes de vie reposant sur un équilibre avec les écosystèmes.

Deuxièmement, dans le système capitaliste, les catastrophes font augmenter la somme de la charge mentale et du travail nécessaire à la réponse aux besoins humains, dans le cadre de l'apparition de nouvelles difficultés (maladies, destruction matérielle, etc.) (Meloche-Holubowski, 2022) Ce travail est inégalement divisé suivant les lignes de partage découpées par les rapports

sociaux d'exploitation. L'étude de la division sociale de la surcharge de travail permet de constater que le travail excédentaire secrété par les chocs pèse plus lourd sur les épaules de certains membres de groupes sociaux exploités (Hamel-Roy, Fauvel, Laurence-Ruel et Noiseux, 2021). Il y aurait donc des liens entre la lutte pour un contrôle et une répartition équitable du travail, dont celui, largement féminisé, de soin et de production de la vie, et la lutte pour la justice environnementale. En effet, les chocs environnementaux font augmenter le travail gratuit et salarié de soins, exploité, donc augmenter le travail féminisé, soit la charge mentale et matérielle d'autres êtres humains.

Dans le contexte actuel, où le capitalisme globalisé et néolibéral est superposé aux catastrophes socioécologiques, la justice sociale demanderait d'être croisée avec les questions de justice environnementale, c'est-à-dire au droit des populations actuelles et futures de vivre dans un environnement sain et sécuritaire (Hawkins, 2010, cité dans Dagenais Lespérance et MacDonald, 2019) et à la responsabilité de préserver les équilibres de la nature, issue des conceptions autochtones du rapport au monde (Guillibert, 2021). L'économiste Yves-Marie Abraham a également fait le lien entre les concepts de justice sociale et environnementale et l'économie, en mettant en évidence les injustices intergénérationnelles comme partie intégrante de la croissance économique capitaliste, ce qui a mis en exergue les risques et les conséquences disproportionnées qui sont vécus par les jeunes générations et seront vécus par celles à venir :

[L']injustice intergénérationnelle n'est pas seulement une conséquence regrettable de la course à la production de marchandise. C'est aussi une condition de possibilité de la croissance. Celle-ci n'a pu se produire que parce qu'une partie de ses coûts ont été transférés aux humains de l'avenir. Cette formidable accumulation de marchandises n'aurait pas été réalisable sans exploiter les possibilités d'existence futures de notre espèce ou, si l'on préfère, sans un 'endettement écologique' que vont devoir assumer celles et ceux qui nous succéderont. (Abraham, 2019, p. 102 et 103)

Cette intervention a également tenté d'arrimer la justice économique, sociale et environnementale, ainsi que la justice migratoire. Dans le cadre de l'ordre socioécologique actuel menaçant profondément les modes de vie autochtones, paysans et artisanaux, ainsi que les écosystèmes à travers la planète, et de l'augmentation des conflits, de nombreux déplacements humains ont eu lieu et leur augmentation est à prévoir à l'échelle mondiale (Dominelli, 2012, et Radio-Canada, 2020 (d)). Les efforts pour la justice environnementale demanderaient de prendre

en considération la justice migratoire, puisque ces enjeux sont imbriqués⁴. Adopter une perspective nord-sud dans le cadre de ce projet d'intervention était nécessaire pour développer une compréhension des phénomènes globaux et leurs conséquences concrètes dans la vie des participant-e-s (Sondarjee, 2020). Des déplacements d'animaux, par manque de ressources nécessaires à leur survie, et des transformations de la flore selon le climat et les conditions de croissance seraient également à prévoir.

1.3 Les éléments de contexte géographique : le terrain d'intervention

Je me concentrerai tout d'abord sur le contexte géographique de l'intervention, soit la région de Mégantic. Je vais présenter les processus d'accumulation par dépossession et d'exploitation qui s'incarnent historiquement dans l'espace physique de l'intervention.

L'intervention relatée dans ce mémoire s'est effectuée sur le territoire traditionnel de la nation W8banaki. En effet, la ville de Lac-Mégantic est « associée au plus ancien site connu d'occupation du territoire québécois et du Nord-est américain révélant une présence amérindienne [*sic*] remontant à plus de 12 000 ans » (Petit et Gosselin, dans Maltais et Larin (dir.), 2016, p. 94). Les enjeux de la justice territoriale autochtone au Canada sont hautement complexes et il ne sera pas possible d'en traiter ici exhaustivement⁵.

La fondation de la ville de Mégantic a été partie intégrante du développement du système économique capitaliste au Canada. Lac-Mégantic est une ville-champignon (*boomtown*) produite par l'industrie forestière et minière (Pierre-Deschênes, 2009). Il s'agit bel et bien d'une région qui a été développée pour l'extraction, dont la colonisation est liée à l'industrialisation au 19^e siècle (Tremblay, 1994). Les forêts ont fourni les arbres et le sous-sol, l'or puis le granit. Les ressources et produits étaient acheminés par voies ferrées vers des centres urbains plus importants. Les colons,

⁴ À propos de la compétition pour les ressources limitées en contexte de crise environnementale, de l'échec des États de protéger leurs citoyens en contexte de migrations environnementales et des effets des frontières coloniales arbitraires sur le bien-être des groupes sociaux, voir le cas de la sécheresse qui a touché le Kenya, la Somalie et l'Éthiopie, en 2008-2009 (Dominelli, 2012).

⁵ Une des limites de l'intervention a été de ne pas impliquer de manière approfondie les perspectives autochtones, et plus précisément w8banakiak, à propos de la justice territoriale et la responsabilité humaine de protéger la nature. Dans une perspective décoloniale critique, ce genre de démarche aurait dû être réalisée en amont et en priorité, pour créer les conditions propices à l'expression du leadership des personnes autochtones dans la défense de la nature et l'organisation des rapports humains sur le territoire, à la solidarité et l'aide mutuelle entre groupes sociaux exploités.

alors principalement francophones, fournissaient la main-d'œuvre :

La période qui débute en 1870 est sans doute la plus importante au point de vue historique et démographique, puisqu'elle est marquée par l'ouverture de la région à la colonisation francophone [à la] suite [des] efforts des sociétés de colonisation et à la volonté du gouvernement d'ouvrir de nouveaux territoires à la colonisation. [...] (Fournier, 2019, p. 4)

Les colons provenaient d'ailleurs au Québec, dont la Beauce (Tremblay, 1994), puis de France, quittant alors possiblement une terre agricole pour s'établir près de Mégantic (Tremblay, 1994, et Fournier, 2019). Il s'agissait donc d'ouvrier-ère-s récemment prolétarisé-e-s ou de paysan-ne-s européen-ne-s sans droit viager sur un territoire, qui choisissaient de migrer. Ils et elles vendaient leur force de travail pour ainsi répondre à leurs besoins. À l'instar des travailleur-se-s migrant-e-s du 21^e siècle, il s'agissait donc de migrant-e-s venu-e-s s'installer dans la région avec l'espoir d'améliorer leurs conditions de vie et de sécuriser l'avenir de leurs enfants.

La ville de Lac-Mégantic s'est également positionnée historiquement comme un centre administratif régional qui concentrait les services offerts aux habitant-e-s de la région :

De 1900 à 1913, on érige une église majestueuse de style néogothique sur un terrain surélevé situé face au centre-ville. [...] Au même moment, l'urgent besoin de fournir un service d'éducation aux enfants des paroissiens donne lieu à l'arrivée des religieuses de la congrégation Notre-Dame et des religieux du Sacré-Cœur. Bien sûr, cela rendait nécessaire la construction d'un couvent et d'une académie. Dès 1907, Mégantic précise sa vocation de centre régional constitué de différents commerces et services. (Tremblay, 1994, p. 40)

Il y a donc un important volume de travail de soin qui était effectué dans ces institutions. À partir de la période de la désindustrialisation amorcée à l'orée des années 1960, la région est reconnue comme ayant un taux de défavorisation élevée dans le contexte estrien et québécois. La ville a conservé sa vocation de centre administratif :

De 1956 à 1981, le secteur tertiaire joue un rôle prépondérant dans la qualité de vie et le maintien de la vocation régionale. Les commerces, les services, l'éducation ([l'école] polyvalente voit le jour), les soins de santé (on érige un hôpital moderne) de même que les bureaux administratifs de divers ministères fédéraux et provinciaux renouvèlent le visage de la municipalité. (Tremblay, 1994, p. 40)

Il est cependant encore aujourd'hui possible de constater « la vocation industrielle de la ville de Mégantic et son offre de services éducatifs, du primaire au collégial, en passant par le secondaire, la formation professionnelle et la francisation, et de soins de santé et de services sociaux à la population de la région du Granit ». Au début du 21^e siècle, la petite ville était caractérisée par un vieillissement de la population et se basait, jusqu'à récemment, sur une projection d'un bilan

démographique négatif pour la période 2011-2036⁶. Cette ville est toujours marquée par la faible scolarisation et la pauvreté d'une part importante de sa population. De plus, 40,8% des ménages sont locataires (Petit et Gosselin, dans Maltais et Larin, 2016, p. 94 à 98). Les loyers étaient relativement peu élevés avant la tragédie de 2013 :

[les] individus [étaient] moins enclins à déménager et [...] le pourcentage des ménages locataires recensés qui consacraient plus de 30 % de leur revenu annuel brut au logement [étaient] moins élevé qu'ailleurs. (Petit et Gosselin, dans Maltais et collab., 2016, p. 96)

La région accueille un nombre croissant de travailleur-se-s migrant-e-s, racisé-e-s, néocolonisé-e-s. La présence de ces travailleur-se-s migrant-e-s dans la région de Mégantic s'expliquerait par un contexte de pénurie de main-d'œuvre et, en réponse, d'un plan d'action ministériel pour la régionalisation de l'immigration, notamment au niveau primaire, donc de l'installation de personnes migrantes hors des grandes villes, dès leur arrivée au Québec (Québec, 2022 (b)). Il s'agit d'une réalité nouvelle dans la région (Allaire et Larouche, 2020). Le portrait démographique souligne que « Lac-Mégantic (communauté semi-rurale) et ses acolytes municipaux de la MRC (ruraux) sont tout à fait francophones avec très peu d'immigrants. » (Petit et Gosselin, dans Maltais et collab., 2016, p. 96) Les travailleur-se-s migrant-e-s sont employé-e-s dans divers secteurs, principalement selon des modalités de permis de travail fermés, pour le travail en usine ou dans le domaine du soin, principalement.

J'ai présenté quelques éléments géographique et historique. Je vais maintenant étudier le contexte précis de l'intervention, marqué par des chocs successifs vécus dans la région, soit la tragédie ferroviaire de 2013, ainsi que la pandémie qui a débuté en 2020 et qui était toujours en cours à l'hiver et au printemps 2022 au moment de mettre en œuvre l'intervention. Je présenterai les causes de ces chocs, ainsi qu'un portrait sommaire de leurs conséquences sociales sur le vécu des membres des groupes exploités.

1.4 La tragédie engendre des chocs successifs

Le point de départ de la réflexion de cette intervention a été la catastrophe du 6 juillet 2013 à Lac-

⁶ Les résultats de ces calculs, réalisés avant la tragédie et la pandémie, ne correspondaient pas à la réalité au moment de réaliser l'intervention. Le bilan démographique était positif.

Mégantic.

Depuis le développement de la technologie permettant d'extraire du pétrole de schiste au 21^e siècle, du pétrole est extrait par fracturation de la formation du Bakken au Dakota du Nord, aux États-Unis. Il s'agit du territoire de la nation des Lakotas⁷. C'est ce pétrole hautement volatil qui a été renversé lors de l'accident ferroviaire au centre-ville de Mégantic, causant explosions et incendie. Celui-ci a été acheminé par train en direction de la raffinerie Irving au Nouveau-Brunswick, en passant par le sud du Manitoba, de l'Ontario et du Québec. Il devait passer par le nord du Maine avant de revenir au Canada dans la province maritime.

⁷ Les luttes autochtones à Standing Rock contre le pipeline Dakota Access est un exemple de lutte contre le racisme environnemental que Paul Guillibert résume :

Standing Rock est une réserve habitée par les Lakota, membres des Oceti Sakowin Oyate. Connue depuis les années 1970 pour avoir accueilli les premières rencontres internationales des peuples autochtones, elle est devenue depuis 2016 l'un des symboles des luttes contre l'extractivisme. En effet, le projet Dakota Access Pipeline (DAPL), lancé en 2014, prévoyait la construction d'un pipeline de 1800 kilomètres de long transportant à travers le Dakota du Nord plus de 500 000 barils de pétrole par jour. Le pipeline devait passer au nord de la réserve mais traverser une zone considérée comme appartenant au territoire lakota par les traités de Fort Laramie de 1851 et 1868 – toujours valables en droit, bien que leurs tracés n'aient jamais été respectés. Le premier traité fixait les limites de la réserve, le second interdisait tout peuplement et toute occupation blanche sans le consentement des Lakotas. Or, le tracé du Dakota Access Pipeline ne respectait aucun de ces traités puisqu'il devait notamment traverser des terres sacrées et le lac Oahe sur la rivière Missouri, qui fournit la réserve en eau potable. L'opposition des habitantes et des habitants de Standing Rock était donc légitimée par des raisons de deux ordres, l'un environnemental et l'autre anticolonial.

D'un point de vue environnemental, le pipeline faisait courir le risque d'une pollution massive des ressources en eau potable et des écosystèmes locaux. Ces craintes étaient justifiées, puisque c'est précisément une expertise environnementale qui a conduit le juge américain à interdire l'exploitation du Dakota Access Pipeline le 6 juillet 2020. C'est pour cette raison que les opposantes et les opposants – autochtones et écologistes – qui luttaient contre sa construction depuis 2014 se présentèrent comme des « *water protectors* », des protecteurs de l'eau, et adoptèrent le slogan « *Water is life – Mni Wiconi* ». Affirmer que « l'eau c'est la vie » revient à assumer une position environnementaliste qui fait de la préservation des ressources la condition essentielle de toute vie. Mais comme l'écrit Nick Estes, chercheur et activiste de la tribu sioux des Lower Brulé, « les détracteurs se nommaient eux-mêmes des Protecteurs de l'Eau parce qu'ils n'étaient pas seulement opposés à un pipeline; ils luttaient aussi pour quelque chose de plus grand; la continuation de la vie sur une planète ravagée par le capitalisme ».

D'un point de vue anticolonial, le parcours du Dakota Access Pipeline rappelait toute l'histoire de l'expropriation des peuples natifs en Amérique du Nord. Le tracé initialement prévu plus au nord, près de la ville majoritairement blanche de Bismarck, avait été discrètement écarté au profit d'un parcours qui traversait le territoire des anciennes réserves. Les opposantes et les opposants critiquèrent ce choix caractéristique d'un « racisme environnemental » qui fait peser les risques écologiques sur les populations non blanches, renforçant les discriminations raciales. Ce parcours rappelait aussi que les traités territoriaux conclus entre la « Grande nation Sioux » et les États-Unis au milieu du 19^e siècle n'avaient jamais été respectés. Non seulement l'oléoduc devait traverser une zone normalement incluse dans la réserve, et donc sous souveraineté indigène, mais le lac Oahe, sous lequel devait passer le pipeline, est lui-même une construction artificielle qui a immergé de nombreuses terres des Oceti Sakowin dans les années 1960. Achievé en 1962, le bassin hydrologique avait englouti la quasi-totalité des forêts et une grande partie des terres arables de la réserve.

Protéger l'eau revient donc à défendre à la fois les conditions de la vie menacées par la logique extractiviste du capital et l'autonomie des peuples natifs et leur droit à habiter une terre dont ils ont été expropriés [*sic*] par la colonisation. (2021, p. 43 et 44)

Anne-Marie Saint-Cerny a effectué une enquête sociale indépendante sur la tragédie de Lac-Mégantic et ses suites, qu'elle a publiée en 2018. Elle identifie en effet la source de la tragédie dans l'univers de la bourse américaine, dans les années qui ont suivi la crise financière de 2008. La financiarisation de l'économie à l'époque néolibérale fait en sorte que l'extraction de certaines ressources est dépendante de leur valeur en bourse :

[l]’extractivisme dépend de l’économie financière. En fait, les ressources qu’il se propose d’exploiter ne deviennent pertinentes qu’à partir du moment où les marchés internationaux annoncent des prix avantageux pour une denrée. Évidemment, quand les marchés chutent, les espoirs de développement d’une région ou d’un pays disparaissent aussitôt. (Hébert et Tremblay-Pépin, 2013, en ligne)

Les marchés évoluent selon les possibilités des technologies d'extraction et de transport. Cette dynamique est à l'origine de l'exploitation pétrolière dans la formation du Bakken et son transport par trains.

En effet, des actionnaires du chemin de fer Canadien Pacifique auraient motivé William Ackman, un financier au style 'activiste', à investir dans les actions de cette compagnie et à prendre le contrôle de son conseil d'administration dans le but de mettre en place des réformes néolibérales draconiennes (Saint-Cerny, 2018, p. 38). Celles-ci permettraient d'augmenter les profits des actionnaires de manière importante dans un contexte d'expansion de l'industrie pétrolière dans la région du Bakken. Les produits de cette industrie sont acheminés par voie ferroviaire ou par oléoducs et gazoducs pour être transformés, vendus et consommés. L'industrie nord-américaine du pétrole s'est tournée vers le transport par train au tournant de la décennie 2010 pour assurer des débouchés internationaux à l'extraction de pétrole de schiste de la formation du Bakken au Dakota du Nord. Le transport ferroviaire a augmenté en flèche lors de la décennie 2010, passant de 10 800 en 2009 à 400 000 wagons-citernes par année en 2013 (Tisseyre, et coll., 2016, 27 min. 47 s).

La prise de contrôle du conseil d'administration par William Ackman et ses acolytes a permis de placer Hunter Harrison, un vétéran de l'industrie ferroviaire connu pour ses méthodes draconiennes, à la tête de la compagnie. Il a mis en place les réformes permettant d'accentuer la courbe des profits en quelques mois : « à l'aube de la tragédie de Lac-Mégantic, au printemps 2013, Hunter Harrison a respecté ses engagements envers ses actionnaires. On trouve moins

d'équipes de travail et d'employés, moins de locomotives, mais beaucoup plus de wagons et de fret dans ces nouveaux trains qui filent à vive allure sur les rails. » (Saint-Cerny, 2018, p. 72) En effet, la position du réseau du Canadien Pacifique était stratégique pour le transport du matériel nécessaire à l'industrie pétrolière et acheminer ce pétrole enclavé dans le continent vers les ports internationaux, permettant ainsi de le vendre au prix du Brent :

Le CP relie le Dakota du Nord et, par sa portion canadienne, les producteurs de sables bitumineux et de pétrole de schiste du Canada (la formation géologique du Bakken s'étend jusqu'au Canada). Le CP occupe donc une position privilégiée pour transporter tout ce pétrole vers les ports canadiens de l'Ouest comme de l'Est, à Vancouver comme à Montréal, à Halifax, à New York ou à Saint John (Nouveau-Brunswick), pour ne nommer que ceux-là. (Saint-Cerny, 2018, p. 81)

Le transport de produits pétroliers par train soulève des inquiétudes puisqu'il menace la santé des travailleur[-e-]s et des milieux de vie. Le risque est présent pour les travailleur-se-s des industries ferroviaires et des hydrocarbures et pour la population en général, comme l'a démontré l'accident industriel de 2013.

Les procès qui ont suivi la tragédie de Mégantic, ayant acquitté les travailleurs en poste le soir précédant l'accident, ont révélé des pratiques dangereuses des industries pétrolière et ferroviaire qui auraient concouru en amont à la catastrophe de juillet 2013. Parmi ces pratiques figure le sous-classement du type de pétrole dans les catégories de dangerosité :

Au nom de son employeur *World Petroleum*, [un employé dénommé] Jasso aurait modifié le groupe d'emballage du pétrole sur les fiches du train 282 pour indiquer un degré moins dangereux, PG III. Une fausseté évidente lorsqu'on sait que les fiches qu'ont remises les camionneurs classaient ce pétrole comme « le plus dangereux (PG I), c'est-à-dire extrêmement explosif et inflammable, ou 'très dangereux (PG II)' (Saint-Cerny, 2018, p. 153)

L'utilisation de wagons DOT-111 pour le transport du pétrole inflammable, alors qu'ils sont conçus à l'origine pour transporter de l'huile de canola et du sucre liquide, sont également des risques industriels majeurs. Parmi les autres facteurs de risque ayant mené à la tragédie de Mégantic figurent les méthodes de gestion de la compagnie ferroviaire sous-traitante du Canadien Pacifique, *Montreal Maine and Atlantic (MMA)*, pour le tronçon Farnham vers Saint John au Nouveau-Brunswick en passant par le Maine : « le chemin de fer *Montreal, Maine and Atlantic Railway*, a l'extrême avantage d'être le chemin le plus court entre la fin abrupte du réseau du CP [à Farnham] et l'acheteur Irving [à St. John's]. Une solution simple, pratique et bon marché. » (Saint-Cerny, 2018, p. 90) En conséquence directe, le pétrole du Bakken a été pris en charge en fin

de course par « MMA, le réseau qui détient pourtant le pire bilan en matière d'accidents en Amérique du Nord. Un fait connu de tous les transporteurs, dont évidemment le CP, et de tous les ministères et agences responsables de la sécurité des transports, au Canada comme aux États-Unis. » (Saint-Cerny, 2018, p. 90) Les petites compagnies ferroviaires, comme la MMA, tentaient, elles aussi, dans la même logique capitaliste, de réduire les coûts de production, dont les coûts de remplacement des machineries, d'entretien de l'équipement et de main-d'œuvre.

En matière d'équipement, les procès ont également révélé que les machineries utilisées par la MMA étaient en piètre état, c'est le cas tout particulièrement de la locomotive 5017, qui était en tête de convoi le soir du 13 juillet 2013 :

Ses problèmes sont connus et reconnus des responsables mécaniques [...]. Déjà le 7 octobre 2012, le 15 mars 2013, puis dans la semaine précédant la tragédie, la 5017 est passée par l'atelier de la MMA à Derby, où l'on a « réparé » plusieurs composantes dont le bloc-moteur, « colmaté » des fuites d'huile et resserré des boulons. En autopsiant le moteur, le [Bureau de la sécurité des transports] BST découvrira que les boulons trop serrés ont brisé le palier à came, mais surtout que l'on avait recollé différentes pièces brisées du moteur à l'aide de polymère. (Saint-Cerny, 2018, p. 169)

Finalement, l'entretien des voies ferrées, principalement celles détenues par les compagnies de classe 2, dont faisait partie la *Montreal, Maine and Atlantic*, est également un enjeu inquiétant : « [L]es rails sont écrasés, déformés ou ne sont pas à niveau. Les dormants qui les maintiennent dans le bon écartement sont pourris ou manquants, les attaches, souvent manquantes. Bref, les voies ferrées peuvent être dans un état lamentable. » (Tisseyre, et coll., 2016, 34 min 16 s). Les rails ont été construits des décennies plus tôt pour le transport de marchandises non dangereuses, comme le bois, le minerai ou les produits commerciaux. Les inspecteur-riche-s de Transport Canada qui sont chargés de vérifier la sécurité des rails sont en nombre insuffisant :

[a]u Canada, il y a 46 000 km de voies ferrées. Chaque inspecteur est donc responsable d'au moins 460 km de ces voies. Avec l'augmentation du trafic ferroviaire, le transport massif de pétrole et le passage de plus en plus fréquent des trains blocs à travers des agglomérations, les questions abondent à propos de la sécurité des chemins de fer. (Tisseyre, et collab., 2016, 36 min 29 sec.)

Dans le contexte néolibéral, les compagnies ferroviaires privées ont progressivement acquis « l'autorité totale [...] en matière de réglementation de la sécurité ferroviaire au Canada, leur déléguant le pouvoir d'écrire leurs propres règles de sécurité et de s'auto-surveiller. (Saint-Cerny, 2018, p. 102) En effet, il est possible de lire dans l'énoncé de mission de Transport Canada que cet

organisme « élabore des règlements et des normes de sécurité [...] ou dans le cas des compagnies ferroviaires, facilite l'élaboration de règles par l'industrie ferroviaire. » (Saint-Cerny, 2018, p. 111) C'est donc l'industrie qui rédige ses propres règles de sécurité. Deneault et Barcant (2014) et Saint-Cerny (2018) soutiennent la thèse que ce désastre est le produit d'un système qui vise le profit au détriment de la vie humaine et de la santé des écosystèmes.

L'enchaînement des événements qui ont suivi la tragédie du 6 juillet 2013 a provoqué des chocs pour la population de la région et a mis à l'avant-plan plusieurs questions et débats. Les conséquences sociales de ces chocs sont incommensurables (Petit et Gosselin, Maltais et Bolduc, dans Maltais et collab., 2016, Larin et Lefebvre, 2014, Larouche, 2014). Les impacts physiques et psychologiques post-catastrophes ont été abondamment documentés lors de recherches menées notamment par la Direction de la santé publique de l'Estrie et dans un ouvrage dirigé par Danielle Maltais, intitulé *Lac-Mégantic – de la tragédie à la résilience* : « [l]a plupart des études recensées dans le domaine des conséquences des catastrophes abordent la fréquence des problèmes physiques ou psychologiques développés comme l'état de stress post-traumatique, les troubles anxieux ou les troubles dépressifs. » (Maltais et Bolduc, dans Maltais et collab., 2016, p. 14) Plusieurs autres impacts de la tragédie de Mégantic sur la santé mentale sont couramment énumérés : le stress, la peur, la vulnérabilité, le sentiment d'impuissance, la colère, la méfiance, la culpabilité, la dépersonnalisation, la frustration, l'isolement (Larin et Lefebvre, 2014). Il est également question des traumatismes et de la réactivation des traumatismes liés au deuil, à la catastrophe, à la démolition, à la perte ou à la destruction de milieux de vie et de milieux naturels, ainsi que la perte du sentiment de sécurité. La vulnérabilité sociale préalable à la tragédie a un rôle déterminant à jouer dans la gravité des impacts vécus : « [l]es réactions et la symptomatologie constatée chez les individus peuvent être diverses et dépendent d'un ensemble varié de facteurs, dont le sexe, l'âge, l'état de santé préexistant et les conditions de vie. » (Maltais et Bolduc, dans Maltais et collab., 2016, p. 14) La littérature insiste également sur les impacts sociaux de la tragédie : « différents autres aspects de la vie des individus peuvent être aussi perturbés comme leur vie personnelle, conjugale, familiale, sociale ou professionnelle » (Maltais et Bolduc, dans Maltais et collab., 2016, p. 14), entraînant des préoccupations économiques, culturelles, politiques et juridiques.

Quelques semaines seulement après l'accident technologique, des modifications à la réglementation municipale et à la législation provinciale, d'inspiration néolibérale, ont été adoptées, afin de mettre en branle un projet de reconstruction de la ville de Mégantic, qui s'est fait au détriment de nombreux groupes sociaux exploités. Avant 2013, la ville « était en quête d'une plus grande visibilité pour attirer de futur[-e-]s entrepreneur[-e-]s, des touristes amoureux[-ses] de nature, des individus et des familles à la recherche d'un milieu de vie paisible pourvu d'une bonne base de services de proximité. » (Petit et Gosselin, dans Maltais et Larin, 2016, p. 93) La reconstruction du centre-ville a été une occasion de contrats de construction lucratifs et de la mise sur pied d'infrastructures de tourisme (Deneault et Barcant, 2014). C'est ce qui m'a amenée à soutenir, à la suite de Saint-Cerny ainsi que de Deneault et Barcant, que des désastres pour les un-e-s peuvent s'avérer être des occasions de profit pour les autres, dans un « capitalisme contemporain, qui prétend assurer productivité et emploi non plus [seulement] par la destruction du milieu, mais par la restauration écologique. » (Benegiamo, Dal Gobbo, Leonardi, Torre, 2020, p. 92) Saint-Cerny a retracé les étapes de mise en œuvre d'un plan particulier d'urbanisme qui a inclus la démolition des immeubles du centre-ville qui étaient toujours présents après la catastrophe et du quartier de Fatima. À la suite des modifications règlementaires et législatives, « [l]a ville [avait] des pouvoirs quasi absolus sur le sort de ses citoyens [-ne-] s propriétaires et commerçants, dans un très large secteur. Le gouvernement [a] accord [é] des fonds de 60 millions de dollars pour la mise en œuvre du plan de reconstruction. » (2018, p. 261) Le quartier de Fatima, socialement défavorisé, intact, puisque situé à l'écart du centre-ville, du côté opposé de la rivière Chaudière à celui où a eu lieu la tragédie, a été visé pour des expulsions, des expropriations et la construction de nouveaux commerces.

Certains enjeux sociaux sont devenus cruciaux pour la région de Mégantic. Par exemple, il y avait déjà certains besoins non comblés en matière de logement avant la tragédie de juillet 2013 (Larouche, 2014). Le manque de logements locatifs est devenu criant à la suite de la destruction d'une centaine d'unités lors de l'accident industriel et dans la foulée des démolitions organisées par la municipalité, l'année suivante. En effet, « le quartier touché par le sinistre du 6 juillet comport[ait] une forte proportion de locataires (74 % en 2006). Le quartier Fatima, qui [a été] touché par les relocalisations, compte également une proportion relativement élevée de

locataires (48,4 % en 2006). » (2014, p. 20) Les personnes qui habitaient le centre-ville qui a été détruit par l'explosion étaient particulièrement vulnérables : « le lieu du sinistre coïncide avec un secteur de la ville caractérisé par un fort niveau de défavorisation matérielle et sociale. » (Petit et Gosselin, dans Maltais et Larin, 2016, p. 103) Les inégalités environnementales ont menacé les ressources dont celles-ci dépendaient, dont les organismes communautaires (Maltais, 2016), et leur capacité à accomplir les tâches nécessaires à la réponse aux besoins humains (Max-Neef, Elizalde et Hopenhayn 1989). Ces destructions entraînent une relocalisation de nombreux habitant-e-s. Plusieurs défis sont alors vécus comme une réaction en chaîne:

[l]a relocalisation involontaire est d'ailleurs généralement vécue comme une crise majeure pour les sinistrés où différents obstacles et stress se succèdent les uns après les autres (quitter son logement précipitamment, se chercher un abri temporaire, faire face à de nombreux changements de milieu de vie, s'inquiéter pour ses biens et ses souvenirs, s'endetter, changer ses habitudes de vie et les rituels familiaux, faire face à un nouvel environnement, se demander si l'on recevra des compensations financières, etc.). (Maltais et Bolduc, dans Maltais et collab., 2016, p. 14)

Ces perturbations laissent des séquelles chez les personnes concernées : « une grande tristesse [...] de la nostalgie persistante, de la détresse, des manifestations dépressives et des symptômes somatiques ainsi que des sentiments d'impuissance, de colère et d'idéalisation de l'ancienne demeure [sont documentés]. » (Maltais, Robichaud et Simard, 2000, cité par Maltais et Bolduc, dans Maltais et collab., 2016, p. 14) Parmi les ménages relogés, certains ont vécu dans des installations qui ne répondaient pas à leurs besoins, ont subi une instabilité de logement et une augmentation de leurs dépenses en lien avec l'habitation (Larouche, 2014, p. 20). L'expropriation et les déplacements prévus pour la voie de contournement poursuivent la fragilisation des habitant-e-s de la région. Ces constats permettent de conclure que l'accident industriel a généré des répercussions multiples et que celles-ci s'additionnent dans la vie des individus :

les sinistres correspondent à des types d'expériences au potentiel particulièrement traumatisant étant donné qu'ils sont susceptibles de générer une cascade d'événements stressants, malgré le fait que ceux-ci soient fréquemment perçus comme des épisodes uniques. Ce phénomène est particulièrement perceptible lorsqu'on prend conscience de la juxtaposition des différents stressors que peuvent vivre les individus confrontés à une catastrophe pendant et après leur exposition à ce genre d'événement. (Maltais et Bolduc, dans Maltais et collab., 2016, p. 14 et 15)

Un désastre environnemental comme celui qui s'est déroulé à Lac-Mégantic en 2013 demande un

travail de rétablissement de la population⁸ et de lutte pour la justice (Phérvong Lenoir, dans Maltais et collab., 2016). Il y a également un important travail de décontamination, de reconstruction, en plus d'une réorganisation des activités en tenant compte des milieux naturels et sociaux qui ont été détruits ou pollués. Il s'agit en définitive d'une augmentation de la somme de travail de production de la vie (Maltais et Robichaud, Phérvong-Lenoir, dans Maltais et collab. 2016). Les membres des groupes sociaux exploités ciblés pour la participation à l'intervention et leur entourage ont vécu ces conséquences en tout ou en partie, à l'exception des travailleur-se-s migrant-e-s récemment arrivé-e-s dans la région.

Il y a également eu une forte mobilisation de la communauté pour faire face aux événements et demander justice. Une des demandes initiales issues de la mobilisation citoyenne était la construction d'une voie de contournement ferroviaire, afin que le train ne passe plus au centre-ville de Mégantic (Phérvong-Lenoir, dans Maltais et Larin, 2016, p. 239). La décision d'aller de l'avant avec ce projet a été annoncée en 2018 par le gouvernement fédéral, mais les modalités de mise en œuvre du projet ont fait face à une mobilisation citoyenne au cours des années subséquentes, dont en 2022 au moment de l'intervention. Certains groupes de citoyen-ne-s remettaient en question la pertinence même du projet.

J'explorerai maintenant les ressorts d'un autre événement majeur, la pandémie de COVID-19, qui a affecté les habitant-e-s de Lac-Mégantic et qui est considérée comme un autre choc vécu par ceux-ci et celles-ci. La pandémie était en cours lors de l'intervention et s'est rapidement révélée être un enjeu incontournable. L'intervention a pris comme point de départ les problèmes concrets vécus par les membres de groupes sociaux exploités provoqués par l'accumulation des chocs.

1.5 Une accumulation des chocs : une catastrophe environnementale - la pandémie de COVID-19

La pandémie de COVID 19 a marqué concrètement le contexte de cette intervention. Voici brièvement l'origine de cette perturbation mondiale : « [f]in décembre 2019, des médecins de

⁸ L'équipe de proximité de Lac-Mégantic, auparavant appelée l'équipe de rétablissement, présentée un peu plus loin, est d'ailleurs composée uniquement de travailleuses, qui ont été responsables du travail de soin et de soutien post-catastrophe.

Wuhan en Chine commencent à rapporter des cas de pneumonies sévères transmis par un agent microbien inconnu et pour lesquels il n'existe aucun traitement connu. » (Mitropoulos, 2022, p. 35) Cet événement microbien a ensuite gagné l'ensemble de la planète. La pandémie de COVID-19, au-delà des défis sanitaires qu'elle a posés, a été appréhendée par plusieurs chercheur-se-s, principalement en sciences sociales, comme une catastrophe environnementale causée par l'activité humaine. La voie adoptée dans ce mémoire était donc de considérer cette pandémie sous l'angle de la critique de l'ordre socioécologique, voire de la catastrophe industrielle (Deléage et Luzi, 2020). Ses origines peuvent être associées aux décisions politiques et aux enjeux environnementaux actuels (Mitropoulos, 2022). En effet, il serait possible d'identifier les causes fondamentales de la pandémie dans le système économique capitaliste extractiviste.

La COVID-19 est une zoonose, c'est-à-dire une « maladie [...] infectieuse [...] qui se transmet [...] de l'animal à l'homme. » (Organisation mondiale de la Santé, 2021) Daniel Tanuro, ingénieur agronome belge, résume les six facteurs qui lient destruction écologique et risques de zoonoses et de pandémies :

Premier facteur : la disparition ou la fragmentation des habitats naturels. Les forêts sont rasées, les zones humides sont asséchées ; des infrastructures sont construites et des mines sont ouvertes en pleine nature : tout cela réduit la distance entre les humains et les autres animaux, ce qui augmente les risques de « sauts d'espèce ». Deuxième facteur : l'effondrement de la biodiversité. Quand des espèces s'éteignent, celles qui survivent et prospèrent – les rats et les chauves-souris, notamment – sont plus susceptibles d'héberger des agents pathogènes transmissibles à l'humain. Troisième facteur : « l'industrie de la viande ». [L]es gigantesques concentrations industrielles d'animaux identiques, parqués et engraisés pour être tués au plus vite, constituent un milieu propice à la propagation d'infections et à la transmission à notre espèce. Quatrième facteur : le changement climatique. Il n'y a pas de preuve directe qu'il favorise les zoonoses, mais il pourrait le faire, car des animaux migrent vers les pôles et entrent en contact avec d'autres qu'ils ne rencontreraient normalement pas. Des agents pathogènes peuvent ainsi trouver des hôtes nouveaux. [...] Le cinquième facteur est un peu différent. Les activités qu'il regroupe – trafic des espèces, de la « viande de brousse », orpaillage – sont pilotées par le profit, mais relèvent de l'économie informelle, voire du crime organisé. Leur impact sanitaire est important : le commerce des espèces (sur le marché de Wuhan) est probablement à la base de la pandémie actuelle [Worobey, M., et collab., 2022, p. 951 à 959]. Dans le cas du SARS-CoV2, un sixième facteur semble être la pollution atmosphérique aux particules fines. On sait qu'elle accroît le risque de maladies respiratoires et d'affections cardio-vasculaires causant des millions de décès chaque année. Il n'est donc pas surprenant qu'elle puisse accroître également les dangers de la COVID-19. (2021, en ligne)

Les causes de la propagation virale incluraient donc également l'augmentation de la pollution atmosphérique, qui contribuent à la détérioration de la santé humaine : « [c]e que la forte

corrélation entre la présence de conditions [médicales] préexistantes et la sévérité des maladies pulmonaires et cardio-vasculaires associées au virus a rapidement démontré. » (Mitropoulos, 2022, p. 40) Les liens entre destruction et pollution de l'environnement et pandémie seraient donc bien tangibles.

L'utilisation de la perspective critique a permis de révéler les causes structurelles de la pandémie de COVID-19, soit l'extractivisme et le productivisme, les décisions politiques, économiques et financières, de type néolibérales (Tanuro, 2021, Benegiamo, 2021, Mitropoulos, 2022, Deléage et Luzzi, 2020, Thérêt, 2021, et Johnson, 2020), la marchandisation des ÉPI et des vaccins freinant toute mise en place d'une coopération internationale efficace (Mitropoulos, 2022, Zaouaq, 2021, Radio-Canada, 2021 (e)), ainsi que l'organisation du logement et du travail qui créent une exposition différenciée au virus (Lapavitsas, 2020, Block, Galabuzi et Tranjan, 2019, Hamel-Roy, Fauvel, Laurence-Ruel, Noiseux, 2021, Elboudjaini et Samba, 2020, Bastien, Morel, Torres, 2020). Selon Guillibert, l'enchaînement des événements entourant la pandémie de COVID-19 « a mis au jour un capitalisme du désastre dans lequel les États souverains se coordonnent pour limiter une pandémie par le sacrifice des libertés politiques et l'exposition différenciée à la misère, à la maladie et à la mort. » (Guillibert, 2021, p. 19) Le territoire de Mégantic n'a pas été épargné, entraînant des conséquences pour les habitant-e-s, sur les plans psychosocial, économique et politique. Pour ceux-ci et celles-ci, la pandémie de COVID-19 a représenté un choc supplémentaire après une décennie éprouvante.

Les conséquences de la pandémie ont eu des ramifications multiples et se sont imprimées à court, moyen et long terme sur les trajectoires de vie des individus. Des répercussions ont été enregistrées dans différentes sphères de la vie sociale, soit la santé physique et mentale des individus (Lévesque et Roberge, 2020, Dubé et Dionne, 2021), les relations interpersonnelles (Roberge, 2021), le travail (Hamel-Roy, Fauvel, Laurence-Ruel et Noiseux, 2021, gouvernement du Canada, 2021, 2023, Bissonnette, 2020, Turcotte et Savage, 2020, Laberge, 2022). Il est maintenant reconnu que les impacts de la pandémie de COVID-19 sur la santé physique et mentale, la vie personnelle et le travail gratuit et salarié affectent particulièrement les personnes appartenant à des groupes sociaux exploités (Rioux, 2022, INSPQ, 2021, Lapavitsas, 2020, *Migrant*

right network, 2021, York, 2022). De plus, la pandémie a fait réémerger des réflexions plus actuelles que jamais sur des stratégies synergiques pour répondre aux besoins humains (Castrillon, 2020). Si la satisfaction des besoins par l'acquisition de marchandises correspond à une conception capitaliste et néolibérale de l'individu autonome, la pandémie a dévoilé le caractère essentiel de systèmes collectifs et de l'appartenance à des tous protecteurs, pour répondre aux besoins humains (Thérêt, 2021). La pandémie a fait émerger de nouveaux problèmes de santé auxquels un travail de soin, organisé à l'intérieur d'un système de santé et de services sociaux publics à échelle humaine, doit répondre.

Une autre conséquence majeure de cette pandémie a été l'exacerbation de la crise des marchés de l'économie capitaliste (Mitropoulos, 2022), dont celui de l'immobilier et du logement. En effet, la crise du logement s'est répandue à toutes les régions du Québec, dont les secteurs ruraux (RCLACQ, 2022). Dans le contexte de la pandémie, la région de l'Estrie a enregistré un solde migratoire interrégional positif, incluant au Granit (St-Amour, Bézy, Deneault, 2022). La région de Mégantic est loin d'avoir été épargnée par le phénomène. La crise du logement y était déjà exacerbée par la tragédie de 2013.

La crise du capitalisme financiarisé et globalisé vécue au moment de l'intervention était déjà enclenchée avant la pandémie. Celle-ci est venue l'approfondir (Thérêt, 2021). Par la mondialisation des marchés capitalistes, les chaînes d'approvisionnement et de distribution se sont sensiblement étendues et complexifiées, ce qui pose des problèmes lors de perturbations environnementales, telles des pandémies, des sécheresses, des feux de forêt, des inondations (Mitropoulos, 2022). Cela est d'autant plus vrai dans le cadre de la pandémie, le bris des chaînes d'approvisionnement ayant créé des pénuries sur les marchés un peu partout dans le monde, dont au Québec. La pandémie a provoqué la contraction de l'offre, qui s'expliquait par le manque de main-d'œuvre, le ralentissement de la production et les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement (Projet CORE, 2022, Harvey, 2006). Ces phénomènes augmentent les coûts et les délais de production dans toutes les chaînes d'approvisionnement, qui se répercutent en nouvelles hausses des prix. À partir de 2021, l'inflation s'est fortement intensifiée. À cela s'ajoutait la hausse du coût de l'énergie fossile provoqué par l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022,

les tensions dans les liens commerciaux avec le régime de Poutine et la hausse des marges de profit des compagnies, dont les entreprises pétrolières (Agence science-presse, 2023). Dans le contexte de l'intervention, les groupes sociaux exploités, en particulier les individus et les ménages les plus pauvres et les plus endettés, font face à de sérieux défis dans le contexte de la crise immobilière, de l'inflation, de la hausse des taux d'intérêt et de la montée du prix du pétrole. Cette brève revue des conséquences individuelles, sociales et économiques de la pandémie a démontré que les groupes sociaux ne sont pas égaux face aux catastrophes environnementales, telle l'apparition de nouveaux virus. En 2019, Abraham écrivait :

[p]our le moment, la plupart des habitants du Québec sont nourris, logés, soignés et divertis sans trop de difficultés. Même si c'est de façon souvent très médiocre, force est de constater que les besoins élémentaires du plus grand nombre sont satisfaits. (Abraham, 2019, p. 261 et 2015, p. 150)

La capacité des groupes sociaux exploités à répondre à leurs besoins par les marchés privés capitalistes et les institutions publiques centralisées pourrait être de plus en plus menacée dans les prochaines années ou décennies par la multiplication des crises sociales et environnementales et les décisions politiques qui en découlent. Il s'agirait d'un contexte particulièrement incertain, combinant crise climatique et néolibéralisme :

[s]éparément, chacun [des] risques [de la crise climatique] est redoutable. Ensemble, et combinés aux inégalités sociales, ils entraînent l'humanité vers un avenir très sombre, dont la pandémie donne l'avant-goût. Si rien ne change, les plus pauvres, les femmes, les enfants, les personnes âgées seront menacées en masse – surtout s'ils et elles sont migrant-e-s ou appartiennent à des communautés racisées. (Tanuro, 2021, en ligne)

Certains qualifient ce phénomène qui pourrait marquer les prochaines décennies de décroissance forcée et, pour l'instant, non planifiée (Abraham, 2019). Ce contexte d'augmentation et d'accumulation des chocs vécus par les groupes sociaux exploités vivant dans un même milieu de vie crée des problèmes dans la réponse aux besoins humains qui justifiait une intervention visant à encourager la prise de conscience de la source structurelle des problèmes et l'organisation collective.

Je propose maintenant de plonger dans les modèles théoriques de référence et le cadre conceptuel qui ont orienté la pratique de l'intervention en débutant par le courant du travail social vert.

CHAPITRE 2

MODÈLES THÉORIQUES DE RÉFÉRENCE ET CADRE CONCEPTUEL

Dans cette section, je présenterai brièvement les modèles théoriques de référence et le cadre conceptuel qui ont guidé l'intervention.

2.1. Le courant du travail **social** vert

Dominelli, sociologue et travailleuse sociale de formation, a développé le courant du travail social vert. Les bases des travaux de Dominelli sont liées à l'histoire de la conceptualisation de l'environnement en travail social. Le courant « *person-in-environment* », fondé dans les années 1970 et issu de la discipline psychologique, a été pionnier dans l'étude de l'interaction entre la personne et son environnement et leur façonnement mutuel (Weiss-Gal, 2008, cité dans Portillo, 2019). Cette approche s'appuie sur les travaux du psychologue Bronfenbrenner qui soutient que l'environnement social influence les individus. Le microsystème correspondrait à l'ensemble des tâches réalisées et des positionnements occupés par une personne dans les rapports sociaux:

[a] microsystem is a pattern of activities, social roles, and interpersonal relations experienced by the developing person in a given face-to-face setting with particular physical, social, and symbolic features that invite, permit, or inhibit engagement in sustained, progressively more complex interaction with, and activity in, the immediate environment. (Bronfenbrenner, 1994, p. 39)

Le méso système concorderait avec l'ensemble des liens et des processus entre les différentes tâches, positionnements et milieux de la personne :

[t]he mesosystem comprises the linkages and processes taking place between two or more settings containing the developing person (e.g., the relations between home and school, school and workplace, etc.). In other words, a mesosystem is a system of microsystems. (1994, p. 39)

L'exosystème est constitué des politiques ayant un effet direct sur le parcours des individus, alors que le macrosystème est :

the overarching pattern of micro-, meso-, and exosystems characteristic of a given culture or subculture, with particular reference to the belief systems, bodies of knowledge, material resources, customs, lifestyles, opportunity structures, hazards, and life course options that are embedded in each of these broader systems. (see Bronfenbrenner 1986a, 19866, 1988, 1989, 1993, cité dans Bronfenbrenner, 1994, p. 40)

Dans le premier chapitre, j'ai navigué entre les divers niveaux d'analyse de la théorisation écologique en travail social, telle qu'élaborée par Bronfenbrenner (1994). Le niveau macro systémique est le point de vue le plus global. Il s'agit du contexte historique et géographique de la région de Mégantic et de cette communauté. J'ai démontré qu'elle est imbriquée dans des dynamiques politiques et économiques internationales et exposée à des risques sociaux et environnementaux complexes. J'ai observé également l'exosystème, soit les politiques ayant un effet direct sur le parcours des groupes sociaux exploités. Cette posture, tenant compte du chrono système, le temps, ainsi que de l'aspect spatial, met les bases pour l'atteinte du premier but de l'intervention, soit favoriser le développement d'une compréhension élargie et commune des enjeux des chocs successifs en lien avec les catastrophes technologiques et environnementales, de leurs causes structurelles et de leurs conséquences concrètes, relatifs à la réponse aux besoins humains et à la division sociale totale du travail de production de la vie, à partir des vécus concrets de différents des membres des groupes exploités.

Le travail social écologique, un mouvement théorique plus holistique ayant pris son essor dans les années 1980, a appréhendé le monde comme un continuum dont l'être humain fait partie intégrante, mais sans y occuper une place prépondérante (Narhi et Matthies, dans McKinnon, 2016, cités dans Portillo, 2019, p. 48). Dans ses travaux portant sur le travail social vert, Dominelli a pris appui sur cette conception de l'environnement et l'a poussé plus loin, en développant un regard réellement global. Elle formule une critique des modèles écologistes en travail social qui focalisent principalement sur l'environnement social immédiat des membres des groupes sociaux exploités, ne tenant ainsi pas suffisamment en compte les niveaux de l'exosystème et du macrosystème et le rapport des humains avec la nature : « *They are less concerned with structural analyses of the social and economic developments that have destroyed both physical and human socio-cultural environments.* » (2012, p. 5) Elle a donc tenté de résoudre certaines interrogations pratiques portant sur le rapport à la nature du travail social occidental. L'avènement du travail social vert est survenu en 2012, avec la publication de son livre « *Green social Works* ». Elle a défini ce courant comme suit:

a form of holistic social work practice that focuses on : the interdependencies among people; the social organization of relationship between people and the flora and fauna in their physical habitats; and the interactions between socio-economic and physical environmental crisis and interpersonal behaviours that undermines the well-being of humans beings and Planet Earth (2012, p. 24).

La question de l'accaparement des ressources naturelles limitées et de l'interdépendance entre les composantes du monde sont importantes. Ce courant a permis de propulser le concept de justice environnementale au premier plan. Il n'a donc plus été uniquement question de justice sociale de manière isolée, qui s'intéressait principalement aux questions de reconnaissance et à la distribution des ressources (Fraser, 1998). Le milieu naturel et son équilibre sont devenus une donnée incontournable de l'équation. L'entrelacement des inégalités sociales vécues par une population et la destruction des territoires qu'elle habite sont devenus un objet d'étude et d'intervention. Dominelli présente le courant du travail social vert, son positionnement, ses caractéristiques, ses objectifs et ses défis actuels :

Being green in social work encapsulates a holistic approach that addresses both personal behaviour and the structural facets of social organization and marginality to argue for mutuality and solidarity in solving social problems that are rooted in an unequal distribution of: the Earth's resources; its technological innovations; and social provisions that can be employed to enhance human well-being. These have to be spread equitably across the globe while at the same time acknowledging interdependencies between peoples and other living things, and showing respect for the Earth's limited physical resources, its flora and fauna. The challenge for green social workers is that working to enhance the quality of life for marginalized people today while also preserving the Earth's largesse for future generations. Embedding this in looking after the well-being of all individuals, animals and plants is crucial in developing alternatives to existing unequal social relations. Enhancing planetary well-being requires a diminution of consumerist lifestyles as typified by Western societies and burgeoning middle classes in emerging economies like India, China and Brazil; the development of new economic paradigms that take account of the needs of all stakeholders, not just those who want to make profit from their investments; greater planning for projected growth in human populations; and the protection of a diverse biosphere and physical landscape.

Green social work also seeks to create a specific subject of study in an area that has been largely neglected in social work by focusing on the interaction between equality, securing the well-being of people, animals and plants, and protecting their physical environments including the built environment that covers housing stock, power grids, transportation and communication infrastructures and the natural environment, including land, air, water, mineral resources and primary products within the context of environmental right and social justice. The social and environmental justice dimensions of this topic bring marginalization, structural inequalities, human rights and active citizenship into the heart of the green social work agenda and call for the creation of new models of intervention within a framework of preserving Planet Earth. To achieve this, rethinking neoliberal capitalist relationship between peoples and their environments become unavoidable. (Dominelli, 2012, p. 6 et 7)

Selon Dominelli, il serait impératif de questionner les pratiques économiques actuelles qui ne permettent pas une distribution équitable et une utilisation viable des ressources limitées de la nature. En plus, elle a souligné que ces pratiques sont particulièrement dommageables pour les

personnes exploitées, vivant des injustices (de genre, de classe sociale, de race, d'éthnicité et de milieu, etc.), ainsi que pour la faune et la flore (Dewane, 2013, cité dans Portillo, 2019, p. 50). Dans la mise sur pied du courant du travail social vert, Dominelli s'est attardée au rôle joué par les travailleur-se-s sociaux-ales dans la réponse aux catastrophes naturelles, qui se font plus fréquentes et plus graves: « [l]a magnitude des dommages causés par les événements de ces dernières années a éclairé les corrélations existantes entre les comportements humains, les impératifs économiques et les politiques sociales. » (Dominelli, citée dans Portillo, 2019, p. 50) Les populations demanderaient des transformations sociales profondes pour éviter ces phénomènes extrêmes qui mettent en péril leur capacité de répondre à leurs besoins, en termes de tâches à accomplir et d'accès aux ressources limitées et accaparées. Cependant, les travailleur-se-s sociaux-ales auraient une expertise de terrain qui serait peu utilisée au niveau macrosocial dans la mise sur pied de solutions. Selon elle, « les travailleur[-se-]s sociaux[ales] ont un rôle de pivot à remplir au travers la mobilisation de communautés et l'habilitation⁹ (*empowerment*) de processus qui lient le local au global et le global au local, dans un monde qui doit être partagé [au] bénéfice de tous » (Dominelli, 2012, p. 207, citée dans Portillo, 2019, p. 51). Le travail social vert militerait également pour la distribution équitable du travail et des ressources limitées. Celui-ci aurait donc comme but de transformer les structures économiques et politiques, afin qu'elles répondent de manière démocratique aux besoins réels des populations (Thébaud-Mony, 2019). Le soin mutuel des humains et de la nature et le droit d'être soigné est au cœur de ce projet. Un changement dans les mentalités et les pratiques serait donc à préconiser.

Le travail social vert propose de favoriser l'organisation communautaire aux niveaux micro et meso sociaux pour transformer les politiques de l'exosystème et les structures injustes du

⁹ La définition de l'habilitation dans la recension des écrits de Dallaire (2012) est axée sur le collectif, bien que celle-ci considère les aspects de transformations individuelles, et la prise en compte de l'environnement dans lequel évoluent les individus : « pas question de traiter d'*empowerment* individuel en vase clos, c'est-à-dire sans considérer les blocages dans l'environnement qui empêchent, souvent par manque d'accès aux ressources nécessaires, les personnes de réaliser leurs objectifs qui ont de la valeur pour elles, individuellement et collectivement. » (2012, p. 8) Cela passerait notamment par le développement de la conscience critique en petits groupes : « le développement d'une image de soi plus positive conjugué au sentiment d'être en mesure de faire changer les choses, le développement de connaissances et de capacités favorisant une compréhension plus critique des réalités sociales et politiques des environnements nous concernant (conscience critique), et le développement de ressources, de stratégies et de compétences afin d'atteindre nos buts sur les plans personnels, socioculturels, politiques et économiques. » (2012, p. 10)

macrosystème (Bronfenbrenner, 1994) :

Social workers can operate at the local level to develop more sustainable and life enhancing forms of urban living and demand accountability for actions taken by all stakeholders involved in local areas. I explore how local schemes can have an impact at national and international levels and provide insights for improving situations through collective action. (Dominelli, 2012, p.11)

Un autre enjeu important du travail social vert serait de développer des modèles de réponses aux chocs environnementaux : « *Green social work focuses on how responses to environmental crises must both challenge and address poverty, structural inequalities, socio-economic disparities, industrialization processes, consumption patterns, diverse context, global interdependencies, and limited natural resources.* » (Dominelli, 2012, p. 3) Ces modèles doivent s'attaquer aux inégalités sociales structurelles. Dans le sillage du travail social vert, l'intervention analysée dans le cadre de ce mémoire a donc tenté d'échafauder une compréhension globale et dynamique de ces enjeux à travers le prisme de plusieurs concepts issus des théories sociales critiques, en s'intéressant à la fois à l'expérience des chocs, leurs causes, leurs conséquences et les réactions sociales engendrées, ainsi qu'à la question plus large de la nécessaire transition sociale et écologique.

Le courant du travail social vert est compatible avec la perspective critique et l'approche structurelle en travail social.

2.2. La perspective critique et l'approche structurelle en travail social

L'approche structurelle en travail social repose sur les valeurs de « justice sociale, d'égalité et de solidarité » (Lapierre et Levesque, 2013, p. 38) et analyse les réalités individuelles en les liant aux systèmes d'oppression à l'œuvre dans les sociétés. Selon Lapierre et Levesque, les principes de l'approche structurelle ont des affinités marquées avec la perspective critique. Ces auteur-e-s identifient deux principes directeurs de cette approche :

1. reconnaître que les situations individuelles sont intimement reliées aux structures politiques, sociales et économiques;
2. reconnaître que la réalisation de changements significatifs dans les situations auxquelles les individus sont confrontés exige aussi des changements dans les structures politiques, sociales et économiques et que de tels changements sont possibles (2013, p. 38).

Le concept critique de totalité sociale où les acteurs sociaux, les sujets, produisent leurs conditions matérielles, institutionnelles et symboliques d'existence, mais sont aussi déterminés par celles-ci (Bihl, 2008) correspondrait au premier principe de l'approche structurelle. La visée émancipatrice

de la perspective critique coïnciderait quant à elle au deuxième principe de l'approche structurelle, soit la possibilité, voire la nécessité, de changements sociaux, politiques et économiques importants pour l'amélioration des conditions de vie des individus. L'approche structurelle guide les intervenant-e-s qui y souscrivent dans leurs actions auprès des individus, des groupes et des collectivités. Elle cherche à réduire les inégalités sociales en faisant notamment la promotion et la défense des droits collectifs (Moreau, 1987, Lundy, 2011, cités dans Lapierre et Lévesque, 2013). Les interventions relevant de cette approche viseraient notamment l'organisation communautaire en action sociopolitique et la reprise démocratique de pouvoir collectif sur les enjeux.

La perspective critique en travail social provient directement de théories matérialistes et marxistes, desquelles est issu le courant de l'écoféminisme matérialiste (Mies, 1998, Barca, 2020, Benegiamo, 2020). L'approche marxiste en travail social et ses apports sont résumés par Robert Mayer :

[L'] approche marxiste [Leonard (1975)] se fonde sur trois éléments principaux : une vision socialiste de la société; une conception globale du travail d'intervention (tenant compte des individus, des familles, des groupes, des communautés et des institutions); et une volonté d'aiguiser la conscience critique à l'égard des institutions sociales. La tâche principale de l'intervenant porte, par conséquent, sur l'éducation et la conscientisation (Pascal, 1987, p. 51). [...] Le marxisme a fourni au travail social une théorie d'ensemble de la société, qui explique notamment la nature et le développement de l'État-providence et aussi, indirectement, la nature et les fonctions de la pratique du travail social dans la société capitaliste (Mullaly, 1993). Les problèmes sociaux ne seraient pas causés par les faiblesses des individus; ils seraient plutôt le résultat de la structure de production capitaliste. C'est pourquoi ils ne peuvent être abolis par une politique sociale, mais seulement par un changement structurel de mode de production. Dans cette perspective, les services sociaux jouent un rôle important de contrôle social, c'est-à-dire qu'ils tempèrent les conflits de classes et stabilisent l'ordre social. (2002, p. 304)

L'intervention analysée dans ce mémoire s'est inscrite dans cette lignée théorique. En effet, en recherchant à développer une analyse globale des enjeux, il fallait aborder les origines conjointes de la destruction de l'environnement et des inégalités sociales et environnementales, provoquant des problèmes concrets dans la vie des membres des groupes sociaux exploités. Les concepts d'appropriation et d'exploitation du travail sous toutes ses formes, fondamentaux dans les théories critiques d'origine marxiste, étaient incontournables. Ils permettent d'expliquer les inégalités sociales provoquant des vulnérabilités sociales différenciées. De plus, des discussions

ont été engagées sur les solutions à apporter aux problèmes socioécologiques actuels, qui seraient d'ordre structurel, en tenant compte des propositions du courant du travail social vert. Finalement, l'intervention posait des défis au travail social en lui-même dans le contexte d'accumulation des chocs dans le cadre du capitalisme du désastre.

2.3 Le travail et le travail domestique et de soin

Dans les théories matérialistes, les êtres humains produisent leurs conditions sociales d'existence et ils sont également produits par elles (Bihl, 2008), ce qui correspondrait à la totalité sociale. Ainsi, les humains ont des besoins et répondent à ceux-ci en transformant la nature. Dans le cadre de ce mémoire, à rebours de l'acception restrictive du travail comme synonyme d'emploi, l'ensemble des activités humaines utiles à la production de la vie (Hirata et Zarifian, dans Hirata, Laborie, Le Doaré, Senotier, 2000) sont considérées. Cette notion est assimilable à celle de travail socialement nécessaire à la reproduction de la vie chez Marx (1993). Hirata et Zarifian qualifient le travail de production de la vie de travail « utile » (2000). La production de la vie est également un concept ancrant le travail, au-delà de la « satisfaction de nécessités vitales, [comme] permettant de jeter un pont entre les différentes sphères d'activité [publique et privée] » (Hirata et Zarifian, dans Hirata, Laborie, Le Doaré, Senotier, 2000, p. 232), et à l'échelle internationale (Glucksmann, 2010).

Dans une vision libérale du capitalisme, celui-ci aurait comme mission d'apporter satisfaction aux humains ayant des besoins infinis, par l'augmentation globale constante des marchandises produites (Smith, 1776). C'est ce qui justifierait la croissance économique et le productivisme intrinsèque des sociétés capitalistes industrielles, qui « renvoie à l'idée que le bien-être humain serait dépendant de notre capacité à produire toujours plus de choses matérielles et immatérielles afin d'assouvir les désirs impérieux d'individus insatiables. » (Guillibert, 2021, p. 22) À contrecourant de cette acception, l'économiste chilien Max-Neef, le sociologue Elizalde et le philosophe Hopenhayn ont identifié neuf besoins humains universels¹⁰, qu'ils énumèrent ainsi :

¹⁰ Dans certaines communautés et sociétés non capitalistes, le but de l'économie est « la production de biens adaptés à des besoins sociaux et non l'accumulation de valeur d'échange. » (Guillibert, 2021, p. 70) Dans ce type de société dite traditionnelle, le plus souvent, « l'individu se définit d'abord par son appartenance. Il faut donc noter le

« *subsistence, protection, affection, understanding, participation, idleness, creation, identity, freedom.* » (1989, p. 33) La plupart des besoins humains universels identifiés par les trois intellectuels demandent une certaine quantité de ressources et d'énergie humaine pour être satisfaits, donc de travail effectué, dont du travail domestique et de soin, par un individu lui-même ou par autrui, de manière salarié ou gratuite, dans un cadre déterminé, que ce soit un ménage, un organisme, une communauté, un mouvement social, une entreprise, une institution publique, un marché privé local, national ou mondialisé, etc.

Dans un système capitaliste néolibéral, les marchandises et les services vendus sur les marchés mondialisés visant la croissance sont les moyens de plus en plus utilisés pour satisfaire les besoins humains :

goods have become determinant elements within industrial civilization. In industrial capitalism, the production of economic goods along with the system of allocating them has conditioned the type of satisfiers that predominate. (Max-Neef, Elizalde, Hopenhayn, 1989, p. 27)

Donc, les humains sont de plus en plus dépendants des marchés privés dans un contexte de division internationale du travail : « *[a]lmost everything we now eat and drink, wear and use, listen to and hear, watch and learn come to us in commodity form and is shaped by division of labor* » (Harvey, 2006, p. 82). Ces services et ces marchandises sont précisément créés par le travail humain.

faible développement de l'individualité et le caractère souvent conservateur de ces formes d'organisation communautaire. » (2021, p. 70)

Max-Neef, Elizalde et Hopenhayn annoncent que certaines formes d'organisation sociales, traditionnelles ou non, sont synergiques. En effet, elles génèreraient des actions qui puissent répondre simultanément à plusieurs des neuf besoins humains :

[h]uman needs must be understood as a system: that is. All human needs are inter-related and interactive. With the sole exception of the need of subsistence, that is, to remain alive, no hierarchies exist within the system. On the contrary, simultaneities, complementarities and trade-offs are characteristics of the process of needs satisfaction. (1989, p. 20)

Cependant, par la logique de croissance et d'accumulation du capital caractéristique du système économique capitaliste, la production de biens et de services devient un but en soi, sans égard à leur réelle utilité dans la satisfaction des besoins humains, ce qui bloquerait le caractère synergique de la satisfaction des besoins par des moyens holistiques :

[w]hen, however, the form of production and consumption of goods makes goods an end in themselves, then the alleged satisfaction of a need impairs its capacity to create potential. This creates the conditions for entrenching an alienated society engaged in a productivity race lacking any sense at all. Life, then, is placed at the service of artifacts, rather than artifacts at the service of life. The question of the quality of life is overshadowed by our obsession to increase productivity. (1989, p. 27)

2.4 Les rapports sociaux et leur transversalité

La perspective critique (Bihar, 2008) utilise les concepts de forces productives et de rapports sociaux de propriété et de production pour aborder le travail dans son ensemble :

Dans la représentation la plus célèbre du matérialisme historique, l'histoire est le résultat nécessaire d'une contradiction entre forces productives et rapports de production. Les premières visent l'ensemble des moyens (naturels, techniques, scientifiques, sociaux) dont la société dispose pour s'appropriier et transformer le monde matériel. Les seconds désignent les formes d'organisation de la production, c'est-à-dire le type de rapports que les différents groupes d'une société nouent entre eux pour s'approprier la nature, organiser le travail et distribuer la richesse produite. (Guillibert, 2021, p. 23)

Les forces productives correspondraient aux matières premières, aux eaux, aux gaz, aux sols, aux sources d'énergie, aux corps, aux outils, aux machines, aux technologies, aux savoirs et aux techniques utilisées par le travail humain. Les rapports sociaux de propriété et de production, étant par définition des rapports de pouvoir, sont les cadres sociaux dans lesquels s'effectue le travail sur la nature et se distribuent les fruits de celui-ci.

Dans les théories d'inspiration marxiste, la gestion étatique néolibérale et les rapports sociaux de propriété des moyens de production et d'une partie des forces productives (Guillibert, 2021), basés sur l'appropriation, seraient au cœur des dynamiques de séparation des êtres humains de leurs moyens de satisfaire leurs besoins (Max-Neef, Elizalde et Hopenhayn, 1989), dont ceux qui se rapportent à la santé, au logement, à l'alimentation, etc., les rendant ainsi dépendants, donc exploitables.

La lunette écoféministe matérialiste (Tabet, 1998, Mies, 1998, Barca, 2020, Benegiamo, 2020) a permis d'aborder les enjeux menaçant la réponse aux besoins humains. L'écoféminisme matérialiste a développé : « un récit qui voit la crise écologique comme résultant de l'interconnexion des trois formes de vol opérées par [des] système[s] mondia[ux] d'exploitation. » (Barca, 2020, p. 133) Ces trois formes de vol, sont l'appropriation des corps, des matières premières et des savoirs permettant de créer des technologies, impliquant également l'appropriation des territoires et des populations qui y habitent.

La division sexuelle du travail, structurant les rapports sociaux de sexe, est souvent présentée

comme étant la division originelle et « naturelle » du travail humain, remontant à la préhistoire et actualisant une complémentarité voire une coopération, qui serait basée sur les caractéristiques naturelles respectives et mutuellement exclusives des hommes et des femmes (Godelier, 1977, Leroi-Gourhan, 1964, Arcand, 1977, Murdock et Provost, 1973, Brown, 1970, cités dans Tabet, 1998, p. 11-12). L'explication naturalisante de la division du travail fondée sur une supposée complémentarité des sexes est mise à mal par l'anthropologue italienne Paola Tabet, qui cherche la source sociale de la dépendance et de l'exploitation des corps et du travail. Elle souhaite mettre en évidence qu'il s'agit plutôt de rapports de pouvoir, basés sur la production et la possession des outils et des armes. Son étude de la distribution des matières premières dures, attribuées aux hommes, et souples, attribuées aux femmes, révèle une explication sociale fondamentale de la division sexuelle du travail. Son hypothèse est à l'effet qu'il y ait :

[u]ne différence qualitative et quantitative des outils mis à la disposition de chacun des deux sexes ; plus exactement l'hypothèse d'un sous-équipement des femmes et d'un *gap* technologique entre hommes et femmes, qui apparaît dès les sociétés de chasse et de cueillette et qui, avec l'évolution technique, s'est progressivement creusé et existe toujours dans les sociétés industrialisées (cf. Sullerot 1968, surtout pour les sociétés industrielles). (1998, p. 17-18)

L'appropriation par les hommes de chaque groupe humain des matières premières et des outils pour fabriquer les outils et les armes serait le moteur de la division sexuelle du travail :

[c]'est là un *leitmotiv*, les femmes ne peuvent pas fabriquer leurs outils, elles dépendent des hommes même pour l'outillage qui leur sert dans leur travail (fuseaux, métiers, houes, cuillers, couteaux, pilons, mortiers, grattoirs, etc.). La division sexuelle du travail pour ce qui est des matières premières, loin d'être inexplicable ou « obscure », révèle sa rationalité dans le rapport politique entre les sexes : il s'agit du contrôle des techniques et des matières premières sans lesquelles on ne peut produire ni armes ni outils. (1998, p. 72)

Tabet soutient : « [a]insi le cercle se referme autour des activités des femmes. Sans armes ni outils complexes, souvent même le plus simple des bâtons ne doit pas être fait par elles, mais pour elles. » (1998, p. 72) Ce contrôle par les hommes des matières premières permettant de faire des outils et des armes et la maîtrise masculine des techniques pour les transformer exclurait les femmes des activités utilisant des technologies complexes, ce qui les confinerait à des tâches effectuées sans équipement, avec un équipement rudimentaire par rapport à la technologie disponible dans le groupe ou de l'équipement produit pour elles. C'est ce qui, par défaut, les assignerait aux tâches pénibles, répétitives, subalternes ou à faible productivité, dont les tâches domestiques et de soins aux autres.

Tabet remarque que, lors des différentes révolutions technologiques au travers l'histoire, dont l'introduction de la machine à l'ère industrielle, ce sont les hommes du groupe dominant, les colonisateurs, qui auraient accaparé les outils et les machines permettant d'étendre leurs capacités et leur contrôle sur la nature :

avec les machines manuelles et à traction animale ou automotrices une appropriation et une utilisation directe de celles-ci par les hommes s'imposent : seuls les hommes manœuvreront les machines. Faut-il donc considérer que la discrimination passe alors entre qui détient les machines et qui en est privé ? Entre qui détient les moyens de production fondamentaux et qui ne les possède pas ? (1998, p. 67, souligné par Vanessa L'écuyer)

La question de la propriété des moyens de production fondamentaux, par le groupe des hommes colonisateurs, permet de faire un parallèle entre les rapports sociaux capitalistes, racisés, coloniaux et de sexe :

La production de la vie, ou encore la production de subsistance, réalisée principalement sous forme non salariée par les femmes, les esclaves, les paysans et autres sujets colonisés, « constitue la base pérenne sur laquelle le "travail productif capitaliste" peut être construit et exploité ». N'étant pas rémunérée par un salaire, son appropriation capitaliste ne peut être obtenue, en dernier ressort, que par la violence ou par des institutions coercitives. En fait [...] la division sexuelle du travail ne repose pas sur des déterminants biologiques ou purement économiques, mais sur le monopole masculin de la violence (armée), qui « constitue le pouvoir politique nécessaire à l'établissement de relations durables d'exploitation entre hommes et femmes, ainsi qu'entre les classes et les peuples ». L'accumulation du capital en Europe a reposé sur un procès parallèle de conquête et d'exploitation des colonies et du corps, et des capacités productives des femmes à partir du 16^e siècle (avec la chasse aux sorcières). (Barca, 2020, p. 130)

Ainsi, dans le contexte capitaliste, le corps des femmes et le travail domestique et de soin fourni gratuitement par elles en grande majorité (Guillaumin, 1992), ainsi que le labeur des paysan-ne-s, des colonisé-e-s, des travailleur-se-s informel-le-s, des enfants sont considérés comme des ressources non quantifiées et disponibles pour en tirer des fruits, appropriables, assimilables à la nature, étroitement liées à la production de la vie. C'est ce Mies qualifie d'économie capitaliste patriarcale. En effet, elle soutient que les dynamiques capitalistes se nourrissent du travail de soin gratuit des femmes :

in all economic theories and models, this life producing and life-preserving work of women appears as a "free good" or a free resource such air, sunshine, water. It appears to flow 'naturally' from women's bodies. 'Housewifization' of women is therefore the complement of the proletarianization of men. We visualized this capitalist patriarchal economy in the form economy of an iceberg. (Mies, 1998, p. 9 et 10)

Figure 2.4 : Le modèle en forme d'iceberg d'une économie non durable

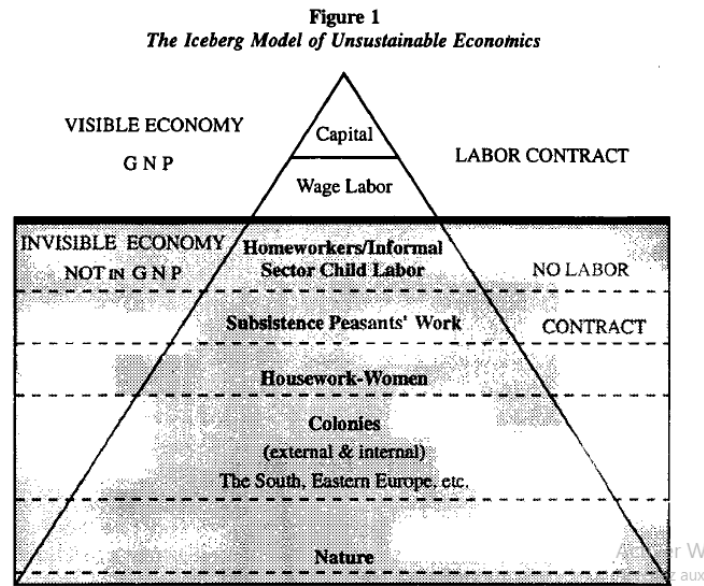


Figure 2.4, tirée de Mies, 1998, p. 10.

Il est possible de remarquer dans la figure 2.4 que le seul travail comptabilisé dans le produit intérieur brut, principale mesure de l'activité économique capitaliste et de sa croissance à l'échelle d'un pays, est l'emploi salarié. Or, la richesse créée dans le cadre de ce type d'économie repose sur l'exploitation du travail des femmes, des enfants, des paysan-ne-s, des (néo-)colonisé-e-s et de la nature. Les femmes sont d'ailleurs en grande partie responsables du travail vivrier effectué dans certaines portions du Sud global. De plus, les travailleur-se-s migrant-e-s des pays du Nord proviennent principalement du Sud global depuis la réorganisation néolibérale de l'économie capitaliste :

La première conséquence de l'appauvrissement auquel la libéralisation économique a condamné le prolétariat du Tiers-Monde a été dans les faits le démarrage d'un vaste mouvement migratoire du « Sud » vers le « Nord » qui a suivi le transfert de capitaux causé par le paiement de la dette extérieure. Ce mouvement migratoire aux proportions bibliques, structurellement connecté au nouvel ordre économique et lié au marché global du travail, est une manifestation claire des modes de restructuration de la division internationale du travail (Colatrella 1999, citée dans Federici, 2014 (c), en ligne).

Federici souligne que la migration de la main-d'œuvre du Sud vers le Nord est un processus économique déterminant qui s'ajoute à la délocalisation des usines des pays du Nord vers les pays du Sud global amorcée avec la période néolibérale :

[s]’il est vrai que les versements envoyés par les émigrants constituent le principal flux monétaire international après les revenus des compagnies pétrolières, alors nous devons conclure que la denrée la plus importante exportée par le Tiers-Monde vers le premier monde aujourd’hui, c’est le travail. (2014 (c), en ligne)

Cette nouvelle division internationale du travail fait en sorte que les femmes des pays du Sud mettent au monde, prennent soin et élèvent des enfants qui deviendront des travailleur-se-s locaux du Sud ou des travailleur-se-s migrant-e-s dans les pays du Nord. Les femmes seraient donc productrices de force de travail exportée dans les pays du Nord :

[c]ela signifie que les femmes du Tiers-Monde sont désormais « intégrées » dans l’économie mondiale comme productrices de force de travail qui sera utilisée et « consommée » dans les régions industrialisées du monde, en plus de leur fonction de productrices de biens pour l’exportation. (2014 (c), en ligne)

Au Nord comme au Sud, les travailleur-se-s non salarié-e-s font également partie des groupes sociaux exploités, suivant la redéfinition féministe matérialiste du travail. Les sans-emplois contribuent à la production de la vie hors du salariat, c’est-à-dire qu’ils et elles effectuent du travail gratuit, dont du travail domestique et de soin, pour répondre à leurs besoins et ceux d’autres personnes. Ces personnes sont exclues du marché du travail salarié et dépendent d’autres ressources familiales, communautaires, étatiques ou autres pour répondre à certains de leurs besoins. Ce modèle permet de remarquer que les besoins des plus vulnérables au sein des groupes sociaux exploités ne sont souvent pas répondus directement sur les marchés capitalistes. Le néolibéralisme accentue cependant la marchandisation des différentes sphères de la vie (Harvey, 2006) et la misère sociale :

The current global financial crisis is decreasing public welfare provisions, particularly those upon which poor people rely as demand for them is rising. [...] In [...] Western countries, the ‘age of austerity’ prevails, but imperils Western economies because they cannot produce the growth that is needed to promote prosperity and take people into paid employment. [...] This scheme exacerbates poor people’s plight by combining savage public expenditure cuts and reduced publicly funded welfare resources with pathologizing people, blaming them for their predicament, and emphasizing their lack of skills, initiative and will-power to pull themselves up their bootstaps. (Dominelli, 2012, p. 9)

Il serait possible d’ajouter à cette figure 2.4 du modèle en forme d’iceberg de l’économie non durable le travail des mouvements sociaux, qui façonnent une résistance à l’extension de la marchandisation ainsi qu’aux rapports de pouvoir et d’exploitation. Ce travail de transformation sociale n’est pas comptabilisé dans le PIB. Dans certains mouvements, des organisations

bénévoles rendent également des services gratuits à la population, afin de répondre à certains besoins.

Les travaux des théoricien-ne-s marxistes et écoféministes matérialistes sont la base théorique sur laquelle je me suis appuyée pour aborder la division sociale (et internationale) du travail de production de la vie (Glucksmann, 2010), selon les groupes sociaux exploités, et s'appuyant sur les migrations internationales des travailleur-se-s (Federici, 2014(c)), dont dans la région de Mégantic. Ainsi, selon le cadre théorique déployé, les membres des groupes opprimés, population visée par l'intervention, seraient des catégories de travailleur-se-s, tou-te-s exploité-e-s, selon une définition féministe extensive de ce concept, effectuant des activités salariées et non salariées de réponse aux besoins humains.

À chaque rapport social a) de sexe, de genre et de sexualité, b) de classe, c) de néocolonisation et de racisation correspondrait un système d'oppression: a) l'hétéro-cis-sexagisme, b) le capitalisme, c) l'impérialisme, le néocolonialisme et le racisme (Lapierre et Levesque, 2013 et perspective monde, 2022(a)). La multiplicité des sources de l'oppression placerait les acteurs et actrices sociaux-ales en position de vivre plusieurs situations d'oppression de manière simultanée et dynamique. L'approche structurelle a adopté le concept d'intersectionnalité pour désigner l'expérience particulière d'oppressions par l'interrelation entre différents systèmes d'oppression (Lapierre et Levesque, 2013). Les rapports sociaux sont imbriqués et sont transversaux à l'ensemble de la société (Davis, 2003, Juteau, 2010, et Kergoat, 2012) et sont constitutifs des divisions sociales du travail, dont le travail subalterne.

2.4.1 Les divisions sociales du travail subalterne et la transversalité du travail domestique et du soin

Le qualificatif subalterne réfère aux occupations des « ouvrier[-ère-]s et des employé[-e-]s, occupant des emplois de bas statut dans les usines, les bureaux, les magasins ou les domiciles des particuliers. [...] [L]es grands traits distinctifs du travail subalterne [sont] : bas salaires et incertitude de l'emploi, dureté et contrôle du travail, faibles perspectives d'ascension professionnelle. » (Siblot et al., 2015, p. 89-90) Les emplois subalternes sont occupé-e-s, selon

le contexte et la disponibilité de la main d'œuvre, en majorité par des femmes, des adolescent-e-s ou jeunes adultes, des personnes racisé-e-s et des travailleur-se-s migrant-e-s, néocolonisé-e-s (Siblot et al., 2015). Comme jeunes adultes travailleur-se-s à l'époque néolibérale, les premières années sur le marché de l'emploi, au minimum, sont caractérisées par des emplois et du travail subalternes qui repousse la possibilité de l'autonomie financière, modèle typique du ou de la salarié-e adulte : « certes salarié[-e-s] en devenir, mais d'abord groupe en situation d'équilibre (ou de déséquilibre) entre formation et insertion dans l'emploi, entre dépendance familiale et indépendance sociale. » (Barnier, 2006 (a), p. 2) Ce passage obligé par le « précarité » constitue une forme de socialisation à la précarité :

[l]e passage par le sas de la précarité participe aussi à ce maintien dans le statut jeune. [...] Jeune, puis jeune précaire, puis « jeune salarié[-e-] », le chemin s'allonge pour devenir salarié[-e] à part entière, et gagner le droit de participer au collectif des salarié[-e-s], à ses luttes et aux transformations, à cette source d'émancipation collective qu'il représente. (2006 (a), p. 4)

Il y a également un « autre versant de cette jeunesse en constitution [qui] concerne justement ceux [et celles] qui sont déjà dans le monde du travail » (2006 (a), p. 4), il s'agit de ceux qui ne poursuivent pas d'études postsecondaires. Ce groupe des jeunes adultes a de plus fortes chances d'occuper durablement des emplois subalternes.

L'enjeu du contrôle des forces productives, des ressources, des techniques et des instruments de travail, opérerait une division hiérarchique entre les femmes dans la planification et l'exécution du travail domestique et de soin, suivant des lignes de divisions entre groupes racisés et de classes capitalistes. Je vais aborder la question de l'organisation du travail domestique et de soin au tour des questions de santé, dont dans le milieu de la santé. Au Québec, qui est une province d'un État colonial, les soins de santé sont dispensés dans des établissements des Centres intégrés de santé et de services sociaux fortement centralisés. Les tâches sont fortement découpées et hiérarchisées, entre infirmier-ère-s, préposé-e-s, aides de services, ainsi que proche-aidant-e-s. Cette division du travail s'appuie sur la concentration historique des savoirs et des moyens technologiques de maintien ou de rétablissement de la santé par le groupe dominant, possédant et exploitant des médecins (Ehrenreich et English, 2005). De plus, « la place des [préposé-e-s aux bénéficiaires et des aides de services] défini-e-s comme non-infirmier-ère-s, [a été forgée] surtout suite à la lutte de ces dernier-ère-s. » (Barnier, 2006 (b), p. 1) Les emplois subalternes de soins sont fortement marqués sur le plan de la division raciale et sexuelle du travail, employant une

forte proportion de femmes racisées et migrantes :

les travailleur-se-s racisé-e-s qui y exercent le [...] métier [...] de [préposé-e-s aux bénéficiaires] sont ainsi surreprésenté-e-s dans les segments d'emploi les plus précaires, notamment dans les [Centre d'hébergement et de soins de longue durée] CHSLD privés et les agences de placement (Rivet-Préfontaine et Bordeleau, 2015, cités dans Hamel-Roy, Fauvel, Laurence-Ruel et Noiseux, 2021, p. 46).

Les compétences, habiletés et aptitudes du travail de soin sont transversales au monde du travail et à l'univers domestique : « [c]es employées développent ainsi à l'occasion de leur travail des savoir-faire interactionnels qui leur permettent de valoriser leur rôle dans la hiérarchie hospitalière, mais qui peuvent aussi être utilisés dans la sphère privée. » (Arborio, 2012, cité dans Siblot et collab., 2015, p. 95) En effet, les employé-e-s subalternes en santé, préposé-e-s aux bénéficiaires et aides de services, développent des habiletés précieuses, voire essentielles, dans la détection fine et régulière des besoins des patient-e-s, permettant à l'équipe médicale d'anticiper des événements et de mieux planifier les soins :

par contraste avec les soins médicaux, les soins de type domestique (entretien des chambres et des lits, toilettes et repas des malades...) sont peu valorisés. [P]ourtant [...] les [préposé-e-s aux bénéficiaires et les aides de services] s'approprient ces tâches domestiques en tissant à cette occasion des relations et des échanges privilégiés avec les malades. Elles revendiquent alors une compétence sociale et relationnelle (connaître des détails personnels concrets sur les malades, devancer les problèmes qu'ils peuvent poser, deviner à partir de menus indices leur situation familiale...) qui fait souvent défaut au personnel médical. (2012, cité dans Siblot et collab., 2015, p. 95)

Danièle Kergoat et Elsa Galerand s'intéressent au caractère transversal du travail de soin assigné aux femmes et auquel la plupart d'entre elles auraient un rapport plutôt positif : « [l]e travail (professionnel et domestique, rémunéré et non rémunéré, productif et reproductif, marchand et non marchand) pour [les femmes] forment un tout, à l'inverse des hommes pour qui la dissociation travail/hors travail est opérationnelle. » (dans Kergoat, 2012, p. 266) Les deux sociologues comparent le rapport au travail des ouvrières du vêtement et des travailleuses du soin salariées et leur satisfaction au travail. Dans le secteur manufacturier :

la continuité entre travail salarié et travail domestique [des ouvrières] n'est qu'une construction patronale qui sert à déqualifier les emplois et à les sous-payer (la qualification serait acquise soit naturellement, soit dans la sphère du privé et ne serait donc pas à rémunérer). [...] Les ouvrières insistent par opposition sur la disjonction entre leur travail professionnel et la sphère domestique : ainsi, les ouvrières de la confection insistent toutes sur la différence de nature entre la machine à coudre domestique et la machine à coudre industrielle. Pour elles, il n'y a pas continuité, du moins elles ne s'en emparent pas. Car les ouvrières rêvent elles aussi. Et ce qu'elles expriment, dans leurs

projets et dans leurs rêves, c'est bien le rétablissement de la continuité. Ces rêves dessinent en creux ce qu'elles aimeraient trouver dans leur travail : une vie moins abrutissante, un travail utile socialement, bref, un travail dans lequel on se sente exister, qui redonne une cohérence globale à leur vie. [...] (2012, p. 274)

Le rapport au travail serait différent pour les travailleur-se-s subalternes du secteur de la santé, soit les préposé-e-s aux bénéficiaires et les aides de services. Cette cohérence recherchée par les ouvrières semble exister davantage :

Dans des travaux comme ceux de care, les femmes mettent de la valeur. En tout cas, elles n'en intériorisent pas complètement la représentation de ce travail qu'en ont les dominants. [...] D'une part, elles avaient intériorisé la déqualification du travail ménager, la négation des qualifications requises pour l'exercice de ce travail qui explique encore aujourd'hui qu'il soit si peu rémunéré. En revanche, elles avaient construit un rapport positif à l'autre partie de leur travail (la relation d'aide) pour laquelle elles n'étaient pas du tout rétribuées (le travail relationnel ne faisait pas même partie de leur description des tâches). Cette partie du travail leur apparaissait directement comme exigeant des qualifications professionnelles, comme producteur de valeur d'usage, et justifiant pour ces deux raisons un meilleur salaire. (2012, p. 275)

Galerand et Kergoat posent l'hypothèse que le travail de soin, essentiel à la production de la vie et transversal aux sphères privées et publiques, porte en germe un potentiel subversif :

[À] partir du moment où l'on récuse politiquement la disjonction des deux sphères d'activités dites productives et reproductives, à partir du moment où l'on quitte le seul terrain du travail salarié pour prendre en compte l'ensemble (travail professionnel plus travail domestique), à partir du moment enfin où l'on s'intéresse au rapport que les femmes entretiennent au travail, une pratique contestataire et subversive devient repérable. (2012, p. 266)

Bien que les femmes soient assignées au travail de soin dans le mode de production hétéro-cis-sexagiste, son caractère transversal permettrait une autonomie et une continuité dans la vie des travailleuses, ainsi que de donner une cohérence et un sens à leurs activités. C'est ce qui permettrait, selon Kergoat et Galerand, d'initier des changements sociaux à la fois dans les sphères sociales publiques et privées :

[Notre] posture consiste [...] à refuser [une] posture misérabiliste qui tend à enfermer les dominées dans la domination. S'il y a bien domination, oppression et exploitation, il s'agit de prendre au sérieux ce que les femmes disent de leur travail, de les considérer comme sujet probable de résistance au travail et non seulement comme objet d'analyse pour penser l'aliénation au travail : les conditions de leur situation sont aussi celles de l'émancipation. (2012, p. 278)

Cette analyse demande à être confrontée aux enjeux de la réorganisation constante des tâches imposées par la gestion néolibérale et de la surcharge de travail domestique et de soins, à la fois salarié et gratuit, qu'effectuent les femmes.

Jeamet dénonce l'imposition de l'organisation scientifique du travail à l'univers hospitalier à l'époque néolibérale marquée par l'austérité :

les réformes successives de l'hôpital initiées dans les années 1980 [...] ont été structurées autour de deux logiques supportées par un vocabulaire hérité de la gestion d'entreprise : la volonté d'une rationalisation des dépenses pour dégager des « gisements de performance » (Gadrey, 2003) et une rationalisation de l'activité dans l'optique d'une augmentation de la productivité (Belorgey, 2013 ; Juven, Pierru et Vincent, 2019 ; Moison, 2013), ces logiques économiques s'articulant avec l'avènement d'une nouvelle conception de la médecine cherchant l'objectivation de la maladie et sa dissociation du malade et permettant le traitement de cette même maladie et non plus du malade (Da Silva, 2018, dans 2021, p. 5)

Cette taylorisation du travail du soin dépossède les travailleuses de leur autonomie et rappelle les enjeux vécu par les ouvrières du vêtement, dont le travail est soumis à la machine, à l'ingénierie et la gestion. Il rappelle les principes de l'organisation scientifique du travail :

la séparation entre conception du travail et exécution du travail ; la dissociation entre processus de production et savoir-faire des ouvrier[-ère-]s, c'est-à-dire la remise en cause de la primauté des connaissances des travailleur[-se-]s sur la production pour garantir la continuité et l'effectivité du processus de production ; enfin, la constitution d'un monopole des connaissances nécessaires à la production dans des mains et des têtes extérieures à la production dans le but de contrôler chaque pas du processus de production. Si, historiquement, les principes du taylorisme se sont matérialisés dans des organisations du travail où la machine exerce ce rôle de contrôle, une organisation taylorienne est avant tout synonyme d'autonomisation du processus productif fondée sur un pouvoir extérieur au travail lui-même, sur la remise en cause de l'autonomie. (2021, p. 7)

La taylorisation du travail provoque des réorganisations du travail incessantes, augmentant la charge et le rythme du travail dans les institutions de santé. Cette organisation du travail ne considère pas l'expertise et la synergie des équipes. Elle crée une fraction de travailleuses précaires et mobiles. Jeamet dénonce que la taylorisation du travail de soin tend à dévaloriser sa dimension relationnelle et humaine, au profit de la dimension technique, mesurable et quantifiable, voire à faire disparaître ce qu'il nomme la part gratuite du travail, soit l'art de soigner, requérant du temps et considérée par les gestionnaires comme étant à faible valeur ajoutée :

La dynamique d'évolution de l'organisation du travail tend à privilégier la composante technique (Seferdjeli et Terraneo, 2015), du moins à la faire entrer en confrontation avec la pratique professionnelle dans laquelle les infirmières affirment le caractère complexe et multidimensionnel du soin. (Da Silva, 2018, dans 2021, p. 5)

C'est l'autonomie même des travailleur-se-s du soin qui est menacée, alors qu'elle leur est si chère, permettant de donner du sens à leur travail :

Comme profession à « pratique prudentielle », les professions médicales se doivent de disposer d'une certaine autonomie pour gérer le caractère incertain et spécifique du travail de soin (Champy, 2011). Cette autonomie permet de garantir l'expression des deux composantes du travail de soin pour les infirmi[er-]ères : passer du temps auprès du patient et assurer le relais pour l'équipe suivante dans de bonnes conditions. Elle vient garantir à la fois la bonne exécution des protocoles techniques, en laissant la possibilité aux infirmi[er-]ères de s'adapter en situation, et la mise en œuvre de toute une part non quantifiable, pourtant considérée par beaucoup d'infirmi[er-]ères comme fondamentales pour le soin : la part relationnelle (Acker, 1997), informelle et difficilement mesurable. Le travail de l'infirmière consiste à réaliser ces deux activités sans privilégier l'une ou l'autre, parce qu'elles sont indissociables, en essayant toujours de faire pour le mieux et pour les patient[-e]-s. (2021, p. 4)

L'implantation de la culture ambulatoire, centrée sur les chirurgies d'un jour, visant à limiter l'hospitalisation pour réduire les coûts, est emblématique à cet égard. Le ou la patient-e est renvoyé-e chez lui ou elle immédiatement après l'acte médical, le ou la laissant aux soins de ses proches ou de ressources de soins ou d'aide à domicile. La rationalisation et la précarisation des emplois subalternes de soin auraient pour conséquence d'alourdir le fardeau de travail gratuit de soins qui repose sur les épaules des proches-aidant-e-s dans les familles et les communautés, étant principalement des femmes. Il y a donc un effet de vases communicants entre le travail de soin rémunéré et celui effectué gratuitement¹¹.

Les travailleur-se-s du soin salariées effectuent également des tâches domestiques et de soin non rémunérées. Le poids des tâches de soin en emploi pour les femmes salariées se double du poids de la coordination et de l'exécution de la majorité des tâches domestiques dans la sphère familiale hétérosexuelle :

les charges domestiques et familiales pesant objectivement sur elles, de même que les représentations qu'elles [ont] de ce travail domestique, continu[ent] de marquer fortement leurs

¹¹ Le mouvement de la coordination des infirmières au début des années 1990 en France, étudié par Danièle Kergoat, a permis de mettre à jour un exemple concret de la continuité entre le travail salarié et le travail gratuit domestique et de soin pour les femmes et son potentiel subversif :

Par leurs revendications, [les infirmières] ont établi tout au long du mouvement la circulation entre travail salarié et travail domestique. Un seul exemple : on peut voir le travail domestique à l'œuvre dans le souci de la famille des malades qu'avaient les infirmières : contestation du renvoi dans le cadre familial de malades guéris cliniquement, mais transformés en « légumes » dont la famille – c'est-à-dire les femmes de cette famille – aura ensuite à prendre soin. On voit bien par cet exemple, que seules des femmes (c'est-à-dire assignées au travail domestique) pouvaient être sensibles à ce problème; et, sur un plan plus théorique, on voit comment les rapports sociaux de sexe concourent à former des objectifs de lutte, objectifs qui peuvent devenir alors des enjeux collectifs pour les hommes et les femmes. (Kergoat et Galerand, dans Kergoat, 2012, p. 282)

jugements concernant leur activité professionnelle et leurs stratégies d'emploi. [...] Pour elles, le travail, loin de se réduire au travail [salariné], inclu[t] aussi le travail domestique (les soins aux enfants, l'entretien de la maison ...). Elles [o]nt finalement un rapport plus distancié au travail salarié (Kergoat, 2012 (1978), p. 58, citée dans Siblot et collab., 2015, p. 120)

La carrière d'infirmière, abordée dans l'intervention, exige un fort engagement de la part des femmes qui s'inscrivent dans cette trajectoire, le nombre important de sacrifices personnels demandés sont justifiés, dans le milieu, par une profession qui serait en fait exercée à titre de vocation : « [l]'engagement féminin dans une carrière professionnelle n'a rien d'évident, il doit être négocié et justifié vis-à-vis du conjoint, mais aussi des femmes elles-mêmes. » (2015, p. 120-121) Avec l'imposition d'heures supplémentaires, il serait à propos de réfléchir à la double, voire à la triple journée de travail. Ce va-et-vient entre le travail effectué dans la sphère salariée et dans la sphère familiale comporte son lot de défis pour les travailleur-se-s.

Les transformations de la société et des familles à l'ère néolibérale auraient provoqué une « évolution des formes de l'appropriation des femmes » et un alourdissement de la charge mentale :

[les femmes] ne sont plus enfermées pour la vie dans un cadre déterminé de l'appropriation, cadre matériel - la maison, le couvent, le bordel - ou cadre symbolique: une vocation, une fonction, une figure de la féminité à l'exclusion des autres. Tel l'écureuil en cage, elles sont lancées dans un mouvement qui en réalité les tient en place. Ce nouveau mode d['hétéro-cis-]sexage, comparé au précédent, entraîne probablement pour les femmes, une plus grande misère matérielle, une plus grande insécurité et une plus grande dépense d'énergie physique et psychique. Pour la classe des hommes, ce système est probablement plus rationnel, plus économique et plus efficace que l'ancien. Ce qui est certain, c'est qu'il assure à un niveau et à un rythme sans précédent, la mobilisation, la circulation et l'utilisation du corps et de la force de travail des femmes (Juteau, 2010).

Le logement est un milieu de vie et de travail domestique et de soin gratuit, essentiel à la vie, ce qui en fait un des lieux importants de réponse aux besoins humains universaux de subsistance, de protection, d'affection, de compréhension, de participation, d'oisiveté, de création, d'identité, et de liberté (Max-Neef, Elizalde, Hopenhayn, 1989, p. 33). Il est donc à propos d'observer les défis des locataires dans la crise du logement, touchant principalement les femmes.

La propriété privée doit être prise en compte pour aborder l'enjeu du logement dans un marché capitaliste privé et pour comprendre les rapports entre propriétaires et locataires. Lors du

développement du capitalisme, l'urbanisation associée à l'industrialisation¹² crée des besoins importants de logements locatifs dans les villes pour héberger les membres de groupes sociaux exploités prolétariés :

[l]e logement est intimement lié à l'organisation de la ville. Il constitue un enjeu urbain important et récurrent parce qu'il représente « les conditions de vie des classes dominées » en milieu urbain (Hamel, 1983, dans Goyer 2017, p. 33)

Ainsi, ces groupes dépendent du marché du travail pour leur revenu, de celui de la consommation pour subvenir à la plupart de leurs besoins et du marché locatif pour se loger, moyennant le paiement d'un loyer. D'autres de leurs besoins sont comblés par le travail domestique et de soin dans le logement.

En contexte capitaliste, un déséquilibre entre le nombre de logements disponibles et les besoins de se loger crée périodiquement des crises du logement, ce qui signifie une pression à la hausse sur les loyers. Ce phénomène était jusqu'à récemment cantonné dans les milieux urbains. Il s'est répandu aux régions rurales lors de la pandémie. La crise du logement, soit la pénurie de logements disponibles, augmente la discrimination des propriétaires à l'égard des femmes, leurs enfants et les animaux. Ce phénomène, ajouté à l'augmentation des loyers, ainsi qu'à la surpopulation des logements, aggrave leur dépendance aux hommes, à leur(s) partenaire(s) et à leur famille. Ce contexte est également plus propice aux abus, au harcèlement et à la violence conjugale et familiale et diminue leur autonomie.

Les locataires peuvent être forcé-e-s de vivre dans des logements insalubres et posant des dangers pour leur santé (FRAPRU, 2019). La location de logement au groupe social des exclus-e-s du marché du travail constitue un risque pour l'investissement des propriétaires, dans le marché privé de la location immobilière. Les revenus de ces personnes étant moindres, les propriétaires craignent des défauts de paiement. Dans le contexte de la pénurie de logements lors de la

¹² En effet, en milieu urbain, il y a la concentration des capitaux par les investissements :

agglomeration economies (including those achieved through urbanization) generate a locational dynamic in which new production tends to be drawn to existing production locations. [...] Circular and cumulative causation within economy then ensures that capital rich regions tend to grow richer while poor regions grow poorer. (Harvey, 2006, p. 98)

pandémie, le programme de supplément au loyer payé par le gouvernement n'était souvent pas considéré comme une garantie suffisante. (FRAPRU, 2022)

Il existe plusieurs groupes et comités qui défendent le droit au logement. Il n'est cependant pas rare que les groupes mobilisés sur les questions de logement rencontrent des défis d'inclusivité liés au racisme :

anti-gentrification organizing is often assumed to be politically radical—especially if the tactics involved are confrontational. But the rhetoric that is often used in such struggles is often a very conservative understanding of community. Gentrification is often opposed because outsiders are moving into and taking over “our” community — a “we were here first” language that echoes that of anti-immigrant organizing. (DeFilippis, Fisher et Shragge, 2010, p. 23)

Il s'agit d'une des configurations que prennent les tensions entre rapports sociaux de classes capitalistes et entre groupes racisés sur la question du logement, et des emplois subalternes. Les militant-e-s pour le droit au logement entretiennent des analyses des causes structurelles des défis de logements qui relèvent du sens commun, souvent marqué par le racisme et la xénophobie :

[l]’activité militante tient essentiellement de l’éthique de l’engagement social et n’est conséquemment pas un titre d’emploi [...]. Cet engagement se réalise à partir d’une analyse plus ou moins subtile et raffinée du fait social et s’appuie sur les prémisses idéologiques auxquelles une personne adhère (Lamoureux, 2003, p. 128).

J’ai présenté un tour d’horizon des divisions sociales du travail et des ressources, dont celles de logements privés, qui structurent les rapports sociaux de pouvoir, de production et de possession. Je me suis attardée à la transversalité du travail de soin, permettant de faire des ponts entre les sphères publiques et privées de la vie. Je présenterai maintenant deux caractéristiques essentielles des rapports sociaux, soit leur historicité et leurs possibilités de transformations.

2.5 L’historicité et les transformations sociales

La perspective critique, tout comme l’approche structurelle en travail social, reconnaît que les sociétés sont traversées par des conflits où les intérêts de certains groupes sont privilégiés au détriment de ceux d’autres groupes. L’approche structurelle reconnaît qu’il y a des groupes sociaux dominants qui retirent des avantages matériels de ces systèmes et c’est ce qui expliquerait en partie que ceux-ci se maintiennent en place (Lapierre et Levesque, 2013), malgré les problèmes

qu'ils provoquent dans la vie des membres des groupes sociaux exploités. Pour expliquer les oppressions, l'approche structurelle et la perspective critique tiennent compte de la domination : « un rapport social met en relation des groupes d'individus aux intérêts opposés : la force, la domination et donc l'antagonisme sont les moteurs du système. » (Daune-Richard et Devreux, 1992, p. 19) La domination est une manifestation outrancière et abusive de la puissance, dans le cadre d'un rapport social (Boltanski, 2009). Elle aurait notamment une effectivité matérielle, selon Boltanski, en permettant l'exploitation, soit l'extorsion de bénéfices à partir du travail d'autrui (2009). La domination serait nécessaire à l'actualisation de rapports sociaux d'appropriation et l'exploitation: il faut être dominé-e pour être exploité-e. Les rapports sociaux reposent sur l'appropriation et la division sociale du travail. Ils structurent le social en groupes sociaux exploitant-e-s et exploité-e-s. Les milieux de vie sont ainsi traversés par des conflits entre groupes sociaux aux intérêts opposés (2009).

Les courants mobilisés dans le cadre théorique postulent que les situations d'injustice auraient une origine sociale, donc qu'elles seraient modifiables. En effet, les rapports sociaux sont appréhendés : « comme faisant système à travers la société, mais toujours de façon dynamique, en mouvement permanent » (Daune-Richard et Devreux, 1992, p. 19). Selon la branche féministe matérialiste du courant de pensée critique, les rapports sociaux (de sexe, de racisation et de classe) ont un caractère historique :

[leur] *transversalité* [...] fait qu'il[s] opère[nt] dans tous les domaines du social même si les modalités de fonctionnement qu'il[s] adopte[nt] y sont différenciées ; [leur] *reproduction dynamique et donc [leur] historicité* [...] font que, simultanément, il[s] sont] partie prenante du développement historique global des sociétés et il[s] connaî[ssent leur] propre développement (1992, p. 11 et 12).

La tension se situerait sur le plan de l'appropriation et de la division sociale totale du travail de production de la vie (Glucksmann, 2010), qui forme un enjeu de luttes permanentes et qui sont constitutives des rapports sociaux (Devreux, 1992) et des rapports à la nature. Ces antagonismes provoquent une instabilité perpétuelle, un mouvement permanent, appelé dialectique (Bihr, 2008, et Boltanski, 2009). La perspective critique s'appuie sur l'histoire pour analyser les rapports sociaux actuels, dans un but de changements émancipateurs (Boltanski, 2009). La résistance serait liée à la question du changement social :

[d]ans le réel, [le] rapport [social] évolue sans cesse. C'est ce qui constitue le changement social, c'est-à-dire le fait que les individus se déplacent dans les rapports sociaux. [...] [L]e terme (l'achèvement) théorique d'un rapport social est son éclatement et la disparition de la catégorisation qu'il a produite - mais bien entendu, pas celle des supports biologiques des catégories que sont les individus. (Devreux et Daune Richard, 1992, p.19)

Le conflit, le mouvement et la visée de changements sociaux sont trois caractéristiques de la perspective critique. C'est non seulement à partir de leurs difficultés à répondre à leurs besoins que les gens se mobilisent, mais également à partir de leurs rôles sociaux, travailleur-se-s, locataires, jeunes adultes, mères, et leurs tâches dans la réponse aux besoins humains que les individus peuvent créer un rapport de force collectif, pour transformer les rapports sociaux dans lesquels ils et elles sont inséré-e-s. En effet, l'analyse dialectique permet d'avancer que les groupes sociaux exploités peuvent construire un rapport de force transformateur, puisque les groupes possédants et exploitants ont besoin des dépossédé-e-s et des exploité-e-s pour maintenir leur domination (Marx et Engels, 1848). L'intervention tient compte de ces caractéristiques, afin de reconnaître que des changements sociaux émancipateurs sont possibles par la force des luttes sociales qui visent les justices sous toutes leurs formes et par l'organisation collective critique en action sociopolitique.

Je vais maintenant poser un regard critique sur la notion de communauté pour ouvrir la voie sur le plan théorique à la recherche de solutions possibles basées sur la solidarité, la défense des droits et l'aide mutuelle.

2.6 Les communautés, la défense des droits, la solidarité, l'organisation démocratique et l'aide mutuelle vers la transition sociale et écologique

Dans une perspective critique et une approche structurelle en travail social, il est primordial que les principaux concernés, soit les membres des groupes sociaux exploités, prennent conscience des origines des problèmes vécus.

Selon Dominelli, un des rôles joués par les travailleur-se-s sociaux-ales vert-e-s seraient donc d'augmenter la conscience des causes structurelles des enjeux pour mobiliser les individus, afin de créer un rapport de force :

Lack of accountability among the owners and managers of contemporary multinational corporations remains a problem that social workers can highlight. Issues have to be identified and named before

they can be addressed. Practitioners can help communities organize to hold such firms accountable for the consequences of their decisions on the lives of usually voiceless people. (Dominelli, 2012, p. 10 et 11)

Il est possible de soutenir que les organisateur-riche-s communautaire-s critique en action sociopolitique souscrivant au travail social vert ne sont pas politiquement neutres, ils ou elles ont un rôle actif dans la défense des droits des membres des groupes sociaux exploités :

In trying to transcend the limitations of neoliberal capitalism through an inclusive egalitarian framework predicated on social and environmental justice, green social work adopts an explicitly political stance, rather than the covert one inherent in neoliberal ideology in which the current political regime is seen as nonpolitical or neutral. (2012, p. 195)

L'ampleur des conséquences des chocs sociaux et environnementaux insuffle une nécessité de recherche de solutions et d'alternatives. Il est donc crucial de considérer les solutions qui s'attaquent aux causes fondamentales des problèmes. Deux avenues se dessinent alors dans la littérature scientifique : la coalition de mouvements sociaux démocratiques effectuant des pressions sur les pouvoirs politiques et économiques et la construction d'infrastructures collectives, basées notamment sur l'aide mutuelle pour la réponse collective aux besoins humains en équilibre avec ceux d'autres vivants. Un détour conceptuel par la définition de la notion de communauté est tout d'abord nécessaire.

2.6.1 Un regard critique sur la notion de communauté en contexte de catastrophe

Dans la littérature scientifique, tout comme dans le sens commun, la composition des communautés est souvent considérée comme étant uniforme : « *[p]eople in communities are often assumed to be almost uniform in their interests, lifestyles, perspectives, and so forth.* » (DeFilippis, Fisher et Shragge, 2010, p. 24) La communauté est pourtant composée d'une population diversifiée. En effet, pour Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond, il s'agit : « [d'] un groupe d'individus qui partagent un certain espace territorial et ont un certain nombre d'intérêts communs. » (1984, p. 37) Ces auteurs mettent de l'avant que la communauté est divisée suivant les lignes de tensions entre les groupes sociaux : « [l]a réalité des classes sociales existe à l'intérieur d'une communauté, de même qu'un certain nombre de regroupements chargés d'en véhiculer les préoccupations. » (1984, p. 37) De plus, dans le sens commun tout comme dans la sphère scientifique, la communauté est presque exclusivement envisagée de manière positive :

« *the term “community” is almost always presented and understood as a good thing.* » (DeFilippis, Fisher et Shragge, 2010, p. 13) Le travail domestique et de soin s’effectue dans les communautés humaines, qui sont les lieux concrets de réponse aux besoins humains, c’est-à-dire de reproduction sociale :

Communities [...] are the places of daily life in which people are housed, fed, care for each other, and raise children. They are the sites of daily convenience shopping, and the other activities that sustain us. However, these activities are not carried out by an abstract community but through a complex interaction of state services, community-based nonprofit organizations, private sector companies, and voluntary and informal processes. (DeFilippis, Fisher et Shragge, 2010, p. 16)

Ces communautés sont traversées par des processus économiques plus larges. En effet, la satisfaction des besoins humains à l’échelle de la planète est de plus en plus soumise à l’extraction, au transport, à la transformation, à la distribution, au rejet et au traitement des biens-marchandises à l’échelle globale et à la prestation de services privés, publics ou parapublics (Abraham, 2019, Thérêt, 2021, Desrosiers, 2022, Godin, 2022). Saul Alinsky insistera sur le fait que la communauté est nécessairement un milieu de vie organisé pour la réponse aux besoins humains, que ce soit dans une perspective de *statu quo* ou de changement social visant les justices:

Le mot communauté en lui-même signifie ‘une vie communautaire organisée’, ‘des gens vivant d’une façon organisée’. Les gens de la communauté peuvent avoir expérimenté des frustrations successives au point que leur volonté de participer semble s’être atrophiée. [...] [M]ais le fait est là, ils sont organisés dans ce genre de vie quel que soit le nom qu’on lui donne : passivité organisée ou non-participation organisée [...]. Ils peuvent avoir déposé les armes, mais la vie continue sous une forme organisée avec une structure de pouvoir bien définie ». (1976, p. 170)

Dominelli renchérit en insistant sur le rôle que joue le déficit démocratique systémique dans la production de l’apathie des membres de groupes sociaux exploités : « *[t]he failure of states to govern for the entirety of their population [...] reveals a democratic deficit of the highest order that leaves citizens feeling disenfranchised, alienated and isolated from their rulers.* » (2012, p. 4)

Le concept de communauté ne réfère pas à un acteur social clair dont l’orientation politique est communément admise, il est tantôt utilisé de manière conservatrice, tantôt dans des visées de transformations sociales émancipatrices : « *the political content of community is open and undetermined. It can reinforce the status quo, or it can embrace deliberate rejections of that status quo.* » (2010, p. 12) La communauté n’est pas une actrice sociale en soi, mais bien un territoire,

un lieu ou un regroupement : « *Community per se is not an agent, but the site for diverse actors and actions that have the potential to bring together alliances cutting across divisions at the local level and beyond.* » (DeFilippis, Fisher et Shragge, 2010, p. 33) Il est possible d'y déployer des stratégies de mobilisation.

2.6.2 L'action sociopolitique : défense collective des droits économiques, sociaux, environnementaux et migratoires

Les rôles de l'organisateur-riche communautaire se sont professionnalisés au cours du 20^e siècle, en développant une expertise de processus. Celle-ci a trait à l'accompagnement de l'action communautaire, entre autres, sur le plan du « démarrage, [du] soutien, [de la] structuration, [de l'] animation et [de l'] évaluation. » (Bourque, 2012, p. 42) À la lumière de ces visions divergentes de la communauté, comme unité à préserver ou comme base de transformation sociale, et des orientations politiques qui en découlent, Hanley, Kruzynski et Shragge mettent en relief que l'organisation communautaire peut emprunter des :

stratégies d'intégration [c'est-à-dire] accroître la participation des gens au système tel qu'il est [ou des] stratégies d'opposition [visant à] conteste[r] les relations de pouvoir, élargir les ressources ou [les] distribuer de façon plus juste [en] mobilisant des gens ordinaires qui sont invités à jouer un rôle actif dans le processus de changement social. (Hanley, Kruzynski et Shragge, cités dans Berteau, 2020, p. 22)

La communauté étant bien souvent un milieu de vie, un lieu de réponse aux besoins humains, c'est le plus souvent la recherche de stabilité, donc les stratégies d'intégration sociale, qui sont mises de l'avant dans l'organisation communautaire : « *[b]ecause of community's central role in social reproduction, community is most easily mobilized to simply reproduce the current set of social relations.* » (DeFilippis, Fisher et Shragge, 2010, p. 23) Les auteur-e-s insistent tout de même sur le fait que les communautés sont des milieux à partir desquels peut se faire la mobilisation pour le changement social émancipateur et visant les justices :

in local communities, as in workplaces, because of shared space and often shared social position, people can be brought together to act. In addition, it is possible to build local organizations that can be sustained over time to contribute to a longer-term movement that opposes the status quo. (2010, p. 14)

L'action sociopolitique est étroitement liée au rôle d'organisateur-riche communautaire s'inscrivant dans la branche critique. Lamoureux a énoncé les principes d'action de l'organisation

communautaire en action sociopolitique :

- 1) L'organisation communautaire considère les problèmes sociaux dans leur dimension collective et comme devant faire l'objet de solutions collectives.
- 2) Elle agit principalement au sein et à partir d'une communauté locale plutôt qu'en application de politiques sociales.
- 3) Elle mise sur le potentiel de changement de la communauté locale à partir de l'identification de besoins et de problèmes qui suscitent des tensions dans le milieu.
- 4) Elle porte une visée de transformation sociale et de démocratisation permanente.
- 5) Sa préoccupation centrale est l'organisation de nouveaux pouvoirs et services au sein et au profit de la communauté locale. (2003, p. 136)

Ainsi, une intervention en organisation communautaire critique en action sociopolitique utilisant des stratégies d'opposition mobilise les membres de groupes sociaux exploités :

c'est la communauté tout entière qui est visée et appelée à participer. [...] Dès lors, le succès d'une activité dépendra de la réponse de la communauté, en particulier de ses institutions. (Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond, 1984, p. 37)

En effet, elle interpelle l'ensemble de la communauté, et plus particulièrement les groupes sociaux en position de pouvoir et les institutions contrôlées par ceux-ci. Historiquement, les organisateur-ice-s communautaires critique en action sociopolitique ont favorisé l'organisation populaire pour mettre de la pression pour la défense des droits sociaux :

Social workers have the skills to deal with new challenges, as they have done when community workers have mobilized communities to protect them from the predation of the market. These are instanced by resistance to the ghetto cleansing that occurs when poor people in the West resist being removed from their homes to make way for a major road, or poor people living in urban slums in Mumbai, India, refuse to cede their home to prestige development for wealthy people. Social workers help poor people mobilize as groups to challenge such developments. Some struggles have been won, others have been lost (Dominelli, 2012, p. 10).

Ces mouvements cherchaient à s'attaquer aux causes sociales des problèmes sociaux.

Plusieurs traditions de luttes populaires ont co-existé depuis le développement des États modernes caractérisés par la démocratie représentative et du capitalisme industriel basé sur la croissance. D'une part, il y a le travail politique de constitution de mouvements sociaux et politiques qui sont en mesure d'imposer un rapport de force suffisant pour exiger une réorganisation à grande échelle de la production du vivre :

pour transformer le *statu quo*, les organisations doivent acquérir et consolider leur pouvoir, et leur

principale source de pouvoir provient de leur capacité à rassembler de grand nombre de personnes autour d'une cause commune. Cette source de pouvoir est l'un des ingrédients essentiels de la recette d'un changement social fondamental. (Hanley, Kruzynski et Shragge, dans Harper et Dorvil, 2013, p. 156)

Selon DeFilippis, Fisher et Shragge, les occasions de changement proviennent de la pression que peuvent effectuer des mouvements sociaux larges et organisés¹³, puisant à même la force de communautés fortes et mobilisées, sur les gouvernements des États, seules entités, selon eux, qui soient à même de brider le capitalisme néolibéral :

centralized, top-down forms of power politics that regulate unbridled capitalism and provide social and health benefits are still essential to any changes [...] [and] local initiatives will play an important role in affecting the nature and direction of future politics and policies. (DeFilippis, Fisher et Shragge, 2010, p. 12)

Lors de la période de l'après-guerre, le développement des protections sociales de l'État social¹⁴ a composé une partie du compromis entre les classes possédantes et exploitantes et les classes exploitées et dépossédées. La démarche en défense collective des droits sociaux hérités de cette période¹⁵ donne une place centrale au conflit social, comme rapport de force entre groupes sociaux aux intérêts antagonistes, comme pivot du changement social. Les organisateurs communautaires ont joué un rôle déterminant dans la mobilisation des communautés pour la

¹³ Dans cette perspective, la composition des mouvements sociaux est variée et s'apparente à une coalition: « *A combination of working-class organizations, linked with broader social movements and community organizations, are the components that need to work in alliance to challenge the structure of power in contemporary capitalism.* » (DeFilippis, Fisher et Shragge, 2010, p. 13 et 14) En effet, la diversité des groupes sociaux exploités et les problèmes rencontrés par leurs membres demandent de réfléchir en termes de coalitions.

¹⁴ L'origine des débats sur l'État social remonte au 19^e siècle, au sein de l'État prussien : les débats sur l'État providence prussien et le déploiement de l'assurance sociale – dans le contexte de l'abrogation de la loi sur l'assurance maladie en 1883 et de ses échos parmi les politiciens conservateurs qui la considéraient comme une assurance politique contre l'insurrection [- sont] l'origine de l'État providence, le premier du genre dans le monde : l'époque où l'enjeu de la santé et du bien-être de populations bien définies devient la matière de l'élaboration de politiques distinctes, influencées par les concepts de citoyenneté basée sur la propriété foncière, par les lois matrimoniales et, parfois, par les politiques d'immigration. Ces dernières – en particulier, la surveillance des frontières, ponctuée par la détention aux points de contrôle – ont été empruntées à la quarantaine et au cordon sanitaire. (Mitropoulos, 2022, p. 51 et 52)

¹⁵ À travers les luttes populaires qui ont jalonné le 20^e siècle : la défense collective des droits a permis de faire reconnaître les individus les plus stigmatisés et exclus de la population comme des citoyens à part entière qui ont la capacité et le droit d'assumer leur dignité et leur responsabilité citoyenne. [...] la défense collective des droits [a joué un rôle dynamique] dans le développement de l'État social, en faisant la promotion de politiques sociales plus inclusives et en mobilisant les personnes qui en sont exclues. Ce faisant, plusieurs groupes marginalisés et appauvris auraient ainsi réussi à obtenir des gains significatifs eu égard à leurs conditions de vie. (Boucher et collab., CREMIS, 2017)

L'âge d'or de la défense collective des droits sociaux s'est situé dans les années 1960 et 1970 au Québec (Mayer 2002).

défense collective des droits. Bourque la définit ainsi :

[il s'agit d'] une approche de défense et de revendication de droits sociaux. Elle prend appui sur le conflit et la pression pour promouvoir les intérêts de groupes opprimés en opposition aux pouvoirs dominants. L'intervention communautaire s'investit alors dans la mobilisation, la structuration de contre-pouvoirs, l'éducation populaire et le développement d'une conscience [sociale]. (Bourque, 2012, p. 42)

Alinsky, organisateur communautaire en action sociopolitique œuvrant tout d'abord à Chicago au milieu du 20^e siècle, énonce clairement les intentions de cette méthode d'intervention, en introduction de son ouvrage *Reveille for Radicals*, devenu un classique :

[c]e qui suit s'adresse à ceux [et celles] qui veulent changer le monde et le faire passer de ce qu'il est à ce qu'ils [et elles] croient qu'il devrait être. Si Machiavel écrivit *Le prince* pour dire aux nanti[-e]-s comment conserver le pouvoir, j'écris *Reveille for Radicals* pour dire aux déshérité[-e]-s comment s'en emparer. » (Alinsky, cité dans Lamoureux, 2003, p. 121)

Alinsky soutient que la variété des problèmes concrets vécus dans une communauté est autant d'opportunités de recrutement :

Un problème unique, c'est comme un bâillon de mort qui asphyxie l'organisation. En outre, mobiliser les membres de la communauté sur une question unique rétrécit énormément le champ d'action de l'organisateur[-rice], tandis que toute une gamme de problèmes attirera un grand nombre d'adhérent[-e]-s potentiel[-le]-s : ceci est capital pour créer une large organisation de masse. Chacun[-e] a sa hiérarchie de besoins ou de valeurs, et si vous ne soulevez qu'un seul problème, une personne peut vous témoigner sa sympathie sans se sentir suffisamment concernée pour se battre et travailler avec vous. L'organisation aura donc d'autant plus d'adhérent[-e]-s que les problèmes abordés seront plus variés. (Alinsky, 1976, p. 174)

Il ajoute : « les communautés ne sont pas des unités d'ordre économique comme les syndicats, avec des problèmes bien spécifiques. Elles sont aussi complexes que la vie elle-même. » (1976, p. 174) Cette vision semble s'opposer à une tradition de l'organisation communautaire en action sociopolitique visant la défense collective des droits sociaux où il est courant qu'un seul groupe très homogène sur le plan social se mobilise sur un seul enjeu commun ou un problème (Engrenage noir, 2022). Il est donc question, selon la méthode de recrutement souvent irrévérencieuse d'Alinsky, de galvaniser l'indignation, mais aussi de trouver des intérêts communs entre les groupes sociaux exploités. Cette stratégie est en phase avec les caractéristiques mêmes de la communauté comme base de mobilisation :

agency in community is [...] multidimensional and crosses class with multiple issues such as race and gender. This is both a strength and a complexity of community. (DeFilippis, Fisher et Shragge, 2010, p. 33)

Il semblait que le développement d'une compréhension globale des enjeux favorisait la formation

de coalitions de groupes sociaux exploités :

Research suggests that organizations committed to a broad ideology facilitate coalition formation. [...] [A]n organization's ideology can change over time, addressing a wider set of issues, and that this can then facilitate coalition work. (Van Dyke et McCammon, 2010, p. xiv, xviii et xix)

En effet, il est reconnu que des membres de groupes sociaux exploités forment des communautés actives et engagées pour le changement social en s'organisant, puisqu'ils et elles font face à des problèmes communs :

People, in short, can and do form communities by virtue of facing common sets of issues in their daily lives. And [...], this making of communities often takes an organizational form, and people formalize, to one degree or another, their commonalities through groups, associations, and organizations. (DeFilippis, Fisher et Shragge, 2010, p. 19)

Les membres actifs de groupes sociaux exploités peuvent s'unir autour d'une analyse commune de leurs intérêts, tenant compte de ceux des autres vivants, et de l'origine des problèmes rencontrés:

Community efforts must have an analysis of the processes and relations that cause injustice in their communities, and of the institutions that play vital roles in those processes. [...] In order to properly interpret issues and developments when they arise and organize for the long term (beyond any one issue), there needs to be critical analyses of the causes of the problems in communities. (2010, p. 34)

Cela demanderait cependant un travail assidu d'organisation communautaire critique en action sociopolitique. Il s'agirait de :

repérer les allié[-e-]s éventuel[-le-]s avec qui travailler en vue d'un changement social et qui sont prêt[-e-]s à tenir tête à ceux [et celles] qui occupent un poste d'influence. (Hanley, Kruzynski et Shragge, dans Harper et Dorvil, 2013, p. 155)

L'intention de l'action sociopolitique « s'appuie sur une éthique de la conviction et de la solidarité et sur la stratégie du conflit avec l'opresseur dans une perspective de multiplication des réformes jugées nécessaires au bien commun. » (Lamoureux, 2003, p. 121) Ces luttes s'inscrivent dans l'exigence d'une solidarité active, qui s'exprime sur deux plans :

[d]'une part, les citoyens doivent exiger que nous assumions collectivement le coût des ressources dont doivent disposer tous les individus si l'on veut pouvoir parler de démocratie sociale. Cette admission se fonde sur une reconnaissance explicite du postulat selon lequel il faut rendre égal en droit ce qui est inégal en fait. Conséquemment, il ne faut pas faire porter aux individus seuls le fardeau d'une inégalité de fait due à des problèmes de santé, à des incapacités, à l'origine de classe ou à des événements imprévisibles dont quiconque ne saurait être tenu responsable. [...] D'autre part, cette solidarité doit aussi exprimer la volonté qu'ont les personnes confrontées à un problème de s'y attaquer sans attendre de consensus. (Lamoureux, 2003, p. 146 et 147)

Il s'agit donc pour les premier-ère-s concerné-e-s de s'organiser et de faire valoir leurs intérêts à

travers une approche conflictuelle avec les sphères du pouvoir. L'action sociopolitique se distingue des autres approches de l'organisation communautaire par l'idée que le changement résulte d'activités de pression et la constitution d'un rapport de force, donc de stratégies d'opposition.

Au Québec, l'action sociopolitique est réalisée principalement dans les organismes communautaires autonomes. Les organismes communautaires autonomes « se distinguent [dans leur mission et leur pratique] par l'engagement dans des combats visant à éliminer une situation d'aliénation, d'oppression ou d'exploitation que vivent les membres du groupe ou, à tout le moins, à en atténuer les effets. » (Lamoureux, 2003, p. 124) Ceux-ci constituent, en ce sens, avant tout des « association[s] de personnes regroupées pour répondre collectivement à un problème qui, s'il est vécu par chaque individu d'une manière souvent différente, n'en est pas moins partagé par plusieurs. » (2003, p. 124) Concrètement, l'action sociopolitique a pour objectif de faire connaître la réalité et les préoccupations des gens qui ne sont pas souvent entendus, qui n'ont pas de tribune, aux personnes qui prennent des décisions et d'exiger une réponse satisfaisante de leur part. En ce sens, leurs destinataires sont généralement des député[-e-]s, des maire-sse-s, des chercheur-se-s et organisateur-ric-e-s communautaires. La visée de l'action est fondamentalement politique.

L'action sociopolitique se réalise par des communautés d'intérêts, d'identité ou de territoire (Bourque, 2012). Dans le cadre du présent mémoire, la problématique guidant l'intervention, à la jonction entre justice économique, sociale, environnementale, migratoire et exploitation du travail et de la nature, inscrivaient la portée du travail d'organisation communautaire à la jonction entre la mobilisation de communauté d'intérêts, celle des groupes sociaux exploités, et la mobilisation de territoire. En effet, la question environnementale exige d'ancrer géographiquement l'intervention et de considérer l'interdépendance entre les humains, leurs activités et les écosystèmes dans un espace donné, où s'inscrivent de manière localisée des dynamiques globales :

[l]e territoire renvoie à la notion de communauté comprise comme une population habitant un territoire donné caractérisé non seulement comme espace géographique, mais aussi comme espace où les réseaux de relations entre les personnes, les groupes et les institutions constituent un ensemble social organisé. (Bourque, 2012, p. 52)

En action sociopolitique, « un objectif central [vise] le bien commun, et l'idée d'un bien commun

s'alimente à un savoir partagé, le sens commun [...] » (Lamoureux, 2003, p. 145 et 146), bien que celui-ci puisse être marqué par des idéologies excluantes. Cela demande donc de mobiliser les membres de groupes exploités sur un territoire donné pour partager leurs savoirs et leurs expériences et défendre leurs intérêts :

[L]e développement de territoire s'inscrit aussi dans des rapports sociaux conflictuels qui peuvent opposer des intérêts particuliers entre eux ou au bien commun. L'action collective en développement de territoire doit aussi prendre la forme de la contestation de politiques publiques ou de pratiques privées inacceptables. (Bourque, 2012, p. 55 et 56)

Les intérêts des groupes sociaux exploités coïncideraient avec le bien commun, comme l'égalité sociale et la préservation des écosystèmes nécessaires à la vie sur terre (Abraham, 2012). Dominelli soutient qu'en contexte de chocs sociaux et environnementaux, les travailleur-se-s sociaux-ales doivent focaliser sur les besoins des plus pauvres :

An important point [...] is that social workers continue to support poor people who seek to defend their communities and interests, even when powerful decision-makers and resource-holders defy their requests for better-quality living conditions. [...] Meeting [the] needs [of those who lack necessary funds] is a key concern of green social workers and provides the impetus for developing alternative forms or production, distribution, and consumption. (2012, p. 9 et 10)

Elle parie qu'en maintenant cette priorité, l'organisation communautaire sera à même de contester le système économique basé sur les marchés privés:

Poverty eradication cannot happen in a context that assumes that all consumers have equal access to goods and services, including water, food and energy. Equality has to be worked for to be realized. The market-based free-for-all has to end. Those without adequate incomes cannot be left as non-players in the marketplace as long as that remains the main mechanism for distributing goods and services. They will have to access the world's resources, either as an entitlement and as of right. (2012, p. 197 et 198)

Cependant, comme il a été abordé plus haut, les contextes de crise font augmenter les tensions pour le partage des ressources limitées dans une économie de marché néolibérale impliquant la concentration des richesses (Abraham, 2019). Ces dynamiques peuvent résulter en des embûches concrètes à la solidarité, voire au développement d'une animosité au sein et entre les groupes sociaux exploités, suivant notamment les lignes de racisation, d'impérialisme, de colonisation, de statut, de sexe, de genre, d'orientation sexuelle, d'âge et de capacités. Cela révèle une autre responsabilité pour les travailleur-se-s sociaux-ales vert-e-s, soit celle de la médiation entre les groupes sociaux exploités. Dominelli est consciente de ce rôle de conciliation entre les membres

des groupes sociaux exploités qu'occupent les travailleur-se-s sociaux-ales¹⁶.

Les outils d'action sociopolitique hérités du 20^e siècle, qui ont principalement été élaborés en réponse aux problèmes sociaux de l'exploitation, de la violence, de la pauvreté et de l'exclusion sociale générés par des systèmes d'oppression et d'exploitation, peuvent être adaptés pour faire face à la configuration des problèmes sociaux au 21^e siècle, notamment à un contexte d'augmentation des catastrophes environnementales et leurs conséquences. Il me semble donc souhaitable qu'un-e organisateur-riche communautaire critique reste à l'affût des débats politiques qui lui sont contemporains, tout au long de son parcours. Dans le contexte actuel, cela signifie qu'il ou elle s'intéresse aux recherches et aux mobilisations concernant la diminution de l'exploitation humaine et de la nature et de réponses aux besoins humains dans un contexte d'augmentation des catastrophes technologiques et environnementales. En effet, si les travailleur-se-s sociaux-ales, principalement ceux et celles ayant un rôle d'organisateur-riche communautaire critique en action sociopolitique, sont au fait des dynamiques globales et de leurs causes, ceux-ci et celles-ci peuvent soutenir les membres des groupes sociaux exploités dans leur identification des causes structurelles et des solutions durables à leurs problèmes concrets.

2.6.3 L'organisation collective démocratique

La défense collective des droits sociaux entretient un lien fondamental avec les modes d'organisation démocratiques. D'une part, elle est un laboratoire de pratiques :

des modes de fonctionnement basés sur la démocratie directe, ainsi que [de] formation politique en continu. [Ces processus] jouent un rôle clé dans le développement d'une base militante aguerrie et

¹⁶ Sur le plan macrosocial, elle considère que les travailleur-se-s sociaux-ales peuvent aider les États à négocier des accords de partage des ressources dans un contexte de raréfaction et d'interdépendance :

conflicts [could intensify] over scarce resources, particularly land and water, in future. On an optimistic note, some countries have sought to achieve non-violent means of resolving conflict over natural resources. [...] [S]ocial workers can support intercountry initiatives aimed at resolving potential conflicts over scarce resources to achieve win-win situations for all, including planet Earth. (Dominelli, 2012, p. 16)

Sur le plan microsociale, elle donne un exemple concret issu de la réalité des camps de réfugiés dans le contexte de la sécheresse de 2008-2009 en Afrique de l'Est:

An interesting example of social workers' intervention occurred in the Mathare Valley in Kenya where practitioners worked with residents to bring harmony to a volatile situation involving newcomers and more established dwellers when nomadic peoples migrated to the slums of Nairobi to escape drought. (2012, p. 14)

habilité, capable d'analyser et prête à réagir – donc capable d'aller au-delà de l'indignation ou du désespoir. (Hanley, Kruzynski et Shragge, dans Harper et Dorvil, 2013, p. 155)

D'autre part, l'action sociopolitique exige une démocratisation des processus politiques et économiques des diverses instances avec lesquelles les militant-e-s interagissent : « [l]'action communautaire [est] un acte de contestation qui se pose comme un refus de l'autoritarisme qui caractérise les mécanismes de prise de décisions dans notre société. » (Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond, 1984, p. 11 et 13) Ce serait le développement de la capacité à s'organiser démocratiquement en collectif qui permettrait de cultiver le pouvoir d'agir sur les structures et les rapports sociaux d'exploitation au sein de la société, afin d'exiger des solutions aux problèmes concrets vécus et une démocratisation des sphères de décision.

Selon Lamoureux, le premier stade de constitution de mouvements sociaux structurés est caractérisé par une grande effervescence et une solidarité entre les membres du groupe mobilisé :

[d]'abord, les militantes et les militants se regroupent sur une base volontaire. Ils ont peu de moyens et se partagent les tâches. À ce stade, ils doivent atteindre l'opinion publique ; c'est pourquoi ils utilisent certaines tactiques d'action plus ou moins directe susceptibles d'attirer l'attention sur leurs préoccupations. La solidarité est ici absolument essentielle. Elle atteint parfois des niveaux remarquables. (Lamoureux, 2003, p. 143)

Le respect de la dignité des personnes qui s'impliquent et la confiance envers leurs capacités sont des ingrédients essentiels du recrutement de militant-e-s et de leur prise en charge du projet.

Selon Dominelli, mettre en place un processus d'action sociopolitique démocratique avec des membres de groupes sociaux exploités nécessite d'accepter que les résultats du processus et le résultat ne sera pas contrôlé par l'organisateur-riche communautaire critique en action sociopolitique :

Finding alternatives to hegemonic realities and undertaking action to replace these with egalitarian ones is a huge task for the egalitarian democratic practitioner who wants to work in a holistic and inclusive manner, because these activities have to be conceptualized and negotiated together with all people involved. In such circumstance, the outcomes can be very uncertain. (Dominelli, 2012, p. 203)

Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond insistent sur le respect que l'organisateur-riche communautaire doit entretenir envers les personnes qui s'impliquent dans les processus d'action sociopolitique : « [l]'action communautaire [...] implique un maximum de respect envers les

hommes et les femmes auxquels nous nous associons. » (1984, p. 117) Alinsky renchérit. Selon lui, le respect de la dignité de toutes les personnes est aussi fondamental :

[u] ne expérience d'organisation réussie est autant un processus éducatif pour l'organisateur[-rice] que pour les gens qu'il organise : chacun[-e], de part et d'autre, doit apprendre à respecter la dignité de l'individu, et réaliser qu'en fin de compte c'est l'objectif premier de toute organisation. La participation est en effet le pouls, la vie même de la démocratie. (1976, p. 176)

Il en va de la vitalité de l'organisation et de l'implication réelle des militant-e-s. En effet, avoir confiance en la capacité des personnes de s'organiser pour transformer leurs conditions de vie et défendre leurs intérêts permet de cheminer vers la constitution de groupes autogérés. Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond croient que, pour ce faire, la transmission de savoirs est essentielle :

Faut-il préciser l'importance du caractère éducatif que doit revêtir l'étape organisationnelle de toute démarche d'intervention dans un milieu? Dépendant de l'intelligence politique de l'intervenant[-e], le groupe acquerra vite son autonomie ou, au contraire, sera lié comme un cordon ombilical à son [ou sa] promoteur[-rice]. (1984, p. 126)

Une manière concrète d'atténuer les rapports de pouvoir entre l'intervenant-e et les participant-e-s est de veiller à l'appropriation du projet par le groupe, du développement d'une cible commune et de la rotation des tâches, pour l'apprentissage de tou-te-s :

de façon générale, la règle devrait être que chacune des activités du groupe soit l'occasion d'élever la capacité des membres d'intervenir dans le milieu. En d'autres termes, après chaque activité, nous devrions nous sentir plus riches en savoirs et en solidarité. (1984, p. 134)

Pour Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond, la création de groupes de travail est l'outil de démocratisation par excellence, afin : « d'associer le maximum de personnes à la démarche du groupe [...] d'autant plus que certains comités ne commandent pas de compétences particulières. Quant aux autres [...], ils peuvent être encadrés par des personnes-ressources. » (1984, p. 129 et 130) À ce sujet, les auteur-e-s soulignent que l'organisateur-ric(e) communautaire critique en action sociopolitique serait fréquemment sollicité-e par les militant-e-s pour accomplir les tâches et que ce serait son devoir de veiller à la passation des savoir-faire :

Il nous paraît évident que, pour toutes sortes de raisons : instruction, connaissances des mécanismes du pouvoir, expérience du travail avec des groupes, etc. [l'organisateur-ric(e) communautaire soit] effectivement mieux préparé[-e] à remplir certaines tâches. Le problème n'est pas qu'[il ou elle] les accept[ent] pendant un certain temps; c'est qu'[il ou elle] les fass[e] seul[-e]. Il faut qu'[il ou elle] transmett[e] [leur]s connaissances à d'autres; il est donc impératif que des membres travaillent avec [eux et elles] à la réalisation de certaines tâches pour lesquelles ils [et elles] se jugent inaptes. Alors, pourquoi ne pas répondre : 'D'accord, je le ferai, mais il faudrait que quelqu'un d'autre travaille avec

moi.' (1984, p. 132)

Certains éléments semblent faire partie d'une formule gagnante pour le rodage d'un groupe d'action sociopolitique. Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond soulignent :

[l]a souplesse des structures, la volonté de chercher le consensus sur la base des intérêts réels, [...] [f]aire le point régulièrement, s'assurer de l'évolution et de la perception des membres, approfondir les valeurs et les motivations convergentes du groupe, exiger la révision tout autant que la prévision des pistes d'action [...], l'importance accordée aux membres, le respect des décisions de l'assemblée générale, la formation de comités de travail, sont d'autant d'aspects de la démocratie. (1984, p. 17 et 81)

Alors que certains écueils seraient à éviter : « [d]es réunions mal dirigées, des recherches trop peu structurées, des objectifs mal définis, découragent les gens sérieux et soucieux d'efficacité. Il en va de même de la continuité du travail d'une réunion à l'autre. » (1984, p. 81) Le mode d'organisation démocratique des groupes de défense collective des droits sociaux vise la construction d'un rapport de force des groupes sociaux exploités vers une plus grande justice sociale. À ce mode d'organisation basé sur le conflit entre les groupes sociaux aux intérêts antagonistes s'oppose le mode d'organisation néolibéral basé sur les partenariats locaux, la concertation et la participation, visant l'intégration des groupes sociaux exploités aux projets néolibéraux de développement économique et social. Malheureusement, les caractéristiques de ces deux modes d'organisation sont parfois confondues à tort.

Le mode de participation néolibérale est analysé de manière critique par Louis Gaudreau. Selon lui, si la concertation permet « aux personnes marginalisées d'accéder à des espaces démocratiques dont elles étaient auparavant exclues » (Gaudreau, 2011, p. 90), elle ne sert cependant pas la visée de recherche de justice sociale, fondamentale à l'action sociopolitique démocratique. En effet, les tables de concertation réunissent des acteur-ric-e-s économiques, sociaux-ales et communautaires de la région, pour que ceux-ci et celles-ci échangent sur un même pied d'égalité, comme des partenaires, sur les enjeux de développement de leur région. Pourtant, ceux-ci et celles-ci ne sont structurellement pas égaux[-ales], selon la configuration des rapports sociaux de propriété et d'exploitation propres aux sociétés capitalistes néolibérales. Concernant l'enjeu du logement, Gaudreau souligne que:

bien avant d'être le résultat d'une incompréhension entre développeur[-e]-s immobilier[-ère]-s et groupes communautaires, les problèmes de logement ont pour origine l'accès inéquitable au sol et

aux bâtiments résidentiels. Cette inégalité puise sa source dans une institution centrale du monde capitaliste, la propriété privée, ainsi que dans les lois qui régulent l'usage et la vocation de l'espace. (2011, p. 92 et 93)

Il rappelle également que les taxes foncières constituent aussi la principale source de revenus des municipalités : « [c]'est donc la capacité même des municipalités à financer leurs services à la population qui, dans ce système, est tributaire des succès du marché de l'immobilier, ce qui, par ricochet, pose des difficultés croissantes aux personnes pauvres pour se loger convenablement. » (2011, p. 93 et 94) Le dévoilement de cet engrenage lui permet d'en venir à la conclusion qu'il est difficile de croire que la concertation reposant sur le partenariat local puisse :

rétablir l'équilibre des forces dans la société. Au contraire [...] en raison de la conception particulière de l'égalité sur laquelle il est fondé, le partenariat local ne peut prétendre à davantage qu'à la reproduction de la société telle qu'elle est. [...] En somme [le partenariat local] réunirait l'ensemble des conditions qui permettent aux sociétés actuelles et aux rapports inégalitaires dont elles s'alimentent de se perpétuer. (2011, p. 94 et 95)

Dominelli favoriserait les stratégies d'opposition en organisation communautaire, puisque tenir responsable les groupes dominants demande un rapport de force non négligeable¹⁷. Cependant, elle privilégierait sur le long terme les stratégies d'intégration par les partenariats :

The relationship between production, reproduction and consumption need not to be antagonistic on depicted in Marxist writing, although there may be conflict of interest and differentiated privileging in social organization as currently practised. But this need not to be so. [...] 'Good partnership between people offer hopes for a better present and future' (Dominelli, in press) People can devise alternative economic models that: encompass all the Earth's inhabitants and their rich and diverse cultures; share resources equitably; and start off with the social – the realm that people inhabit – alongside the physical – where the flora, fauna and physical resources reside. All are located as equal partners in an equation that aims to provide a decent quality of life for all living things, sustain the material environment and ensure the existence of all these in both the present and the future. (2012, p. 207)

Comme il a été démontré par les travaux de Gaudreau (2011), les partenariats équitables ne sont pas possibles entre groupes sociaux structurellement inégaux. En effet, les partenariats entre tous

¹⁷ Dominelli soutient que les travailleur-se-s sociaux-ales ont avantage à utiliser les outils légaux déjà existants pour accomplir leur rôle de construction d'un rapport de force notamment dans le contexte de catastrophes : « I [...] highlight the importance of utilizing existing social resources and legal instruments to hold perpetrators accountable for their action » (2012, p. 11 et 12). Elle ne semble cependant pas dépasser le cadre juridique. Une différence majeure se dessine dans les stratégies encouragées par Dominelli et celles mises en œuvre lors de l'intervention. La travailleuse sociale et sociologie anglaise encourage la construction d'un rapport de force par les groupes sociaux exploités pour tenir les groupes sociaux dominants responsables de la destruction des écosystèmes et de l'appauvrissement, mais favorise la création de partenariats pour collaborer à établir des alternatives.

les groupes sociaux en contexte de propriété privée des moyens de production et d'une partie des forces productives et d'exploitation du travail favorisent la reproduction des rapports sociaux tels qu'ils sont, c'est-à-dire inégaux, et en faveur des groupes possédants et exploitants.

Face au rapport de force en faveur des groupes dominants et exploitants et aux défis posés par l'accumulation des chocs, l'organisation collective et démocratique pour la défense des droits sociaux, économiques, environnementaux et migratoires doit se doubler dans le contexte actuel de la création de réelles alternatives à l'économie capitaliste néolibérale responsable de la destruction de l'environnement et de l'augmentation des inégalités, notamment en contexte d'accumulation des chocs.

2.6.4 L'aide mutuelle vers la transition sociale et écologique

Selon Abraham, la décroissance serait un enjeu incontournable dans les prochaines décennies, l'accumulation des chocs sociaux et environnementaux déstructurant de plus en plus les marchés privés, financiarisés et mondialisés et l'état néolibéral prenant de moins en moins en charge la réponse collective aux besoins des populations. La question serait de savoir si la décroissance sera organisée ou non et, si oui, par quels groupes sociaux :

La décroissance soutenable se présente [...] comme le projet d'une sortie en douceur, d'une sortie contrôlée, de cette course à la croissance dans laquelle nous sommes embarqué[-e-]s. Sous-entendu: la décroissance économique va de toute façon s'imposer, ne serait que pour des raisons écologiques. Il s'agit donc d'anticiper ce choc pour, au minimum, en atténuer la violence. (Abraham, 2015, p. 139 et 140)

La seconde part des solutions face à l'accumulation de chocs sociaux et environnementaux est liée à la transition sociale et écologique, puisque la réponse locale aux besoins humains au niveau de la biorégion s'imposera. En effet, certains auteurs prédisent un changement d'échelle prochain, provoqué par l'effondrement des chaînes d'approvisionnement du capitalisme néolibéral mondialisé reposant sur l'extraction des énergies fossiles (Denault, 2024). La seconde part des solutions consiste en la proposition de création d'infrastructures alternatives à partir de la base des communautés, reposant sur des principes démocratiques, la collaboration, la propriété collective des moyens de production et le rapport holistique et collectif à la nature et aux forces productives, qui permettent de développer de nouveaux rapports sociaux, économiques, politiques et culturels :

cela peut se traduire par la création ou le renforcement d'institutions alternatives, qui brisent – avec la logique de l'État ou du capital [...]. Ces organisations jouent plusieurs rôles, y compris celui de démontrer par l'exemple que les gens ordinaires ont le désir et la capacité de concevoir et faire vivre des institutions politiques de proximité, ainsi que des initiatives de production de biens et de services à échelle humaine, et ce, sans l'intermédiaire d'un gestionnaire ou d'un chef (Sarrasin et collab., 2012, cités dans Hanley, Kruzynski et Shragge, dans Harper et Dorvil, 2013, p. 157)

DeFilippis, Fisher et Shragge soutiennent que tout effort de développement social doit s'ancrer dans une analyse critique plus large de l'économie politique : « *[n]or does this imply that work in communities does not or should not contribute to community building and development, but that such processes are part of wider analyses of social and economic inequality, and such analyses necessarily include a role for conflict.* » (2010, p. 33 et 34) Il semblerait donc que dans un contexte marqué par les chocs économiques, technologiques et environnementaux, les propositions de création d'un rapport de force à partir d'une coalition de mouvements sociaux et celles de construction d'infrastructures alternatives ne soient pas opposées, mais qu'elles puissent se renforcer mutuellement au sein de communautés mobilisées. L'ingrédient de base serait la mise en place de dynamiques de solidarité et d'aide mutuelle. Ce serait donc autant le processus de développement de l'aide mutuelle, menant à la construction de solidarités intra et inter-groupes sociaux exploités, que sa visée qui seraient importants.

Hanley, Kruzynski et Shragge élaborent de manière critique les objectifs du développement social pour l'ancrer résolument au cœur des enjeux de justice sociale : « [u]ne distribution plus juste des revenus et des pouvoirs pour la classe ouvrière, les pauvres, les femmes, les migrant[-e]-s et les minorités de façon à influencer l'orientation de la société en grande partie contrôlée par les grandes entreprises capitalistes. » (dans Harper et Dorvil, 2013, p. 164) Selon Dominelli, la remise en question des décisions des groupes dominants qui sont dommageables pour les écosystèmes passerait par la mise sur pied d'alternatives locales basées sur l'aide mutuelle pour répondre aux besoins humains et développer la résilience collective:

The interests of multinational corporations, material consumerism, the unequal distribution of resources, and population movements [...] are undermining attempts to conserve energy and reduce the exhaustion of natural resources, ranging from land to fuel, from mineral to air. [...] The resolution of these matters [is linked] to community initiatives that social workers can engage in to ensure that the quality of life of poor people can be enhanced today and tomorrow without costing the Earth. (2012, p. 3 et 4)

Les travailleur-se-s sociaux-ales auraient un rôle à jouer dans le développement de l'aide mutuelle et la mise en place des initiatives locales tenant compte des particularités sociales et culturelles des milieux de vie et de travail : « *[social] workers cannot work according to a 'one size fit all' plan. Instead, they have to contextualize their work, engage effectively in locality-specific and culturally relevant practices.* » (Dominelli, 2012, p. 15) Au cours des processus d'aide mutuelle qui se mettent en place par la construction d'infrastructures alternatives, les travailleur-se-s sociaux-ales doivent notamment encourager le respect des spécificités culturelles des groupes sociaux exploités et favoriser la contribution de tou-te-s selon leurs capacités de production du vivre dans la réponse aux besoins humains :

In implementing [...] initiatives, community social workers can draw lessons from the skills of mobilization that middle-class communities display in creating more humane urban environments for transferral where relevant without condoning deficit models of poor communities or suggesting that they eschew their own identities and adopt middle-class lifestyles as often occurs in mainstream social work. (Callahan et collab. 2000, dans Dominelli, 2012, p. 4)

Le concept d'aide mutuelle permet d'explorer la possibilité de mettre sur pied des moyens alternatifs de répondre aux besoins humains, qui soient extérieurs aux marchés capitalistes et aux institutions centralisatrices, dépendant de l'extractivisme (Acosta, 2013). Selon Mariame Kaba, afroféministe, militante, enseignante et autrice américaine, l'aide mutuelle est définie comme suit: « *cooperation for the sake of the common good. It's getting people to come together to meet each other's needs, recognizing that as humans, our survival is dependent on one another* » (Kaba, 2021, p. 1). Spade met en lumière le caractère à la fois économique et politique de l'aide mutuelle :

[M]utual aid is a form of political participation in which people take responsibility for caring for one another and changing political conditions, not just through symbolic acts or putting pressure on their representatives in government but by actually building new social relations that are more survivable. (2020, p. 136).

L'aide mutuelle crée un terreau fertile au développement de la solidarité politique¹⁸. Il s'agit donc

¹⁸ Selon Spade, il y aurait historiquement eu une dévalorisation reliée à l'aide mutuelle: « *Mutual aid work is mostly invisibilized and undervalued in mainstream and left narratives about social movement resistance, despite its significance as a tool for opposing systems of domination.* » (2020, p. 147) Il s'agirait pourtant de tâches essentielles dans la constitution, le maintien et l'efficacité des mouvements sociaux :

[M]utual aid projects are central to effective social movements, and as conditions worsen, mutual aid projects are becoming an even more essential strategy for supporting survival, building new infrastructures, and mobilizing large numbers of people to work and fight for a new world. It is through mutual aid projects that we can build our capacities for

d'un processus synergique qui, non seulement, permet de répondre aux besoins humains, mais également de consolider le rapport de force des groupes sociaux exploités : « *Mutual aid projects, by creating spaces where people come together based on some shared need or concern but encounter and work closely with people whose lives and experiences differ from their own, cultivate solidarity.* » (Spade, 2020, p. 138) Spade met l'accent sur la pertinence de l'aide mutuelle comme moyen de bâtir de nouvelles relations de résistance. L'aide mutuelle et la solidarité politique dans la constitution d'un rapport de force doivent être consolidées dans un plan stratégique de lutte :

Acknowledging the necessity of immediate care and defense work alongside work to get at the root causes of harmful conditions and work to build alternative structures allows for a complex, nuanced, and developing imagination of coordinated short- and long-term strategies. (2020, p. 135)

Un exemple historique bien connu qui a réussi à allier la lutte politique revendicatrice et l'aide mutuelle est celui des *Black Panthers* aux États-Unis :

The most famous example on the left in the United States is the Black Panther Party's survival programs, including the free breakfast program, the free ambulance program, free medical clinics, a program offering rides to elderly people doing errands, and a school aimed at providing a liberating and rigorous curriculum to children. The Black Panthers' programs mobilized people by creating spaces where they could access basic needs and build shared analysis about the conditions they were facing. (2020, p. 136)

Une transition écologique et sociale demanderait de créer ou de collectiviser des infrastructures dans pratiquement tous les domaines en lien avec la production de la vie: « *in energy as in other areas of survival, we should be working toward locally controlled, democratic structures to replace our crumbling and harmful infrastructure.* » (2020, p. 139) Cette proposition engage un changement de paradigme, où de nouvelles valeurs sont promues et les besoins sont pris en charge démocratiquement dans les communautés par et pour les habitant-e-s :

Work to create an alternative infrastructure based in left values of democracy, participation, care, and solidarity includes many [...] activities, which establish community connections and put in place

self-organization and self-determination. (2020, p. 147)

L'explication de cette dévalorisation résiderait dans le fait qu'il s'agit de tâches de soin largement féminisées :

Reproductive labor, such as cooking; cleaning; caring for sick people, old people, and children; maintaining one-on-one relationships; visiting prisoners and people in hospitals; providing emotional support to people in crisis; making sure people have rides; and making sure people are included and noticed, is devalued and mostly uncompensated. (2020, p. 135)

Pour être émancipatrice, l'aide mutuelle doit être composée de tâches rotatives et répartie équitablement entre les groupes sociaux exploités.

structures for meeting needs. It might also include things like creating food, energy, and waste systems that are sustainable and locally controlled, building methods of dealing with conflict and harm that do not involve the police or prisons, and building health, education, and childcare infrastructure controlled by the people who use it. (2020, p. 135)

L'apport de Spade, qui s'appuie sur les travaux de Klein, est particulièrement pertinent dans un contexte de destruction des écosystèmes, d'augmentation de la pollution et des catastrophes environnementales qui demandent à la fois de contester les causes structurelles de ces problèmes et de repenser la manière dont les besoins humains sont répondus dans les sociétés en s'éloignant du modèle capitaliste hétéro-cis-sexagiste, néocolonial, néolibéral, extractiviste, et en tenant compte des besoins humains et de la nature :

Klein asks us to imagine getting rid of the undemocratic infrastructure of our lives and replacing it with people's infrastructure. For social movements working to imagine and build a transition from extractive "dig, burn, dump" economies to sustainable, regenerative ways of living, mutual aid offers a way to meet current needs and prepare for coming disasters. (2020, p. 140)

En effet, l'aide mutuelle est expérimentée de manière vive, lorsque des catastrophes environnementales ou technologiques surviennent (Solnit, 2010): « *The most visible mutual aid work in contemporary movements for justice is happening on the front lines of storms, floods, and fires. In those locations, people experience failures of dominant infrastructure and the power of helping and sharing with one another.* » (Spade, 2020, p. 146) La profondeur des traumatismes vécus dépend de l'existence ou l'absence de réseaux d'aide mutuelle et d'infrastructures alternatives préalables, donc de l'isolement des membres des groupes sociaux exploités et de leur dépendance aux marchés capitalistes pour répondre à leurs besoins : « *The profound loss, trauma, and violence occurring at their front lines are created by the ways that access to survival is already organized to support exploitation and extraction.* » (2020, p. 146) Les travailleur-se-s sociaux-ales vert-e-s sont notamment responsables de favoriser l'implication des membres des groupes sociaux exploités dans la prise de décision concernant l'élaboration des plans de prévention des catastrophes et de résilience collective. Les travailleur-se-s sociaux peuvent également être utiles dans la médiation entre les expert-e-s et la population lors de l'élaboration de ces plans : « *interdisciplinary teams of experts can work closely with local people to prepare better for such events in future.* » (Dominelli, 2012, p. 15)

Les travaux de Spade permettent de conclure que la constitution d'infrastructures alternatives

locales et démocratiques permet aux communautés de faire face à la multiplication des catastrophes : « *The mutual aid projects that exist before the acute disasters become the alternatives that help people survive when disasters arise.* » (2020, p. 139) Kaba a promu la création de réseaux d'aide mutuelle localement en temps de pandémie : « *[i]n this particular moment, we see that our health is also dependent on other people's health, and we can literally save each other's lives. Rather than disengage and feel powerless, mutual aid allows us to plug in where we can make the most impact — locally.* » (Kaba, 2021, p. 4) Selon elle, cela vaut aussi à l'extérieur des moments de crise afin d'être mieux préparé aux chocs.

Au fil des lectures pour la construction de la problématique de ce mémoire, la question de l'augmentation des catastrophes et des chocs a été présentée non pas seulement comme des opportunités de profit sur la base de l'imposition arbitraire de principes néolibéraux (Klein, 2008), mais également comme manière de « faire autrement¹⁹ ». Plus précisément, certains auteur-e-s, comme Spade (2020), voient les catastrophes comme des opportunités de s'organiser démocratiquement pour la justice économique, sociale, environnementale et migratoire en transformant les rapports sociaux, en opposition aux réorganisations autoritaires visant l'intensification de l'accumulation par la dépossession et l'exploitation des groupes sociaux dominés :

understanding of disaster relief as a moment of production of new social relations is actually not entirely different from that of disaster capitalists, who seek to remake populations and regions in crisis according to neoliberal imperatives. We might understand mutual aid projects as frontline work in a war over who will control social relations and how survival will be reproduced, especially in the face of worsening crises. Will neoliberals come in to further privatize and extract, or will mutual aid projects based in collective self-determination and local control and dedicated to meeting human needs determine emergent social relations in the wake of disaster? (2020, p. 147)

Les membres de groupes exploités de Lac-Mégantic ont développé des savoirs et les expériences sur la manière de créer des réseaux d'aide mutuelle en temps de crise, telle la catastrophe ferroviaire de 2013 (Maltais, Bolduc, Morasse et Roy, dans Maltais et Larin, 2016, p. 62 et 63). Concrètement, dans le cadre de l'intervention, les méthodes de la recherche-action participative, de l'action sociopolitique de défense de droits, incluant l'art action communautaire, et l'aide

¹⁹ Il est intéressant de souligner que l'équipe de proximité de Lac-Mégantic a adopté ce *leitmotiv*.

mutuelle ont permis de tenir compte du caractère historique et transformateur des rapports sociaux et de mettre en œuvre le rôle d'organisation communautaire des travailleur-se-s sociales, pour la défense collective et solidaire des droits et l'aide mutuelle et pour imaginer une transition sociale et écologique basée sur l'aide mutuelle.

J'ai présenté le cadre théorique ayant guidé l'intervention. La problématique qui a orienté l'intervention devait permettre de comprendre et d'expliquer les enjeux globaux relatifs aux formes d'exploitation du travail et d'injustices économiques, sociales, environnementales et migratoires. Une attention particulière a été portée à l'explication et la mécanique de ces dynamiques de division et d'inégalités sociales par l'imbrication des rapports de propriété et de production, créant des catégories de groupes sociaux de classe, de sexe et de néocolonisation, possédants et dépossédé-e-s, exploitant et exploité-e-s. Ces inégalités sociales provoquent des vulnérabilités différenciées face aux chocs sociaux et environnementaux. Il n'a cependant pas été possible d'aborder l'origine de ces rapports de manière exhaustive dans le présent mémoire. Ces phénomènes prendraient appui sur les rapports sociaux de production et de propriété qui ont chacun un développement historique propre et intriqué les uns aux autres. Ces contradictions font émerger des enjeux d'exploitation humaine et de la nature, d'inégalités sociales et environnementales, qui sont intimement liés, par les notions de risque et de choc et qui sont ancrés historiquement et géographiquement. Cette vue d'ensemble a permis de comprendre des contradictions inhérentes à ces enjeux, et leurs manifestations dans des lieux géographiques précis, notamment en amont et en aval de catastrophes technologiques ou environnementales et d'explorer des solutions et alternatives. Dans le cadre de cette intervention, je me suis intéressée à l'intervention avec et entre les groupes exploités, en lien avec leurs milieux sociaux et naturels, en utilisant une approche structurelle et une perspective critique. Le travail social vert, développé par Lena Dominelli, a été utile pour aborder les questions environnementales. Dans le chapitre suivant, je présenterai les thèses sur lesquelles s'appuie la démarche d'intervention, et ses buts, son objectif opérationnel, ainsi que la question de recherche, afin d'éclairer les choix méthodologiques.

CHAPITRE 3

MÉTHODOLOGIE ET PLANIFICATION

Le chapitre 2, traitant de la méthodologie et de la description de l'intervention, plongera dans l'analyse du méso système et des microsystèmes (Bronfenbrenner, 1994) par le biais desquels je suis entrée en contact avec les participant-e-s à l'intervention. D'ailleurs, par le biais du dispositif d'intervention, il était question de construire une compréhension globale des différents niveaux systémiques présentés au chapitre 1, à partir de la perspective particulière des groupes sociaux exploités, dont étaient issu-e-s les participant-e-s. Cette intervention supposait, dans le sillage de Bronfenbrenner, que ces niveaux systémiques plus larges ont tous une incidence sur la vie de ces dernier-ère-s.

3.1 La présentation de l'intervention : les hypothèses, les buts généraux, l'objectif opérationnel et la question de recherche

Au cours des deux premiers chapitres de ce mémoire, des constats ont été effectués à propos des chocs sociaux et environnementaux, en mobilisant la perspective critique et l'approche structurelle en travail social, ainsi que des concepts liés aux théories marxistes et écoféministes matérialistes. Ces constats permettent de dégager trois thèses guidant l'intervention et d'affirmer la pertinence sociale et scientifique des buts généraux et de l'objectif opérationnel poursuivi par celle-ci. Les voici :

1) les catastrophes technologiques et environnementales ont des conséquences importantes sur la capacité des groupes sociaux exploités à répondre à leurs besoins en lien avec les droits économiques, sociaux, environnementaux et migratoires.

2) Simultanément, ces catastrophes augmentent la somme du travail de production de la vie, essentiel à la réponse aux besoins humains, et sa division sociale fait reposer lourdement cette charge de travail sur les épaules des groupes sociaux exploités, qui peinent à s'en acquitter.

3) Il est possible d'organiser les rapports sociaux de manière plus juste et moins dommageable, pour répondre aux besoins humains en équilibre avec ceux de la nature et des autres vivants.

Cette intervention poursuivait les buts généraux d'accompagner des groupes exploités d'horizons variés, partageant des milieux naturels interconnectés, pour : 1) favoriser le développement d'une compréhension élargie²⁰ et commune des enjeux des chocs successifs en lien avec les catastrophes technologiques et environnementales, de leurs causes structurelles et de leurs conséquences concrètes, relatifs à la réponse aux besoins humains et à la division sociale totale du travail de production de la vie, à partir des vécus concrets de différents membres des groupes sociaux exploités, et 2) d'encourager le développement de dynamiques d'aide mutuelle pour répondre de manière synergique et culturellement sensible aux besoins humains réels, universels, en équilibre avec ceux des autres vivants, dans un contexte de ressources limitées, et d'une solidarité politique démocratique visant le renforcement du rapport de force des groupes sociaux exploités dans leur recherche de justice économique, sociale, environnementale et migratoire.

L'objectif opérationnel de l'intervention permettant de faire un pas vers ces buts généraux était de donner une occasion de construire collectivement les savoirs expérientiels des membres des groupes sociaux exploités à propos de leurs problèmes économiques, sociaux, environnementaux et migratoires concrets vécus²¹ dans leurs milieux de vie et de travail à la suite de chocs successifs, par une recherche-action participative, utilisant une démarche de conscientisation, aboutissant à une contribution à un journal participatif, intitulé « Explorer l'envers du décor », et de partager les résultats de cette démarche par le lancement et la distribution de celui-ci, vers la constitution de groupes d'aide mutuelle autogérés.

Ces buts généraux et cet objectif opérationnel impliquaient d'exposer les conséquences, de contester les causes de ces problèmes et d'identifier les besoins des groupes exploités en lien avec la justice économique, sociale, environnementale et migratoire et la diminution de l'exploitation humaine et de la nature, dans une perspective de recherche de solutions et d'alternatives. Cela a été possible en explorant, en réfléchissant de manière critique, en

²⁰ Les niveaux du macrosystème et de l'exosystème chez Bronfenbrenner, en tenant compte du chronosystème, c'est-à-dire des transformations historiques et de leurs ancrages spatiaux.

²¹ Ces problèmes concrets se situent au niveau du mésosystème et du microsystème chez Bronfenbrenner.

s'exprimant, en créant, en rédigeant individuellement ou en groupe dans un journal participatif, en le diffusant et en organisant des rencontres de mobilisation avec les participant-e-s intéressé-e-s à passer à l'action sociopolitique.

Ces buts généraux et cet objectif opérationnel ont mené à la formulation d'une question d'intervention : comment un journal participatif peut-il être un moyen de dialogue, de création et de transmission des savoirs expérientiels à propos de problèmes concrets vécus par les membres de groupes sociaux exploités, à la suite de catastrophes technologiques et environnementales, pour amorcer le cheminement vers les deux buts généraux de prise de conscience des causes structurelles des problèmes vécus et de développement de solidarité et d'aide mutuelle?

En effet, l'intervention et son objectif opérationnel n'étaient qu'un premier pas vers l'atteinte des buts généraux. L'intervention était une occasion d'appréhender comment il était possible d'utiliser la théorie critique et un regard global pour orienter les actions sur le terrain comme organisatrice communautaire critique en action sociopolitique dans le contexte social actuel d'augmentation des chocs, économique et politique, du capitalisme néolibéral.

Après avoir énoncé les buts généraux, l'objectif opérationnel et la question guidant l'intervention, je présenterai la pertinence sociale et scientifique de l'intervention puis le milieu d'intervention, soit l'équipe de proximité de Lac-Mégantic, avant d'aborder l'appareillage méthodologique utilisé.

3.2 La pertinence sociale et scientifique de l'intervention projetée

3.2.1 La pertinence sociale : créer une intervention participative

L'intervention contribuait à la prise de conscience par les membres de groupes exploités des causes sociales et environnementales de leurs difficultés croissantes à répondre à leurs besoins, selon le mode de vie capitaliste des pays du Nord global et de plus en plus mondialisé, dans un contexte d'augmentation des catastrophes environnementales. En effet, si l'accessibilité aux ressources limitées est soumise à la propriété privée et aux aléas des marchés dans le cadre d'une économie de croissance mondialisée, dans un contexte néolibéral et d'augmentation des crises socioécologiques, comme la pandémie de COVID-19, le bris des chaînes d'approvisionnement de

marchandises, les pénuries et les hausses de prix sont à prévoir (Abraham, 2019, Thérêt, 2021, Desrosiers, 2022, Godin, 2022), ainsi que l'augmentation de la charge de travail essentiel de production du vivre, dont le travail de soin. Ces problèmes sont des conséquences directes ou indirectes de la destruction des écosystèmes, de l'augmentation de la pollution et des rapports sociaux basés sur l'exploitation du travail.

L'intervention visait la formation par les pair-e-s ou par la base, avec un accompagnement en organisation communautaire et un apport de savoirs de nature scientifiques en sciences sociales. Elle visait aussi l'organisation collective pour échafauder des solutions communes aux problèmes concrets que les membres des groupes sociaux exploités rencontrent. Cela pouvait mener à la constitution de groupes mobilisé-e-s prêt-e-s à unir leurs énergies pour mettre sur pied des alternatives en développement social des communautés et renforcer leur rapport de force pour la défense collective des droits économiques, sociaux, environnementaux et migratoires. L'intervention avait donc une pertinence sociale et politique très actuelle.

Les principaux avantages du projet pour la communauté et la société étaient de mettre en lumière des problèmes vécus par les membres de groupes exploités et d'attirer l'attention des responsables sociaux et politiques, tels les organisateur-riche-s communautaires de la Direction de la santé publique et les élu-e-s municipaux-ales et provinciaux-ales. Le contenu du journal était un portrait qualitatif complémentaire aux statistiques disponibles à propos des réalités sociodémographiques et socio-économiques de la région. Il permettait d'y adosser des témoignages et des histoires concrètes, ainsi que des analyses collectives. Le journal, et un de ses résultats, soit la mise sur pied d'une mobilisation sociale pour le droit au logement, ont aussi fait l'exercice de la recherche de solutions concrètes et applicables vers la justice économique, sociale, environnementale et, dans une moindre mesure, migratoire. En effet, pour cette dernière forme de justice, un processus plus long aurait été nécessaire pour identifier des solutions.

Ce type de projet serait d'ailleurs pertinent à mettre en œuvre dans tous les milieux, moyennant quelques ajustements, notamment en ce qui a trait à la prise en compte des caractéristiques et de la réalité d'une population ayant vécu une catastrophe technologique, comme c'est le cas à

Mégantic. Cette intervention est donc transférable. Ce mémoire pourrait devenir une boîte à outils pour l'organisation communautaire critique en action sociopolitique concernant les enjeux économiques, sociaux, environnementaux et migratoires.

3.2.2 La pertinence scientifique

Le rapport « Des initiatives prometteuses pour mobiliser la communauté locale en contexte de rétablissement », rédigé par Généreux et ses collaborateurs-rice-s, membres de l'équipe de proximité de Lac-Mégantic (2019), fait état de plusieurs de leurs interventions qui ont placé les habitant-e-s au centre des démarches. Cependant, aucune recherche-action participative ou intervention ne semble avoir favorisé l'émergence et consigné les savoirs expérientiels développés par les membres de groupes exploités de la région eux-mêmes et elles-mêmes concernant les problèmes vécus sur les plans croisés de la justice économique, sociale, environnementale et migratoire, de la division sociale totale du travail de production du vivre et de la pratique de la solidarité politique et de l'aide mutuelle à la suite de catastrophes technologiques et environnementales. De plus, l'originalité de cette intervention résidait également dans l'objectif opérationnel de mettre en commun les savoirs expérientiels de groupes exploités d'horizons différents, ce qui peut contribuer, sous certaines conditions et en mettant l'énergie pour surmonter certains défis, à tisser des liens de solidarité politique entre ceux-ci, qui sont nécessaires pour la lutte vers les différentes formes de justice.

Cette intervention se voulait un apport aux interventions issues du travail social vert : l'utilisation d'une définition extensive du travail permettant d'en éclairer des aspects nouveaux. Ce mémoire peut contribuer au renouvellement des pratiques et des analyses portant sur la convergence de justice économique, sociale, environnementale et migratoire. En effet, à ma connaissance, aucun projet d'intervention en travail social n'a inclus les questions des injustices économiques, sociales, environnementales et migratoires en les croisant avec celles de la division sociale du travail total, en tenant compte des rapports de propriété et d'exploitation de classes, de sexe et de (néo)colonisation, de « racisation », dans une perspective de développement de la solidarité politique dans la création d'un rapport de force pour la défense collective des droits économiques, sociaux, environnementaux et migratoires et de l'aide mutuelle dans la réponse aux besoins

humains en équilibre avec ceux de la nature. Des recherches-actions participatives semblables, c'est-à-dire portant sur le croisement de ces mêmes enjeux, n'ont pas été menées ailleurs auprès d'autres groupes exploités au Québec ou au Canada, c'est ce qui pouvait justifier la pertinence scientifique de cette intervention (Gaudet et Robert, 2018).

3.3 La posture d'organisatrice communautaire critique en action sociopolitique

Ma posture était celle d'une future travailleuse sociale, plus précisément d'une organisatrice communautaire critique ancrée dans l'approche sociopolitique, en ce sens que je proposais des activités qui servaient de prétexte à rassembler des personnes de différents groupes exploités et à réfléchir ensemble aux enjeux socioécologiques dans un contexte d'augmentation des catastrophes technologiques et environnementales. Ainsi, comme organisatrice communautaire en action sociopolitique, je fournissais : « l'infrastructure et les ressources nécessaires pour qu[e les participant-e-s] puissent identifier un plan d'action et le mettre à exécution » (Pelletier, 2002, p. 15). Dans ce contexte, le travail d'organisatrice communautaire critique « consist[ait] à rassembler les personnes et à les amener à trouver des solutions par elles-mêmes à leurs problèmes » (2002, p. 15), en fournissant un apport de savoirs en sciences sociales. Dans l'intervention, les causes globales des enjeux concrets vécus tentaient également d'être identifiées. Il était question de mobiliser des membres de groupes sociaux exploités à partir de problèmes concrets vécus causés par l'accumulation des chocs dans leur milieu de vie. Le pari était également de les interpeller à partir de leur positionnement social, de leurs rôles et de leurs actions dans leur communauté : comme travailleur-se-s, comme locataires, comme jeunes adultes, comme mères, accomplissant tous-tes des tâches imbriquées répondant à des besoins humains dans leur communauté ou ailleurs (Max-Neef, Elizalde, Hopenhayn, 1989).

3.4 La présentation du milieu d'intervention : l'équipe de proximité de Lac-Mégantic

L'équipe de proximité de Lac-Mégantic était le point de départ de l'intervention et le point d'attache tout au long de la réalisation de celle-ci. L'équipe de proximité a été mise en place en 2016 pour remplacer l'équipe de rétablissement qui œuvrait depuis 2013 dans la foulée des événements entourant la catastrophe du 6 juillet. L'équipe de proximité relève de la Direction de

la santé publique (DSP) de l'Estrie, qui est affiliée au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie, Université de Sherbrooke (CIUSSS de l'Estrie CHUS). Elle est chapeautée par Dr Mélissa Généreux, qui y est médecin-conseil. Ma répondante était Audrey Auclair, travailleuse sociale. Ce modèle d'équipe de proximité implantée post-catastrophe technologique est une première dans la province. L'équipe de proximité utilise des méthodes d'intervention de groupe et communautaire peu orthodoxes en milieu institutionnel.

Les principes guidant les actions de cette équipe sont la « [s]anté globale, [la] prévention, [la] rigueur scientifique, [l'] approche basée sur les forces, [l'] autonomisation, [la] collaboration et [l'] inclusion. » (Généreux et collab., 2019, p. 2) La mission de l'équipe de proximité est la suivante: « former une équipe ayant pour mission d'offrir un soutien au développement de la communauté et un soutien psychosocial adapté aux besoins, en allant à la rencontre des personnes directement dans leur milieu de vie. » (Généreux et collab., 2019, p. 8) L'équipe de proximité de Lac-Mégantic a développé une expertise de terrain et de processus en cohérence avec sa double mission. Les décisions et les actions des travailleuses sont en grande partie orientées par les résultats d'enquêtes populationnelles et les données probantes.

L'équipe de proximité promeut des modèles d'intervention novateurs axés sur la théorie de la salutogenèse (Généreux, Roy, O'Sullivan, Maltais, 2020) et l'approche de proximité (Comité d'action locale de Brome-Missisquoi, 2016). Cela explique qu'une latitude d'action soit inscrite dans leur mission. Selon la charte d'Ottawa, datée de 1986, la salutogenèse est un paradigme en santé publique qui vise à « confér[er] aux populations les moyens d'exercer un plus grand contrôle sur leur santé et de l'améliorer. » (Roy, 2022, p. 4) La salutogenèse s'intéresse au processus de production de la santé, en élaborant des politiques publiques et en fournissant des ressources collectives et communautaires. Selon cette théorie, la santé serait produite par l'augmentation du sentiment de cohérence²². Cet accroissement implique des activités réflexives, l'*empowerment*

²² Le sentiment de cohérence est « une prédisposition ou un état qui expriment le degré selon lequel un individu est confiant (1) que tout au long de sa vie les stimuli qu'il rencontre sont structurés, prévisibles et explicables, (2) que des ressources seront disponibles pour satisfaire aux exigences posées par ces stimuli et (3) que ces exigences seront dignes d'investissement. » (Roy, 2022, p. 10) En intervention, il s'agit alors pour l'individu d'identifier, de mobiliser et d'utiliser les ressources et d'expérimenter les pratiques de manière répétées. Cela permet d'internaliser les

(habilitation) et l'intervention sociale et collective. Le type d'interventions privilégiées, incluant l'approche positive, le travail collaboratif et le travail de proximité, sont inclusives et adaptées au contexte et à la culture locale. Le paradigme de la salutogenèse inscrit les efforts d'organisation communautaire de l'équipe de proximité de Lac-Mégantic à la fois dans l'approche socio-institutionnelle et sociocommunautaire. L'approche socio-institutionnelle de l'organisation communautaire est également appelée *planning social*. Il s'agit de :

1) la résolution des problèmes sociaux des communautés locales par une intervention de proximité souvent initiée par les services publics, mais à laquelle sont étroitement associés des représentants de la population, afin d'orienter judicieusement les ressources publiques pour résoudre les problèmes sociaux de l'heure (par l'adaptation de programmes publics ou de services de rénovation urbaine, par exemple); 2) le recours à la démarche scientifique et aux experts (sous certaines conditions) pour appuyer l'identification des problèmes prioritaires, la conception de programmes-cadres, l'identification de moyens d'implantation de ces programmes dans les communautés locales; 3) l'implantation, sur le plan organisationnel, de services publics (de première ligne) de santé et de services sociaux de même que des services communautaires dans les communautés locales pour des populations clairement identifiées; 4) l'organisation de la concertation entre les organismes de l'État et les ressources communautaires locales (Bourque, 2003); 5) la participation des organismes communautaires et de la population à la planification d'organisation de services. (Bourque, Comeau, Favreau et Fréchette, 2007, p. 15)

L'approche sociocommunautaire, axée sur l'aide mutuelle et les services de proximité, possède les traits suivants:

1) la résolution de problèmes sociaux par la mise en réseau (de voisinage, par exemple) et l'entraide développées au sein de groupes sociaux de communautés qui vivent la vulnérabilité; 2) l'attention portée aux problèmes de marginalité ou d'exclusion; 3) la mise sur pied, au plan organisationnel, de réseaux d'entraide et de services de proximité; 4) le travail de tissage de liens sociaux entre personnes, familles et groupes d'un même milieu; 5) des structures de participation semi-informelles. (Bourque, Comeau, Favreau et Fréchette, 2007, p. 16)

En effet, il n'est pas rare que les institutions de santé, tels les CLSC et aujourd'hui les directions des Centres de santé et de services sociaux aient recours à « l'intervention socio-institutionnelle tout en développant dans certains milieux très fragilisés une approche plus 'soft' [douce], l'approche sociocommunautaire. » (Bourque, Comeau, Favreau et Fréchette, 2007, p. 17) Comme mode d'organisation politique, l'équipe de proximité privilégie la « participation [sociale]. »

ressources disponibles et favorise l'engagement, la motivation et le sentiment d'auto-efficacité menant vers la résolution de problèmes. Grâce aux expériences répétées, un obstacle devient un défi surmontable et digne d'investissement personnel.

(Généreux et collab., 2019, p. 2) La stratégie proposée par l'équipe et sa direction est de créer un contexte pour permettre à un discours populaire et à des besoins d'émerger. Leurs inquiétudes peuvent alors être acheminées à des lieux décisionnels, afin d'ouvrir le dialogue, de produire des données probantes et de tenter de répondre de manière satisfaisante aux besoins exprimés. Les participant-e-s des projets sont appelés à s'exprimer sur ce qui les préoccupe, dans un continuum de pouvoir politique, allant de formes de consultations à un contrôle démocratique des décisions et la mise en œuvre de projets (S.a., s.d., Spectre de la participation citoyenne, non publié). Plusieurs réalisations de l'équipe de proximité partagent des points en commun avec mon intervention, comme en atteste le document *Des initiatives prometteuses pour mobiliser la communauté locale en contexte de rétablissement* (Généreux et collab., 2019), bien que je me situe pour ma part majoritairement dans l'approche critique et sociopolitique de l'organisation communautaire. L'équipe de proximité a déjà déployé par le passé l'approche sociopolitique en organisation communautaire, notamment contre des projets de développement touristique (Lachance, 2014). L'équipe de proximité accompagne à l'occasion les groupes qui souhaitent entreprendre une démarche de défense des droits, tout en adoptant une position de neutralité face aux enjeux. L'équipe de proximité y joue un rôle d'accompagnement et de médiation, sans prendre position. Je dois également mettre en évidence que plusieurs initiatives communautaires soutenues par l'équipe de proximité, comme le frigo-don, sont basées sur la collectivisation des ressources, l'aide mutuelle, la solidarité et la bienveillance dans la réponse aux besoins humains en équilibre avec ceux de la nature, sans toutefois déployer de stratégies oppositionnelles en organisation communautaire en action sociopolitique. Ce sont plutôt des projets typiquement ancrés dans l'approche sociocommunautaire. L'approche et les principes de l'équipe de proximité sont donc en partie seulement cohérents avec l'intervention que j'ai réalisée.

3.4.1 Communautés et catastrophes :

Un constat s'est rapidement imposé lors de mon arrivée sur le terrain : la définition de la communauté et les approches en organisation communautaires mobilisées par mon milieu de stage et dans le cadre de mon intervention différaient. Un bref examen de ces enjeux sera effectué pour dégager clairement ma posture professionnelle en développement et l'ancrer

théoriquement et méthodologiquement. Dans son travail d'organisation communautaire, l'équipe de proximité de Lac-Mégantic se situait majoritairement entre l'approche socio-institutionnelle et sociocommunautaire de l'organisation communautaire, alors que je me situais définitivement dans la perspective de l'action sociopolitique (Bourque et collab., 2007). Certains aspects de mon intervention s'apparentaient aux approches socio-institutionnelle, soit l'utilisation de la démarche scientifique et des savoirs scientifiques en sciences sociales, et sociocommunautaire, soit l'accent mis sur le développement de réseaux d'aide mutuelle. Sur le terrain, je me suis cependant rapidement rendu compte que cette différence dans les approches dominantes utilisées par l'équipe de proximité et mon projet d'intervention impliquait des définitions distinctes de la communauté et, conséquemment, des tâches d'organisation de celle-ci pouvant être fort divergentes, voire opposées, notamment dans un contexte de rétablissement à la suite de catastrophes et de chocs.

Un document de travail de l'équipe de proximité, rédigé par Dr Mélissa Généreux, médecin-conseil à la tête de l'équipe de proximité de Lac-Mégantic, reprend une définition de la communauté comme étant une unité à préserver et la dépeint comme étant uniforme. Elle qualifie de « thérapeutique » l'évolution post-catastrophe de certaines communautés :

Le terme « communauté thérapeutique » réfère à une communauté affectée par une catastrophe qui non seulement maintient sa cohésion sociale, mais qui mobilise aussi ses ressources internes et externes (intervenant[-e-]s, voisin[-e-]s, organismes communautaires, ONG, etc.) pour soutenir les personnes dans le besoin. En ce sens, une telle communauté répond de manière innovante et résiliente en mettant de l'avant la créativité, la solidarité, l'altruisme et la collaboration. (Piccou, 2014, Lidskog, 2018, cités dans Généreux, 2019, p. 1)

Il est possible de cerner que le *statu quo*, c'est-à-dire la stabilité et l'équilibre du système, ici, la communauté, est recherché et est considéré comme essentiel à la préservation de l'identité communautaire. Par contraste, l'évolution post-catastrophe de certaines communautés est qualifiée de « corrosive » par la chercheuse :

En revanche, on peut observer dans d'autres communautés affectées par une catastrophe un phénomène de rupture sociale, où la culture du blâme, de l'accusation et de la méfiance, de même que les conflits prennent le dessus. Un tel environnement toxique, s'il perdure, peut mener à une « communauté corrosive », soit une communauté qui perçoit les autorités gouvernementales, les compagnies, les médias et d'autres ressources externes comme ne pouvant partager sa compréhension de la situation. (Généreux, 2019, p. 1 et 2)

Dans cette perspective de rétablissement visant la construction d'une communauté « thérapeutique », les efforts de l'organisation communautaire visent la préservation du tissu social et la cohésion sociale de la communauté : « [a] u contraire des 'communautés thérapeutiques', les 'communautés corrosives' n'ont pas réussi à développer une compréhension et une identité commune. » (2019, p. 1) Il se dessine une zone de désaccord entre cette analyse promue par Généreux et incarnée par l'équipe de proximité et la perspective critique en travail social et l'approche structurelle, ainsi que l'organisation communautaire critique en action sociopolitique majoritairement empruntées dans le cadre de mon intervention. Dans une perspective critique, les gouvernements, les compagnies et les médias privés ne partagent pas les mêmes intérêts que les groupes sociaux exploités. De plus, il serait pertinent d'identifier les groupes sociaux dont les relations sociales se détériorent au sein des communautés qualifiées de « corrosives ». Je me permets d'interroger l'affirmation selon laquelle : « [u]ne telle communauté [corrosive] se caractérise par une détérioration des relations sociales, non seulement avec les ressources externes, mais également au sein même de la communauté » (Ligkog, 2018, cité dans Généreux, 2019, p. 2). Il apparaît plausible que les relations entre les groupes sociaux exploités et une portion de la petite et la grande bourgeoisie, ainsi que de l'élite politique et économique locale se dégradent, si les premiers s'organisent dans une quête de justice à la suite d'une catastrophe technologique ou environnementale et font ainsi face, par exemple, aux groupes qui utilisent les catastrophes comme une opportunité d'imposer des réformes néolibérales permettant d'accroître les profits des groupes possédants et exploitants.

Face à ce portrait, il est assez pertinent d'avoir été accueillie par l'équipe de proximité pour mettre en œuvre une intervention qui cherchait à être un levier de mobilisation des communautés à Mégantic. Il aurait cependant peut-être été préférable d'être accueillie par un organisme communautaire autonome, qui aurait partagé avec moi une pratique d'action sociopolitique.

Ces divergences de postures théoriques peuvent expliquer mon parcours parallèle aux activités de l'équipe de proximité, lors du terrain d'intervention. En effet, je me suis intégrée progressivement dans l'équipe par des visites sur place à l'automne 2021 et en janvier 2022. Lors de nos premières discussions en personne, l'enjeu du logement a émergé comme un problème

incontournable vécu dans la région, ce qui a confirmé la recension des écrits concernant les conséquences de la tragédie de 2013. Cela a orienté une partie de l'intervention. Cependant, la position de neutralité de l'équipe de proximité face aux enjeux politiques, dont la construction de la voie de contournement et son tracé imposé contre laquelle se formait une opposition citoyenne, et les stratégies d'intégration en organisation communautaire déployées par les travailleuses ont fait en sorte que je n'ai pas identifié de possibilité de travailler étroitement avec elles sur un de leurs projets en cours à partir de ma problématique et ma posture d'intervention, lors de mon exploration du terrain. Combiné avec les exigences spécifiques de la maîtrise en travail social profil intervention, cela a fait en sorte que j'ai développé une intervention de manière autonome. Je tiens à souligner que j'aie bénéficié de plusieurs formations et apprentissages de très grande qualité de terrain auprès des travailleuses de l'équipe de proximité, que j'aie participé à plusieurs activités et que j'aie reçu de précieux coups de main ponctuels de leur part.

À la suite de ces réflexions sur le milieu d'intervention, je propose maintenant d'explorer les caractéristiques des différentes populations visées, les critères de sélection des participant-e-s et les modalités de leur recrutement.

3.5 Les populations visées

Je délimiterai maintenant les contours des populations ciblées pour participer à l'intervention menée dans le cadre de ce mémoire. La région de Mégantic est habitée par une population divisée en groupes sociaux qui sont inégalement vulnérables face aux risques sociaux et environnementaux que font peser les chocs sur leur capacité à répondre à leurs besoins et à effectuer des tâches répondant aux besoins d'autrui. En effet, ce sont les membres des groupes exploités qui subissent le plus durement les conséquences de la destruction des écosystèmes, de la pollution, des catastrophes environnementales et de leur accélération, comme il a été mentionné précédemment (Acot, 2006). Ces mêmes groupes prennent en charge une part importante du travail de production de la vie destiné à répondre aux besoins humains et de la nature. Plusieurs d'entre eux sont parallèlement exploités dans le cadre de la division sociale totale du travail de production de la vie qui structure des rapports sociaux. Les membres de certains groupes sociaux exploités sont donc la population cible.

Afin de rendre ce projet d'intervention réalisable dans les délais impartis, j'ai travaillé avec des membres de quelques-uns des groupes sociaux exploités seulement et séparément, dans un premier temps, en plus de proposer une rencontre collective entre les participant-e-s, soit le lancement du journal et de la pétition, ouvert à toute la communauté. Je visais la participation de 1) jeunes adultes, étudiant-e-s et travailleur-se-s subalternes dans des secteurs souvent essentiels de l'économie, appartenant à une génération qui fait et fera face à de nombreuses conséquences de la destruction des écosystèmes, de la pollution et des catastrophes environnementales, 2) de travailleuses du soin salariées (infirmier-ère-s, infirmier-ère-s auxiliaires, préposées aux bénéficiaires et intervenantes sociales), 3) de travailleur-se-s migrant-e-s racisé-e-s (manœuvres ou ouvriers spécialisés en usine et travailleuses du soin), 4) de locataires (souvent également parents). La participation de membres de ces groupes a permis de construire une compréhension des enjeux de la destruction des écosystèmes, de l'augmentation de la pollution, des catastrophes environnementales et des inégalités et de la réorganisation du travail, qui tend vers une certaine globalité, à partir des problèmes concrets vécus par certains groupes. Ces dynamiques sont arrimées plus ou moins étroitement au fonctionnement de l'État néolibéral, aux marchés capitalistes de marchandises, du travail, de l'immobilier et du logement.

3.5.1 Les critères de sélection des participant-e-s et les modalités de recrutement

Les groupes étaient composés uniquement d'adultes résidant de manière temporaire ou permanente dans la région de Lac-Mégantic, parlant et comprenant le français au minimum à un niveau de base²³. Les groupes appartenaient tou-te-s à la classe des travailleur-se-s. Dans la pratique, une hétérogénéité a été constatée sur le plan des genres et de l'origine ethnoculturelle. Une emphase a été mise sur le recrutement de personnes migrantes et de femmes, pour leur apport d'un point de vue épistémologique particulier, selon la perspective intersectionnelle. La

²³ La participation des personnes ne parlant pas et ne comprenant pas du tout le français était exclue pour assurer la fluidité et le dynamisme des échanges au sein des groupes et lors du lancement. Des efforts ont été cependant déployés pour faciliter la compréhension et l'expression des personnes n'ayant pas une maîtrise approfondie de la langue française (utilisation d'un débit de parole lent, d'un langage simple, de symboles, de pictogrammes et d'images pour faciliter l'expression et la compréhension d'idées, de savoirs et d'expériences, et la présence d'une facilitatrice (enseignante en français langue seconde, etc.) Ainsi, il n'a pas été nécessaire dans la pratique d'exclure des personnes désirent participer, mais n'ayant pas un niveau de maîtrise de la langue française suffisant.

variété des groupes et, dans certains cas, de leur composition permettait la diversité et la complémentarité des savoirs échangés pour une compréhension fine des enjeux abordés. Le fait de ne mettre sur pied qu'un nombre réduit de groupes limitait la portée globale du projet, mais avait le mérite de le rendre possible dans le cadre fixé par la maîtrise en travail social, profil intervention. En tout, cinq groupes ont été mis sur pied. Ils se déclinaient de la manière suivante : deux groupes volontaires²⁴, un groupe-classe²⁵ et deux groupes spontanés et éphémères²⁶. À ces groupes, s'ajoutaient quatre personnes qui ont contribué individuellement au journal (deux infirmières et deux étudiant-e-s).

Maintenant, il sera question du matériau, des méthodes de cueillette de données et d'analyse de l'intervention accomplie. L'intervention a proposé la création d'un journal participatif comme un support pertinent pour rendre visibles et compréhensibles les causes et les conséquences des chocs et l'articulation des oppressions et des rapports d'exploitation du travail et d'appropriation de la nature. En effet, ce médium permet le dialogue entre les groupes sociaux exploités et de colliger leurs savoirs et leurs expériences.

3.6 Des matériaux : les savoirs expérientiels et les savoirs scientifiques

Le matériau principal dans l'intervention et son résultat, soit le journal participatif, était les savoirs expérientiels des personnes appartenant à des groupes sociaux exploités. Émergeant pour la première fois dans les écrits scientifiques en 1976 avec l'article « *Experiential knowledge: A new concept for the analysis of selfhelp groups* » de Borkman, la définition du concept de savoirs expérientiels a beaucoup évolué. Tout d'abord étroitement lié à la question de la vérité du savoir par l'expérience directe, il était de proche parenté avec les concepts de savoirs dominés,

²⁴ Le premier groupe de volontaires était un groupe diversifié. Il s'agissait de trois étudiant-e-s du Centre de formation professionnelle et d'une travailleuse du soin. Ce groupe s'est formé pour produire une contribution au journal. Le deuxième groupe était un groupe de mobilisation autogéré pour défendre le droit au logement, formé sous l'impulsion d'une entrevue faite avec des locataires pour le journal. Les groupes volontaires ont la particularité de s'être formés lorsqu'un-e membre a obtenu l'information de l'existence du projet et a recruté de manière autonome de nouveaux membres.

²⁵ Celui-ci était composé de 6 étudiant-e-s en francisation.

²⁶ Le premier groupe était composé de 6 étudiant-e-s du Centre de formation générale des adultes et le deuxième groupe, de 5 étudiant-e-s du Centre d'études collégiales. Les groupes spontanés et éphémères ne se sont rencontrés qu'une seule fois pour une durée de moins d'une heure.

populaires, par opposition au savoir scientifique dominant. Le concept a depuis intégré plusieurs autres dimensions. Le savoir expérientiel est défini comme suit :

une formation syncrétique mobilisant tout à la fois le vécu personnel, la réflexion sur le témoignage et l'avis de pairs, l'observation de situations similaires ou connexes, les résultats de raisonnements analytiques, l'appropriation d'autres contenus (éventuellement scientifiques), etc. (Gardien, 2017, p. 33)

Parfois, « [l]e savoir expérientiel est ramené à tort à la seule expérience singulière de l'individu. » (2017, p. 33) Il est maintenant reconnu que le savoir expérientiel n'est pas une « pure et simple compilation des situations de vie passées » (Godrie, 2016, p. 37, cité dans Gardien, 2017, p. 32). Le savoir expérientiel demande plutôt une démarche qui forme un matériau complexe faisant la synthèse entre expériences, analyses et interactions :

[s]i l'expérience est nécessaire au savoir, elle n'est pas le savoir. Ce dernier est élaboré à partir de l'expérience vécue, par un travail supposant une analyse (possiblement *a minima*), une compréhension construite des situations, et parfois même une réflexion rigoureuse et systématisée dans la durée. (2017, p. 32)

Les savoirs sont intimement liés aux questions de pouvoir, comme le rappelle Mitropoulos, à la suite de Foucault, qui soutient dans son œuvre : « *Les mots et les choses* [...] que la production de savoirs est toujours une question de rapports de pouvoir. » (Mitropoulos, 2022, p. 19 et 20) La production de savoirs expérientiels de la part de membres de groupes sociaux exploités fait partie de premiers pas essentiels pour l'organisation vers des transformations sociales visant une plus grande justice sociale et environnementale.

Dans le cadre de ce projet, il était question de regrouper des personnes ayant des difficultés communes issues d'expériences, d'événements survenus, de rôles sociaux ou de tâches effectuées dans un même milieu : « [l]es rapports sociaux inégalitaires se mettent en œuvre dans les épreuves, elles-mêmes interprétées, vécues et construites par les apprentissages et les interactions. » (Goyer, 2017, p. 192) Le fait de se regrouper, de partager ces informations et de réfléchir permettait de construire ou de renforcer ce qui était alors opportun de nommer des savoirs expérientiels. Les savoirs à propos d'expériences sembleraient d'ailleurs être transférables, ce qui rendait particulièrement pertinente la mise sur pied d'un journal : « les personnes peuvent profiter des succès et des échecs des autres ainsi que de leurs propres expériences, et les expériences observées peuvent modifier le comportement de la personne autant que celles

qu'elle a vécues directement. » (Zuniga, 2007, p. 48) Il semblait donc adéquat de viser la création et la consignation des savoirs expérientiels sur des difficultés d'une grande actualité par le moyen d'un journal participatif. Le contenu pouvait servir de guide pour les décisions et les actions futures des personnes qui ont participé aux activités. Le contenu pouvait également permettre de rassembler les membres de groupes sociaux exploités autour d'une compréhension commune des enjeux abordés, qui tendait vers une certaine globalité. Dans le cadre de l'intervention, le journal visait la coalition des savoirs expérientiels, qui ont été mis en lien avec des savoirs en sciences sociales assemblés par l'intervenante et présentés dans les chapitres 1 et 2.

Je présenterai maintenant les méthodes d'intervention qui ont été mises en œuvre lors de l'intervention.

3.7 Les méthodes d'intervention

Cette intervention a été multiforme. Elle a fait une synthèse originale entre plusieurs méthodes et outils d'intervention. Il s'agissait à la fois : d'une recherche-action participative (Kindon, Pain et Kesby, 2007) et d'un processus d'action sociopolitique (Alinsky, 1976, Lamoureux, 2003 et Greissler et Tremblay-Marcotte, 2020) en défense collective des droits économiques, sociaux, environnementaux et migratoires et contre l'exploitation humaine et de la nature, qui visait à mettre sur pied des groupes sociopolitiques (Bourque, 2012), inspirés du modèle d'art action communautaire (Engrenage noir, 2022) et empruntant aux groupes d'aide mutuelle autogérés (Berteau, 2003, Pullen Sanfaçon et Ward, 2017). Pour ce faire, le recours à la méthode de la conscientisation a été utile (Freire, 1971, Ampleman, 1983). Plus précisément, les dispositifs de la cartographie collective critique *agitpop* (Ares, et Risler, 2016) et du théâtre de l'opprimé-e (Lénel, 2011, Boal, 2012) ont permis d'établir des liens entre les expériences individuelles et localisées, d'une part, et les rapports sociaux et les structures sociales, d'autre part. La recherche-action participative, mobilisant la synthèse de ces méthodes et outils, a permis de mettre en exergue la visée de transformation sociale de ce projet (Kindon, Pain et Kesby, 2007). Je présenterai maintenant les différentes méthodes d'intervention mobilisées dans le cadre de cette intervention.

3.7.1 La recherche-action participative

La recherche-action participative existe depuis plusieurs décennies et est ancrée dans le champ des recherches visant des transformations sociales. Cette méthode reconnaît la valeur d'une variété de sources de savoirs, dont les savoirs expérientiels. Elle a un parti pris pour les savoirs issus des groupes exploités:

those who have been most systematically excluded, oppressed or denied carry specifically revealing wisdom about the history, structure, consequences and the fracture points in unjust social arrangements [...]. [Participatory action research] PAR therefore represents a counterhegemonic approach to knowledge production. (Kendon, Pain et Kesby, 2007, p. 9)

Ainsi, la recherche-action participative s'intéresse aux enjeux qui concernent directement les personnes exploitées et essaie de trouver des solutions dans une perspective démocratique.

La cartographie, les narrations, les actions collectives et le dialogue sont des outils reconnus comme étant efficaces dans le cadre des recherches-actions participatives : « *[t]he most common methods used in PAR focus on dialogue, storytelling [,] collective action [and] mapping to explore issues and relationships* » (2007, p. 16 et 17). Dans ce type de recherche, la position du ou de la chercheur-se est décentrée, en ce sens qu'il ou elle devient un-e facilitateur-riche de processus. Cela correspond bien au rôle d'organisatrice communautaire critique en action sociopolitique que je souhaitais endosser. Il est important de mentionner que les niveaux de participation peuvent varier d'une recherche à l'autre selon la volonté, la disponibilité des participant-e-s, les choix du ou de la chercheur-se et les contraintes de la recherche elle-même. Il est cependant reconnu que la mobilisation des participant-e-s et leur degré d'implication sont des indicateurs de réussite de ce type de recherche : « *collective action and self-mobilisation by participants demonstrate successful PAR.* » (2007, p. 15) Dans le cadre de la présente intervention, les participant-e-s n'ont pas été des co-chercheur-se-s qui façonnaient la problématique à la base, dû notamment à des contraintes de temps et de ressources. Il y a donc des limites au caractère participatif de la recherche. Les contributions entièrement réalisées par les participant-e-s et le modèle du groupe autogéré comme horizon de l'intervention permettaient cependant une implication active et significative dans le processus. Les dynamiques d'aide mutuelle qui émergeaient des processus de groupe, facilitées par l'organisation communautaire, ont d'ailleurs été un tremplin pour l'action

sociopolitique. Je passe d'ailleurs maintenant à la présentation de la méthode permettant la défense collective des droits économiques, sociaux, environnementaux et migratoires.

Pour opérationnaliser la recherche-action participative et l'action sociopolitique, les méthodes relevant du spectre de l'éducation populaire, telle la conscientisation, ont été d'une grande utilité.

3.7.2 La conscientisation

La conscientisation est une méthode qui permet d'effectuer le passage de l'expérience personnelle vers une compréhension de la société et de ses structures. Le passage à l'action est également au cœur de cette approche. En ce sens, elle est campée dans le champ de l'approche structurelle en travail social. Le premier principe de la conscientisation est que tout être humain, incluant les plus exploité-e-s, peut développer une conscience critique et participer de manière autonome à la transformation du monde qui les entoure (Ampleman, 1983).

En 1971, le fondateur de la conscientisation, Paulo Freire délimite les critères de l'utilisation critique du concept : « une activité de connaissance dans un contexte d'apprentissage visant l'émancipation collective des opprimé[-e]-s, alliant la théorie et la pratique face aux conflits sociaux qui aiguisent la conscience critique » (Freire, cité dans Ampleman, 1983, p. 258). La méthode de la conscientisation se compose de quelques étapes : premièrement, la réalisation d'entretiens pour cerner l'univers-vocabulaire du milieu, deuxièmement, l'identification de thèmes générateurs, troisièmement, la proposition de portraits codés et, finalement, le décodage de ces portraits. C'est alors le moment de soumettre ces situations et leurs issues comme des problèmes à résoudre aux participant-e-s. C'est ainsi que se développent la conscience critique et la solidarité politique. Je propose maintenant de décrire de manière plus détaillée le dispositif de la cartographie collective critique *agitpop*, que j'utilise comme un outil concret de conscientisation.

3.7.2.1 La cartographie collective critique *agitpop*

La cartographie collective est un processus de création qui subvertit les représentations dominantes du territoire et de ses usages. Le groupe argentin *Iconoclastas* a créé cette méthode

d'intervention qui est complémentaire à des processus à plus long terme d'éducation populaire ou d'action sociopolitique. La cartographie collective critique *agitpop* a été développée par Ares et Risler depuis 2008 sous forme d'ateliers :

[t]his collective workshop focuses only on specific topics analyzed deeply during one working day of 4 or 6 hours, aiming at accomplishing short term objectives and to solving questions related just to the place covered and the people participating. This type of workshop may be employed as a tool to strengthen and to go along with other events or announcements. (2016, p. 17)

Les étapes concrètes de réalisation d'un tel atelier sont les suivantes : accueil des participant-e-s, discussions factuelles en groupe pour jeter les bases communes du projet, énonciation de consignes claires qui mettent l'accent sur le potentiel réflexif et créatif de l'exercice, travail en sous-groupes pour élaborer les cartes et retour en grand groupe pour présenter les résultats et pour soulever les options qui s'offrent pour la suite.

Ares et Risler, qui sont à l'origine de la méthode de la cartographie collective critique *agitpop*, soutiennent :

"[i]nterested" viewpoints are hidden behind official representations [...]. While the hegemonic representation might become the starting point for workshops (when using, for example, a printed cadastral map with its predesigned borders), during the process of exchange of knowledge a critical look over the territory is built as a result of the various opinions and thoughts shared. (2016, p. 14).

Pour ce faire, les participant-e-s ont recours à leurs savoirs et leurs expériences pour effectuer des connexions entre les éléments, les ancrer dans le territoire, et tenter de dégager les causes et les conséquences des enjeux abordés : « *[t]o do so, we recur to everyday knowledge and experiences of participants. On a graphic and visual means the most acute problems of the territory are rendered visible identifying responsibilities, reflecting upon the links to other topics, and marking consequences.* » (2016, p. 14) Dans le cadre de l'intervention, il s'agissait des catastrophes technologiques et environnementales, de l'exploitation du travail et des difficultés croissantes de réponses aux besoins en contexte d'accumulation des chocs.

L'avantage de ces outils est leur caractère concret qui permet de libérer la parole des participant-e-s, en utilisant leur propre univers symbolique. L'utilisation de représentations graphiques et visuelles est particulièrement pertinente :

designing and activating a set of visual resources (iconographies, pictograms, graphic and cartographic devices) establish a working platform that encourages participants to remember, exchange, and mark topics. The availability of resources at the beginning of the workshop, which might be considered a frame limiting and restricting action, becomes in fact a kind of springboard strengthening collaborative work, and revitalizes the process by incorporating an aesthetics and symbolic dimension to the job. Employing these resources widens the methodologies of participative research. (2016, p. 16)

Les icônes et les images utilisées ont été les ingrédients de base pour des ateliers qui s'inscrivaient dans le champ des recherches-actions participatives, réalisés auprès des jeunes adultes et des travailleur-se-s migrant-e-s, racisé-e-s et néo-colonisé-e-s.

Il est d'ailleurs pertinent de créer des groupes assez hétérogènes pour les activités de cartographie collective critique *agitpop* : « *[m]apping is strengthened and invigorated when it is part of a network of experiences from different territories, when actions stem from collaboration and from collective thoughts aiming at resisting and taking care of each other.* » (2016, p. 20). Ces ateliers permettent aux groupes qui y participent de développer une nouvelle compréhension du territoire, plus solidaire : « *[t]he people who inhabit the territory are the ones who can really create and transform them, they shape them every day by inhabiting them, going through them, perceiving and creating them.* » (2016, p. 10) Cela leur fait prendre conscience du pouvoir d'action qu'ils et elles ont sur celui-ci, d'où le potentiel subversif de cet outil.

Finalement, il est adéquat d'insister sur le fait que les concepteur-rices de cette méthode d'intervention voient la cartographie critique comme un moyen s'insérant dans une stratégie et un plan d'action de transformation sociale plus large :

mapping is a means, not an end. Mapping should be part of a wider process, "another strategy", a "means for" thoughts, the socialization of knowledge and practices, a boost for collective participation, a challenge to hegemonic areas, the driving force for creation and imagination, a deep analysis of key issues, the visualization of resistances, the mark highlighting power relations, among many other aspects (2016, p. 9).

Le potentiel subversif de la cartographie collective critique *agitpop* réside dans la possibilité d'effectuer une connexion visuelle entre les problèmes concrets vécus par les participant-e-s à l'échelle locale, dans des lieux précis, leurs impacts, ainsi que leurs causes et facteurs de risques globaux. Rendre les enjeux locaux visibles et les connecter à des dynamiques plus larges, par le

moyen de la cartographie, active ainsi le potentiel de dégager une ou des revendications communes, basées sur un ou des problèmes communs vécus. En certaines circonstances, cela pourrait également permettre un passage à l'action sociopolitique dans le but de créer un rapport de force. Ainsi, cette méthode d'intervention se marie harmonieusement avec d'autres types d'activités qui ont été proposées à certains contributeur-ric-e-s au journal. Je pense ici au théâtre de l'opprimé-e, qui appartient également au spectre de la conscientisation.

3.7.2.2 Le théâtre de l'opprimé-e

Le théâtre de l'opprimé est défini comme suit par Julian Boal, qui poursuit l'œuvre du fondateur de cette méthode d'intervention, son père, Augusto Boal :

[il s'agit de r]edonner les moyens de production théâtraux au peuple pour qu'il se raconte et brise le monopole de la scène; considérer la salle, et non la scène, comme le centre de gravité du théâtre; être une répétition du changement et de la transformation : voilà les trois principes porteurs du Théâtre de l'opprimé[-e]. Un théâtre pensé pour poser collectivement des problèmes et y réfléchir. [...] Et, surtout, un théâtre qui rappelle que plusieurs autres mondes sont possibles et que les solutions aux oppressions ne viendront pas des expert[-e]-s ou des savant[-e]-s, mais bien des opprimé[-e]-s eux-mêmes [et elles-mêmes]. (Collectif pour un Québec sans pauvreté, 2012, en ligne)

Le théâtre de l'opprimé-e (Lénel, 2011) permet d'introduire la question de l'imaginaire comme forme d'intervention communautaire. Plus précisément, une des techniques, le théâtre-forum dans sa forme canonique, permet d'élaborer collectivement des scénarios de saynètes représentant des situations réelles problématiques issues des savoirs expérientiels, pouvant avoir été explorées lors d'autres activités de conscientisation. Ces exercices favorisent la prise de conscience du caractère commun de certaines expériences vécues. En effet, « le théâtre-forum permet de passer du « je » au « chacun », de faire apparaître du commun. Il provoque l'objectivation d'un vécu dans un cadre interprétatif construit en commun. » (Lénel, 2011, p. 102) Il s'agit également d'un espace privilégié pour questionner les participant-e-s sur les pistes de solutions et d'actions face à des situations problématiques. Un deuxième scénario est alors élaboré à partir de ces réflexions et suggestions. Progressivement, les deux versions du scénario de chaque saynète se fixent. Ces exercices de théâtre-forum deviennent une sorte de « générale » pour la mise sur pied de solutions, dont des alternatives et des actions politiques concrètes qui peuvent être réalisées en commun :

[l]e théâtre de l'opprimé est certes un espace de discussion, mais il est plus que cela : espace théâtral

où les mots se transmutent en actes de corps [...]. Il ne s'agit pas seulement d'argumenter, mais également de mettre en œuvre, de tester la fécondité concrète d'une idée, au sein d'un espace théâtral. (2011, p. 102)

L'utilisation de l'art en action sociopolitique comme moyen de mobilisation pour la défense collective des droits économiques, sociaux, environnementaux et migratoires et pour stimuler l'aide mutuelle dans la réponse aux besoins humains et de la nature m'amène à aborder la méthode de l'art action communautaire, systématisée par Esther Filion de l'organisme Engrenage noir, dans le cadre du programme Rouage. Elle a également été superviseuse de mon intervention.

3.7.2.3 L'art action communautaire

L'art action communautaire est une méthode d'intervention alliant l'action sociopolitique et l'art communautaire. L'art action communautaire présente l'avantage d'ouvrir la porte à une diversité de modes d'expression vers des demandes de justice sociale. En effet, « [l]art communautaire facilite l'expression des individus et des groupes, en particulier les plus exclus, souvent autrement que par les mots. » (Engrenage noir, 2022, en ligne). L'art action communautaire « permet à des membres d'une communauté de s'exprimer, de réfléchir et d'agir ensemble sur une situation injuste partagée, avec le soutien d'un-e artiste et d'un-e intervenant-e communautaire, avec comme objectif une amélioration de leurs conditions de vie. » (2022, en ligne) En ce sens, l'art action communautaire s'inscrit dans un processus d'action sociopolitique, avec comme visée de « mettre de l'avant une revendication précise ayant un effet sur [les causes structurelles de] cette situation injuste en faisant appel à l'art à toutes les étapes et en favorisant la participation démocratique aux décisions nécessaires au projet. » (2022, en ligne) À l'instar de l'action sociopolitique dans sa forme plus classique (Greissler et Tremblay-Marcotte, 2020), la méthode de l'art action communautaire nécessite une certaine stabilité chez un groupe de participant-e-s et une rigueur du processus:

[a]ussi, l'art communautaire suppose un processus à long terme et des rencontres régulières entre membres d'un groupe stable. Cela permet l'émergence des sentiments de sécurité, de confiance et d'appartenance entre les membres, ce qui favorise l'expression des émotions et le partage des réalités difficiles. L'action collective met l'accent sur la participation collective et démocratique aux décisions nécessaires au processus. Elle instaure une méthode qui favorise l'efficacité des actions (la portée, l'impact), car elle y apporte une structure, la référence à un objectif et l'évaluation des

stratégies et du fonctionnement. Les approches de type sociopolitique (que nous privilégions) rappellent aussi la nécessité d'une analyse critique de la société. (Engrenage noir, 2022, en ligne)

Ainsi, dans le cadre de la présente intervention, nous n'avons pas pu accomplir une telle trajectoire, et ce, avec aucun des groupes ayant contribué au journal, principalement par manque de temps. L'intervention réalisée, soit la publication d'un journal participatif laissant une part importante à l'expression de la créativité individuelle et collective, était tout de même un moyen pertinent pour atteindre une mobilisation communautaire, en accord avec les moyens de la méthode de l'art communautaire.

Je passerai maintenant à la présentation de la dernière méthode d'intervention, soit les groupes d'aide mutuelle autogérés. L'aide mutuelle est en effet un phénomène qui s'est développé dans les groupes ayant contribué au journal, sous certaines conditions qui ont pu être encouragées et réunies par l'organisatrice communautaire (Berteau, 2006).

3.7.6 Les groupes d'aide mutuelle autogérés

L'intervention décrite dans le présent mémoire était une occasion de créer des relations d'aide mutuelle basées sur des liens de solidarité actifs et concrets pour la réponse aux besoins humains en équilibre avec ceux de la nature et contre l'exploitation du travail et de la nature. Il était question de viser la création de groupes d'aide mutuelle autogérés.

Les groupes d'aide mutuelle s'inspirent du modèle autogéré, c'est-à-dire que « le terme 'autogéré' [...] souligne [...] la capacité de certains groupes à s'engager dans une action et à organiser eux-mêmes sa mise en œuvre » (Pullen Sanfaçon et Ward, 2017, p.118). La planification du groupe autogéré est ouverte et permet d'établir un cadre général pour la création du groupe et la définition d'un objectif en commun. La présence d'une organisatrice communautaire peut être essentielle pour la préplanification et à certains moments clés de la mise sur pied du groupe. Le travail sur les processus de groupe permet l'émergence de l'aide mutuelle (Berteau, 2006). En plus d'une posture d'organisatrice communautaire critique en action sociopolitique, j'ai adopté une position d'animatrice de groupes. Berteau soutient que dans ce contexte : « l'intervenant[-e] doit être capable de stimuler le groupe et de le mobiliser à utiliser les ressources de ses membres et

de l'aider à se construire un système de soutien ou d'aide mutuelle (Renaud, 1996, Steinberg, 1993, Home et Darveau-Fournier, 1980, cités dans Berteau, 2006, p. 42). La cohésion est la pierre angulaire de la création d'un système d'aide mutuelle. Celle-ci passe par la constitution des relations interpersonnelles de collaboration entre les membres du groupe. Ces éléments « permet[tent] aussi à la réciprocité - notion centrale dans les groupes de soutien et axés sur le développement de l'aide mutuelle - de s'installer. » (2006, p. 41) Cette dynamique se crée au cours de la phase travail du groupe.

Les différentes étapes de l'intervention visaient d'ailleurs à atteindre en accéléré, par manque de temps, la phase travail d'un groupe autogéré, qui consiste à se poser successivement les questions : « quoi », « pourquoi » et « comment » à propos d'un enjeu social donné :

la question « quoi » consiste à déterminer la problématique commune du groupe, les aspects partagés par les membres et à établir, à la suite de ce premier niveau de réflexion, les objectifs du groupe. [...] Une fois le problème circonscrit et les objectifs préliminaires délimités, l'exploration de la question du « pourquoi » s'ensuit. [...] Les membres du groupe en viendront progressivement à explorer le « comment ». À cette étape, ils pourront commencer à élaborer des stratégies d'action pouvant être mises de l'avant afin de produire des changements. (Pullen Sansfaçon et Ward, 2017, p.130)

L'atteinte d'une autonomie de ces groupes est souhaitable, caractérisée par l'émergence de liens de solidarité politique et d'une ou des revendications communes. En effet, Ward et Pullen Sansfaçon écrivent :

[c]onçue dans une logique circulaire, l'intervention ne se termine pas nécessairement après une première étape de questionnement. [En revanche], après avoir amplement réfléchi au problème, à ses causes et à ses solutions potentielles, le groupe se sentira prêt à passer à l'action. Une fois le processus de questionnement terminé pour cette étape, le groupe continuera à se rencontrer en vue d'actualiser leurs actions. Le groupe devrait être encouragé à réfléchir à la portée de celles-ci, à la cohérence avec le problème, ainsi qu'à poursuivre leurs réflexions sur les liens entre le « quoi », le « pourquoi » et le « comment » définis précédemment. (2017, p. 132)

Cette intervention s'est donc inspirée du modèle autogéré et est en accord avec ses valeurs²⁷ et ses principes²⁸, sans avoir pu toutefois en respecter toutes les caractéristiques et les modalités.

²⁷ Les valeurs des groupes autogérés sont : « le bien-être de la personne, la liberté et le droit de s'autoréaliser et s'actualiser en tant qu'être humain, la justice sociale et la [solidarité], c'est-à-dire l'importance du lien social, de la collaboration et du partenariat entre les personnes. » (Mullender et collab., 2013, dans Pullen Sansfaçon et Ward, 2017, p. 125)

²⁸ Les principes des groupes autogérés sont : « 1) Les inégalités et les oppressions, quelle que soit leur nature, doivent être confrontées. 2) Les personnes sont expertes de leurs propres expériences. 3) Les personnes ont des droits

La conscientisation s'arrime étroitement avec le modèle du groupe autogéré :

[celui-ci] s'inspire fortement des idées du penseur et militant brésilien Paulo Freire (1972), notamment par son refus de réfléchir en termes de « déficit » [...] pour comprendre le comportement des individus, et par l'accent sur l'approche de conscientisation pour une réelle reprise de pouvoir. (Pullen Sanfaçon et Ward, 2017, p. 119)

La conscientisation a permis de débiter le développement d'une compréhension élargie des enjeux socioécologiques et les groupes d'aide mutuelle autogérés ont été un modèle vers lequel tendre dans l'action sociopolitique et dans la réorganisation de la réponse aux besoins humains et de la nature.

Les nombreuses méthodes d'intervention déployées dans le cadre de l'intervention ont été présentées. Je passerai maintenant à la description des méthodes de cueillette de donnée pour l'analyse de l'intervention accomplie.

3.8 Les méthodes de cueillette de données pour l'analyse de l'intervention accomplie

Tout au long du processus, j'ai recueilli des informations sur l'intervention accomplie, afin de la décrire et l'analyser dans le présent mémoire. Les méthodes que j'ai utilisées pour ce faire sont l'auto-évaluation du processus et du résultat par les participant-e-s, le journal de bord et le portfolio.

Tout d'abord, lors de la rencontre préparatoire avec chaque participant-e-s, j'ai pris soin de présenter les buts généraux et l'objectif opérationnel du journal participatif et de valider leurs propres motivations et leurs objectifs de contribution. Nous nous sommes mis d'accord informellement sur les indicateurs d'atteinte des objectifs. Un travail a alors été effectué pour assurer la cohérence entre les motivations et objectifs des participant-e-s et la mission du journal. Le plus souvent, il s'agissait pour moi d'assurer un élargissement de la maquette du journal, pour y inclure la diversité des points de vue, des problèmes rencontrés et des savoirs expérientiels.

fondamentaux: le droit de choisir de participer ou non, le droit de prendre la parole et d'être entendues, ainsi que le droit de définir le type de solutions dont elles ont besoin. 4) L'intervention est basée sur une analyse complexe des relations de pouvoir. 5) Le pouvoir collectif s'acquiert par le travail de groupe. 6) Le travail doit se faire de manière non élitiste: l'intervenante favorise l'animation du groupe et non sa direction. » (Pullen Sanfaçon et Ward, 2017, p. 125)

Cela respectait tout à fait le premier des buts généraux de l'intervention, qui était de favoriser le développement d'une compréhension élargie et commune des enjeux des chocs successifs en lien avec les catastrophes technologiques et environnementales, de leurs causes structurelles et de leurs conséquences concrètes, relatifs à la réponse aux besoins humains et à la division sociale totale du travail de production de la vie, à partir des vécus concrets de différents des membres des groupes exploités.

Les dispositifs qui permettaient de consigner les enjeux dans toute leur complexité étaient nombreux. Le journal participatif en est le résultat, permettant de dégager des pistes d'articulation de l'aide mutuelle et de la solidarité politique à construire. Un moment d'évaluation de l'intervention à la lumière des indicateurs établis au départ était prévu en cours d'intervention, si possible, ce qui ne fut pas toujours le cas, et à la fin de la démarche.

De manière complémentaire, j'ai utilisé un journal de bord. Il s'agissait d'un petit cahier qui me suivait partout, dans lequel j'inscrivais toutes mes réflexions et toutes les informations datées en lien avec l'intervention, que ce soient les « références d'un ouvrage qu'une personne-ressource v[enai]t de [m'] indiquer [ou] les idées que [je venais] d'avoir en discutant [...]. Le seul repère, dans ce journal de bord [était] le temps. [...] Ce cahier d[evai]t aussi être suffisamment épais pour couvrir le temps de [la] recherche. » (Lièvre, 2016, p. 33) Ce fut un outil très utile pour me remémorer le développement précis de l'intervention et retracer chacune de ses étapes, qui ont été vécues dans un processus itératif.

Finalement, j'ai utilisé le portfolio. C'est un outil qui se définit comme suit : « [l]e portfolio est le résultat concret, pratique et organisé, d'une démarche [...] qui se présente sous forme d[e] document[s] » (Brown et Irby, 2001, Desjardins, 2002, Robin, 1992, Scallon, 2004, cités dans Gusew et Berteau, dans Raucent, 2010, p.226) ou de fichiers. Il m'a permis de regrouper l'ensemble des productions écrites et visuelles réalisées dans le cadre de ce projet (voir annexes). Je les ai accompagnées de réflexions au moment de leur archivage. Cela m'a aidé à établir des liens entre chacune de celles-ci :

[c]'est un travail de réflexion et d'analyse [qui] est fai[t], qui consiste à identifier et à analyser les

principaux apprentissages réalisés à travers ces événements clés. À cette étape, il devient possible de dégager un fil conducteur. Souvent [il est aisé de] dégager des nœuds significatifs, mais [difficile de] voir la trame de fond. Cette dernière s[e] précis[e] au fil [du] parcours (Gusew et Bertheau, dans Raucant, 2010, p. 228).

Comme organisatrice communautaire critique en action sociopolitique, il était pertinent de mettre les participant-e-s à contribution pour dégager le fil conducteur. Cependant, dans le cadre de cette intervention, cela n'a pas toujours été possible, par manque de temps de la part des participant-e-s et de moi-même. C'est plutôt ma contribution au journal, avec le mot d'introduction, et ma prise de parole lors du lancement, qui a permis de rassembler les contributions des divers groupes et de les rendre cohérentes en les imbriquant les unes aux autres. Après avoir présenté les dispositifs méthodologiques complexes qui ont été mis en œuvre pour l'intervention et l'analyse, je propose de faire un survol des considérations éthiques entourant cette intervention.

3.9 Les considérations éthiques

3.9.1 Les avantages et les risques de la recherche pour les sujets

Je présenterai tout d'abord les avantages à la participation à l'intervention. Il a pu être avantageux pour les participant-e-s à l'intervention d'avoir la possibilité de réfléchir à leurs expériences, de partager leurs savoirs, de se réseauter, de développer une compréhension élargie des causes et des conséquences des catastrophes technologiques et environnementales et des liens qui les unissent. Il peut avoir également été intéressant pour eux et elles de disposer d'une copie des produits de cette intervention pour leurs archives personnelles. En effet, chaque participant-e a eu une copie papier du journal, dont le contenu a été préalablement approuvé par chacun-e d'entre eux et elles.

Sur le plan des risques de la recherche pour les sujets, il faut mentionner qu'il y a eu, dans les dernières années, plusieurs projets de recherche et d'intervention à Lac-Mégantic. Je me suis alliée avec l'équipe de proximité pour me guider dans le recrutement et le déroulement du projet dans cette région. Les travailleuses m'ont tout d'abord orientée vers une population qui avait été délaissée par les projets de recherche et d'intervention, soit les jeunes, adultes étant enfants au moment de la tragédie, et vers un enjeu plus récent : la pandémie. Ce choix dans le recrutement

avait pour but d'éviter de surcharger les populations adultes plus âgées, ayant déjà participé à plusieurs projets concernant directement la tragédie de 2013. Des travailleur-se-s migrant-e-s, n'étant pas présent-e-s dans la région en 2013, ont également participé à l'intervention. Pour certain-e-s participant-e-s, il est possible que les retours sur l'expérience de situations d'exploitation, d'injustices ou de désastres technologiques ou environnementaux, même indirectement, ou encore sur le risque d'occurrence de ceux-ci, leur aient fait vivre un inconfort et, qu'en participant aux activités, certaines personnes aient pu être troublées et ressentir des émotions difficiles, telles la colère et la tristesse. Il était aussi possible qu'elles pleurent. Il y avait donc un risque de malaises psychologiques ou émotifs. Des références vers des ressources appropriées auraient alors été fournies au besoin.

3.9.2 Les moyens pour obtenir le consentement des sujets

Je présenterai donc ici les moyens utilisés pour obtenir le consentement des sujets. Le recrutement s'est fait en personne directement dans les milieux, de bouche à oreille ou sur les réseaux sociaux. Ce fut l'occasion d'établir un premier contact humain et de présenter oralement les grandes lignes du projet aux participant-e-s potentiel-le-s. J'ai pris le temps de répondre à leurs questions. Si la personne souhaitait avec enthousiasme aller de l'avant, une rencontre préparatoire était organisée avec chaque participant-e, où le projet était présenté plus en détail et l'engagement des participant-e-s était confirmé. Lorsqu'un groupe se formait dans un milieu donné, j'organisais une rencontre préparatoire avec chacun des participant-e-s, afin d'établir les bases du travail effectué en commun. C'était l'occasion de lire ensemble le formulaire de consentement à voix haute et de le vulgariser. Au moment d'obtenir le consentement, je sortais de la pièce, tout en informant que j'étais disponible pour répondre aux questions. Je laissais tout le temps nécessaire pour prendre connaissance du formulaire, poser des questions et le signer, si cela était souhaité. Dans le cas de la participation à un des deux groupes éphémères, ce processus s'est réalisé au début de l'activité.

Le formulaire de consentement informait les participant-e-s de la diffusion du journal en version papier lors du lancement, ainsi que la distribution dans les organismes, les institutions et les entreprises de la région. Ils et elles ont également été informés de la diffusion du journal sur les

réseaux sociaux, dans ce mémoire d'intervention et dans des publications scientifiques et militantes, ainsi que des formations et des colloques scientifiques.

3.9.3 Le respect de la confidentialité des données

Les participant-e-s ont pu obtenir aussi, à leur demande, un engagement formel à l'anonymisation des données par la chercheuse, par le biais du formulaire de consentement. Les contributions au journal étant principalement collectives, plusieurs rappels ont été faits indiquant que les participant-e-s pouvaient choisir les savoirs et les expériences qu'ils et elles souhaitaient partager avec les autres et ceux qu'ils et elles préféraient garder secret.

Les données globales du projet ont été entreposées dans l'ordinateur de la chercheuse (pour les données numériques). Celui-ci est protégé par un mot de passe, muni d'un pare-feu et d'un logiciel antivirus puissants. Les données en format papier sont dans une pièce verrouillée à laquelle seule la chercheuse a accès.

Les participant-e-s ont également été informé-e-s qu'ils et elles pouvaient mettre fin à leur implication dans le processus. Le ou la participant-e pouvait m'informer de son désir de se retirer du projet à tout moment, en personne, par téléphone ou par écrit. Elle ou il pouvait mentionner son souhait que les données liées à sa contribution personnelle au projet soient retirées du journal avant sa diffusion (ex. images ou textes liés à un savoir expérientiel qu'elle ou il avait partagé avec le groupe, etc.). La destruction complète des données du projet était impossible en ce sens que le journal allait être modifié, sans l'altérer, de manière à effacer la contribution précise de la personne souhaitant exercer son droit de retrait.

CHAPITRE 4

DÉMARCHES ET RÉSULTATS

4.1 Échéancier

Tableau 4.1 : L'échéancier de l'intervention

Voici l'échéancier des différentes activités entourant la réalisation de l'intervention et la rédaction du présent mémoire.

Tâches	2021			2022				
	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mar.	Avr.	Mai	Juin
Prise de contact avec le milieu et insertion dans l'équipe de proximité de Lac-Mégantic.	X	X	X					
Confirmation des partenariats scolaires et communautaires pour le recrutement.			X					
Recrutement de participant-e-s potentiel-le-s et constitution de groupes.				X	X			
Réalisation des activités d'exploration, de réflexion, de création et de rédaction.					X	X		
Planification du lancement.						X	X	
Validation individuelle du contenu des contributions pour diffusion.						X	X	
Mise en page du journal.						X	X	
Lancement.							X	
Évaluation des activités par les participant-e-s.						X	X	
Transfert des informations concernant la mobilisation sur l'enjeu du logement vers les OC de l'équipe de proximité.								X

4.2 Description de la démarche de création de partenariats et de recrutement

Le début de mon intervention a été marqué par le contexte des confinements dus à la pandémie de COVID et au variant *omicron*. Il a été décidé par l'École de travail social de l'UQAM, les ressources humaines du CIUSSS de l'Estrie-CHUS et l'équipe de proximité que je pouvais aller de l'avant avec l'intervention, en réfléchissant à des moyens d'adapter les activités à l'extérieur ou en ligne, pendant les mesures de confinement dures. Finalement, ces mesures strictes ont été levées avant que les activités de groupe ne soient commencées (Québec, 2022 (a)).

4.2.1 Les partenariats scolaires et communautaires

Pour mener à bien ce projet, j'ai établi des partenariats pour le recrutement dans divers milieux à Lac-Mégantic, afin de constituer quelques groupes de personnes issues des milieux associatifs, communautaires, du milieu de l'éducation et de divers milieux de travail.

J'ai tout d'abord établi des partenariats avec des intervenantes sociales et scolaires d'un milieu communautaire, le Carrefour jeunesse emploi (CJE), et de trois milieux scolaires, le Centre d'éducation des adultes (CEA), le Centre de formation professionnelle (CFP) et le Centre d'études collégiales (CEC), qui m'ont été référées par l'équipe de proximité. Dans la première mouture de la proposition de recrutement (voir annexe A), il était question d'aller à la rencontre des personnes dans plusieurs milieux et de leur proposer de participer à un atelier de cartographie collective critique *agitpop*, au sujet des inégalités sociales et environnementales dans leur région. À la suite d'une première ronde de recrutement qui s'est avérée infructueuse, il m'est venu l'idée de créer un journal participatif publié à la fois sur le web et en version papier, en m'inspirant des pratiques de certains groupes communautaires, syndicaux, associatifs et militants. Un projet de journal incluant des contributions à formats variables comportait l'avantage qu'il n'y avait plus de nombre minimum de participant-e-s pour le démarrer. J'espérais un minimum de trois contributions individuelles ou collectives. De plus, une participation ponctuelle au journal correspondait mieux à l'engagement que la plupart des participant-e-s potentiel-le-s étaient prêt-e-s à fournir en termes de temps et d'énergie. Cela permettait également une flexibilité du lieu de rencontre, tout comme sur le plan des thèmes abordés, selon les intérêts et la réalité des

participant-e-s.

Je vais présenter les écueils de ma première ronde de recrutement et les réflexions qui ont abouti à des ajustements méthodologiques qui ont dû être faits pour mener à bien le projet, en étant accompagnée par ma superviseuse d'intervention.

4.2.2 Le travail de la supervision de l'intervention

Pour élaborer ma posture professionnelle en organisation communautaire critique en action sociopolitique, je bénéficiais d'une supervision d'intervention externe à mon milieu de stage, en la personne d'Esther Filion, rattachée à l'École de travail social de l'UQAM. Cet encadrement a été très utile. Cependant, je considère qu'il a commencé trop tardivement dans le processus d'intervention. En suivant les protocoles et recommandations de l'École, les rencontres de supervision ont débuté à la mi-février. À cette date, les partenariats de recrutement avec les institutions scolaires et les organismes communautaires avaient déjà été établis et j'étais en train de terminer une ronde de recrutement pour une première rencontre d'accueil pour les participant-e-s prévue le 23 février 2022. Mon terrain d'intervention était déjà en branle depuis quelques semaines. À la lumière de l'échec de la rencontre d'accueil où un nombre insuffisant de personnes se sont présentées pour participer au projet, il est possible de soutenir que la supervision d'intervention est entrée en scène trop tard. Je n'ai pas pu tirer profit de son expérience et de son expertise en organisation communautaire critique en action sociopolitique pour préparer mon entrée sur le terrain et l'étape cruciale du recrutement. Cela aurait pu me permettre d'éviter certaines erreurs.

Lors de la supervision, nous avons identifié ensemble des problèmes de recrutement pour la création d'un groupe : premièrement, les tournées de classe avaient été le moyen privilégié de recrutement. Je me suis demandé si cette étape de recrutement impersonnel était incontournable, dans le contexte d'un bassin de recrutement limité. Approcher les participant-e-s potentiel-le-s individuellement ou en petits groupes, par exemple, par une discussion conviviale ou un sondage, aurait permis une prise de contact plus fluide. Deuxièmement, le lieu de la rencontre d'accueil, dans le sous-sol de l'hôtel de ville, se situait hors des milieux de vie et

d'études des participant-e-s potentiel-le-s. Les enjeux de transport pouvaient ainsi devenir une contrainte à la participation. Troisièmement, les horaires d'études et de travail pouvaient être un frein important à l'implication de plusieurs. De ce nombre, il y avait les mères-étudiantes du programme MOUV à l'éducation des adultes, les employé-e-s migrant-e-s, racisé-e-s, néocolonisé-e-s travaillant en journée et ayant des cours de francisation en soirée, plusieurs infirmier-ère-s et les étudiant-e-s du collégial en stage ou en laboratoire. Il aurait été nécessaire d'accepter d'accommoder d'emblée les personnes ayant des contraintes parentales nuisant à la participation, soit les mères étudiantes ou travailleuses. À cela s'ajoutait, quatrièmement, la réalité démographique d'une région éloignée et peu peuplée : il y avait une absence de masse critique pour le recrutement. J'ai rapidement constaté un éparpillement et des horaires incompatibles entre les quelques personnes intéressé-e-s. Cinquièmement, il s'est avéré une erreur d'attendre que le choix du sujet soit fait lors des premières rencontres par les groupes à l'aide de la cartographie collective critique. La proposition de recrutement sur la base du concept d'environnement était en effet trop floue. Plus précisément, les participant-e-s potentiel-le-s ont pu être rebuté-e-s par le caractère inconnu des activités à réaliser en groupe ainsi que du produit final et par l'absence d'un bénéfice clair pour eux et elles. En entendant le mot environnement, certain-e-s participant-e-s potentiel-le-s ont pensé spontanément à la réduction de la consommation ou à la valorisation des déchets et non aux impacts sociaux des chocs et des désastres environnementaux. En effet, une des participantes à la rencontre d'accueil du 23 février a exprimé que ce manque de clarté était plutôt anxiogène pour elle et n'invitait pas à l'implication.

J'ai donc constaté que mon projet d'intervention aurait bénéficié d'une enquête préterrain plus élaborée et rigoureuse et que ma proposition de recrutement n'avait pas suffisamment suivi les principes audacieux de mobilisation énoncés par Saul Alinsky dans le *Manuel de l'animateur social* et bienveillants de l'éthique du *care* (soin) de Gilligan.

4.2.3 Nécessité d'une enquête préterrain rigoureuse :

Les fondements de la méthode en organisation communautaire critique en action sociopolitique

insistent sur la nécessité de développer une connaissance approfondie du milieu d'intervention : « [l']intervenant[-e] a [...] tout intérêt, préalablement à son insertion dans une communauté, à prendre connaissance de l'histoire du quartier, à s'assurer qu'il comprend la logique territoriale qui détermine les frontières du milieu physique. » (Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond, 1984, p. 41) Et ce, en plus de « comprendre les valeurs du milieu [et] la réalité culturelle de ceux [et celles] avec qui [il ou elle] intervient [...], c'est-à-dire les gens qui habitent les milieux populaires. » (1984, p. 108 et 111) Selon la méthodologie de la conscientisation, en premier lieu, une attention particulière doit être portée à la culture, souvent populaire, traditionnelle, moderne ou postmoderne, des personnes exploitées, qui dicte une manière d'être, d'agir et de penser (Ampleman, 1983, p. 259). L'organisateur-riche communautaire critique en action sociopolitique cherche à identifier « les éléments de stabilité de la communauté au cœur de laquelle il [ou elle] travaillera. Il [ou elle] découvrira aussi les sources du changement et pourra vérifier les contradictions qui apparaissent lorsque les forces externes viennent bousculer la dynamique interne d'une communauté. » (Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond, 1984, p. 39) En effet, ces auteurs soulignent que « l'indispensable connaissance empirique du milieu ne saurait suffire. D'où la nécessité de procéder à « une analyse systématique de la société globale à laquelle ce milieu appartient. [...] Le repérage des tensions, des conflits, des agents ainsi que des forces qui s'opposent, est essentiel à la connaissance du milieu. » (1984, p. 96) Cette affirmation est d'ailleurs en phase avec le premier but général de l'intervention. Dans le cadre de ce projet, cette enquête macrosystémique a été réalisée en bonne et due forme. Le point d'achoppement se situait plutôt sur le plan de la prise de contact avec les populations visées pour la validation des besoins et le recrutement :

le choix d'une base de mobilisation n'obéit pas aux lois du hasard. Il est la conséquence du lien que l'intervenant a développé avec son milieu et des connaissances qu'il a acquises au cours de l'enquête. Nous pourrions aussi ajouter que ce choix dépendra aussi de sa sensibilité et de son intuition. (1984, p. 126)

Un des éléments importants de la recherche-action participative est de valider les besoins directement avec la population visée (Gervais, 2018, Otis, 2015). Avant la première ronde de recrutement, les besoins des groupes sociaux exploités de la région de Mégantic avaient été sondés uniquement par la littérature sur la tragédie de 2013 et des entretiens avec des

intervenant-e-s des milieux scolaires, communautaires, de la santé et des services sociaux. Dans le cadre de la mise sur pied de groupes autogérés, cette validation indirecte correspond à la phase de préplanification du groupe. Gervais résume les étapes habituelles de la validation des besoins dans le cadre d'une recherche participative :

la première étape consiste à se familiariser avec le contexte socioculturel dans lequel s'inscri[t] la recherche et de rencontrer les principaux[-ales] intervenant[-e-]s œuvrant dans le milieu. Par la suite, tablant sur une connaissance plus approfondie du contexte, le thème initialement retenu peut être formulé ou reformulé de façon à s'inscrire dans la réalité de tous les jours (ou le quotidien) des coproduit[eur-]rice[-]s. Ce thème pourra ensuite être validé ou modifié directement avec les participant[-e-]s lors de la première rencontre. (2018, p. 13)

Ainsi, les besoins doivent également être sondés directement avec les participant-e-s potentiels lors de la planification du groupe (Pullen Sansfaçon et Ward, 2017, p. 127). Pour résumer, à la fin de l'enquête préterrain, Beudry souligne qu'il faut connaître : « a) l'origine des problèmes ou de l'insatisfaction, b) les objectifs à atteindre, c) l'ordre dans lequel on doit poursuivre chacun des objectifs, d) les allié[-e-]s et les moyens dont on dispose, e) ceux [et celles] qui s'opposent ou s'opposeront à nous; les moyens dont ils [ou elles] disposent pour faire obstacle. » (Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond, 1984, p. 71) Les ajustements nécessaires peuvent alors être apportés au projet, afin qu'il corresponde aux besoins des participant-e-s dès la phase de planification.

4.2.3 L'importance de stratégies de recrutement audacieuses et bienveillantes

Alinsky propose des outils d'enquête et de recrutement audacieux pour aller vers les gens dans leurs milieux de vie et s'imprégner de leurs préoccupations. Il rappelle que l'organisateur-riche communautaire critique en action sociopolitique est souvent extérieur-e au milieu de vie où il ou elle entreprend d'exercer²⁹. Il ou elle doit donc être accepté-e par les membres des groupes sociaux exploités de la communauté à organiser. Il ou elle doit en quelque sorte « suggérer qu'on l'invite. » (Alinsky, 1976, p. 159) Pour ce faire, il ou elle doit démontrer d'emblée qu'il ou elle est

²⁹ Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond remarquent « que, très souvent, les intervenants ne sont pas issus du milieu où ils interviennent. Ceci pose des problèmes d'adaptation culturelle qui ne sont pas toujours faciles à résoudre. » (1984, p. 29) Il est donc indispensable selon eux, que l'organisateur-riche communautaire critique en action sociopolitique se sente à l'aise dans le milieu dans lequel il ou elle œuvrera : « Parmi les critères qui devraient guider le choix d'un lieu d'intervention, la compatibilité d'un individu avec un milieu en est un des plus importants. [Il] est aussi important pour l'intervenant d'être bien dans sa peau que d'être efficace dans le groupe. » (Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond, 1984, p. 29)

un-e allié-e indéfectible de ceux-ci et celles-ci et qu'il ou elle peut être utile pour effectuer des changements sociaux vers une plus grande justice sociale : « [l'organisateur-riche] ne sera pas accepté[-e] [...] que s'il [ou elle] réussit à convaincre les personnages clés de cette communauté, et bien d'autres, premièrement, qu'il [ou elle] est avec eux [et elles] et, deuxièmement, qu'il [ou elle] a des idées et sait comment s'y prendre pour faire changer les choses » (1976, p. 155) L'organisateur-riche communautaire critique en action sociopolitique doit identifier les problèmes sur lesquels les participant-e-s potentiel-le-s pourraient se mobiliser : « [a]u début, le travail de l'organisateur[-riche] est de découvrir et de formuler, donc de créer des problèmes. [...] Un problème est quelque chose sur quoi vous avez prise; tant que vous vous sentez sans pouvoir et incapables de faire quoique ce soit, vous n'avez pas un problème, mais un chaos. » (1976, p. 172 et 173) Selon Alinsky, « [l']outil [de l'organisateur-riche] sera le jeu des questions, selon la méthode de Socrate. » (1976, p. 159) Dans le cadre de mon intervention, ce n'est qu'après plusieurs semaines de présence à Mégantic que j'ai pu m'imprégner de la réalité sur le terrain et dresser un tableau des impacts communs de la tragédie et de la pandémie, donc des problèmes, ce qui a servi de base pour l'élaboration des sondages qui ont été effectués en préparation à la deuxième ronde de recrutement. Les sondages réalisés ont été utiles pour valider les besoins. Il a ensuite été possible de croiser les résultats des sondages avec les statistiques de la Direction de la santé publique et d'autres sources de la littérature scientifique pour confirmer les problèmes sur lesquels travailler. Les résultats du sondage peuvent d'ailleurs être en eux-mêmes un outil de recrutement et de mobilisation qui met en exergue le caractère commun et partagé d'un problème. Ils servent alors de prétexte pour aborder et entrer en contact de manière plus formelle avec les participant-e-s potentiel-le-s.

Dans le recrutement, il est nécessaire de développer la capacité à transmettre de manière simple et efficace les dimensions théoriques et pratiques d'un projet afin de rallier les partenaires et d'en faire des allié-e-s : « [p]our sortir du ghetto scientifique, il faut apprendre [ou réapprendre] à s'exprimer dans une langue compréhensible. » (Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond, 1984, p. 92). Du côté des participant-e-s potentiel-le-s, ceux-ci et celles-ci ont beaucoup plus de chances de voir la pertinence du projet dans leur quotidien, si l'organisateur-riche communautaire critique en action sociopolitique s'adapte à leur langage et leur réalité de manière bienveillante. Par

exemple, l'organisateur-riche communautaire doit être conscient-e que « [l]e discours sur les droits sociaux est souvent trop abstrait pour rejoindre les parties de la population qui vivent le plus d'injustices sociales. » (Boucher et collab., CREMIS, 2017) Ma superviseuse m'a d'ailleurs expliqué que le langage simple est un compromis entre la précision, compréhension et l'esthétique. Alinsky met également en garde contre « [l]a crainte du changement [...] une nouvelle idée d[evan]t toujours être au moins exprimée dans un langage déjà familier. Il arrive souvent qu'il faille la délayer dans les vestiges du passé. » (Alinsky, 1976, p. 163) Au début de mon terrain d'intervention, j'avais d'ailleurs de la difficulté à opérationnaliser le concept de justice environnementale et à le lier concrètement aux inégalités sociales vécues par les gens. Ces enjeux nécessitent de maîtriser un certain nombre de concepts en amont pour les comprendre, c'est pourquoi je lui avais substitué le thème environnement, qui s'est avéré trop flou et galvaudé. Alinsky considère que l'organisateur-riche communautaire critique en action sociopolitique doit aborder des sujets qui touchent directement les participant-e-s potentiels : « [u]n organisateur [...] ne doit pas sortir du champ d'expériences des gens avec lesquels il travaille. » (1976, p. 163) Il rappelle que l'organisateur-riche doit suggérer des solutions concrètes : « [u]n organisateur [...] doit faire en sorte que les réponses aux problèmes posés soient spécifiques, précises et certaines. » (1976, p. 163) En ce sens, contribuer au journal n'était pas une solution en soi aux problèmes identifiés par les participant-e-s. Ce n'est donc qu'avec le groupe qui s'est mobilisé sur la question du logement que les actions concrètes à poser pour résoudre le problème ont été mises en œuvre.

Ma communication lors des tournées de classe pour la première ronde de recrutement était donc déficiente, ce qui explique les difficultés de compréhension entre les participant-e-s et moi. Le faible taux de participation à la première rencontre venait confirmer un certain manque d'adaptation de ma part. J'aurais dû simplifier davantage lors des tournées de classe et présenter des thèmes concrets, collés à leur réalité, soit des problèmes vécus au quotidien. La rencontre d'accueil m'a forcée à retourner à la table de travail et à effectuer cette tâche de trouver les dimensions et les indicateurs concrets d'injustices environnementales (donc de problèmes vécus par les gens sur le terrain à la suite des chocs), par le biais de discussions informelles et d'un sondage.

Lors des rondes de recrutement subséquentes, je devais absolument réussir à recruter des gens, il en allait de la réussite de mon stage d'intervention. Malgré la pression de performance ressentie, réussir à établir des relations empreintes de bienveillance était un ingrédient indispensable du recrutement. L'éthique du soin de Carol Gilligan permet de lier les tâches de recrutement et d'accompagnement inhérentes à l'intervention communautaire aux concepts de travail de *care*. Dans le texte : « Le *care*, éthique féminine ou éthique féministe? » Gilligan présente tout d'abord sa définition du patriarcat : « un ordre organisé autour du genre, dans lequel la structuration de l'autorité est construite sur la dualité et la hiérarchie de genre [...] donnant un privilège à la voix et à la loi du père [par extension, du groupe social des hommes] » (2009, p. 77 et 78). Elle oppose le patriarcat, un système de pouvoir vertical et autoritaire, à la démocratie qui est « fondée sur un idéal d'égalité » (2009, p. 78). Selon Gilligan, le contexte patriarcal structurerait pratiquement tout le politique, la sphère décisionnelle de la société, mais également le système des connaissances jugées légitimes, la sphère académique. Il y aurait, dans les théories scientifiques dominantes, « une valorisation de l'autonomie et de la rationalité, devenues des critères du développement moral » (2009, p. 76). De plus, dans la société patriarcale actuelle, les soins aux autres seraient une affaire de femmes, comme groupe social exploité : « prendre soin des autres, c'est ce que font les femmes bonnes et les personnes qui prennent soin des autres (font du *care*) font un travail de femmes. Elles sont dévouées aux autres, sensibles à leurs besoins, attentives à leurs voix... Et s'effacent (*selfless*). » (2009, p. 77) Au contraire, une société réellement démocratique serait débarrassée « du patriarcat et des maux qui lui sont associés, le racisme, le sexisme, l'homophobie, et d'autres formes d'intolérance et d'absence de *care*. » (2009, p. 77) La culture serait alors plutôt basée sur des principes féministes et serait marquée « par une manifestation de l'éthique du *care* (faire attention, répondre), et d'une résistance au cadre patriarcal, qui décide qui doit être entendu [...] ou pas. Ainsi, l'éthique du *care*, en tant qu'elle cultive la voix et l'écoute, est bien l'éthique de la démocratie. » (2009, p. 78) Dans un tel contexte culturel et politique, le genre ne structurerait ainsi plus une hiérarchie du pouvoir. Ainsi, la recherche de démocratie dans un processus d'action sociopolitique passerait par une bienveillance de la part de l'organisateur-riche communautaire critique, ce qui rejoint les principes de l'éthique du *care*. Cette posture est importante à développer tout au long de

l'accompagnement des projets des différents participant-e-s à l'intervention. En s'ancrant dans une analyse matérialiste du travail de soin à l'aide de l'éthique du *care* de Gilligan, les intervenant-e-s sociaux-ales peuvent concrètement être des facilitateur-ice-s de *l'empowerment* (l'habilitation) des individus. Le travail d'intervention est d'ailleurs un travail du *care*, largement féminisé dans la société hétéro-cis-sexagiste actuelle.

La théorie du *care* permet d'identifier le caractère progressif du processus d'action sociopolitique, qui nécessite tout d'abord de créer un lien de confiance, qui passe par la bienveillance, puis un lien de solidarité entre les participant-e-s. La bienveillance construirait la confiance en soi d'agir et de se regrouper. Elle permettrait d'enclencher les phénomènes de groupe et d'aide mutuelle. Cette force collective développée, ceux-ci et celles-ci pourraient alors ressentir une légitimité suffisante pour formuler des besoins et des demandes, pour la défense des droits économiques, sociaux, environnementaux et migratoires³⁰. Comme intervenante, mon rôle était de soutenir le développement de la confiance en soi des participant-e-s, notamment en leur proposant des défis à leur portée et en leur faisant vivre des expériences de succès qui leur permettra de développer progressivement leur autonomie et le goût de prendre des risques calculés, individuellement et collectivement. En ce sens, il peut également être utile et stimulant de faire « connaître les gains réalisés par d'autres » qui vivent une situation semblable, afin de stimuler la confiance des membres de groupes sociaux exploités en leur capacité de s'organiser et de lutter (Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond, 1984, p. 133) C'est donc par l'animation et l'accompagnement bienveillant que je pouvais guider peu à peu les participant-e-s vers l'autonomie collective. Dans son expérience sur le terrain, Alinsky a remarqué que

³⁰ L'éthique du *care* pose également la question :

« Comment les questions de justice et de droits croisent les questions de *care [soin]* et de responsabilité? » L'injonction morale de ne pas opprimer – ne pas exercer injustement un pouvoir ou abuser des autres – est indissociable de l'injonction morale de ne pas abandonner – ne pas agir de façon inconsidérée et négligente, ne pas trahir, y compris vous-même. (Gilligan, 2009, p.77)

Il y aurait une forte union entre les principes de justice, de *care [soin]*, de droits et de responsabilités, que ce soit envers les personnes exploitées, qui sont plus fortement touchées par les injustices environnementales, et envers la nature. En effet, les humains ont droit à un environnement sain, mais sont aussi responsables d'en prendre soin, ce qui rejoint les conceptions autochtones du rapport au monde. Cela passe par l'opposition franche aux projets, aux stratégies et aux tactiques des groupes sociaux exploitants et possédants, responsables de la destruction des écosystèmes et de l'augmentation des inégalités sociales.

quand les gens se sentent impuissants, savent qu'ils n'ont pas les moyens de faire changer la situation, ils ne s'intéressent pas au problème. [...] Ce n'est que lorsque les gens ont réellement l'occasion d'agir et de changer quelque chose qu'ils commencent à approfondir leurs problèmes. Ils manifestent alors leurs compétences, posent les questions justes, sollicitent des conseils professionnels et cherchent des réponses. (1976, p. 161 et 162)

Dans la pratique

[L]e fait de favoriser une pensée critique est un processus qui s'amorce avec le sentiment de partager des difficultés semblables, ce qui d'ailleurs est au cœur des effets bénéfiques associés à la participation aux groupes d'aide mutuelle (Steinberg, 2008). Ce processus se poursuit par la reconnaissance que des conditions sociales contribuent à faire naître ces problèmes. Enfin, il trouve son aboutissement par la prise de conscience que des changements environnementaux ou structurels sont requis pour leur apporter des solutions efficaces et durables (Ninacs, 1995, cité dans Dallaire, 2012, p. 10)

Ainsi, si ce n'avait pas été des contraintes de temps, tous les groupes mobilisés auraient pu évoluer vers la formation de groupe autogéré, où se serait créée une solidarité entre les membres de groupes faisant face à des difficultés semblables.

L'adaptation de la proposition aux besoins, aux problèmes concrets vécus et au vocabulaire des participant-e-s et l'accompagnement bienveillant seraient la base sur laquelle peut s'édifier un mouvement démocratique et solidaire, mobilisé, notamment sur la question des droits économiques, sociaux, environnementaux et migratoires.

4.2.4 La refonte de la proposition

Les ajustements à ma méthodologie et ma proposition ont été faits par la suite, en intégrant des réflexions sur l'éthique du *care*. Le travail effectué avec Esther en supervision d'intervention m'a également permis d'accomplir un rattrapage. J'ai pu préciser la question guidant de mon intervention, en décidant d'utiliser le dispositif du journal participatif pour atteindre mon objectif opérationnel. Nous avons réalisé des exercices qui m'ont aidé à mettre sur pied des sondages en guise d'enquête préterrain, de cibler des enjeux plus concrets sur lesquels travailler, idéalement communs, c'est-à-dire partagés par plusieurs membres de groupes sociaux exploités. Ces sondages furent des prétextes pour entamer des discussions qui m'ont enfin permis de connaître les besoins réels et les problèmes qui préoccupaient les membres des groupes sociaux exploités. Lors de ces discussions informelles, je tâchais d'utiliser un vocabulaire simple et de démontrer

une attitude bienveillante, favorisant l'implication (Gilligan, 2009). Cependant, le manque de temps et de maîtrise de la technique de l'écriture simple, la complexité de la problématique d'intervention et la pression ressentie a fait en sorte qu'en rétrospective, la syntaxe et le vocabulaire utilisé sont restés peu accessibles, malgré des efforts fournis (voir annexes B à L et P). Il est possible de supposer que l'attitude chaleureuse et ouverte, ainsi que la disponibilité aient permis de créer un lien de confiance malgré un niveau de discours soutenu. Je note quelques bons coups qui ont permis de recruter des participant-e-s au projet : j'ai flâné sur l'heure du dîner dans les salles communes des établissements scolaires, ce qui m'a permis d'avoir des discussions informelles avec des gens. Lorsque la conversation s'y prêtait, je leur proposais de contribuer au journal. Un groupe s'est créé ainsi de bouche à oreille au Centre de formation professionnelle, à l'initiative d'une des étudiantes avec qui j'ai passé une heure du dîner à discuter de ses créations artistiques. Je leur ai proposé de créer l'œuvre qui est à la une du journal. Ils et elles ont également décidé de rédiger un article sur la résilience qui a servi d'inspiration.

J'ai également utilisé les réseaux sociaux pour recruter des personnes en recherche de logement, sur des groupes Facebook dédiés à la location et à l'habitation dans la région. J'ai contacté plusieurs personnes en leur proposant de réaliser une entrevue pour témoigner des conséquences de la crise du logement sur leur vie. Pour encourager les gens à participer, je les informais qu'il était utile de faire connaître aux personnes en position de pouvoir leurs points de vue et les défis qu'ils et elles vivaient. J'ai obtenu quelques réponses positives. De plus, le réseau de connaissances d'un de mes contacts du milieu m'a permis de recruter des infirmières qui ont accepté de témoigner des conséquences de la pandémie sur leurs tâches de soin, effectuées tant de manière salariée que gratuite. J'ai finalement envoyé un courriel professionnel à tous les enseignant-e-s des établissements scolaires pour adultes de la région. Ce démarrage difficile a fait en sorte que plusieurs semaines ont passé avant que les premières activités avec les participant-e-s ne débutent, soit après la mi-mars.

Dans le cadre de l'intervention, le journal est devenu en quelque sorte un moyen de recherche-action participative : « une recherche bien faite [...] rapproche militant[-e]-s et chercheur[-se]-s [...] les habitue à travailler ensemble et consolide leur formation réciproque. » (Lamoureux,

Mayer et Panet-Raymond, 1984, p. 71) Il s'est agi du point de rencontre fructueux entre les savoirs expérientiels construits en cours d'intervention et les savoirs scientifiques et académiques que j'ai colligés dans le cadre de la construction de la problématique de ma maîtrise. Il importe également que la recherche-action soit liée à « a) la formation, b) l'information, c) l'intervention et/ou l'action. » (1984, p. 72) Il était primordial de partager la synthèse de cette recherche-action participative par la distribution du journal : « [L]a recherche [...] n'a de sens que si les données fournies par les activités de recherche ne restent pas entre les mains du groupe de chercheurs, mais servent à l'ensemble d'une collectivité. » (1984, p. 72) Le journal participatif était un outil pour développer et partager une vision élargie et une analyse commune des problèmes, ainsi que pour recruter plus de gens : « dans un processus de participation démocratique [on vise] la création d'une organisation. Le processus c'est aussi l'objectif. » (Alinsky, 1976, p. 175). La distribution du journal en a fait un outil en phase avec la méthode de mobilisation promue par Alinsky :

À partir du moment où l'organisateur entre dans une communauté [...] la moindre action qu'il entreprend revient sans cesse à la question centrale : comment amener le plus d'adhérents possible à l'organisation? [...] Ce qui l'intéresse avant tout c'est de grossir les rangs de l'organisation et de la renforcer. [...] Le changement vient du pouvoir et le pouvoir vient de l'organisation. Pour agir, les gens doivent se mettre ensemble. (1976, p. 167 et 168)

L'écueil dans la première ronde de recrutement a été un moment décisif qui m'a forcée à adapter mon projet pour qu'il fasse davantage écho aux préoccupations des gens et qu'il utilise un dispositif souple adapté aux disponibilités et aux formes de participation diverses, soit le journal. À partir de ce moment, ma proposition sur le terrain était en phase avec mon projet d'intervention sur papier. Cette expérience a mis en exergue l'importance d'être en mesure de modifier la proposition pour intégrer les besoins et les réalités du milieu tout en s'assurant de rester collé-e-s à l'essence de la proposition initiale en défense collective des droits économiques, sociaux, environnementaux et migratoires et en création d'alternatives de réponses aux besoins humains, basées sur l'aide mutuelle.

Lors de l'élaboration de la mouture définitive de ma proposition de recrutement, j'ai effectué une ronde de revalidation avec les partenaires, l'équipe de proximité, les directions de mémoire et la supervision de stage. Plusieurs doutes ont été exprimés et je n'ai bénéficié de presque aucun

appui clair, sauf de la part de mes directions de mémoire. Devant la nécessité de mener à bien mon projet d'intervention dans lequel je m'étais déjà beaucoup investie comme étudiante, avec du temps et des ressources limitées, j'en suis venue à la conclusion que je devais trouver un équilibre entre écouter les inquiétudes, les recommandations et les analyses du terrain et promouvoir mon expertise issue de la construction de mon projet d'intervention. Il est devenu important de foncer malgré les doutes exprimés, en accord avec le projet d'intervention préalablement approuvé. Il m'a semblé qu'il allait toujours y avoir des doutes concernant la mise en pratique et que ceux-ci correspondaient grossièrement au positionnement politique et aux approches utilisées par les partenaires et le personnel d'encadrement. En effet, les doutes exprimés par les membres de l'équipe de proximité et ceux de ma superviseuse d'intervention s'avéraient parfois contradictoires les uns avec les autres. Je comprends donc que l'adaptation audacieuse et bienveillante de mon projet pour une plus grande participation en cohérence avec l'intention de départ est la base de l'organisation communautaire critique en action sociopolitique. En effet, cela s'est confirmé sur le terrain. L'ébullition entourant le projet dans sa phase finale a créé un certain engouement de la part de partenaires, dont certain-e-s qui étaient sceptiques au départ.

C'est à la fin mars que la deuxième ronde de recrutement s'est mise en branle. J'ai créé tout d'abord un nouveau prospectus pour inviter à participer au journal participatif (voir annexe B). Celui-ci annonçait un 1^{er} numéro sous le thème général des « chocs et rebonds dans la communauté ». Il constituait une invitation simple et directe pour présenter le projet à mes interlocuteur-ice-s.

N'ayant plus la pression de créer un seul groupe, il suffisait de quelques réponses positives pour que des processus de contribution puissent être mis en branle.

4.3 Description du processus d'intervention et ses résultats

Je présente maintenant la mise en œuvre de l'intervention et ses résultats. Les grandes étapes de la démarche menant au journal ont été les moments d'expression et de création, le lancement et la distribution. Les ateliers d'expression et de création ont été des occasions d'ancrer les savoirs

et les expériences des participant-e-s à propos de problèmes vécus, d'orienter les réflexions par des questions d'animation et de valider le contenu avec les participant-e-s. Le lancement et la distribution ont permis de mettre en commun les savoirs et les expériences, de créer des canaux de communication, de visibiliser les liens entre des enjeux complexes et de rechercher de solutions pour tou-te-s.

Ce schéma en trois étapes (création, lancement et distribution) a été entrecoupé et enrichi d'une réaction imprévue. En effet, un comité d'aide mutuelle et de mobilisation sociopolitique s'est spontanément formé pour défendre le droit au logement dans la région³¹. Ses activités ont mené au lancement d'une pétition et à l'élaboration d'un plan d'action pour faire avancer cette cause. Les membres des groupes exploités ont partagé leurs savoirs expérientiels par rapport aux défis qu'ils et elles vivaient dans le cadre de la pandémie de COVID-19, en lien avec le travail et le logement, dans une région qui a connu une catastrophe technologique majeure près d'une décennie auparavant. La majorité des participant-e-s ont d'ailleurs spontanément fait des liens dans leurs réflexions entre les enjeux de la tragédie de 2013 et ceux de la pandémie, sans nécessairement les aborder frontalement. Selon Marie-Claude Maillet, coordonnatrice de l'équipe de proximité, la première catastrophe les aurait d'ailleurs préparé-e-s sur le plan individuel et communautaire à faire face à la pandémie. Certain-e-s participant-e-s abordaient également d'autres enjeux qui venaient enrichir la compréhension globale des conséquences sociales des catastrophes technologiques et environnementales.

Le journal intitulé « Explorer l'envers du décor » contient 16 pages de format lettres. Une œuvre figurative symbolisant la résilience occupe la première page. J'ai rédigé l'introduction. Il s'agissait de la clé de voûte pour donner une cohérence au journal. Celle-ci le présentait comme un outil

³¹ La mise sur pied d'un journal participatif était une démarche qui, sous certaines conditions planifiables ou fortuites, pouvait également permettre d'amorcer l'action sociopolitique. Au cours de l'intervention, le journal a permis de mettre en œuvre les éléments cruciaux du démarrage de l'action sociopolitique, selon ma superviseure : en axant sur des problèmes vécus, en tentant de dégager des points communs entre les participant-e-s, et en identifiant leurs messages et les enjeux sur lesquels ils et elles aimeraient avoir plus de pouvoir. Dans le cas de l'enjeu de l'accès au logement, c'est précisément lors du processus de validation du contenu de l'article rédigé à partir d'entrevues faites auprès de locataires que l'idée est venue à une participante de passer de l'individuel au collectif.

permettant de révéler et collectiviser les problèmes, en d'autres mots de visibiliser que plusieurs personnes vivent des situations semblables et que ces situations sont provoquées par des causes structurelles. Ainsi, le journal permet de donner un sens aux problèmes. Le premier article est intitulé « SOS – crise du logement au Granit ». Il est suivi du dossier sur le travail de soin, nommé « Au cœur de la tempête ». Les pages centrales sont occupées par les articles suivant : « La résilience », inspiration de l'œuvre en page couverture et « Y'a des solutions! », article introductif à une bande dessinée produite par un jeune adulte habitant la région. Le dossier travail et migrations abordent le croisement de ces enjeux avec deux bandes dessinées intitulées « Un souper ordinaire » et « Une entrevue de routine ». Ensuite, une chronique titrée « J'espère me tromper » reflète le point de vue critique d'une jeune adulte sur la crise environnementale et le mode de vie consumériste. Le journal se clôture par une série de mèmes accompagnée d'un court article explicatif « Vaut mieux en rire! » Le journal complet se situe en annexe C.

J'ai identifié des critères d'évaluation de la démarche d'intervention avant de l'entamer, afin d'assurer le caractère participatif du journal et la visée d'autogestion des participant-e-s : 1) participation de tous les membres de chacun des groupes à la diversité des tâches et des décisions, selon leurs envies et leurs capacités et 2) créations qui satisferont le groupe de participant-e-s. Les processus qui ont été mis en branle sont très différents pour chaque contribution individuelle et collective au journal. Il est à propos de les décrire successivement avant de présenter la démarche menant au lancement du journal et de la pétition pour le droit au logement.

4.3.1 Démarche avec les jeunes adultes – étudiant-e-s et travailleur-se-s salariés subalternes

Les jeunes adultes travailleur-se-s subalternes ayant participé au journal sont principalement des étudiant-e-s inscrit-e-s au Centre de formation des adultes, au Centre de formation professionnelle et au Centre d'études collégiales.

4.3.1.1 Les activités éclairs de création de mèmes

Deux activités éclairs ont été mises sur pied : une au Centre d'études collégiales sur l'heure de

dîner et l'autre au Centre d'éducation des adultes, lors d'une longue pause de cours en avant-midi. Le recrutement s'est fait au préalable, mais également de façon spontanée. Dans l'invitation écrite (voir annexe D), l'activité était présentée comme un moyen de se regrouper et de discuter des inquiétudes partagées à propos de l'avenir, dans un contexte de multiplication des crises sociales et écologiques (la tragédie, la pandémie, à laquelle s'ajoutait à ce moment l'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie, etc.), en faisant place à la solidarité et à l'humour (Boivin, 2022). Pour réaliser chacune des activités spontanées, je me suis installée avec un ordinateur et un projecteur dans une salle des établissements scolaires. Je proposais de la nourriture généralement appréciée : pizza, croustilles ou beignes. Les étudiant-e-s qui se sont joints avaient des profils différents. Je commençais l'atelier par une présentation du projet de journal « Explorer l'envers du décor » et la contribution proposée, soit des mèmes. Je posais des questions à propos de l'actualité, des enjeux qui touchaient notamment les jeunes adultes: l'inflation, la hausse du prix de l'essence, la crise du logement, les emplois subalternes considérés essentiels, le parcours scolaire. J'invitais les étudiant-e-s à discuter à propos de l'impact de la pandémie sur leur vie, selon les dimensions identifiées : santé, relations, travail, logement, finances, etc., en leur posant des questions spécifiques (voir annexe E). Les idées principales étaient notées au tableau.

Nous déployions ensuite un processus créatif, afin de concevoir en commun des mèmes à l'aide d'un logiciel en ligne gratuit. Celui-ci en générait automatiquement à partir d'images sélectionnées et d'énoncés humoristiques que nous écrivions dans des boîtes de dialogue. Les étudiant-e-s étaient invité-e-s à lancer leurs idées au groupe à partir des discussions préalables et à utiliser eux-mêmes et elles-mêmes l'ordinateur. Cette activité correspond aux étapes 1 a et b du processus d'art action communautaire (Engrenage noir, 2022).

Voici une synthèse des résultats de ces activités. Tout d'abord, plus d'une douzaine de mèmes ont été créés à propos des différents enjeux qui préoccupaient les jeunes adultes.

Figure 4.1 : Article et mèmes « Vaut mieux en rire! »



VAUT MIEUX EN RIRE!

Des groupes de jeunes adultes se sont rassemblés pour réfléchir avec humour à leur réalité et aux défis auxquels ils et elles font face: pandémie, emplois, augmentation du coût de la vie, crise du logement et parcours scolaire.

Avec un peu de recul par rapport aux premières vagues de la pandémie, plusieurs jeunes adultes soulignaient que, selon eux et elles, les mesures sanitaires changeaient trop et ont été parfois incohérentes. Ils et elles s'inquiètent de voir tous les déchets qui sont produits avec l'équipement de protection sanitaire.

Beaucoup d'entre eux et elles occupent des emplois qui ont été identifiés essentiels en temps de pandémie. La prestation canadienne d'urgence (PCU) a fait vivre un sentiment d'injustice à certain-e-s. Plusieurs n'y ont pas eu droit. Pour d'autres, c'était difficile de comprendre les critères et les règles pour y avoir accès.

Il est maintenant connu qu'il y a une importante pénurie de main-d'œuvre dans le secteur des emplois peu qualifiés. Les jeunes occupent en majorité ce type d'emplois. Ils et elles ont un certain pouvoir dans le choix de l'emploi occupé et pour négocier leurs conditions de travail.

Les faibles revenus des jeunes adultes font en sorte que l'augmentation du coût de la vie a des répercussions importantes sur leur budget. L'inflation, particulièrement dans le secteur de l'alimentation, et le prix de l'essence est une difficulté qu'ils et elles rencontrent dans l'atteinte de l'autonomie financière.

Prévoyant vivre hors de la résidence parentale ou le faisant depuis peu, les jeunes adultes constatent que c'est maintenant difficile de trouver un appartement libre dans le Granit, tout comme dans les grandes villes où se trouve leur futur lieu d'études. Il faut payer beaucoup plus cher qu'il y a à peine 5 ans pour un loyer. Il y a également une inégalité avec les générations précédentes pour l'accès à la propriété.

Certain-e-s participant-e-s à la discussion partagent un sentiment d'injustice par rapport au fardeau disproportionné que les changements climatiques, dont la pandémie et ses conséquences, fera porter aux jeunes générations et à celles à venir, par rapport au travail et au logement, notamment. Cela s'entremêle avec leurs rêves et leurs préoccupations comme étudiant-e-s en faisant leurs premiers pas dans la vie adulte, où libertés et responsabilités les attendent.

Les prochaines décennies seront le théâtre de profonds bouleversements écologiques et sociaux. Relèvera-t-on le défi de mettre nos énergies en commun pour répondre à nos besoins essentiels d'une manière juste, démocratique et émancipatrice?

CE TEXTE EST UNE SYNTHÈSE DES DISCUSSIONS QUI ONT EU LIEU PENDANT LA CRÉATION DE CERTAINS DES MÈMES.



Avec un peu de recul par rapport aux premières vagues de la pandémie, plusieurs jeunes adultes soulignaient que, selon eux et elles, les mesures sanitaires changeaient trop. Une jeune femme dans le programme tremplin DEC a dit qu'elle voyait que les mesures sanitaires étaient importantes, mais qu'elles ont été parfois incohérentes. Une étudiante en soins infirmiers a ajouté : « Pendant que j'avais des symptômes, je pouvais travailler à l'hôpital puisque je testais négatif, mais je ne pouvais pas aller à l'école. J'ai donc travaillé plus. » (Journal de bord, notes des discussions sur la création de mèmes au cégep) Cette même participante est inquiète de voir tous les déchets qui sont produits avec l'équipement de protection sanitaire : « Au début, les jaquettes étaient lavables, mais rapidement, l'hôpital a réalisé que ça ne serait pas possible de tout stériliser. Maintenant tous les équipements souillés sont emballés, suremballés avant d'être jetés. » (Journal de bord, notes des discussions sur la création de mèmes au cégep) Beaucoup d'entre eux et elles occupaient des emplois qui ont été identifiés essentiels en temps de pandémie. Il est maintenant connu qu'il y a une importante pénurie de main-d'œuvre dans le secteur des emplois peu qualifiés (Proulx, 2022(b)). Les jeunes occupent en majorité ce type d'emplois. Ils et elles avaient donc un certain pouvoir dans le choix de l'emploi occupé et pour négocier leurs conditions de travail. La prestation canadienne d'urgence (PCU) a fait vivre un sentiment d'injustice à certain-e-s. Une étudiante ne savait pas qu'elle aurait eu droit à de l'argent supplémentaire à son travail. Elle se console en disant : « J'ai pris soin de ma santé, alors que d'autres se sont épuisés à travailler à l'épicerie. » (Journal de bord, notes personnelles des discussions sur la création de mèmes au cégep) Plusieurs n'ont pas eu droit à la PCU. Pour d'autres, il était difficile de comprendre les critères et les règles pour y avoir accès.

Les faibles revenus des jeunes adultes faisaient en sorte que l'augmentation du coût de la vie a eu des répercussions importantes sur leur budget. L'inflation, particulièrement dans le secteur de l'alimentation, et le prix de l'essence était une difficulté qu'ils et elles rencontraient dans l'atteinte de l'autonomie financière. Envisageant de vivre hors de la résidence parentale ou le faisant depuis peu, les jeunes adultes constataient qu'il était maintenant difficile de trouver un appartement libre dans le Granit, tout comme dans les grandes villes où se trouvait souvent leur futur lieu d'études supérieures : « C'est difficile de trouver un appartement libre dans les grandes villes. Il faut payer beaucoup plus cher qu'il y a cinq ans pour un loyer. » (Journal de bord, notes des

discussions sur la création de mèmes au cégep) Il y a également une inégalité avec les générations précédentes pour l'accès à la propriété qui a été constatée.

Certain-e-s participant-e-s à la discussion partageaient un sentiment d'injustice par rapport au fardeau disproportionné que les changements climatiques, dont la pandémie et ses conséquences, faisait porter aux jeunes générations et à celles à venir, par rapport au travail et au logement, notamment. Cela s'entremêlait avec leurs rêves et leurs préoccupations comme étudiant-e-s ou vécus en faisant leurs premiers pas dans la vie adulte, où libertés et responsabilités les attendaient. Cela résume l'essentiel des discussions lors des ateliers de création de mèmes. Leur participation mettait en lumière à la fois les impacts sociaux des catastrophes environnementales, les difficultés croissantes à répondre aux besoins humains et l'exploitation du travail dans ce contexte. Si, tout d'abord, j'ai orienté les discussions sur les défis sociaux, économiques et environnementaux, les participant-e-s ramenaient la discussion sur des défis très concrets et immédiats, soit ceux qui étaient liés à leur parcours scolaire et leur parcours professionnel. Il semblerait donc qu'un travail de plus longue haleine aurait été nécessaire pour mettre en place un processus de conscientisation permettant de faire le lien entre les problèmes concrets vécus, dont l'augmentation de la charge de travail subalterne essentiel et des difficultés croissantes à répondre aux besoins humains, les enjeux structurels qui sont à l'origine et pour favoriser la recherche de solution axées sur l'aide mutuelle et la solidarité. Le processus n'est cependant pas allé plus loin avec ces participant-e-s.

4.3.1.2 Le texte « J'espère me tromper »

Le texte « J'espère me tromper » a été rédigé par une jeune adulte qui est préoccupée par les enjeux environnementaux. Celle-ci s'est portée volontaire pour écrire un article dans le journal afin de présenter son opinion, tout en précisant qu'elle n'avait pas le temps de se joindre à un processus collectif de création, étant donné ses obligations, dont ses études.

Figure 4.2 : Chronique « J'espère me tromper »

CHRONIQUE :

J'ESPÈRE ME TROMPER

J'ai beau avoir presque 20 ans, j'ai un cœur de fillette pour encore de nombreuses raisons. Comme une petite fille, je fais un vœu pour chaque étoile filante. Comme une petite fille, ma couleur favorite est le rose.

Comme une petite fille, je préfère la *slush* à n'importe quelle autre boisson. Comme une petite fille, j'aime les contes de fées qui se terminent toujours bien.

Mais la vie n'est pas un conte de fées. Et tout ne se termine pas toujours bien.

Mon cœur de fillette a perdu son optimisme naïf. Parce que les adultes sont décevants. Parce que les adultes sont immatures. Parce que les adultes sont égoïstes.

Je suis moi-même une adulte.

La planète va mal par notre faute. Nous sommes en train de détruire la planète et nous le savons. Il y a des feux de forêts, des inondations, des ouragans, des sécheresses, des tsunamis. Tous cela par notre faute et nous le savons.

Mais nous continuons. Et nous continuons encore.

Nous clamons que ce n'est pas de notre faute à nous spécifiquement. C'est la faute des entreprises. C'est la faute des États-Unis. C'est la faute des riches. Ce sont les autres. Ce sont constamment les autres et jamais nous spécifiquement.

Nous continuons de nous promener fièrement en voiture. Nous continuons de nous acheter des vêtements neufs et à la dernière mode. Nous continuons de partir en voyage dans le Sud plusieurs fois par année. Nous continuons de manger de la viande en trop grande quantité. Nous continuons à utiliser le plastique compulsivement.

Nous continuons à faire ce qu'il nous plaît. Peu importe les conséquences.

Ce n'est pas de notre faute à nous spécifiquement de toute façon, que nous disons.

En devenant adulte, je me suis mise à détester les adultes. Parce qu'ils sont immatures et égoïstes.

Je le répète, je suis moi-même une adulte.

...

Si j'avais écrit ce texte avec mon cœur de fillette, j'aurais écrit que si nous faisons du compost, que si nous utilisons une paille en bambou et que si nous apportons nos sacs réutilisables à l'épicerie, nous sauverions la planète tous ensemble. Que tout se terminerait bien comme dans un conte de fées.

Mais la vie n'est pas un conte de fées. Et tout ne se termine pas toujours bien.

En tant qu'adulte, je sais que si nous continuons à faire comme nous le faisons, tout va très mal se terminer. Si nous ne changeons pas notre mode de vie, si nous n'avons pas le courage de sortir de notre petit confort, si nous ne faisons pas de sacrifices, tout va très mal se terminer. Et ce sera de notre faute, à nous spécifiquement.

Honnêtement, je crois que les adultes ne changeront pas. Je crois que nous ne changerons pas. Je crois que nous allons continuer à faire comme nous le faisons.

Je crois que tout va très mal se terminer.

Mais j'espère me tromper.

ROSE LÉTOURNEAU-VACHON, 19 ANS

Ayant été impliquée dans des activités environnementales étant adolescente, elle soulignait que son « cœur de fillette a perdu son optimisme naïf. Parce que les adultes sont décevants. Parce que les adultes sont immatures. Parce que les adultes sont égoïstes. Je suis moi-même une adulte. » (Létourneau, dans Collectif, 2022, p. 14) C'est avec sérieux et sur un ton grave qu'elle a scruté le mode de vie consumériste et l'inaction face aux urgences environnementales : « [l]a planète va mal par notre faute. Nous sommes en train de détruire la planète et nous le savons. Il y a des feux de forêt, des inondations, des ouragans, des sécheresses, des tsunamis. Tout cela par notre faute et nous le savons. » (Létourneau, dans Collectif, 2022, p. 14) Elle constatait la part de responsabilités individuelle et collective face à ce problème : « [n]ous continuons de nous promener fièrement en voiture. Nous continuons de nous acheter des vêtements neufs et à la dernière mode. Nous continuons de partir en voyage dans le Sud plusieurs fois par année. Nous continuons de manger de la viande en trop grande quantité. Nous continuons à utiliser le plastique compulsivement. Nous continuons à faire ce qu'il nous plait. Peu importe les conséquences. Ce n'est pas de notre faute à nous spécifiquement de toute façon que nous disons. » (Létourneau, dans Collectif, 2022, p. 14). Son article remettait en question frontalement le niveau de consommation des classes moyennes et dominantes. En effet, c'est maintenant évident : le mode de vie consumériste, qui est l'idéal généralisé d'une existence réussie, menace l'équilibre de la planète et la survie de plusieurs espèces vivantes, dont l'humanité (Radio-Canada, 2022).

Selon elle, les projets de vie étaient ou allaient être remis en question : l'accès au logement et à une alimentation abordable, l'achat d'une maison, les transports et les déplacements, les voyages, voire les plans de famille et de carrière, les retraites. Ce qui était présenté depuis quelques décennies comme souhaitable et normatif pour les habitant-e-s d'un territoire comme le Québec était maintenant de plus en plus remis en question (Maresca, 2017). Ce rêve, qui était déjà inaccessible à la vaste majorité de l'humanité, prendra fin. La jeune femme jetait un regard pessimiste sur l'avenir : « [e]n tant qu'adulte, je sais que si nous continuons à faire comme nous le faisons, tout va très mal se terminer. Si nous ne changeons pas notre mode de vie, si nous n'avons pas le courage de sortir de notre petit confort, si nous ne faisons pas de sacrifices, tout va très mal se terminer. Et ce sera de notre faute, à nous spécifiquement. Honnêtement, je crois

que les adultes ne changeront pas. Je crois que nous ne changerons pas. Je crois que nous allons continuer à faire comme nous le faisons. Je crois que tout va très mal se terminer. » (Létourneau, dans Collectif, 2022, p. 14) Sa réflexion n'était pas sans rappeler le style et le contenu des discours de Greta Thunberg, dont celui intitulé « *How dare you?* », adressé aux dirigeants mondiaux au Sommet action climat des Nations Unies (The Guardian, 2019). Sa contribution au journal a permis de faire avancer les buts généraux de l'intervention, qui était de développer une compréhension globale des enjeux et favoriser la solidarité et de l'aide mutuelle dans la recherche de solutions. Plus précisément, son apport se situait en phase au niveau de l'analyse vers une prise de conscience globale de l'origine des enjeux socioécologiques, correspondant au premier des buts généraux de l'intervention, et interpellation directe de membres de certains groupes sociaux exploités par rapport à leur mode de vie axé sur la consommation de marchandises, leurs responsabilités relatives à l'augmentation des catastrophes environnementales et aux conséquences de ces catastrophes sur ces mêmes groupes.

Je présenterai maintenant le travail du groupe qui s'est intéressé aux questions relatives à la résilience.

4.3.1.3 Le texte et l'œuvre graphique sur la résilience

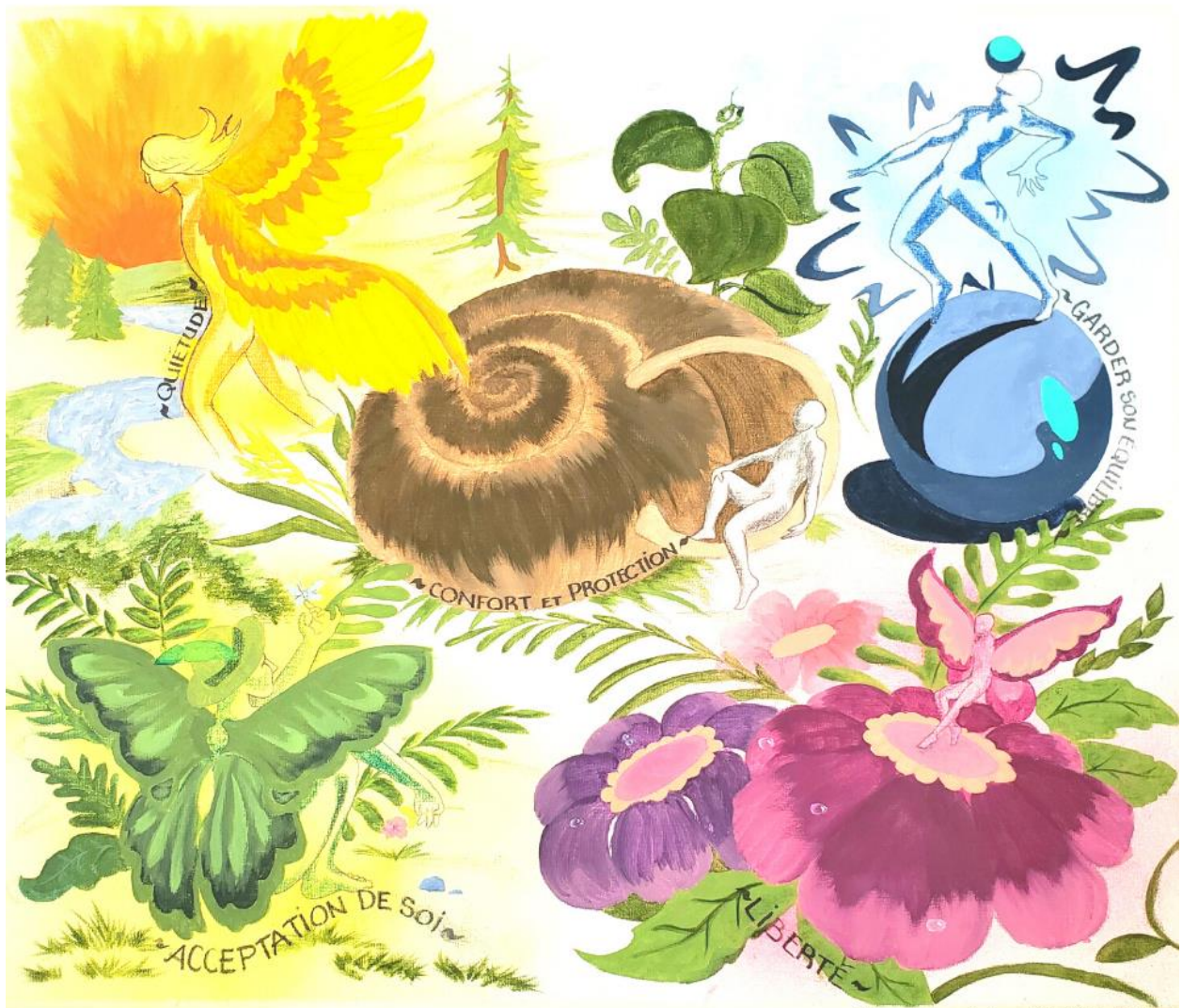
Un groupe d'étudiant-e-s du Centre de formation professionnelle, accompagné de l'intervenante scolaire, a rédigé un article et créé une œuvre à plusieurs mains sur le thème de la résilience. La composition de ce groupe était hétérogène sur le plan de l'âge, des diplômes obtenus précédemment, du lieu de résidence et du genre. Je les insère dans la section « étudiant-e-s ». Ils et elles avaient en commun le désir de créer et de promouvoir un message d'espoir. En ce sens, leur contribution n'insistait pas sur les conséquences des catastrophes technologiques et environnementales, mais bien sur les solutions, axées sur la solidarité et l'aide mutuelle. Leur motivation première à se rassembler était de peindre une toile qui figure en page couverture du journal « Explorer l'envers du décor ».

Figure 4.3. : Œuvre et chronique « La résilience »

UN JOURNAL PARTICIPATIF DE LA RÉGION DU GRANIT

Explorer l'envers du décor

IER NUMÉRO | MAI 2022



Œuvre réalisée par Fred et par Moïra Thibault-Miclette

PAGE I

CHRONIQUE :

LA RÉSILIENCE



Depuis plus de deux ans, plusieurs individus font face avec résilience à la pandémie qui s'est incrustée sur toute la planète. Le moment où tu regardes sur un écran que le monde s'est complètement arrêté, que les rues sont vides et que certains citoyens de grandes villes réussissent enfin à voir le ciel bleu caché depuis tant d'années par la pollution, tu te questionnes sur ce qu'est ta vie et comment tu vas décider de la poursuivre face à ces changements.

« *La nature tout comme l'homme ont la résilience en commun: adaptation, acclimatation, restauration et équilibre.* »

- Kheira Chakor

La résilience, c'est cette qualité qui nous permet de résister aux chocs, de rebondir face à l'inattendu, de se reconstruire à la suite d'un traumatisme. C'est cette aptitude qui nous rend plus forts, qui nous rééquilibre et nous permet d'être confiants pour affronter l'avenir. La résilience, c'est l'amie de l'adaptation qui ensemble permettent à l'être humain de faire preuve de ténacité, d'intérêt pour l'autre et de survivre face à l'inconnu.

Tu as le choix: soit tu choisis de te laisser aller à ton existence et attendre que la crise passe (et dans notre cas, ça été plus long que

prévu et ce n'est pas fini), soit tu lèves la tête et tu profites de cet instant pour en tirer ce qu'il y a de plus beau.

C'est ce que plusieurs ont réussi à faire. Être heureux de ce changement et en tirer profit pour avoir à présent l'opportunité de faire des choix de vie qui nous permettent d'être plus épanouis, ne veut pas dire que nous oublions que plusieurs personnes ont énormément souffert de cette pandémie. La famine, les violences faites aux femmes et aux enfants, l'abandon des personnes âgées, toutes ces horreurs ont été bien présentes et multipliées. Et il est inconcevable d'accepter ces gestes. Mais, pour tous ceux pour qui cet événement a permis d'effectuer un changement radical, de se rapprocher de leur famille, d'appriivoiser la vie simplement, ces gens peuvent en être heureux, et ce, sans culpabilité. Car, il s'agit pour beaucoup de l'occasion d'avoir une réflexion sur leur vie et leur avenir. Qu'il s'agisse de grands projets comme un déménagement, une réorientation de carrière, des rénovations ou par des choses simples, mais importantes, telles que prendre du temps de qualité en famille, se reposer, créer, être plus près de ses valeurs, être à l'écoute

page 8

UN JOURNAL PARTICIPATIF DE LA RÉGION DU GRANIT

de soi et des autres, il est évident que, malgré les épreuves, un très grand nombre de personnes en sont sorties grandies et changées pour le mieux, ce qui, nous l'espérons, continuera d'évoluer dans ce sens.

Cette pandémie nous a permis de constater que nous étions beaucoup trop dépendants des autres pour le commerce, et ce, à l'échelle internationale. Nous avons réalisé qu'il est temps de réfléchir à un retour à la terre et au respect de la nature qui nous entoure, car si un minuscule virus invisible a réussi à mettre la planète sur pause, nous nous rendons compte que

l'être humain n'est pas si puissant. Il en va de notre responsabilité de faire en sorte, qu'avec résilience, nous puissions grandir encore plus et apprécier ce que la nature a à nous offrir, mais aussi ce que nous, en tant que citoyens de la Terre, nous pouvons offrir aux autres.

CE TEXTE A ÉTÉ ÉCRIT PAR RACHEL GENDRON ET A SERVI D'INSPIRATION POUR CRÉER L'ŒUVRE EN PAGE COUVERTURE DU JOURNAL.

Le processus a débuté par une rencontre sur l'heure du dîner où les expériences du groupe par rapport aux défis de la pandémie ont été explorées. Un constat a rapidement émergé. Selon eux et elles, la pandémie a ouvert des possibles :

[I]e moment où tu regardes sur un écran que le monde s'est complètement arrêté, que les rues sont vides et que certains citoyens de grandes villes réussissent enfin à voir le ciel bleu caché depuis tant d'années par la pollution, tu te questionnes sur ce qu'est ta vie et comment tu vas décider de la poursuivre face à ces changements. (Gendron, dans Collectif, 2022, p. 8)

Le groupe ayant travaillé sur le thème de la résilience n'oubliait pas pour autant que « plusieurs personnes ont énormément souffert de cette pandémie. La famine, les violences faites aux femmes et aux enfants, l'abandon des personnes âgées, toutes ces horreurs ont été bien présentes et multipliées. Et il est inconcevable d'accepter ces gestes. » (Gendron dans Collectif, 2022, p. 8) La motivation de leur contribution au journal était cependant de souligner que la pandémie a imposé un rythme plus en phase avec leurs valeurs. La pandémie a eu des impacts globalement positifs sur le quotidien des membres de ce groupe de volontaires. En libérant du temps pour créer, pour jardiner, pour cuisiner, pour être avec leurs proches, les participant-e-s ont apprécié cette période qui a permis à plusieurs de remettre en question un mode de vie axé sur le travail salarié et la consommation et expérimenter des moyens synergiques de répondre à leurs besoins. Les participant-e-s du groupe de volontaires s'étaient, quant à eux et elles, déjà engagé-e-s en grande partie dans un changement de mode de vie: « il est évident que, malgré les épreuves, un très grand nombre de personnes en sont sorties grandies et changées pour le mieux » (Gendron dans Collectif, 2022, p. 8 et 9). Ce thème fait écho à celui abordé dans l'article « J'espère me tromper », ainsi qu'aux réflexions du groupe des travailleuses du soin, que j'aborde plus loin. En effet, les infirmières mettaient également en exergue que certaines personnes, elles-mêmes faisant exception, ont eu plus de temps lors de la pandémie pour se recentrer sur ce qui était réellement important pour eux et elles, les valeurs humaines et sociales et la famille. Sans les voyages, les activités de consommation, les horaires chargés, les personnes pouvaient développer un nouveau mode de vie qui leur apportait un bien-être. La contribution de ce groupe se situait en phase avec des mouvements pour la transition sociale et écologique :

la transition écologique implique donc de sortir d'une société du bien-être matériel alimenté par la consommation – selon la transition qui s'est opérée il y a cinquante ans – au bénéfice d'une nouvelle société du bien-être, garantissant la régulation des inégalités et des externalités négatives (Maresca, 2017, p. 251)

Lors d'une rencontre de discussion sur le projet de chronique et d'œuvre collective, des liens ont été évoqués entre la tragédie et la pandémie. Une des participantes au groupe, qui s'est chargée de la rédaction de la chronique a souligné : « J'ai de la difficulté à croire que des gens aient encore

des traumatismes après 10 ans. Et pourtant, c'est bien vrai. » (Journal de bord, notes lors de la rencontre de discussion à la formation professionnelle du Granit). Un autre participant a démontré son enthousiasme en lien avec le projet de quartier culturel de la Ville de Mégantic : « Je suis curieux d'en apprendre plus sur le projet de logements dans le quartier Fatima qui sera dédié aux artistes qui vivent de leur art et qui pourront recevoir une subvention pour s'acheter une maison. » (Journal de bord, notes lors de la rencontre de discussion à la formation professionnelle du Granit). Le quartier Fatima a été ciblé par des évictions et la démolition de bâtiments à la suite de la tragédie. Un processus d'embourgeoisement s'est alors amorcé dans ce quartier autrefois modeste.

À la suite de la rédaction de l'article, le groupe avait prévu une seconde rencontre où il a été question de la manière dont le contenu du texte pouvait inspirer les artistes volontaires membres de ce groupe à créer une toile sur le thème de la résilience. À partir de croquis, les membres du groupe ont décidé de la composition de l'œuvre, du matériel utilisé, de l'échéancier. Le fonctionnement du groupe s'apparentait jusqu'à la fin du processus à celui d'un groupe d'aide mutuelle autogéré (Pullen Sanfaçon et Ward, 2017). Étant donné des contraintes d'horaire dû aux stages dans le programme d'étude professionnelle *Taille de pierre*, je ne pouvais participer à d'autres rencontres avec le groupe. L'intervenante scolaire y jouait un certain rôle de coordination et de *leadership*, propre au travail féminisé du soin aux êtres humains. C'est en quelque sorte ce qui a permis l'autonomie du groupe.

L'œuvre collective sur la résilience mettait en exergue cinq maximes : le maintien de l'équilibre, l'acceptation de soi, la liberté, le confort et la protection, ainsi que la quiétude. Ces maximes s'apparentent à certains des besoins humains universels identifiés par Max-Neef, Elizalde, Hopenhayn (1989). En écho aux propos de Létourneau, à l'aube de profonds bouleversements climatiques, les membres de groupes exploités les moins précaires étaient ou allaient être forcés de se poser la question de ce qui était essentiel à leur vie, de ce qui était réellement nécessaire à leur confort, de ce qui leur permettait de garder l'équilibre.

Comme le groupe l'a souligné, la pandémie n'a pas affecté toutes les personnes de la même façon. Certaines vivent plus d'injustices et d'inégalités. Certaines ont un fardeau plus lourd sur leurs

épaules. Le défi de garder son équilibre devient alors pratiquement une mission impossible pour ceux-ci et celles-ci. Comment atteindre ensemble la quiétude, la protection et la liberté collective? Les maximes étaient posées par le groupe comme des guides pour l'action et la réflexion vers un futur plus résilient :

[c]ette pandémie nous a permis de constater que nous étions beaucoup trop dépendant[-e-]s des autres pour le commerce, et ce, à l'échelle internationale. Nous avons réalisé qu'il est temps de réfléchir à un retour à la terre et au respect de la nature qui nous entoure, car si un minuscule virus invisible a réussi à mettre la planète sur pause, nous nous rendons compte que l'être humain n'est pas si puissant. Il en va de notre responsabilité de faire en sorte, qu'avec résilience, nous puissions grandir encore plus et apprécier ce que la nature a à nous offrir, mais aussi ce que nous, en tant que citoyen[-e-]s de la Terre, nous pouvons offrir aux autres. (Gendron, 2022, p. 9)

L'apport de ce groupe aux buts généraux de l'intervention est multiple. À la fois, ils et elles amorcent une réflexion sur les causes globales des problèmes concrets vécus en lien avec les enjeux socio écologiques, sur l'augmentation des inégalités sociales et pointent vers des solutions collectives liées à l'aide mutuelle et la solidarité. La troisième contribution au journal est la bande dessinée « Y'a des solutions! », accompagnée d'un texte explicatif.


4.3.1.4 La bande dessinée « Y'a des solutions »

La bande dessinée « Y'a des solutions » a été créée par Clarenson, un jeune adulte habitant, étudiant et travaillant dans la région du Granit, ayant vécu ailleurs au Québec et étant originaire d'Haïti. Sa motivation à participer au journal était initialement d'aborder les causes des enjeux environnementaux actuels, dont l'industrie pétrolière, et les solutions envisageables selon lui, dont les innovations technologiques, en créant des bandes dessinées.

Figure 4.4 : Chronique et bande dessinée « Y'a des solutions! »

CHRONIQUE :

Y'A DES SOLUTIONS!



Les catastrophes environnementales sont de plus en plus fréquentes et de plus en plus graves. Les pays ne sont pas tous égaux pour faire face à ces défis. D'importantes sécheresses touchent certaines parties du monde. L'approvisionnement en eau potable et les récoltes de ces pays sont menacées. Dans les prochaines décennies, des portions du globe pourraient devenir trop arides pour que des populations puissent continuer à y vivre. Ces gens devront alors se déplacer pour trouver une nouvelle terre d'accueil.

Les problèmes se multiplient étant donné les changements climatiques. Est-ce que ça pourrait être imaginable qu'un problème qui touche une région du monde puisse être réglé par un problème qui se déroule ailleurs? Pensons à la fonte des glaciers en Arctique et en Antarctique. Serait-il possible de remorquer un iceberg vers un territoire qui connaît un épisode de sécheresse? L'eau douce produite par la fonte de la glace pourrait approvisionner la population. Des scientifiques et des ingénieurs travaillent depuis plusieurs années sur le projet, qui n'est pas sans donner des maux de tête! L'innovation technologique est souvent présentée comme une façon de trouver des solutions aux problèmes environne-

mentaux. Cependant, ça coûte très cher à mettre en œuvre. Clarenson Gracia a réfléchi à cette idée et propose une bande-dessinée pour l'illustrer.

Clarenson pose la question : « si cette technologie est mise au point, est-ce qu'elle sera accessible aux pays qui en ont le plus besoin? » Il lui semble que les technologies sont créées pour faire de l'argent et non pas pour aider réellement les gens.

Pensons aux vaccins pour la COVID-19, qui sont facilement accessibles dans les pays riches, alors que les taux de vaccination sont très bas dans les pays pauvres.

Pour faire face à des problèmes aussi complexes et globaux que les changements climatiques, la clé est au contraire de se serrer les coudes. Comment garantir que les technologies soient accessibles? Si la situation reste telle qu'elle est aujourd'hui, il faudra que les pays riches et les entreprises aident les pays pauvres à les acheter. Par exemple, Clarenson propose qu'une compagnie de navires puisse prêter un bateau pour remorquer les glaces.

CE TEXTE CONDENSE LES RÉFLEXIONS DE CLARENSON, QUI ONT SERVI DE BASE À LA CRÉATION DE SA BANDE DESSINÉE À LA PAGE 10.

PAGE 9

Y'a des solutions

PLUSIEURS CERTAINES
D'ICEBERGS VONT
FONDRE DANS QUELQUES
ANNÉES.



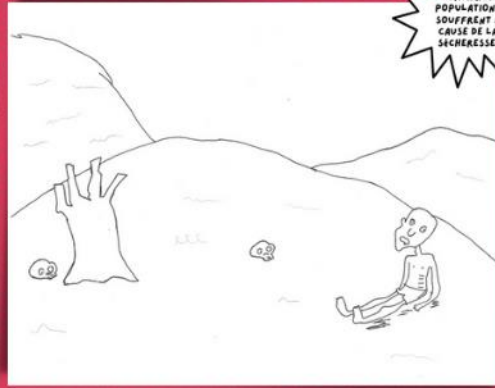
ON PEUT TROUVER
DES MOYENS DE
TRANSPORT.



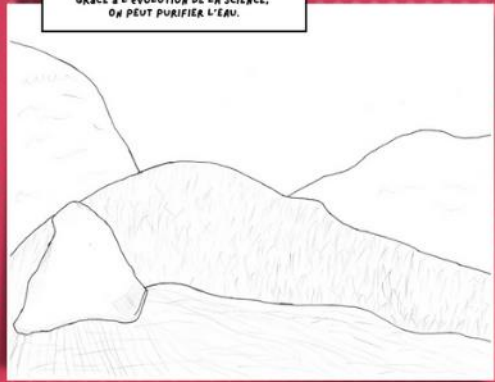
UN
PROBLÈME...



CERTAINES
POPULATIONS
SOUFFRANT À
CAUSE DE LA
SÈCHÈRESSE.



GRÂCE À L'ÉVOLUTION DE LA SCIENCE,
ON PEUT PURIFIER L'EAU.



PEUT DEVENIR
UNE SOLUTION
À UN AUTRE
PROBLÈME.



Bande dessinée réalisée par Claverton Gracia

Celui-ci a complété la démarche seul, puisqu'aucun autre jeune adulte ne souhaitait s'engager à travailler sur le même enjeu en utilisant le même médium d'expression. Nous nous sommes rencontré-e-s à quelques reprises dans la grande salle d'une des institutions scolaires qu'il fréquentait. Tout d'abord, nous discutons de ses idées pour explorer comment il pouvait contribuer au journal. Au fil de la discussion, il est devenu clair que Clarenson souhaitait adopter une perspective nord-sud par rapport aux conséquences et aux solutions concrètes aux enjeux environnementaux, telles les sécheresses et la pandémie. Il m'a demandé de rédiger une courte introduction récapitulant ces réflexions. Celles-ci se résumaient comme suit : les pays du monde n'ont pas des moyens égaux pour faire face à la pandémie. Les infections et les pénuries étaient d'une plus grande ampleur et avaient plus de conséquences dans les pays du Sud global. De plus, d'importantes sécheresses touchaient et allaient toucher de plus en plus certaines parties du monde. L'approvisionnement en eau potable et les récoltes de ces pays étaient et allaient être menacés. Dans les prochaines décennies, des portions du globe pourraient devenir trop arides pour que des populations puissent continuer à y vivre. Ces gens devraient alors se déplacer pour trouver une nouvelle terre d'accueil (propos recueillis de Garcia, dans Collectif, 2022, p. 9). L'innovation technologique est souvent présentée comme une façon de trouver des solutions aux problèmes environnementaux. Cependant, ça coûte très cher à mettre en œuvre :

Clarenson pos[ait] la question : « si [une] technologie est mise au point [pour contrer les problèmes de sécheresse], est-ce qu'elle sera accessible aux pays qui en ont le plus besoin? » Il lui semble que les technologies sont créées pour faire de l'argent et non pas pour aider réellement les gens. » [...] Pour faire face à des problèmes aussi complexes et globaux que les changements climatiques, la clé est au contraire de se serrer les coudes. Comment garantir que les technologies soient accessibles? (Propos recueillis de Garcia, dans Collectif, 2022, p. 9)

Sa bande dessinée explorait la possibilité de l'approvisionnement en eau potable de pays du Sud global à partir de la fonte des icebergs en Arctique et en Antarctique.

Notre seconde rencontre portait sur les étapes de l'élaboration concrète d'une bande dessinée, de la scénarisation à l'encre en passant par la composition des cases. Je lui ai fourni le matériel artistique nécessaire. Lors de la troisième rencontre, j'ai validé avec lui le contenu du texte d'introduction à sa bande dessinée, qui traduisait les réflexions qu'il m'avait exprimées. Je présenterai maintenant la démarche réalisée avec les infirmières.

4.3.2 Démarche avec les travailleuses du soin salariées : les infirmières

4.3.2.1 Les entrevues

Lors de l'intervention, j'ai eu l'occasion de côtoyer plusieurs travailleuses du soin, plus particulièrement du secteur scolaire, des services sociaux, des soins de santé et du secteur communautaire. J'ai proposé d'explorer les conséquences de la pandémie spécifiquement sur l'occupation et les tâches d'infirmier-ère-s de la région. Ainsi, l'article « Au cœur de la tempête » est le résultat d'un processus de conscientisation où j'ai recueilli les témoignages de travailleuses du soin ayant un profil particulier. Il s'agissait d'infirmières salariées, mères, travailleuses domestiques et propriétaires de leur résidence.

Figure 4.5 : Article « Au cœur de la tempête »

DOSSIER TRAVAIL DE SOINS

AU CŒUR DE LA TEMPÊTE

Être infirmière, c'est avoir un emploi qui bouge, qui demande du cœur, des tripes et où le travail d'équipe est incontournable. C'est un travail de soins profondément humain. Les temps de crise, comme la pandémie, provoquent incontestablement une surcharge de travail. Celle-ci n'est pas répartie de manière égale dans la population. Elle pèse plus lourd sur les épaules de certain-e-s. « Mon chum était pompier en 2013, et moi, je suis infirmière... », en temps de pandémie!

Le constat est assez évident : le système de santé public québécois n'était pas prêt à faire face à la pandémie. Déjà affaibli par deux vagues de départ à la retraite anticipée en 1997 et en 2015 dans la foulée de coupures budgétaires, le corps professionnel infirmier conservait un équilibre précaire avant la pandémie dans les établissements de la région du Granit. Le fardeau de passer à travers la tempête a pesé lourd sur le personnel. Pour les infirmières, la pandémie rime avec réorganisation constante de l'espace et des tâches, règles changeantes, difficultés avec l'équipement et impacts sur l'équilibre entre l'emploi et la vie personnelle.

La réorganisation pour minimiser la propagation du virus demande beaucoup de temps, donc une surcharge de travail pour les infirmières. Où loger les personnes âgées après la fermeture de la résidence privée pour aîné-e (RPA)? Comment éviter les contacts entre les patient-e-s infecté-e-s et non-infecté-e-s lors de l'administration du nouveau médicament contre la COVID? Les gestionnaires, aussi débordé-e-s, délèguent la logistique de certaines de ces réorganisations. Les établissements ne sont pas à l'abri des incohérences. Pourquoi le centre de dépistage était-il situé dans la même bâtisse que l'hôpital? N'était-il pas risqué que des personnes ayant des symptômes utilisent les mêmes installations que le personnel, les patient-e-s et les visteur-se-s?

Et pourquoi les allées et venues dans l'hôpital n'ont pas été rigoureusement contrôlées à toutes les entrées?

La réorganisation des tâches est un enjeu majeur. Concrètement, prendre un-e employé-e et l'envoyer ailleurs, ça désorganise une équipe. Il s'en suit une perte de la capacité à travailler ensemble, un manque d'expertise et d'expérience. C'est très dommageable à la fois pour le réseau de la santé et pour les travailleuses. « Certains services étaient *boostés* pour faire face à la pandémie, mais ça créait des trous partout ailleurs, des contrecoups qu'on va vivre pendant des années. » L'arrivée de nouvelles infirmières, et la gestion des privilèges selon les statuts (ex. retraité-e), peut également provoquer des remous dans une équipe, malgré toute la bonne volonté des personnes en place.

Les infirmières voudraient plus de pouvoir pour décider les postes qu'elles occupent pendant la pandémie. « Le pire, c'était d'être utilisées comme des pions que l'on peut déplacer comme on veut sur un jeu de dames. »

La réorganisation des tâches, c'est aussi de plus grandes responsabilités pour les infirmières : travailler seule lors d'un accouchement, accompagner un cas COVID jusqu'à son transfert à Sherbrooke. Il faut parfois reprendre des tâches qui n'ont pas pu être complétées ailleurs, des congés donnés un peu (trop) tôt aux patient-e-s, s'assurer que ceux-ci et celles-ci aient l'information nécessaire pour leur rétablissement. Les autres services, débordés, doivent aller au plus rapide, passer au suivant ou à la suivante. Malheureusement, l'aggravation des cas ramène le ou la patient-e à l'hôpital, par une autre porte. Comment trouver le temps de former les nouvelles infirmières en les accueillant pour leur stage non-rémunéré en répondant aux exigences des milieux d'éducation?

Dans la région du Granit, un phénomène, inconnu avant la pandémie, crée une pression qui se fait sentir sur l'hôpital. En effet, il y a de nouveaux et de nouvelles résident-e-s qui ont quitté temporairement ou définitivement les grandes villes : retraité-e-s, télétravailleur-se-s, patient-e-s qui passent leur convalescence en nature. Cela engendre l'arrivée de nouveaux dossiers dans les établissements de santé.

À ces pressions bien réelles, s'ajoutent les règles sanitaires changeantes. Celles-ci provoquent une confusion et, même, une difficulté à collaborer entre les corps professionnels. « Pour moi, c'était d'appliquer des règles qui étaient élaborées par des personnes qui ne connaissent pas la réalité dans le système de santé. » Les règles contradictoires, inadaptées à la situation sur le terrain, créent de la méfiance. Le port du masque N95 est un exemple d'une mesure qui est arrivée trop tard, après que les vagues les plus importantes soient derrière. Parfois, les nouvelles procédures forçaient les infirmières à mettre de côté l'urgence de répondre à une situation (chute, détresse cardiaque ou respiratoire), pour bien prendre le temps d'enfiler les équipements de protection. D'un côté, c'était difficile d'accepter de mettre de côté une partie de ses responsabilités professionnelles, de ses valeurs, pour des protocoles sanitaires changeants. D'un autre côté, le manque d'équipements ou les équipements inadéquats signifient infections, départs en maladie, équipes aux effectifs restreints.

Les infirmières voudraient avoir un mot à dire sur les règles mises en place qu'elles doivent appliquer et qui demandent beaucoup d'adaptation.

L'accumulation de tous ces facteurs, en contexte de pénurie de personnel, pour certaines, ça signifie le fameux temps supplémentaire obligatoire (TSO). Pour d'autres, la surcharge est aménagée en équipe à l'avance, chacune son tour et chacune sa part. Plus équitable? Oui. Plus humain, donc aussi plus difficile à dénoncer. Surtout si refuser engendre un poids pour ses collègues et une souffrance chez les patient-e-s qui manquent de soins. Le temps supplémentaire se normalise, se déguise.

Pour d'autres, ce sera, non pas des quarts de travail supplémentaires, mais des journées qui ne finissent plus, une pile de dossiers à compléter, et des journées de congé devenues des cartes mystères dans l'horaire. On a calculé que payer le temps supplémentaire aux infirmières employées régulières au Granit était plus économique que le recours aux agences de placement, où il aurait fallu payer le déplacement, le logement, en plus du salaire des travailleuses du privé.



Les symboles de solidarité, comme l'arc-en-ciel et le slogan « ça va bien aller », ont permis de conserver l'espoir, surtout au début de la pandémie, quand il y avait tant d'incertitudes.

Pour les infirmières, la pression était grande et un temps d'arrêt n'a tout simplement pas été possible. La pandémie a aussi eu des impacts dans leur conciliation travail et famille. Diminuer le risque de propagation, c'est parfois plus de tâches domestiques. Le lavage des uniformes de travail demande un protocole rigoureux pour éviter de ramener le virus à la maison. Certaines avouent avoir moins de patience à la maison, devant le constat que le souper est à faire à leur retour du travail, qu'un autre « quart de travail » les attend à la maison en quelque sorte. D'autres ont vécu des séparations et des divorces. La réorganisation des tâches et de la routine peut toucher tous les membres de la famille, les grands-parents, les enfants, les adolescent-e-s et les jeunes adultes d'âge scolaire, les conjoint-e-s. Le transport est souvent à repenser, les espaces de vie en commun à reconfigurer en cas d'écllosion. Pour certaines infirmières, la pandémie a été une grande source de stress, même une expérience traumatisante. Elles se sont également isolées pour protéger les proches, par crainte d'être

un vecteur de transmission. Cela permettait parfois un ressourcement nécessaire, mais créait aussi une certaine souffrance et une solitude. Les importants sacrifices qu'elles font depuis maintenant plusieurs années leur font vivre de la colère et de la frustration. La fatigue s'est accumulée et a laissé place à la lassitude. Et c'est sans parler de l'anxiété provoquée par les changements constants. Certaines ont pensé quitter une profession qu'elles aiment pourtant pratiquer. Il y a parfois un sentiment d'injustice face à d'autres habitant-e-s qui n'ont pas des responsabilités aussi lourdes.

L'expression « nos ange-gardiens », qu'elle soit appréciée ou non, donnait l'impression qu'enfin, le *spot light* était sur les in-

firmières. Cependant, certaines craignent aujourd'hui que le *momentum* soit passé et qu'il y ait à nouveau un désintérêt de la classe politique à leur endroit. « Un milieu de femmes, ça ne crie pas fort. Il y a le syndrome de la *wonder-woman*, qui veut arriver à tout faire et en prendre toujours plus. » Comment s'assurer qu'il y aura des changements importants dans les conditions de travail, une réelle reconnaissance et que les réformes bénéfiques vont durer dans le temps? Une chose est sûre, il faut donner envie aux futures infirmières de s'engager et de s'impliquer dans la profession!

CE TEXTE A ÉTÉ RÉDIGÉ À PARTIR DE TÉMOIGNAGES D'INFIRMIÈRES DE LA RÉGION DU GRANIT.

Les travailleuses du soin ont tout d'abord été rencontrées individuellement pour recueillir leur témoignage et ensuite pour valider le contenu de l'article. Il y avait une volonté de créer un groupe de discussion avec les infirmières, mais ce fut impossible pour des questions d'incompatibilité entre les horaires de travail et les responsabilités familiales. Cela était d'ailleurs révélateur de la charge mentale et de travail de ces femmes. Au moment des entrevues, elles travaillaient d'ailleurs déjà sans relâche depuis des années, dans un contexte de réorganisation constante des tâches et sans réel pouvoir sur les postes qu'elles occupaient et les règles mises en place en lien avec la pandémie.

Le processus a consisté en la réalisation d'entrevues individuels (voir annexe F). D'emblée les infirmières interrogées ont fait des liens entre la tragédie et la pandémie : « Le système de santé n'était pas prêt à faire face à cela. Les gens à l'hôpital avaient eu le temps de se relever de la tragédie, mais ça l'a réveillé des mauvais souvenirs. » (Journal de nord, notes lors de l'entrevue avec Katherine (nom fictif)) Les entrevues ont permis de confirmer que la pandémie avait créé une surcharge du travail de soin, à l'hôpital, à la maison, et ailleurs, qui pesait tout particulièrement sur les épaules des femmes (Conseil du statut de la femme, 2021, Jolin Dahel, 2021). Les infirmier-ère-s portaient une grande part de la responsabilité de faire fonctionner le système de santé, malgré la surcharge de travail, de réaménager les tâches, les espaces, les horaires (Association des infirmières et des infirmiers du Canada, 2022, Benhaberou-Brun, 2020).

Katherine mentionne : « Au début, je vivais vraiment la pandémie comme une grande source de stress en me disant que tout le monde allait mourir et que je devais aller au front, à la guerre. Il fallait s'habituer à travailler avec de nouveaux équipements, pas toujours adéquats. » (Journal de bord, notes lors de l'entrevue avec Katherine) Leur témoignage permettait de mettre en évidence l'augmentation des besoins humains en termes de soins, conséquemment de la charge du travail de soin, à la suite de catastrophes technologiques et environnementales. Johanne (non fictif) souligne : « Plusieurs autres services qui étaient débordés, comme les services de chirurgie, offraient des congés plus tôt ou ne faisaient pas d'enseignement pour économiser du temps, ce qui faisait en sorte que les patient-e-s n'avaient pas l'information nécessaire pour leurs soins et leur rétablissement. Cela a alourdi la charge des services de proximité [où je travaille]. » (Journal de bord, notes lors de l'entrevue avec Johanne) Les infirmières ayant participé à l'intervention étaient unanimes à savoir que la pandémie de COVID-19 avait provoqué d'incessantes réorganisations du travail qui étaient imposées par les gestionnaires et les politicien-ne-s, mais dont elles avaient la responsabilité de la mise en œuvre sur le terrain. Johanne raconte que son gestionnaire lui a dit :

« Oui, on va administrer le médicament contre la COVID ici. » Mais il n'avait aucune idée de ce que ça représente comme réorganisation de l'espace et des patients, si un patient infecté doit rester trois jours à l'hôpital. Le gestionnaire m'a carrément dit que j'allais devoir gérer cela après 4h (donc en heures supplémentaires). [...] Donc l'heure de fin du *shift* de travail est inconnue et dépend de la charge de travail. (Journal de bord, notes lors de l'entrevue avec Johanne)

Katherine mentionne que, dans son unité, les gestionnaires n'avaient pas recours aux heures supplémentaires obligatoires :

En fait, les heures supplémentaires sont gérées de manière participative et rotative en équipe à l'avance. Donc ça devient des heures supplémentaires déguisées. Puisque l'équipe est petite, qu'il y a une ambiance familiale, autant entre les travailleuses qu'avec la gestionnaire qui est une ancienne infirmière, chaque infirmière se sent responsable de ne pas laisser tomber les autres, de faire sa part. (Journal de bord, notes lors de l'entrevue avec Katherine)

Il est possible de faire un parallèle entre la réorganisation néolibérale générale du travail et le contexte actuel de l'augmentation des chocs liés aux catastrophes environnementales (ou technologiques), où le travail de soin des femmes, salarié ou gratuit, est extrait par des dispositions contraignantes, mais participatives, et mis à profit dans la gestion des crises par l'État, comme une ressource « naturelle » disponible, non mesurable et non quantifiable (Mies,

1998). Katherine fait le parallèle entre le travail à l'usine, majoritairement masculin, et le travail à l'hôpital, majoritairement féminin :

le côté humain de l'emploi fait en sorte que c'est difficile de se déclarer malade, en sachant que ce sont les autres qui vont écoper et que les patients continuent d'avoir des besoins en lien avec leur maladie. Ce n'est pas comme dans une usine où les travailleur-se-s n'ont aucun remords à ne pas rentrer travailler, puisqu'il n'y a pas d'enjeux humains. La chaîne de montage peut continuer à rouler ou devra ralentir un peu. Les impacts sont beaucoup moins importants et concrets que dans un hôpital. (Journal de bord, notes lors de l'entrevue avec Katherine)

L'article « Au cœur de la tempête » a mis en évidence un lien fondamental entre la lutte contre l'exploitation du travail et la lutte pour la justice économique, sociale, environnementale et migratoire. En effet, les chocs environnementaux font augmenter le travail gratuit et salarié de soin, donc le travail féminisé, soit la charge mentale et matérielle d'autres êtres humains. En temps de pandémie, la gestion de la crise par le gouvernement reposait sur l'extraction de ce travail de soin (Mitropoulos, 2022). Katherine souligne l'ampleur du défi : « À un moment, il manquait dix travailleur-se-s sur une équipe de 20 infirmier-ère-s. Le poids était très lourd à porter. » (Journal de bord, notes lors de l'entrevue avec Katherine)

Les demandes des infirmier-ère-s étaient de pouvoir décider les postes qu'elles occupaient pendant la pandémie et avoir leur mot à dire sur les règles mises en place qu'elles devaient appliquer et qui demandaient beaucoup d'adaptation. Johanne raconte que « la plus grosse difficulté a été l'arrivée d'une infirmière à la retraite de Laval qui a obligé sa collègue à temps partiel à aller travailler à Lambton. Cette nouvelle collègue à la retraite pouvait prendre les plages horaires qu'elle voulait et semblait s'en prévaloir sans remords. Ça l'a beaucoup affecté l'équipe. » (Journal de bord, notes lors de l'entrevue avec Johanne) Cette volonté faisait écho aux travaux de Thébaud-Mony, qui ont abordé la démocratisation du milieu du travail :

[L]es revendications de démocratie sur les lieux de travail peuvent s'appuyer sur une critique élargie de la production qui associe les populations locales dans la lutte pour imposer un contrôle collectif sur ce qui est produit et comment (Thébaud-Mony, 2019, p. 81 et 82).

Les infirmières ne voulaient plus « être utilisé[-e-]s comme des pions que l'on peut déplacer comme on veut sur un jeu de dames » (Collectif, 2022, p. 6) par les gestionnaires et par le gouvernement.

À ces défis s'ajoutaient les tâches de la gestion du quotidien dans l'espace domestique, dans un

contexte de risque d'infection accru.

Je passerai maintenant à la présentation des activités effectuées avec les travailleur-se-s migrant-e-s.

4.3.3 Démarche avec les travailleur-se-s migrant-e-s, racisé-e-s et néo-colonisé-e-s

Une enseignante en francisation a répondu avec enthousiasme à ma proposition d'intervention et m'a ouvert les portes de sa classe pour un nombre de rencontres indéterminé. Ce groupe a été le seul à participer aux activités dans leurs heures régulières de cours, bien qu'ils et elles n'aient reçu aucun crédit scolaire pour leur participation.

Les personnes migrantes, racisé-e-s et néo-colonisé-e-s avaient des savoirs et des expériences à propos de leurs milieux d'origine et actuels, leurs réalités socioécologiques, leur motivation à migrer pour le travail, en lien avec leurs responsabilités familiales, et les défis de la migration en temps de pandémie. Elles connaissaient également, par leurs expériences, les enjeux du travail migrant au Canada, dans les secteurs manufacturiers et du soin, la division raciale du travail de production du vivre et certain-e-s étaient également affecté-e-s par la crise du logement. Recueillir leur point de vue était précieux pour assurer une perspective globale au journal, concernant à la fois la réponse aux besoins humains et l'exploitation du travail dans une perspective internationale. Cela était possible à l'aide d'activités de conscientisation, telles, la cartographie collective critique *agitpop*, les entrevues mutuelles et le théâtre de l'opprimé. Je présenterai plus en détail les démarches effectuées avec eux et elles.

4.3.3.1 Les ateliers de conscientisation : cartographie collective critique agitpop

En préparation à ces ateliers, j'ai adapté le schéma d'entrevue et j'ai simplifié le formulaire de consentement éthique, puisque la plupart des participant-e-s n'avaient pas une maîtrise approfondie de la langue française. J'ai sélectionné également des icônes permettant d'aborder les enjeux de la pandémie, de la migration, du travail et du logement en vue de l'atelier de cartographie collective critique *agitpop*. L'enseignante en francisation utilisait des séances de cours en amont des ateliers pour initier les étudiant-e-s au vocabulaire, à la conjugaison et aux

notions grammaticales nécessaires à la participation aux discussions.

Les ateliers avec les travailleur-se-s migrant-e-s abordaient l'expérience et les défis du travail essentiel des personnes migrantes, racisées et néo-colonisé-e-s dans la société canadienne et québécoise en contexte de pandémie. Nous débutions avec une discussion ouverte sur les souvenirs les plus drôles de la pandémie, les meilleurs et les pires. Selon la méthode de la cartographie collective critique *agitpop*, « *we can graphically and briefly display the main questions to debate, reflect upon, and reach a consensus* » (Ares, et Risler, 2016, p. 16). Il était donc ensuite question de donner une base commune de réflexion par une compréhension initiale partagée des enjeux. Une touche d'humour avait permis de souligner certains faits cocasses des premières semaines de la pandémie du point de vue des travailleur-se-s migrant-e-s : « Mon souvenir le plus drôle est lorsque tout le monde achetait du papier de toilette en grande quantité. », « Mon souvenir le plus drôle est que les gens qui allaient faire l'épicerie étaient considérés comme courageux. » « Mon souvenir le plus drôle est que les héros de la pandémie, c'étaient les personnes qui restaient chez elles pour ne pas infecter les autres. » (Journal de bord, notes lors de l'atelier 1 avec les travailleur-se-s migrant-e-s) C'est en faisant des parallèles entre la réalité du vécu de la pandémie dans leur pays d'origine et d'accueil que ces réflexions humoristiques émergeaient.

Figure 4.6 : Dossier travail et migrations, bandes dessinées « Un souper ordinaire » et « Une entrevue de routine »

DOSSIER TRAVAIL ET MIGRATIONS

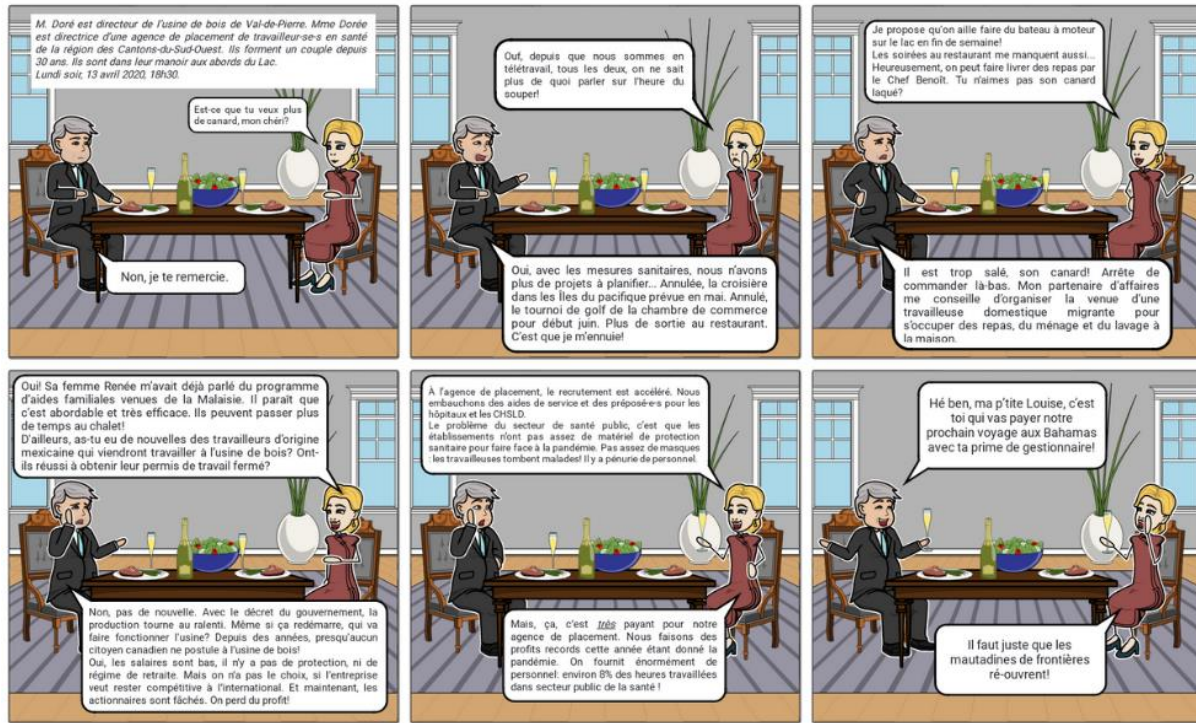
UN SOUPER ORDINAIRE

Voici une série de bandes dessinées comparant comment Rosena Jean-Pierre, personnifiant les travailleur-se-s migrant-e-s, et M. et Mme Roger et Louise Doré, citoyen-ne-s canadien-ne-s fictifs appartenant à la classe dominante, ont vécu la pandémie.

Depuis des siècles, le territoire canadien est peuplé par des vagues d'immigration. Des travailleur-se-s migrant-e-s provenant tout d'abord d'Europe, puis d'Asie, d'Amérique centrale et du Sud et d'Afrique sont venus combler les besoins de main-d'œuvre. Les entreprises, leurs gestionnaires et leurs actionnaires (si c'est le cas), bénéficient de cet apport en main-d'œuvre disponible et bon marché. Les conditions de

travail et les salaires peuvent ainsi être maintenus bas, même si cela fait en sorte que les emplois ne sont pas attractifs pour les citoyen-ne-s canadien-ne-s.

Le confort du mode de vie de la société de consommation repose d'ailleurs entre autres sur le travail à l'international, peu cher, ou le travail des immigrant-e-s dans les pays comme le Canada. L'économie canadienne actuelle a besoin d'une main-d'œuvre qui accepte de faire les emplois essentiels les plus durs. C'est d'autant plus vrai en période de crise comme la pandémie. Les travailleur-se-s migrant-e-s proviennent de pays où les inégalités sont grandes. Les statuts migratoires temporaires et les contrats de travail fermés les obligent à garder certains emplois, s'ils et elles veulent mettre les pieds au Canada et y rester.



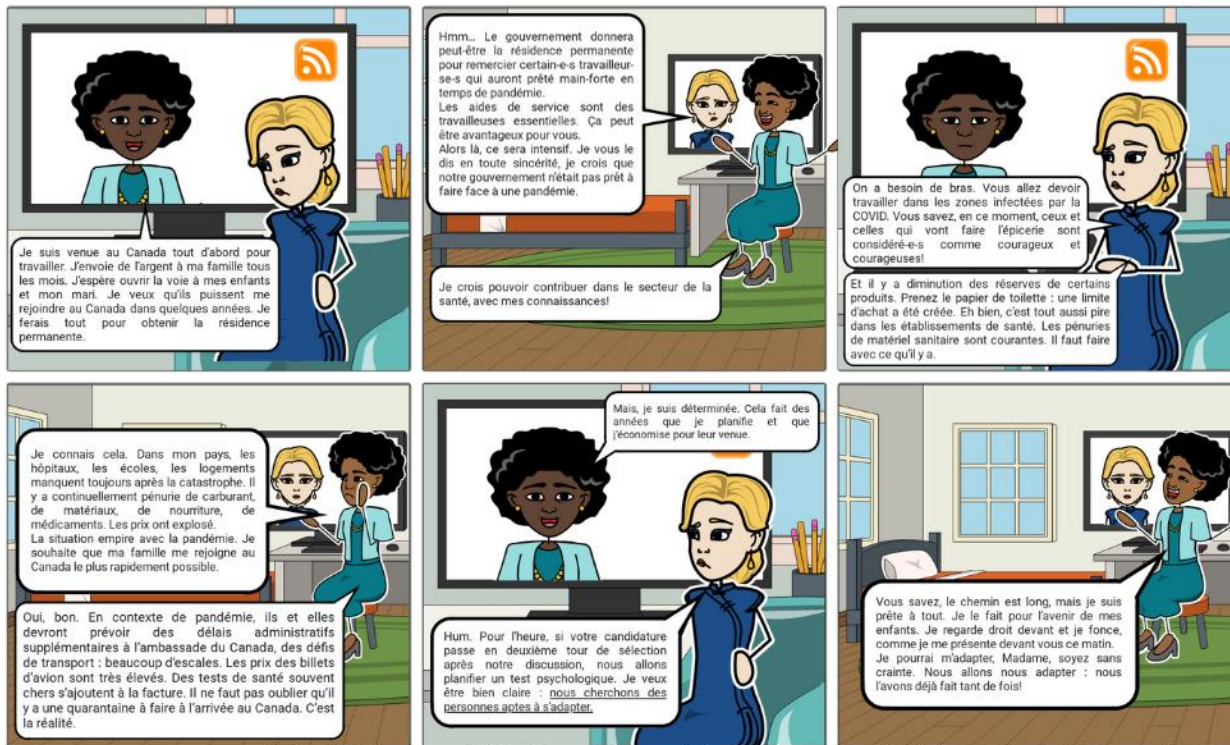
UNE ENTREVUE DE ROUTINE

Les stratégies personnelles des travailleur-se-s migrant-e-s sont, à court terme, de venir au Canada pour recevoir un salaire en dollars canadiens. Ils et elles peuvent ainsi soutenir leur famille, en leur envoyant des colis et des transferts bancaires avec un taux de change avantageux. À moyen et long terme, les travailleur-se-s migrant-e-s souhaitent obtenir la résidence permanente canadienne. Ils et elles espèrent que les membres de leur famille puissent venir les rejoindre. Ils et elles quittent leur milieu d'appartenance en espérant un avenir meilleur pour eux et elles-mêmes, ainsi que leurs enfants. Les pays du monde n'ont pas des moyens égaux pour faire face à la pandémie. Cette réalité a affecté le parcours des travailleur-se-s migrant-e-s récemment arrivé-e-s au pays.

Je m'appelle Lili, je suis cubaine, mais j'habite au Québec depuis 2020. J'ai 34 ans et je suis mariée; j'ai deux enfants, ils ont 12 et 3 ans. J'étudie le français au Centre d'éducation des adultes à Lac-Mégantic. Je suis arrivée au Canada il y a 2 ans. Je travaille beaucoup, de 9h à 18h30 du soir. J'aime mon travail! Je trouve que le français est une langue très difficile. Je suis au niveau trois en francisation. Nos cours dans le Centre sont les lundis et les mercredis de 18h30 à 21h15. J'ai des collègues qui viennent de tous les pays : Tunisie, Philippines et la prof vient de l'Argentine. Je travaille à temps plein. Mon meilleur souvenir de la pandémie est de passer plus de temps avec la famille.



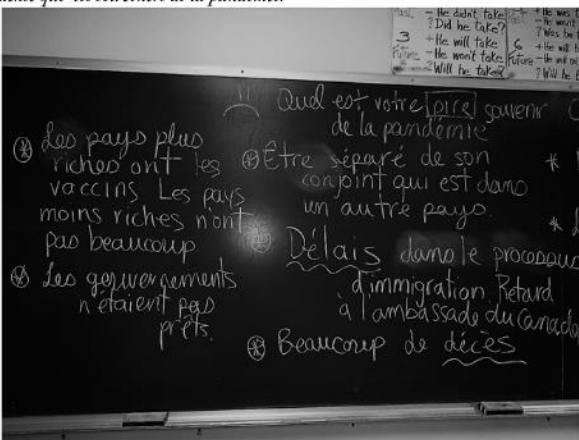
UN JOURNAL PARTICIPATIF DE LA RÉGION DU GRANIT



Cette bande dessinée est une œuvre de fiction. Toute ressemblance avec des situations et des personnes est le fruit du hasard ou de la réflexion du lecteur ou de la lectrice



Des ateliers de cartographie collective et de théâtre ont permis d'aborder les différences entre les conditions de vie dans les pays d'origine et au Canada, ainsi que les souvenirs de la pandémie.



Les pénuries de produits de base sont choses courantes dans les pays d'origine des travailleur-se-migrant-e-s qui ont participé aux ateliers.

LES BANDES DESSINÉES « UN SOUPER ORDINAIRE » ET « UNE ENTREVUE DE ROUTINE » ONT ÉTÉ CRÉÉES À PARTIR DES DISCUSSIONS D'UN GROUPE DE TRAVAILLEUR-E-S MIGRANT-E-S SUR LEURS EXPÉRIENCES DE VIE ET LEUR VÉCU DE LA PANDÉMIE.

L'atelier de cartographie se faisait en groupe, à l'aide d'icônes, sur une carte du monde géante (voir annexe G). Les participant-e-s étaient invité-e-s à identifier où ils et elles, ainsi que leurs proches, se trouvaient, leurs déplacements et les défis rencontrés en contexte pandémique à l'aide des icônes : « Le parcours d'immigration était plus long et compliqué. Il y avait beaucoup de tests de dépistage et des quarantaines. [...] Les délais d'immigration étaient plus longs. Par exemple, les bureaux de l'ambassade du Canada étaient fermés et il était difficile d'avoir un rendez-vous. » (Journal de bord, notes lors de l'atelier 1 avec les travailleur-se-s migrant-e-s) L'échelle de la carte et les icônes a permis aux participant-e-s d'illustrer, de verbaliser et de comparer leurs expériences dans leurs pays d'origine et d'accueil et entre eux et elles.

Après les ateliers de cartographie, les travailleur-se-s migrant-e-s ont effectué des entrevues mutuelles où ils et elles ont discuté plus en profondeur des défis concrets que la pandémie leur a fait vivre comme travailleur-se-s migrant-e-s (voir annexe G). Un retour en commun était prévu à la fin de chaque atelier. C'était l'occasion de dégager les constats et d'amorcer le questionnement sur les défis communs, leurs causes et des liens entre ceux-ci. Georges (nom fictif) a insisté sur des différences majeures entre le vécu de la pandémie dans les pays du Nord et du Sud global :

Dans nos pays, si une personne tombe malade, les soins de santé sont limités et très chers. Toute la famille tombe dans la pauvreté. Il y avait beaucoup de risques d'attraper la COVID, puisque les gens vivent et travaillent tous ensemble. Au Canada, les soins de santé sont gratuits, mais c'est long d'obtenir des rendez-vous. (Journal de bord, notes lors de l'atelier 1 avec les travailleur-se-s migrant-e-s)

Les retours sur les discussions ont permis d'identifier deux thèmes centraux à creuser, soit la famille et l'argent. Amina (nom fictif) affirme :

La pandémie nous a séparé-e-s de nos familles. C'était très difficile émotionnellement. Heureusement qu'il y avait le téléphone et internet pour garder contact avec eux et elles. Il y a des personnes qui n'ont pas vu leurs enfants depuis plusieurs années. Par exemple, dans la classe, il y a une personne qui est allée dans son pays d'origine il y a deux ans et qui a maintenant un enfant de deux ans qu'il n'a jamais vu. (Journal de bord, notes lors de l'atelier 1 avec les travailleur-se-s migrant-e-s)

La conclusion collective était la suivante : la stratégie personnelle et familiale des travailleur-se-s migrant-e-s, racisé-e-s et néo-colonisé-e-s, à court terme, était de venir au Canada pour avoir un meilleur salaire (en dollars canadiens) pour soutenir matériellement leurs proches. Ysabella (nom

fictif) le résumé ainsi :

Les immigrant-e-s viennent au Canada pour obtenir un salaire. Une grosse partie de leur salaire est envoyé à leur famille. Une fois convertie en monnaie de leur pays d'origine, ça permet à leur famille de bien vivre. Nous envoyons des colis avec de la nourriture, des médicaments, etc., qui sont en pénurie dans nos pays. (Journal de bord, notes lors de l'atelier 1 avec les travailleur-se-s migrant-e-s)

À moyen et à long terme, ils et elles souhaitaient que leur famille s'installe au Canada, obtenir la résidence permanente canadienne pour espérer un meilleur avenir pour eux et elles, ainsi que leur entourage. Leur statut temporaire était perçu comme une situation transitoire par ceux-ci et celles-ci.

Objectivement, la présence des travailleur-se-s migrant-e-s, racisé-e-s, néocolonisé-e-s au Canada sert les intérêts du patronat, des actionnaires et des gestionnaires d'entreprises, qui peuvent ainsi maintenir les salaires bas pour les emplois où il y a une pénurie de main-d'œuvre. Les intérêts immédiats des travailleur-se-s migrant-e-s, racisé-e-s, néocolonisé-e-s, comme perçus par ceux-ci et celles-ci, semblent à première vue coïncider avec ceux des groupes possédants et exploitants. Dans une perspective critique, il est cependant important de souligner que, dans le cadre d'une économie néolibérale, la présence d'une main-d'œuvre mobile, sans attachement, temporairement non accompagnée de leur famille et avec moins de droits économiques et sociaux, permet une marge de profit élevée pour la classe capitaliste, au prix d'importants sacrifices personnels pour les travailleur-se-s migrant-e-s. L'activité de cartographie collective critique *agitpop* a été une occasion de rendre visible le travail essentiel réalisé par ceux-ci et celle-ci, dans les régions cartographiées, dont celle de Mégantic, et les risques environnementaux auxquels ils et elles sont exposé-e-s dans le contexte de la COVID-19.

Le premier atelier s'est terminé par une discussion sur les activités à prévoir pour la suite et la précision de leur contribution au journal. J'ai accompagné le groupe et lui ai proposé des possibilités réalistes. Le modèle du groupe autogéré qui inspire cette intervention demande, en effet, de laisser un pouvoir décisionnel aux participant-e-s quant à la direction que prendra la suite des activités.

4.3.3.2 Les ateliers de théâtre et validation

Lors du deuxième et du troisième atelier, nous avons exploré la lecture de saynètes de théâtre que j'ai élaborées à partir des conclusions de nos discussions. Les protagonistes des saynètes, M. et Mme Doré, étaient des personnages fictifs, citoyen-ne-s canadien-ne-s et appartenant à la classe dominante. Ces personnages avaient tout d'abord été inventés par l'enseignante de francisation lors d'exercices en classe. J'ai repris ces personnages pour créer de nouvelles saynètes. L'activité devait permettre de comparer le vécu de la pandémie des travailleur-se-s migrant-e-s avec celui de M. et Mme Doré, afin d'identifier l'exploitation du travail (voir annexe H).

Dans le scénario, M. et Mme Doré, respectivement directeur d'usine et directrice d'agence de placement, avaient des liens avec des travailleur-se-s migrant-e-s dans les entreprises qu'il et elle géraient et prévoyaient même avoir recours aux services d'une travailleuse domestique dans le cadre du programme d'aides familiales. Lors des discussions, les participant-e-s ont relevé très clairement que M. et Mme Doré bénéficiaient concrètement du travail migrant. La deuxième saynète mettait quant à elle en relief la réalité d'une travailleuse migrante. Une travailleuse migrante fictive originaire d'un pays ayant connu un important séisme comparait les défis de la pandémie avec ceux provoqués par cette catastrophe dans son pays d'origine (voir annexe I).

Lors de ce second atelier, les participant-e-s se sont posé la question du lien entre : être un-e travailleur-se migrant-e, avoir de mauvaises conditions de travail et être exposé-e au virus. Il s'agissait ici de la mise en œuvre de l'outil d'animation intitulé « les liens forcés » mis sur pied dans le cadre de la méthode de l'art action communautaire (Engrenage noir) et abordée lors de la supervision de mon intervention. Au terme de la démarche, nous en sommes collectivement venu-e-s à la conclusion suivante : le Canada a besoin d'une main-d'œuvre qui accepte de faire les emplois essentiels les plus durs, surtout en période de crise comme la pandémie. Les travailleur-se-s migrant-e-s font le travail essentiel que peu de citoyen-ne-s canadien-ne-s n'acceptent de réaliser pour un salaire bas. Ils et elles sont obligés étant donné qu'ils et elles veulent travailler au Canada pour assurer le bien de leur famille. En effet, souvent les contrats de

travail fermés ou temporaires les obligent à le faire, s'ils et elles veulent mettre les pieds au Canada et avoir la possibilité d'y rester. De plus, leurs pays d'origine, appartenant au Sud global, sont plus durement affectés par la pauvreté, la destruction des écosystèmes, la pollution et les catastrophes. Les deux saynètes de théâtre ont été publiées dans le journal « Explorer l'envers du décor » sous forme de bandes dessinées. L'évaluation collective de la participation n'a été possible qu'informellement avec le groupe-classe. Nous avons répondu oralement au formulaire d'évaluation du processus et les notes des discussions ont été consignées.

4.3.4 Démarche avec les locataires

4.3.4.1 Les entrevues

Le point de vue des locataires était essentiel à recueillir puisque la pénurie de logements dans la région est une conséquence de plusieurs facteurs, dont l'accumulation de chocs technologiques (la tragédie de 2013) et environnementaux (la pandémie), la mise en place d'une stratégie du choc néolibéral et la spéculation immobilière. Suivant Goyer, je proposais de « lier les récits des locataires sur leurs interactions sociales relativement au logement aux rapports sociaux inégalitaires » (2017, p. 192) en réalisant des entrevues pour le journal. La hausse des prix des loyers, la spéculation immobilière et la multiplication des évictions dévoilent que les crises du logement sont des occasions pour les propriétaires de s'enrichir au détriment du besoin fondamental de se loger convenablement. Il s'agit d'un exemple très concret de difficultés de réponse aux besoins humains des membres de groupes sociaux exploités à la suite de catastrophes technologiques et environnementales dans un contexte d'économie capitaliste néolibérale.

DOSSIER LOGEMENT

SOS-CRISE DU LOGEMENT AU GRANIT

Visiter des logements trop petits, vivre dans un logement insalubre, subir des arnaques financières, recevoir des refus à répétition. Comment se loger dans la région en ayant plusieurs enfants? Des animaux? En étant aux études? En ayant un salaire peu élevé ou en recevant des allocations familiales ou d'aide sociale?

La période de déménagement approche en pleine crise du logement. Quelle est la réalité des gens qui cherchent à se loger? Lorsqu'on plonge au cœur de ce qu'ils et elles vivent, on y trouve des histoires d'abus, de stress, d'insomnie. Des personnes originaires de la région ont témoigné.

C'est vraiment difficile de trouver un logement qui accepte les animaux et les enfants : « Je voulais te louer jusqu'à ce que tu me dises que tu as un chien. » disent la plupart des propriétaires. « Tu as des enfants? Non, je ne veux pas te louer. Je ne veux pas me faire marcher sur la tête. » Ce sont des réponses entendues trop souvent.

Les logements disponibles ne correspondent pas aux besoins. « On a visité un 3 et demi et on ne pouvait même pas installer de table de cuisine, tellement c'était petit! » Les jeunes adultes n'arrivent pas à s'établir dans la région : « Si ça continue, on va devoir déménager à une heure de route de nos familles et nos ami-e-s. » Pour les familles avec enfants, c'est presque impossible : « Je n'arrive pas à trouver un 5 et demi pour m'installer avec mes quatre enfants! Je suis retournée temporairement chez les parents. »

Le logement, c'est une des bases sur laquelle repose toute l'existence. Les personnes en recherche de logement doivent composer avec des situations extrêmes dans plusieurs sphères de de leur vie. Il y a plusieurs problèmes à gérer en même temps. En pleine pandémie, tenter de se loger convenablement devient une spirale infernale, où les défis s'accroissent : propriétaires

abusifs et harcelants, surcharge au travail due à la pandémie, séparation, violence conjugale, intervention de la DPJ, promesse de bail brisée, logement surpeuplé, projet de retour aux études remis en question ou repoussé, éloignement, augmentation du coût du transport. Ça crée beaucoup d'instabilité dans la vie des personnes en recherche de logement. La charge mentale est énorme. Parmi les personnes rencontrées, les femmes disent avoir la responsabilité de la recherche de logement pour leur frère, pour donner un coup de main, leur copain, leurs enfants. Ça fait beaucoup de pressions sur leurs épaules!

Il est impossible de passer sous silence la réalité de certaines jeunes femmes habitant seules : propriétaires qui entrent à toute heure du jour et de la nuit, visites à l'improviste d'un ex-copain violent, vandalisme. Certaines



Les animaux de compagnie sont des membres de la famille pour de nombreux locataires.

ont dû installer des caméras de surveillance.

Une crise du logement aggrave les arnaques. Certaines connaissances se présentent pour offrir de l'aide. Mais ça peut être un cadeau empoisonné : une promesse verbale de pouvoir occuper le logement qui se transforme en expulsion en plein hiver ou une

reprise de bail qui cache une facture d'électricité énorme. Les personnes en recherche de logement qui ont toujours habité la région se sentent abandonnées puisqu'aucun organisme n'a la mission de les accompagner pour trouver un logement dans le parc immobilier privé. Cette situation crée des sentiments de révolte, d'injustice et de découragement.

Messages aux propriétaires de logements privés

1. *SVP, veuillez accepter les familles avec enfants. Les enfants font partie de la communauté.*
2. *SVP, veuillez accepter les animaux. Ils font des membres de la famille et c'est terrible de devoir les abandonner.*
3. *Le logement, c'est tout d'abord un besoin fondamental avant d'être un investissement. Les loyers trop chers bouffent notre budget. C'est notre santé et notre alimentation qui en souffrent directement.*

Heureusement, qu'il y a de l'entraide entre ami-e-s et dans la famille. Il y a l'Office municipal d'habitation du Granit qui gère les logements sociaux et les organismes communautaires, dont l'association des locataires de Sherbrooke qui a pour mission de défendre les droits des locataires, La Bouée, qui accueille les femmes en difficulté, et l'Ancre - hébergement pour adultes et leurs famille. La solidarité est une barrière pour protéger contre les dangers de la crise du logement. Il faut cependant des actions concrètes des élu-e-s municipaux et provinciaux pour trouver des solutions.

Vous vivez des problèmes de logement ou êtes solidaires avec ceux et celles qui en vivent?

**SIGNEZ LA PÉTITION
POUR LE DROIT AU
LOGEMENT DANS LE
GRANIT!**



Trouvez-la en version papier dans les organismes et les commerces et en version numérique sur le groupe Facebook: Crise du logement, Lac-Mégantic. Entraide entre résidents.

LES « PETITES ANNONCES »



RECHERCHE : UN PETIT COIN POUR LOGER TOUTE LA FAMILLE

Je cherche un logement pour mon copain, mon chien et moi, ayant deux places de stationnement. Les propriétaires refusent de me faire une visite dès que je dis que j'ai un chien. Ils ne veulent pas d'animaux dans le logement. Pourtant, mon chien est doux et tranquille. C'est un membre de la famille. Si ça continue, on va être obligé-e-s de s'installer à une heure de route de nos familles et nos ami-e-s. Il faudra que je refasse mon inscription dans mon programme d'études et faire reconnaître mes crédits. Faudra-t-il quitter la région? Se séparer de mon chien? Je l'aime tellement!



RECHERCHE : UN LOGEMENT POUR LE VRAI MONDE

Je cherche un logement pour mes quatre enfants, mon chien et moi. Nous avons déménagé 4 fois en 2 ans. Nous vivons maintenant chez mes parents. Nous sommes 9 dans la maison. J'ai vécu de la violence conjugale et des arnaques de toutes sortes. Plusieurs propriétaires ont refusé de me louer un logement sous prétexte qu'ils ne veulent pas qu'il y ait d'enfants dans le bloc. Je dois absolument rester dans la région pour la garde partagée. Où sont les logements pour le vrai monde?

J'ai rencontré des locataires qui avaient ou avaient eu récemment de la difficulté à trouver un logement. Les locataires qui témoignaient de leur expérience étaient toutes des femmes, des travailleuses salariées ou prestataires d'allocations. Elles s'occupaient gratuitement ou de manière salariée d'autres êtres humains (enfants, hommes, personnes âgées, malades, personnes en situation de handicap) et d'animaux domestiques (chiens, chevaux, etc.). En ce sens, elles avaient une forte charge mentale, notamment au moment d'assumer les tâches de la recherche de logement. Elles devaient allouer une part significative de leurs revenus au logement et étaient l'objet de discrimination dans le marché locatif, notamment puisque la majorité d'entre elles avaient des enfants à charge, parfois comme mères monoparentales. Elles avaient toutes été victimes de harcèlement et d'un ou plusieurs types de violence.

En préparation aux entretiens individuels, j'ai adapté le schéma d'entrevue (voir annexe J). Nous avons fixé des moments de rencontre où les locataires me livraient leur témoignage souvent haut en émotions. Les personnes en recherche de logement devaient composer avec des situations extrêmes dans plusieurs sphères de leur vie. Il y avait plusieurs problèmes à gérer en même temps.

En pleine pandémie, tenter de se loger convenablement devenait une spirale infernale, où les défis s'accumulaient : propriétaires abusifs et harcelants, surcharge au travail due à la pandémie, séparation, violence conjugale, intervention de la DPJ, promesse de bail brisée, logement surpeuplé, projet de retour aux études remis en question ou repoussé, éloignement, augmentation du coût du transport. Ça a créé beaucoup d'instabilité dans la vie des personnes en recherche de logement (Collectif, 2022). Il était impossible de passer sous silence la réalité de certaines jeunes femmes habitant seules : propriétaires qui entrent à toute heure du jour et de la nuit, visites à l'improviste de proche manipulateur et violent, vandalisme. Mathilde (nom fictif) s'est confiée à propos d'enjeux sanitaires dans son logement et des abus de son propriétaire :

Il y a eu un dégât d'eau dans la salle de bain du logement en haut. J'ai demandé au propriétaire de réparer. Ça l'a traîné et maintenant il y a de la moisissure. Je dois maintenant prendre des pompes pour l'asthme. Je me suis plaint et il a changé les règlements pour interdire les animaux. J'ai un chien. C'était une éviction déguisée. Je dois donc partir. (Journal de bord, notes lors de l'entrevue avec Mathilde)

Mathilde souligne les défis vécus dans la sphère personnelle ont des répercussions sur son emploi

de préposée dans une résidence privée pour personnes âgées et comme étudiante en Santé, assistance et soins infirmiers : « Je fais de l'insomnie. Je suis stressée. Je ne peux pas me permettre d'être stressée au travail, puisque j'ai la vie de patients entre mes mains. » (Journal de bord, notes lors de l'entrevue avec Mathilde)

Certaines ont dû installer des caméras de surveillance (Collectif, 2022). Les exigences de la Direction de la protection de la jeunesse créent une pression supplémentaire pour les mères : « Avec tous mes déménagements, la DPJ m'a étiquetée comme instable. Le prochain logement que j'ai, je dois le garder au moins 1 an. » (Journal de bord, notes lors de l'entrevue avec Barbara)

La crise du logement a aussi aggravé les arnaques. Certaines connaissances se sont présentées pour offrir de l'aide. Mais ça pouvait être un cadeau empoisonné : une promesse verbale de pouvoir occuper le logement qui se transformait en expulsion en plein hiver ou une reprise de bail qui cachait une facture d'électricité énorme. Les personnes en recherche de logement et qui ont toujours habité la région se sentaient abandonnées, puisqu'aucun organisme n'avait la mission de les accompagner pour trouver un logement dans le parc immobilier privé. Cette situation créait des sentiments de révolte, d'injustice et de découragement (Collectif, 2022). Une participante dénonçait le fait que ses enfants et elle devaient vivre chez ses parents.

À la fin de l'entrevue individuelle, je leur demandais si elles avaient des souhaits à exprimer pour l'amélioration de la situation des locataires. La somme de leurs demandes adressées spontanément aux propriétaires privés était les suivantes :

SVP, veuillez accepter les familles avec enfants. Les enfants font partie de la communauté.

SVP, veuillez accepter les animaux. Ils sont des membres de la famille et c'est terrible de devoir les abandonner.

Le logement, c'est tout d'abord un besoin fondamental avant d'être un investissement. Les loyers trop chers bouffent notre budget. C'est notre santé et notre alimentation qui en souffrent directement (Collectif, 2022, p. 5).

La mise en commun de leurs témoignages et de leurs revendications à travers la rédaction de l'article sur la crise du logement par moi-même et la relecture de l'article par les locataires interviewées a été un catalyseur sur le plan de la mobilisation pour la justice économique, sociale, environnementale. J'aborderai maintenant la formation d'un comité de mobilisation et d'aide mutuelle entre membres d'un des groupes exploités sur la question du logement.

4.3.4.2 Une mobilisation en action sociopolitique en défense collective des droits économiques, sociaux et environnementaux

L'élément déclencheur de cette mobilisation a été la visite de validation de l'article chez une des participant-e-s ayant témoigné. L'article que j'avais rédigé concluait par un paragraphe soulignant l'importance de l'aide mutuelle et de la solidarité :

[h]eureusement, qu'il y a de l'entraide entre ami-e-s et dans la famille. Il y a l'Office municipal d'habitation du Granit qui gère les logements sociaux et les organismes communautaires, dont l'association des locataires de Sherbrooke, qui a pour mission de défendre les droits des locataires, La Bouée, qui accueille les femmes en difficulté, et l'Ancre - hébergement pour adultes et leur famille. La solidarité est une barrière pour protéger contre les dangers de la crise du logement. Il faut cependant des actions concrètes des élu-e-s municipaux et provinciaux pour trouver des solutions (Collectif, 2022, p. 5).

J'avais également recopié à la fin du brouillon de l'article un lien vers une pétition que j'avais trouvé en ligne qui demandait l'interdiction des clauses prohibant les animaux de compagnie dans les logements (Assemblée nationale du Québec, 2022), ce qui concordait avec les demandes des locataires rencontrées en entrevue. Les idées ont mijoté, puisqu'une des participant-e-s et sa cousine m'ont contactée quelques jours après cette visite pour me proposer de lancer une pétition pour le droit au logement.

Lorsqu'elles m'ont contactée, j'étais à la fois surprise et enthousiaste. Je leur ai proposé une première rencontre qui a eu lieu par visioconférence, étant donné la distance. Elles étaient à Mégantic et j'étais à Montréal cette semaine-là, en train de finaliser le montage du journal. De participante au journal (pour l'une d'entre elles), elles souhaitaient devenir militantes pour le droit au logement. Jessie et Bianca se mobilisaient comme mères, comme travailleuses du soin, mais aussi comme membres de la classe des travailleur-se-s et des sans-emplois. Elles étaient d'ailleurs cousines. Elles conciliaient cette implication avec d'autres tâches sociales : travail de soin, domestique, la charge mentale de la recherche de logement dans laquelle elles étaient toutes deux investies, leur famille respective devant déménager sous peu, etc.

La focale de ce duo était d'assurer l'accès à des logements à des personnes qui vivent depuis longtemps dans la région et leurs proches. Celles-ci étaient inquiètes de la pénurie de logements, de la hausse des loyers et du fait que des agentes d'attraction, d'accueil, d'intégration et de

rétribution (AAIR) de l'organisme Intro-travail aient comme mission de faciliter l'installation de futur-e-s habitant-e-s venu-e-s de l'extérieur de la région, du Québec ou d'ailleurs, notamment pour combler le manque de main-d'œuvre. Celles-ci considéraient comme une injustice qu'aucun service ne soit dédié à accompagner les personnes habitant la région depuis longtemps et ayant notamment vécu la tragédie et ses conséquences sociales. Elles dénonçaient les investissements qui avaient été faits depuis 2013 pour embellir la ville et pour la rendre plus écologique et attrayante (Deneault et Barcant, 2014, Martel, 2016, Saint-Cerny, 2018), qui ne servaient, selon elles, que les riches et les touristes. Leur analyse de la situation opposait leurs intérêts de locataires à ceux des propriétaires immobiliers et, également, à ceux des locataires venus de l'extérieur de la région, dont les travailleur-se-s migrant-e-s racisé-e-s. Il était nécessaire de poursuivre les discussions pour contester l'analyse de l'exosystème et du macrosystème de manière critique et viser un ajustement solidaire.

À la suite de cette première rencontre, j'ai rédigé à partir de mes notes un premier jet de plan d'action et je leur ai envoyé. Nous communiquions par Messenger, ce qui était un médium direct et facile pour elles. Je mettais à jour le plan d'action après chaque rencontre et j'invitais les autres à faire de même (voir annexe K).

Voici quelles formes ont pris les premières démarches dans le contexte et les contraintes auxquelles nous faisons face. Les militantes souhaitaient tout d'abord stimuler l'aide mutuelle entre résident-e-s et au sein du réseau d'organismes communautaires. Pour ce faire, elles ont créé un groupe Facebook, intitulé « [Crise du logement, Lac-Mégantic. Entraide entre résidents](https://www.facebook.com/groups/675309547085724/) ³² ». Sur cette page, des offres de logement étaient publiées. Les locataires étaient invité-e-s à partager leurs témoignages publiquement ou de manière anonyme. Ainsi, le recueil des témoignages a permis de présenter un modeste portrait qualitatif de la réalité concrète de la crise du logement dans la région. Des ressources communautaires de la région étaient également mises en évidence comme des informations sur les droits des locataires et des services, l'organisation de l'hébergement d'urgence par l'Office municipal d'habitation du Granit (OMH) en prévision du 1^{er}

³² Quirion Jessie, 2022, *Crise du logement, Lac-Mégantic. Entraide entre résidents*, en ligne : <https://www.facebook.com/groups/675309547085724/>

juillet, etc. Il s'agissait d'un groupe d'aide mutuelle autogéré (Pullen Sanfaçon et Ward, 2017).

Il était également question d'avoir des données justes et fiables à propos des besoins de logement dans la région. Jessie a essayé de contacter le Directeur du Bureau de coordination et développement économique de Mégantic, qui aurait eu entre les mains une recherche récente sur les besoins de logement, le plan d'action en matière de logement et d'attraction de main-d'œuvre dans la région, mais celui-ci ne lui a tout d'abord pas répondu. Bianca et Jessie souhaitaient obtenir des réponses de la Ville, pour ce faire, elles ont proposé d'écrire une pétition qui allait être une première étape d'un plan d'action pour défendre le droit au logement pour les familles et les personnes à faibles revenus dans la région. J'ai rédigé un premier jet de la pétition à partir de la synthèse de nos discussions et je l'ai validée avec le duo (voir annexe L). Je leur ai proposé de la rendre publique lors du lancement du journal « Explorer l'envers du décor ». Cette pétition était adressée aux élu-e-s municipaux-les et provinciaux-les, afin qu'ils et elles incluent en priorité dans leurs plans d'action les besoins des groupes les plus exploité-e-s. Le Directeur du Bureau de la coordination et du développement économique de Mégantic leur a d'ailleurs finalement répondu à propos de la demande d'avoir accès aux résultats de la recherche sur les besoins en matière de logement dans la région, dans la foulée de l'annonce du lancement de la pétition.

Ayant des connaissances limitées dans le domaine du droit du logement, j'ai proposé de vérifier la pertinence du contenu de la pétition auprès de personnes compétentes. Je suis entrée en contact avec l'Association de locataires de Sherbrooke (ASL) qui joue un rôle important de défense du droit social au logement en Estrie, mais qui concentre ses activités de terrain dans la ville de Sherbrooke et ses environs, donc qui ne dessert pas la région du Granit. Une rencontre avec un employé de l'ASL, à laquelle nous avons participé toutes les trois, s'est avérée très fructueuse. Celui-ci avait une bonne connaissance des enjeux de logement (les changements dans le profil des locataires en défaut de paiement depuis le début de la pandémie, les pouvoirs selon les paliers gouvernementaux, l'impact du tourisme, du télétravail, de la spéculation immobilière, les recours juridiques). Cela nous a aidées à cibler nos revendications et les interlocuteur-riche-s potentiels pour chacune d'entre elles. Il nous a proposé de l'accompagnement pour mettre sur

ped une ressource pour la défense des droits des locataires dans la région. L'Association des locataires de Sherbrooke revendiquait d'ailleurs la socialisation du parc locatif immobilier. Il s'agit d'une revendication qui aurait pu être reprise dans la région de Mégantic.

Parallèlement, j'étais en train d'organiser le lancement du journal et de la pétition. J'ai invité une autre personne qui a témoigné comme locataire pour l'article « SOS – crise du logement au Granit » à prendre la parole lors du lancement. Une rencontre a été prévue en personne entre les trois militantes et moi pour préparer les discours. Il a été prévu que ceux-ci débuteraient par des témoignages de recherche de logement, ensuite, que les ressources de la région seraient présentées à l'aide d'un dépliant créé à l'initiative d'une participante (voir annexe Q), et que, finalement, la pétition soit expliquée point par point. Avant la rencontre, j'avais invité une membre de l'équipe de proximité à se joindre à la rencontre, cependant, elle ne l'a fait pas. J'ai appris plus tard qu'elle avait eu un conflit professionnel avec une membre de la famille immédiate d'une des personnes mobilisées.

Le 18 mai 2022 en soirée, les membres du groupe mobilisé et moi avons également assisté à la consultation publique sur l'allocation de 19 millions de dollars à la communauté de Mégantic par le ministère de la Justice du Québec pour le recours collectif intenté contre la *Montreal Maine and Atlantic*, aujourd'hui dissoute. J'analyserai cette consultation dans le chapitre discussion.

4.3.4.3 Le lancement du journal participatif et de la pétition pour le droit au logement

Au cours du mois de mai, plusieurs heures ont été consacrées à rédiger l'introduction du journal, à finaliser les articles et les encadrés, à effectuer des suivis et des validations avec les participant-e-s, à réaliser la mise en page de bandes dessinées et du journal et à l'imprimer. En parallèle, j'ai organisé le lancement du journal et de la pétition sous forme d'un 5 à 7. L'invitation a été lancée pour les participant-e-s, leur famille, ami-e-s et tou-te-s les habitant-e-s de la région (voir annexe M). Ce fut un bel événement au cours duquel près d'une quarantaine de personnes se sont rassemblées. La nourriture partagée, les boissons, les performances, ainsi que la participation spontanée des invité-e-s par le choix de la musique, l'utilisation du piano, le chant, les jeux et la danse ont fait du lancement un moment festif et rassembleur.

Cette rencontre élargie a permis de réunir des personnes issues d'horizons différents et de mettre en commun les contributions produites jusqu'alors. Des copies papier du journal étaient disponibles et remises en main propre aux participant-e-s présent-e-s. Une invitation a été lancée à prendre des journaux et à les distribuer dans les lieux publics. Le lancement a été une occasion de remercier tous ceux et celles qui avaient contribué de près ou de loin au journal, et de rappeler les buts généraux de l'intervention.

Les indicateurs de réussite du lancement que j'avais fixés étaient : 1) la participation d'une grande partie des membres de chaque groupe à la diversité des tâches et des rôles, selon les intérêts et les capacités. Il était possible d'évaluer l'atteinte de cet indicateur par l'observation de la division des tâches d'organisation de l'événement.

Tout d'abord, j'étais la seule organisatrice de l'événement sur le plan logistique. Il aurait donc été idéal de mettre plus d'efforts à impliquer les participant-e-s sur ce plan pour l'organisation de l'événement, dans une perspective d'aide mutuelle. De l'aide ponctuelle très précieuse a cependant été apportée de la part de la conseillère à la vie étudiante du Centre d'études collégiales, pour le prêt de la salle et de l'équipement, et des intervenantes de l'équipe de proximité pour cuisiner les bouchées et pour accueillir les participant-e-s le soir même.

Ensuite, j'ai proposé aux participant-e-s de contribuer de diverses manières, surtout en exprimant leurs savoirs et leurs expériences sur scène, ce qu'ont fait le groupe des trois locataires mobilisées et celui des travailleur-se-s migrant-e-s. Le groupe des travailleur-se-s migrant-e-s avait préparé une saynète de théâtre humoristique, à l'initiative de leur enseignante, qui a été très appréciée, comme en ont témoigné les rires et les applaudissements. Celle-ci abordait l'enjeu des pénuries de produits de consommation en temps de pandémie, en la mettant en parallèle avec les pénuries fréquentes dans les pays d'origine des travailleur-se-s. Le groupe des participant-e-s abordant la résilience était présent-e-s à un kiosque près de leur œuvre collective.

Également, il y avait un deuxième indicateur de réussite du lancement, soit la 2) satisfaction personnelle des participant-e-s à l'égard du processus et du résultat. Cet élément a été sondé à

l'aide d'un questionnaire remis aux participant-e-s. Un moment a été réservé lors du lancement du journal pour remplir un court formulaire d'évaluation de l'intervention comportant des questions à répondre individuellement portant sur les sous-indicateurs (voir annexe O). Le formulaire individuel était composé de questions ayant des cases de réponses prédéterminées et un espace pour les commentaires. Les réponses des participant-e-s me permettaient de connaître leur opinion sur le processus et son résultat. Les réponses et les commentaires étaient très positifs.

Un dernier indicateur de réussite était : 3) l'engagement d'un dialogue entre les groupes et établissement d'un canal de communication vers la poursuite des buts généraux. Cet indicateur n'a pas été complètement atteint. Lors de l'analyse de l'intervention, dans le chapitre 3, je reviendrai sur quelques occasions manquées en ce sens.

Je m'attarde maintenant à la suite de l'intervention, soit la poursuite de la mise en œuvre du plan d'action pour le droit au logement.

4.3.4.4 Poursuite du plan d'action pour le droit au logement

Le lendemain du lancement, je me suis occupée de distribuer le journal en version papier dans les institutions scolaires. J'ai croisé l'intervenante sociale du Centre de formation professionnelle qui m'a alors dit être motivée à proposer à tou-te-s les étudiant-e-s de l'établissement de signer la pétition. Nous avons commencé à le faire l'après-midi même auprès de l'enseignant et des étudiant-e-s du programme de *Taille de pierres*. Jessie, militante du groupe mobilisé pour le droit au logement, a proposé de distribuer la pétition et le journal en version papier ailleurs dans la ville : organismes communautaires, centres de santé, milieux de garde, commerces, industries, etc. Elle m'a demandé s'il était possible d'imprimer davantage de journaux, puisque les organismes communautaires et les milieux de garde en réclamaient plus. Les quelques journaux distribués s'étaient écoulés très rapidement. Cependant, une travailleuse de l'équipe de proximité m'a informée qu'elle n'avait pas obtenu l'autorisation de sa supérieure pour le faire.

Les militantes du groupe pour le droit au logement et moi avons prévu une entrevue

téléphonique avec une journaliste de *l'Écho de Frontenac*, journal régional, pour couvrir le lancement du journal et de la pétition. La journaliste a publié un article qui était favorable à notre point de vue (voir annexe R). Dans les jours suivants, j'ai publié le journal *Explorer l'envers du décor* sur les réseaux sociaux. L'Association des locataires de Sherbrooke a diffusé la pétition aux partenaires estriens externes à la région du Granit.

Après le lancement à la fin mai, je ne suis pas retournée dans la région de Mégantic. J'ai participé aux autres activités du comité pour la défense du droit au logement à distance. Cette réalité a limité la possibilité d'organiser des actions avec le groupe mobilisé, tels la signature de la pétition en version papier, la participation au Conseil de ville, le dépôt d'un recueil de témoignages, l'organisation d'une marche pour le premier juillet, etc. La distance a donc restreint de manière significative le potentiel d'organisation communautaire critique en action sociopolitique.

Nous avons organisé une rencontre en ligne avec Richard Michaud, conseiller municipal de Lac-Mégantic, qui est entré en contact avec nous sur Messenger dans la foulée du lancement de la pétition. Je reviendrai sur cette rencontre dans le chapitre discussion.

Pendant quelques semaines, j'ai maintenu un lien plus actif avec le groupe mobilisé sur la question du droit au logement, de manière bénévole, jusqu'à ce que deux organisatrices communautaires de la région du Granit puissent prendre le relais, soit à la fin juin 2022. La rencontre de passation de la responsabilité de l'organisation communautaire sera également analysée dans le chapitre discussion.

CHAPITRE 5

DISCUSSION

Le chapitre 5 sera l'occasion d'effectuer un retour analytique et critique sur l'intervention en s'interrogeant sur la manière dont la problématisation et l'assemblage méthodologique ont pu l'orienter et, en retour, comment l'intervention a pu révéler de nécessaires ajustements théoriques et méthodologiques. L'analyse de l'intervention permettra de mettre en lumière l'atteinte de l'objectif opérationnel en étudiant les apports méthodologiques, ainsi qu'en cherchant des dénouements aux défis vécus sur le terrain. Les écueils de l'intervention et ses apports à la recherche en travail social dans la perspective critique et l'approche structurelle et en organisation communautaire critique en action sociopolitique seront analysés, soit des occasions manquées de médiation entre les groupes sociaux exploités et d'organisation démocratique et critique, pour déboucher sur des pistes de solutions envisageables à la lumière de la problématique.

En guise de rappel, le projet d'intervention s'appuyait sur trois thèses : 1) l'augmentation des catastrophes technologiques ou environnementales renforce les inégalités sociales et ce sont les groupes sociaux exploités qui en vivent les conséquences en priorité, 2) la hausse des chocs produit une surcharge de travail essentiel de production de la vie qui, puisqu'il est divisé socialement en suivant les lignes de tensions antagonistes entre les groupes sociaux, repose principalement sur les épaules des groupes sociaux les plus exploités, 3) il est possible d'organiser les rapports sociaux et de diviser socialement le travail de production de la vie de manière moins dommageable et plus juste.

Les buts généraux de l'intervention étaient de 1) favoriser le développement d'une compréhension élargie et commune des enjeux des chocs successifs en lien avec les catastrophes technologiques et environnementales, de leurs causes structurelles et de leurs conséquences concrètes, relatifs à la réponse aux besoins humains et à la division sociale totale du travail de production de la vie, à partir des vécus concrets de différents membres des groupes sociaux

exploités, et 2) d'encourager le développement de dynamiques d'aide mutuelle pour répondre de manière synergique et culturellement sensible aux besoins humains réels, universels, en équilibre avec ceux des autres vivants, dans un contexte de ressources limitées, et d'une solidarité politique démocratique visant le renforcement du rapport de force des groupes sociaux exploités dans leur recherche de justice économique, sociale, environnementale et migratoire.

L'objectif opérationnel permettant de faire un pas vers ces buts généraux était de donner une occasion de construire collectivement les savoirs expérientiels des membres des groupes sociaux exploités à propos de leurs problèmes économiques, sociaux, environnementaux et migratoires concrets vécus dans leurs milieux de vie et de travail à la suite de chocs successifs, par une recherche-action participative, utilisant une démarche de conscientisation, aboutissant à une contribution à un journal participatif, intitulé « Explorer l'envers du décor », et de partager les résultats de cette démarche par le lancement et la distribution de celui-ci, vers la constitution de groupes d'aide mutuelle autogérés.

Les buts généraux de l'intervention étaient très larges et esquissaient en quelque sorte un programme d'organisation communautaire critique en action sociopolitique au long cours, s'inscrivant en discordance avec le contexte capitaliste et néolibéral de gestion de l'augmentation des chocs. Ces buts généraux ne pouvaient être atteints dans le cadre d'un unique terrain d'intervention de maîtrise en travail social. L'objectif opérationnel de l'intervention menant à la mise sur pied, la création, au lancement et à la distribution d'un journal participatif, n'étaient qu'un premier pas dans cette direction. Je propose maintenant d'effectuer un retour sur la problématique à la lumière du terrain pour identifier le positionnement à adopter comme organisatrice communautaire critique en action sociopolitique.

5.1 Allier la théorie et la pratique dans un contexte d'accumulation des chocs : vers une coalition des savoirs expérientiels et scientifiques en organisation communautaire critique en action sociopolitique

J'aimerais maintenant explorer le lien à entretenir en organisation communautaire en action sociopolitique avec buts généraux d'intervention et les pistes de solutions qui agissent sur les

causes structurelles des problèmes, qui se situent au niveau de l'exosystème et du mésosystème. Celles-ci permettent d'identifier des voies pour remédier aux problèmes concrets vécus par les participant-e-s dans leur microsystème :

[i]t is within the immediate environment of the microsystem that proximal processes operate to produce and sustain development, but [...], their power to do so depends on the content and structure of the microsystem. (Bronfenbrenner, 1994, p. 39)

C'est donc bel et bien au niveau meso et microsystémiques que les membres de groupes sociaux exploités peuvent tout d'abord se réunir pour identifier les problèmes, leurs causes, et s'organiser pour mettre en place des solutions ou revendiquer.

Une question éthique se pose : comment faire en sorte qu'un-e organisateur-riche communautaire en action sociopolitique puisse réellement développer une perspective critique dans sa pratique et une approche structurelle avec un regard global en ancrant historiquement et géographiquement les enjeux et en montrant les liens entre ceux-ci, comme ce fut le cas dans la problématique du présent mémoire, sans imposer son analyse des causes structurelles et ses propositions de solutions aux participant-e-s lors du terrain?

Les méthodes de la recherche-action participative, de l'action sociopolitique, des groupes d'aide mutuelle autogérés et de la conscientisation permettent de surmonter ce dilemme de l'utilisation des savoirs en sciences sociales de l'intervenant-e-s. Il est possible de remarquer les similarités entre les étapes du processus de recherche-action participative et d'action sociopolitique. En effet, selon Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond, « il faut insister sur l'analogie entre le processus d'intervention et le processus de recherche [...]. En travail social, recherche et intervention sont [...] intimement liées dans la mesure où les étapes [...] sont essentiellement les mêmes. » (F. Ouellet-Dubé, cité dans Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond, 1984, p. 78) La construction théorique, impliquant une lecture des rapports d'appropriation et d'exploitation, a guidé mon intervention en proposant des pistes d'action, une méthodologie dynamique et des solutions envisageables, dans un contexte d'accumulation des chocs environnementaux et sociaux :

[l]a théorie est importante pourvu qu'elle soit un guide pour l'action. [...] Le travail que l'intervenant doit accomplir est à la fois un travail de praticien et d'intellectuel; son objet est un problème concret;

son outil, une problématique, c'est-à-dire une somme de connaissances acquises; son produit est une action planifiée qui vise à la mise sur pied d'un service, d'un groupe de travail, d'une opération de lutte, d'une action concertée visant à faire intervenir l'État dans le sens des intérêts réels d'une communauté. (1984, p. 73)

En partant du ou de la participant-e, de sa réalité, de ses problèmes vécus, de son univers vocabulaire, celui-ci ou celle-ci est reconnu-e comme expert-e des conséquences des systèmes d'appropriation et d'exploitation sur sa vie. Le rôle de l'organisateur-riche communautaire critique en action sociopolitique est alors de l'inviter à s'engager dans une démarche, à se mettre en action, à construire ses savoirs expérientiels, à les confronter à d'autres, ainsi, à élargir sa compréhension des conséquences différenciées, mais aussi des causes structurelles des enjeux par la recherche d'informations (vers une compréhension de plus en plus globale, incluant le contexte d'accumulation des chocs sociaux et environnementaux). Le journal participatif devient précisément cet outil qui permet d'entreprendre la mise en commun d'expériences et de savoirs différenciés, de trouver des points en commun, d'élargir la focale vers une compréhension globale, de formuler des revendications et des projets pour répondre aux besoins humains, en priorité des plus vulnérables, en équilibre avec ceux des autres vivants, dans un contexte de ressources limitées. En d'autres mots, l'intervenante encourage la mise en marche d'un processus d'analyse critique et d'action sociopolitique, dont les participant-e-s seront les principaux-ales acteur-riche-s. Ainsi, l'intervenant-e utilisera ses connaissances scientifiques critiques en lien avec les causes globales et les solutions possibles pour éclairer des discussions, pour proposer un approfondissement ou une recherche d'informations. Il ou elle le fera lorsque les participant-e-s ou les militant-e-s mettront de l'avant ces enjeux, même par l'expression d'un déficit de solidarité envers les autres groupes sociaux exploités, ou démontreront une volonté d'approfondir la recherche d'explications ou de solutions. Ainsi, dans le rapport dialectique de co-construction des savoirs et des expériences, une perspective plus globale sur les macro et exosystèmes s'est développée au cours de l'intervention. La mobilisation des concepts de justice économique, sociale, environnementale et migratoire permettait d'ailleurs d'appréhender ces enjeux et les liens qui les unissent.

Lors de l'intervention, j'ai exploré des enjeux structuraux et globaux entourant l'accumulation des chocs sociaux et environnementaux. Mes connaissances se sont enrichies de manière dialectique

des savoirs et des expériences des participant-e-s. Je n'ai pas soulevé les enjeux macrosociaux d'emblée lors des activités, mais ils m'ont permis une profondeur dans la mise en œuvre de mon intervention, en accord avec la perspective critique et l'approche structurelle en travail social. De plus, la focale mise sur l'explication et les manifestations actuelles des divisions sociales permettait de guider la seconde visée de l'intervention, soit créer des liens l'aide mutuelle dans la réponse aux besoins humains et de la nature et de solidarité politique pour la construction d'un rapport de force dans la défense des droits économiques, sociaux, environnementaux et migratoires et vers une distribution équitable et une utilisation viable des ressources limitées.

5.2 Des apports et des défis

5.2.1 Une voie originale pour le modèle de l'action sociopolitique

Le processus d'action sociopolitique était présent au cœur de la démarche du journal participatif, mais a dû être adapté à deux caractéristiques particulières du processus. Premièrement, il y avait dans plusieurs contributions, l'absence d'un groupe se rencontrant sur une base régulière, donc de démarche de groupe, élément fondamental de l'action sociopolitique selon certain-e-s théoricien-ne-s. Deuxièmement, il y avait une diversité d'enjeux traités dans le média participatif, ce qui exigeait un travail de liaison et de médiation pour atteindre une certaine unité et cohérence dans le projet. Le travail en supervision d'intervention a permis de cadrer le processus d'action sociopolitique, mais également de l'adapter aux particularités du terrain et du dispositif d'intervention.

Les conditions de mise en place et de maturation d'un processus d'action sociopolitique n'étaient cependant pas tout à fait compatibles avec le contexte de la maîtrise profil intervention à l'École de travail social de l'Université du Québec à Montréal (UQAM)³³, où le temps imparti au terrain est limité, voire sous-estimé, et les exigences d'analyse de l'intervention sont grandes. Ces contraintes entraient en concurrence avec les possibilités de mobilisation sociopolitique qui

³³ En effet, outre l'atteinte de l'objectif opérationnel de l'intervention, je désirais parallèlement répondre aux exigences de l'École de travail social pour la maîtrise, profil intervention, c'est-à-dire réaliser un certain nombre d'heures d'intervention sur le terrain et rédiger un mémoire, afin d'obtenir les crédits nécessaires pour décrocher un diplôme de maîtrise en travail social.

demandent un temps long, un engagement important et continu, ainsi qu'une grande disponibilité de la part de l'organisatrice communautaire (Greissler et Tremblay-Marcotte, 2020).

Voici les différentes adaptations de la mécanique de l'action sociopolitique qui ont été effectuées, en utilisant et en modifiant différentes techniques de la conscientisation, permettant de favoriser la création de groupes d'aide mutuelle autogérés, en accord avec le deuxième but général de l'intervention.

5.2.1.1 Identifier les problèmes concrets vécus

Une démarche de conscientisation a été amorcée avec des personnes faisant partie des groupes sociaux touchés par trois des thématiques abordées dans le journal, soit les travailleuses du soin, les travailleur-se-s migrant-e-s et les locataires. En premier lieu, un court entretien préliminaire individuel avec chaque personne était une occasion privilégiée d'apprendre à connaître les participant-e-s potentiel-le-s. Dans une perspective de conscientisation, je prenais le temps de comprendre l'univers et le vocabulaire de chaque participant-e-s (Ampleman, 1983). C'est à partir de leur vision du monde, de leurs savoirs et de leurs expériences que l'intervention pouvait prendre forme. Un relevé de l'univers-vocabulaire des participant-e-s était effectué pour déterminer les mots ayant une charge symbolique les plus pertinents à utiliser pour aborder les effets des inégalités économiques, sociales, environnementales et migratoires, en lien avec la tragédie et la pandémie, et de la division sociale inégale du travail de production du vivre créant des problèmes dans la vie des participant-e-s.

En second lieu, au début de l'intervention, j'ai également exploré avec les participant-e-s les thèmes générateurs qui étaient significatifs dans leur univers. Les thèmes générateurs portaient sur la base sociale du groupe d'exploité-e-s, soit leurs conditions sociales d'existence fondamentales, découpées sous forme de problèmes concrets. Ils permettaient de toucher aux contradictions que les participant-e-s vivaient à propos du travail et du logement. Cela correspondait à la réponse à la question « quoi? » (Quels sont les enjeux?) posée dans la phase de travail des groupes d'aide mutuelle autogérés. Ma superviseure me guidait dans la préparation de l'animation en m'aidant à élaborer des questions permettant d'explorer avec les participant-e-

s les défis vécus en commun, sur lesquels ils et elles aimeraient avoir plus de pouvoir. Cette étape s'est tenue à différents moments selon les groupes de participant-e-s et les enjeux abordés.

Dans les cas des démarches entreprises avec des travailleuses du soin et les locataires, cette exploration a été effectuée en réalisant une entrevue individuelle avec les participant-e-s, où les dimensions des problèmes de la réorganisation et la surcharge de travail de soin et de la crise du logement ont été explorées (voir annexes F et J, pour consulter les schémas d'entrevue).

Dans le cas des travailleur-se-s migrant-e-s, le premier atelier lors duquel ont eu lieu une discussion de groupe, une activité de cartographie collective critique *agitpop* et des entrevues mutuelles, où les participant-e-s étaient tour à tour journalistes et interviewé-e-s, a permis d'identifier les thèmes générateurs pour eux et elles, qui étaient l'argent et la famille. Ces deux éléments expliquaient leurs déplacements internationaux pour le travail (voir annexe G). Ainsi, cet atelier avec les travailleur-se-s migrant-e-s a permis d'amorcer simultanément la phase de questionnement d'un groupe autogéré, autour du « quoi » (quels sont les enjeux?), mais aussi du « pourquoi » (quelles sont les causes de ces enjeux?).

5.2.1.2 Identifier les causes des problèmes

En troisième lieu, j'incitais les membres de groupes exploités à avoir une vue d'ensemble de la situation en leur présentant des portraits codés de scènes typiques et significatives pour eux et elles et en les invitant à les décoder.

Dans le cas des locataires, c'étaient les articles qui servaient de portraits codés, ceux-ci ayant été rédigés strictement à partir de la synthèse de tous leurs témoignages (voir figure 4.7). Je rencontrais les participantes individuellement pour leur demander de valider le contenu. Elles pouvaient alors modifier à leur guise les extraits les concernant. Elles prenaient par le fait même connaissance du caractère collectif des difficultés rencontrées. Des questions informelles posées aux locataires lors de la validation de l'article les invitaient à effectuer un décodage de la situation et à identifier les causes de leurs difficultés. Je leur posais des questions qui les amenaient à réfléchir aux causes des phénomènes sociaux associés à leurs difficultés à se loger

convenablement. Cette étape correspondait à la question « pourquoi? » (Quelles sont les causes de ces enjeux?) du processus de structuration d'un groupe d'aide mutuelle autogéré.

Quant aux travailleuses du soin, le processus de validation de l'article s'est malheureusement effectué à distance et de manière assez superficielle, ce qui n'a pas permis qu'elles décodent les causes profondes et complexes de leurs difficultés. Leurs analyses et leurs demandes étaient centrées autour de la critique des restructurations de leur travail de soin salarié imposées par le gouvernement et les gestionnaires au cours de la pandémie et de leur surcharge de travail salarié et domestique. Il s'agit d'un apport fondamental, mais qui n'a pas identifié explicitement le caractère néolibéral de ces dégradations de leurs conditions de travail.

Il aurait pu être intéressant de regrouper les personnes interviewées sur un même enjeu pour la révision des articles, avec leur accord, afin de créer une synergie et de favoriser la collectivisation des problèmes vécus. Je ne l'ai pas fait, puisque je n'y ai pas pensé d'emblée, puis par manque de temps. Ce serait un réflexe à développer.

Pour les travailleur-se-s migrant-e-s, des saynètes de théâtre, intitulées « Un souper ordinaire » et « Une entrevue de routine », créées à partir des conclusions du premier atelier ont voulu tenir lieu de portraits codés, de représentations qui se voulaient tout d'abord idéologiques de la situation, explorées lors de deux ateliers subséquents (voir figure 4.6). Je demandais aux participant-e-s travailleur-se-s migrant-e-s de décoder les situations représentées dans les saynètes de théâtre, que j'avais aussi transformées en bandes dessinées pour faciliter la compréhension et pour publication dans le journal. La première saynète représentait la réalité de membres de groupes sociaux possédants et exploitants, celle des classes dominantes et citoyennes canadiennes. Cette réalité n'était pas concrètement expérimentée par les participant-e-s dans leur vie quotidienne. Lors de l'atelier 2 (voir annexe H), nous travaillions donc à partir du quotidien des classes possédantes et exploitantes que nous tentions de décoder, et non le quotidien des groupes sociaux exploités, comme il est courant de le faire dans la méthode de la conscientisation et du théâtre de l'opprimé. En effet, cette démarche dérogeait de la méthodologie canonique du théâtre de l'opprimé-e (Boal, 2012 et Lénel, 2011). Celle-ci projette

typiquement une situation d'exploitation directement vécue par les participant-e-s, construite par ceux-ci et présentée à un deuxième groupe susceptible de l'avoir également vécu et qui ont pour tâche de décoder. Le scénario de la première saynète aurait donc dû illustrer directement, bien que de manière codée, une situation d'exploitation se rapprochant au maximum de celles vécues par les travailleur-se-s migrant-e-s, racisé-e-s, néo-colonisé-e-s. Cette variation de la méthode, où le premier portrait codé, la saynète 1, abordait tout d'abord la réalité des groupes sociaux exploitants et possédants a cependant eu l'avantage de permettre d'aborder frontalement la question de l'exploitation du travail par les classes dominantes, dont le travail migrant, comme cause structurelle des problèmes, lors de discussions en groupe. Je remarque d'ailleurs que la méthodologie canonique du théâtre de l'opprimé-e ne permet pas d'aborder les causes structurelles (le pourquoi?), mais se concentre sur les problèmes (le quoi?) et l'exploration des solutions possibles (le comment?) (La Collective, théâtre de l'opprimé, 2024, en ligne). Il semblerait donc que ce ne soit pas tout à fait le dispositif méthodologique approprié pour identifier les causes structurelles, à moins d'une adaptation prévue par l'animation.

Lors de l'atelier 3 (voir annexe I), nous travaillions à partir du scénario de la deuxième saynète présentant la réalité d'une travailleuse migrante en entrevue avec la directrice d'une agence de placement de personnel. Cependant, la bande dessinée illustre un décodage de situation d'exploitation que les participant-e-s avaient déjà effectué lors des entrevues mutuelles lors de l'atelier 1. Il s'agissait donc de moments de validation du contenu de la saynète et de la bande dessinée. Je leur posais des questions qui les amenaient à réfléchir aux causes des difficultés sociales associées à la migration et aux inégalités sociales et environnementales. Cette étape correspondait à la question « pourquoi? » (Quelles sont les causes de ces enjeux?) du processus de structuration d'un groupe d'aide mutuelle autogéré. Ma superviseure de stage m'encourageait à créer des liens forcés entre les enjeux discutés et leurs causes structurelles à travers des activités et les discussions avec les participant-e-s. Je transformais les situations en problèmes par les questions que je posais au groupe et cela faisait émerger les liens entre les éléments. Je leur ai par exemple posé la question : « Quel est le lien entre être un-e travailleur-se migrant-e et être exposé-e au virus de la COVID-19? » Les discussions à la fin de l'atelier ont été l'occasion de donner un sens à leurs savoirs et leurs expériences, de les mettre en commun et d'en chercher

les causes. Je pouvais ensuite ajuster le scénario des saynètes et des bandes dessinées pour mieux refléter le contenu des discussions.

5.2.1.3 Identifier les solutions possibles

En cinquième lieu, il était question de proposer aux participant-e-s le défi de résoudre les enjeux dans l'action et la réflexion. Cette étape correspond à la question « comment »? (Quelles sont les solutions possibles?) qui est au cœur de la démarche des groupes autogérés.

Dans le cadre de la première rencontre individuelle avec les travailleuses du soin et avec les locataires, je proposais aux participant-e-s de développer une nouvelle conscience des solutions possibles en leur demandant d'énoncer les messages qu'elles voulaient transmettre à travers l'article. Les infirmières et les locataires ont formulé des revendications. Cependant, c'est uniquement avec les dernières qu'un processus d'aide mutuelle et d'organisation critique sociopolitique visant la construction d'un rapport de force s'est mis en branle. En effet, à la lecture de la synthèse de ces messages dans l'article, lors de la validation, les interviewé-e-s ont pu ressentir la volonté de se rassembler autour de ceux-ci, puisqu'ils dessinaient les contours de revendications collectives. Dans le cas des locataires, le groupe de mobilisation et d'aide mutuelle pour la défense du droit du logement qui a été mis sur pied correspond bel et bien à la définition d'un groupe d'action sociopolitique et d'aide mutuelle autogéré. La transformation sociale s'est poursuivie alors dans un mouvement de réflexion critique et d'action sociopolitique (Ampleman, 1983). Ce ne fut pas le cas pour les travailleuses du soin. Je souligne que l'utilisation d'entrevues et d'articles collectivisant des problèmes concrets vécus et mettant de l'avant des demandes de changements sociaux formulées par les personnes interviewées semble être un apport prometteur à la méthodologie de la conscientisation. Cette technique de conscientisation pourrait être répétée et mise à profit dans des démarches d'organisation communautaire en action sociopolitique pour viser la mise sur pied de groupes d'action sociopolitique et d'aide mutuelle autogérés.

Le groupe de travailleur-se-s migrant-e-s n'a pas pu d'aborder le « comment? », soit les solutions à leurs problèmes concrets vécus. Cette situation semble attribuable aux facteurs suivants : la

démarche collective de conscientisation avec les travailleur-se-s migrant-e-s demandait plus de temps que les autres pour être complétée, étant donné que leur situation est d'une grande complexité. Comme organisatrice communautaire, je ne la maîtrisais d'ailleurs pas tout à fait n'ayant pas vécu moi-même un processus d'immigration et ne provenant pas d'un pays du Sud global. De plus, il y avait une barrière linguistique. Leur statut précaire dans leur pays d'accueil exige de construire patiemment une légitimité de poser des demandes, en mettant notamment en exergue les intérêts importants qu'a le patronat canadien à leur présence sur le territoire (Conseil du patronat, 2022). Les ateliers effectués dans les classes de francisation ont pu contribuer modestement à tendre vers ce sentiment de légitimité de revendiquer. Finalement, j'ai effectué une distorsion de la méthode de la conscientisation, plus précisément du théâtre de l'opprimé-e.

La deuxième saynète revenait sur ces causes des difficultés du point de vue des travailleur-se-s migrant-e-s. Elle aurait cependant aussi pu être une occasion de chercher des solutions « Comment? », troisième phase de la structuration des groupes d'aide mutuelle autogérés. En effet, lors de cet atelier, je n'ai pas eu le temps de poser des questions permettant d'identifier des solutions concrètes et applicables aux défis vécus par les travailleur-se-s migrant-e-s concernant les thèmes générateurs qu'étaient l'argent et leur famille à partir des situations codées. Habituellement, dans la méthodologie du théâtre de l'opprimé-e, cela est possible à l'aide de séances d'improvisation qui ont lieu après une première répétition d'un scénario problème, où les spectateur-ric-e-s/participant-e-s sont invité-e-s à discuter et à entrer en scène pour proposer des pistes de solutions à leurs problèmes concrets vécus. Il s'agit d'une erreur méthodologique de ma part qui a empêché la recherche de solutions aux problèmes concrets vécus par les participant-e-s. Il aurait possiblement fallu ajouter un quatrième atelier pour compléter une première ronde du processus (quoi, pourquoi, comment) visant la structuration d'un groupe d'aide mutuelle autogérée.

La conclusion des discussions et les contributions des travailleur-se-s migrant-e-s au journal menaient donc à visibiliser leur réalité, leurs défis, leurs raisons d'être au Canada et leur apport essentiel à l'économie. Les discussions ont également mis en relief que la pandémie au Canada a

fait vivre des défis que certain-e-s travailleur-se-s migrant-e-s connaissaient déjà bien dans leur pays d'origine : pénuries, adaptations constantes, en plus de compliquer leurs déplacements internationaux. C'était donc une occasion, si ce n'était pas déjà fait, de prendre conscience qu'ils et elles étaient plusieurs à être confronté-e-s à des enjeux semblables et que les conséquences de ces problèmes vécus touchaient plusieurs membres de leur-s groupe-s social-aux exploité-s, même s'ils et elles provenaient de pays d'origine différents et avaient des opinions et des parcours de vie variés.

Une chose est certaine, la conscientisation nécessitait plusieurs rencontres pour explorer l'univers vocabulaire des membres de groupes exploités, identifier les thèmes générateurs à aborder et décoder des portraits codés de situations d'exploitation, pour ensuite réfléchir à des solutions. Le temps dévolu à l'intervention dans le cadre de cette présente maîtrise n'était pas suffisant pour être tout à fait fidèle à la méthode de structuration des groupes d'aide mutuelle autogérés, qui prévoit des boucles de rétroactions entre les questions : quoi? Pourquoi? Comment? dans le processus d'action sociopolitique à propos de problèmes identifiés et touchant les membres des groupes. C'est seulement après avoir effectué quelques rondes de questionnement et en ajoutant des intrants d'informations en sciences sociales que les causes structurelles auraient pu être réellement identifiées par chacun des groupes. C'est pourquoi il est pertinent de mentionner que les activités menant à la création du contenu du journal étaient des propositions orientées par l'intervenante, par l'identification de buts généraux, de l'objectif opérationnel, des sujets abordés, soit la justice économique, sociale, environnementale et migratoire et la division sociale totale du travail de production de la vie, et du dispositif utilisé, le journal participatif. Sa maquette a toutefois mainte fois été modifiée pour permettre d'intégrer toutes les contributions et tenter de créer une cohérence d'ensemble. Il s'agissait d'un moyen de donner une impulsion au projet et de réunir les gens. Les méthodes de l'action sociopolitique et de la conscientisation ont donc été adaptées aux caractéristiques du processus d'intervention en connaissant quelques résultats positifs pour les participant-e-s et en posant quelques défis provoquant des apprentissages en intervention.

5.2.2 Travailler à l'interface entre plusieurs groupes sociaux exploités

Au moment de l'intervention, la communauté de Mégantic était traversée par les enjeux globaux et par les conséquences d'une succession de chocs qui touchaient une diversité de groupes sociaux exploités. Le défi de l'organisation communautaire critique s'inscrivant dans l'action sociopolitique et utilisant des stratégies oppositionnelles était de mettre les gens en action pour des changements vers plus de justice et tendre vers la constitution de mouvements sociaux. À mon arrivée à Lac-Mégantic, il n'y avait cependant pas à ma connaissance de mouvement social organisé, hormis sur des questions de sécurité ferroviaire³⁴ et contre le tracé de la voie de contournement. Il était donc question de recruter des membres de groupes sociaux exploités non organisés et regroupés (Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond, 1984, p. 118), donc de partir de la base et de faire du recrutement.

Dans le cadre de l'intervention, il a été question de rassembler plusieurs groupes qui vivaient des impacts des injustices environnementales, sociales et migratoires, exacerbées à la suite de chocs, sur un territoire pour se solidariser et se mobiliser. En mettant sur pied un processus de recherche-action participative ayant des visées de justice économique, sociale, environnementale et migratoire campé dans l'action sociopolitique, j'ai été amenée à effectuer une méditation entre les groupes sociaux exploités, vivant des problèmes et ayant des intérêts immédiats souvent perçus par ceux-ci et celles-ci comme étant distincts, au mieux, et opposés, dans le pire des cas. J'ai donc dû m'interroger sur les conditions du développement de la solidarité intragroupe, d'un « nous collectif », mais également entre les groupes. Le développement de la solidarité intergroupe s'avérait nécessaire dans la perspective d'un mouvement social plus large, d'une coalition, en accord avec le deuxième but général de l'intervention. Il était donc question de créer un minimum de dialogue entre les groupes.

Les enjeux se sont exprimés de diverses manières au cours de l'intervention, notamment en abordant les conflits intergénérationnels (Abraham, 2019), qui sont apparus dans les mêmes

³⁴ À Mégantic, un exemple est la Coalition des Citoyens et organismes engagés pour la sécurité ferroviaire qui a été fondée dans la foulée de la tragédie. Il y a également le comité de vigilance pour la sécurité ferroviaire de Lac-Mégantic actif depuis 2014 qui est un organisme citoyen distinct ne faisant pas partie de la coalition.

créés par les jeunes adultes. Par exemple, ceux-ci soulignaient comment la spéculation immobilière et la crise du logement menacent le droit au logement, notamment des jeunes générations (voir figure 4.1). Il y avait également des conflits entre les groupes sociaux de sexe pour le partage du travail domestique et de soin, ayant des impacts sur la division raciale de ces types de tâches (Nakano Glenn, 2009). Ces conflits sont cependant restés sous-jacents et n'ont pas été abordés de front par les participant-e-s. Des tensions se sont cependant concrètement exprimées au cours des activités sous forme de concurrence, réelle ou imaginée, entre les résident-e-s de la région depuis plusieurs générations, descendant-e-s de colons, et les migrant-e-s nouvellement arrivé-e-s, particulièrement sur les questions d'accès aux logements, aux emplois et aux services. L'accès inégal au vaccin entre les pays du Nord et du Sud global était un autre exemple d'inégalité environnementale qui a été abordé (voir figure 4.4). L'intervention s'est donné le défi de trouver des terrains où travailler à rassembler les groupes exploités. Dans le cadre de l'intervention, j'ai tenté modestement d'unir stratégiquement les groupes sociaux exploité-e-s, dont le labeur est essentiel à la production de la vie, malgré leurs intérêts immédiats perçus comme divergents. Cependant, rétrospectivement, j'ai manqué quelques occasions à cet effet. Je propose d'observer les liens qu'il a été ou aurait été possible d'effectuer entre les différents problèmes concrets vécus par les participant-e-s.

5.2.2.1 Quelques occasions manquées de médiation entre les groupes sociaux exploités

Il aurait été pertinent de faire lire l'article produit à partir des témoignages d'un groupe par les participant-e-s d'autres groupes pour commentaires, lors du processus même de création du journal, avant son impression et sa distribution.

En effet, un défi se présentait dans la collectivisation des enjeux abordés par les participant-e ayant fait des contributions en solo. Les discussions en supervision d'intervention me permettaient d'appréhender l'intégration de la contribution de Clarenson au journal, selon ses visées et ses motivations. Inclure la contribution de Clarenson, donc, sa perspective, nécessitait d'élargir la focale du journal, ce qui était en phase avec le premier but général de l'intervention de développer une vision globale des enjeux environnementaux. Cependant, le cœur du sujet

abordé par la bande dessinée de Clarenson, soit déplacer des icebergs pour régler des problèmes de sécheresse et d'approvisionnement en eau potable n'était pas tout à fait en lien avec la mission du journal qui était de faire entendre les problèmes résultant de chocs sociaux et environnementaux, telles la pandémie et la tragédie, dans la région. En supervision, nous sommes venues à la conclusion qu'il aurait été possible pour moi, en tant qu'intervenante, d'être plus encadrante dans la proposition de départ, afin d'assurer un fil conducteur plus serré au journal. En effet, les chocs traités dans le journal, soit la tragédie et la pandémie, ne sont pas abordés frontalement dans cette contribution, mais simplement par analogie avec le cas des sécheresses. La démarche de Clarenson était un processus individuel, ce qui faisait en sorte qu'il n'a pas eu l'opportunité d'analyser les solutions dans le cadre démocratique d'un groupe tendant vers le modèle autogéré, en confrontant ses idées dans le processus créatif et en analysant par critères avec d'autres dans le cadre d'un processus décisionnel. Si cela avait été le cas, sa contribution aurait été plus en phase avec la méthode de l'action sociopolitique et de l'art action communautaire (Engrenage noir, 2022). D'ailleurs dans une perspective d'exploration et de réflexion critique, il aurait été important de valider les informations avec des sources scientifiques, puisque l'idée de déplacer des icebergs reste controversée, pour des raisons écologiques, techniques et sociales (Becklumb, 2010, Bourcier, 2018, Nouyrigat, 2011). La superviseuse de mon intervention m'informait que, dans le cadre d'une démarche collective en action sociopolitique ou en art action communautaire, il était possible de demander l'expertise d'organismes ou de scientifiques pour évaluer les solutions amenées par les participant-e-s. En effet, l'expertise permet de rendre les revendications acceptables ou valables, donc plus faciles à endosser. Les contraintes de temps et de moyens propres à cette démarche d'intervention a fait en sorte qu'il n'a pas été possible de solliciter une telle expertise.

Cependant, le parcours migratoire de Clarenson, d'Haïti vers le Canada, permettait d'enrichir l'analyse des conséquences des catastrophes environnementales et la définition de la solidarité pour donner une dimension internationale à l'analyse, ne serait-ce qu'en mettant en exergue les similarités et les différences entre les défis des membres de groupes sociaux exploités d'ici et d'ailleurs et les solutions à mettre en place. Cette perspective rejoignait celle des travailleur-se-s migrant-e-s participant au cours de francisation, pour qui les enjeux globaux et locaux sont

étroitement arrimés. J'ai d'ailleurs invité Clarenson à se joindre aux activités de la classe de francisation, cependant, celui-ci ne pouvait pas étant donné des contraintes familiales, impliquant qu'il réalise du travail de soin dans son espace domestique.

Un autre exemple d'initiative de dialogue aurait pu être entre le groupe des travailleur-se-s migrant-e-s et Rose Létourneau qui a rédigé le texte « J'espère me tromper ». Le confort du mode de vie consumériste de masse, dénoncé par Rose Létourneau, repose en effet sur l'exploitation du travail à l'international, l'importation de force de travail au Canada (Mies, 1998, Federici, 2014(c), Thérêt, 2021) et le travail gratuit de soins aux êtres humains (Mies, 1998). En contexte de pandémie, le manque de travailleur-se-s dans des secteurs essentiels était remodelé (Proulx, 2022(a)). Le fait que Rose ait rédigé individuellement son article a fait en sorte qu'elle n'a pas pu confronter ses idées avec celles des autres participant-e-s, notamment à propos de la question des causes structurelles de la destruction des écosystèmes, de la pollution et de l'augmentation des catastrophes environnementales. De plus, elle n'a pas pu soupeser la possibilité que les crises soient des opportunités de mettre en place des alternatives qui favorisent la justice sociale, environnementale et migratoire (Spade, 2020). C'est précisément cette hypothèse qui est explorée par le groupe qui a travaillé sur la question de la résilience. Il s'agit d'un autre exemple de dialogue qui aurait été possible.

La démarche générale du groupe travaillant sur la résilience a permis de mettre en évidence que les crises socioécologiques ouvraient des opportunités de changements individuels, d'aide mutuelle à l'échelle de la communauté et d'auto-organisation locale. Ce groupe, tout comme celui des travailleuses du soin, a souligné les exemples concrets de réseaux d'aide mutuelle qui se sont organisés lors de la pandémie et qui témoignaient de la force du collectif. Les propositions du groupe qui travaillaient sur la résilience vont dans le sens de changements de structures sociales, afin qu'elles répondent de manière plus synergique aux besoins humains selon Max-Neef, Elizalde et Hopenhayn (1989), bien que l'analyse soit tout de même peu développée quant aux causes et solutions globales aux enjeux actuels, dépassant l'échelle de la communauté. Selon Hanley, Kruzynski et Shragge, une telle démarche structurée devrait

formuler à long terme les objectifs du processus d'organisation et déterminer comment ceci est relié

au genre de société que nous voulons voir naître. La prise de position politique d'un groupe intègre les valeurs fondamentales de l'organisation et les relie à ses objectifs et à son orientation à long terme ainsi qu'aux stratégies établies pour les atteindre. (Hanley, Kruzynski et Shragge, dans Harper et Dorvil, 2013, p.157)

En rétrospective, il me semble que les propositions issues du texte et de l'œuvre abordant la résilience auraient pu être des prétextes à discussions stratégiques axées sur la solidarité, l'aide mutuelle et la recherche de solutions locales aux crises écologiques. Il aurait été possible d'ouvrir la discussion lors du lancement du journal et de la pétition. Cela n'a pas été fait, puisque je n'y ai tout simplement pas pensé lors de l'organisation de l'événement. Pour créer un dialogue entre les groupes, il aurait été pertinent d'organiser une assemblée publique lors du lancement ou subséquemment. Cet événement plutôt festif n'a pas eu une forte teneur politique et organisationnelle, comme une assemblée publique aurait pu permettre. C'est un apprentissage pour le futur : savoir reconnaître et saisir les occasions d'échanger et de s'organiser sur des enjeux au potentiel rassembleur pour la majorité, voire l'ensemble des groupes.

5.2.2.2 Les tensions pour le partage du travail de soin

Dans l'ensemble des processus de contributions au journal, les travailleuses du soin ayant participé au journal avaient des profils variés : infirmières, intervenantes sociales, préposées aux bénéficiaires, sans emploi. Leurs expériences se trouvent dispersées dans plusieurs contributions au journal. Certaines étaient migrantes, d'autres non (Turcotte et Savage, 2020). Certaines étaient étudiant-e-s, d'autres, stagiaires, salariées ou prestataires. Certaines étaient propriétaires de leur logement et d'autres non. Elles avaient cependant toutes des responsabilités domestiques non salariées (charge mentale, repas, soins aux enfants (sauf une), etc.). Elles occupaient donc une position particulière dans la configuration des rapports sociaux de pouvoir structurés par la division sexuelle du travail total.

L'article rédigé à partir du témoignage des infirmières met en relief certains impacts de la pandémie sur le travail des femmes, dont la surcharge de travail de soin et la réorganisation constante des tâches. Dans le cadre de l'économie capitaliste néolibérale, les tâches de soin de santé salariées sont considérées comme interchangeable et flexibilisées pour répondre aux

impératifs budgétaires (Siblot et collab., 2015).

Les infirmières ont abordé l'enjeu de la double journée de travail : salarié et domestique dans le cadre de leurs relations hétérosexuelles (voir figure 4.5). Il s'agit d'une tension entre les groupes sociaux de sexe pour le partage du travail de soin. Les hommes, principalement hétérosexuels, bénéficieraient du travail domestique et de soin fourni par leur conjointe dans le cadre du couple ou de la famille. Ces réalités de la tension pour le partage du travail du soin entre groupes de sexe et groupes racisés ont été constatées à travers les témoignages des travailleuses du soin rémunérées. Il n'a cependant pas été possible de le problématiser avec les participant-e-s à travers l'intervention, par manque de temps des travailleur-se-s, surtout les infirmières. L'engagement de celles-ci s'est donc limité à participer à une entrevue individuelle et à valider son contenu.

La division du travail entre femmes était à l'œuvre à Mégantic, comme ailleurs, et pouvait s'observer dans des rapports hiérarchiques au sein du système de santé. Les conflits entre les femmes racisées et non racisées pour le partage du travail de soin n'ont pas été abordés directement dans les activités, cependant, certaines femmes rencontrées occupaient un emploi de soin se situant au milieu de la hiérarchie professionnelle : infirmières et éducatrices spécialisées, provenaient du groupe ethnique dominant, alors que d'autres femmes, qui étaient au bas de la hiérarchie professionnelle : préposées aux bénéficiaires, étaient des femmes migrantes, racisées et néo-colonisées.

L'article « SOS – crise du logement au Granit » rédigé à partir des témoignages des locataires rencontrées, toutes des femmes, met également en lumière d'autres défis du travail domestique et de soin, cette fois non rémunéré et effectué dans l'espace domestique. Les travailleuses du soin originaires du Québec ou migrantes sont essentielles économiquement, mais sont soumises à une surcharge de travail pénible et elles ont peu de pouvoir décisionnel à propos des modalités de réalisation de celui-ci. Les bandes dessinées produites à partir de la démarche effectuée auprès de travailleur-se-s migrant-e-s met en exergue certains défis de conjuguer le travail de soin salarié et gratuit en contexte de migration.

Des dialogues sur ces questions du travail du soin et son organisation auraient été un exemple d'initiatives très pertinentes à mettre en place. Il aurait été particulièrement intéressant de créer des ponts entre les savoirs expérientiels de toutes les travailleur-se-s du soin. Le temps a malheureusement manqué dans le cadre de la présente intervention.

5.2.2.3 Les tensions pour le partage des ressources de logement

Un des enjeux abordés dans le journal qui avait un potentiel politique rassembleur, outre celui du travail, était bien celui du logement, puisque tous les membres des groupes sociaux exploités doivent se loger. Il s'agit en effet d'un besoin et un droit social fondamental. Le journal et les activités mises sur pied pour sa création étaient des démarches qui tendaient vers le développement de revendications par groupes d'aide mutuelle autogérée, ayant des intérêts communs et partageant un même territoire.

Comme il a été démontré dans la section précédente, les membres des groupes sociaux exploités sont séparé-e-s et mis en compétition par la division du travail, dont celui du soin. Le marché immobilier est également traversé par des dynamiques de privation et de compétition. Les différents groupes sociaux exploités sont donc en compétition sur le marché du travail et du logement, notamment les travailleur-se-s migrant-e-s, racisé-e-s, néocolonisé-e-s et les travailleur-se-s ayant leur citoyenneté, étant établi[-e-]s dans la région depuis plusieurs générations et n'ayant pas de diplôme d'études postsecondaires. Bien vite des limites immédiates à la solidarité se sont manifestées. Le groupe qui s'est mobilisé sur la question du logement était composé de locataires parmi les plus précaires, particulièrement puisqu'elles avaient en majorité peu de scolarité, étaient ou ont été endetté-e-s et avaient des enfants ou des animaux à charge.

Les causes et des répercussions de la crise du logement étaient complexes (Barahona et Zaazaa, 2024, en ligne). Cependant, le groupe des travailleur-se-s migrant-e-s a été identifié sans détour par certain-e-s membres du groupe des locataires natif-ve-s de la région comme étant une source du problème de la pénurie de logements dans la région. Les locataires originaires de la région depuis plusieurs générations se sentaient menacé-e-s par l'arrivée des travailleur-se-s migrant-e-s. Cette réalité fait apparaître toute la pertinence du deuxième but général de l'intervention, soit

par le développement de dynamiques d'aide mutuelle parmi les groupes sociaux exploités, et la construction d'une solidarité politique.

J'ai pris conscience que cette mobilisation pour le droit au logement exigeait le déploiement de tactiques pour favoriser la solidarité politique entre membres de différents groupes exploités, suivant la ligne de fracture des rapports sociaux racisés. Lors de l'intervention, j'ai saisi quelques occasions pour sonder les membres du groupe mobilisé sur leurs analyses des causes structurelles de la crise dans la région et pour les confronter par des questions, dans une perspective d'élargissement de leur focale de la justice sociale à l'ensemble des groupes sociaux exploités, dont les travailleur-se-s migrant-e-s. En adoptant la posture d'organisatrice communautaire critique en action sociopolitique, mon rôle était d'accompagner les militantes dans leur lecture de la situation d'injustice auxquelles elles sont confrontées. Je les guidais dans l'approfondissement de leur analyse, notamment en rapprochant leur réalité de celle des travailleur-se-s migrant-e-s, racisé-e-s et néo-colonisé-e-s. Plusieurs techniques étaient à ma disposition. Le contenu du journal en soi a permis de visibiliser les défis qui sont vécus par ces deux groupes sociaux exploités et de les sensibiliser les un-e-s les autres. Le lancement et la distribution du journal ont également été une occasion d'amorcer une prise de conscience des liens entre les différents enjeux vers le développement d'une solidarité intergroupe.

Au cours de la rencontre préparatoire aux discours prononcés lors du lancement du journal et de la pétition, j'ai annoncé aux membres du groupe de militantes pour le droit au logement que le journal incluait des bandes dessinées qui avaient été élaborées à la suite d'une démarche avec des travailleur-se-s migrant-e-s et que plusieurs d'entre eux et elles allaient être présent-e-s au lancement. Je les ai informées que c'était un défi d'envisager la proximité lors du lancement, alors que les travailleur-se-s migrant-e-s sont accusé-e-s par les militant-e-s pour le droit au logement comme d'être responsables de leurs difficultés sur le marché locatif. Dans une perspective de solidarité, j'ai proposé d'axer le discours prononcé par les militantes lors du lancement sur les groupes dominants, possédants et exploitants, qui profitent de la situation de crise du logement, soit les propriétaires d'immeuble, les membres de groupes sociaux exploitants ayant des intérêts dans l'industrie du tourisme, les patrons de moyennes et grandes entreprises qui réservent des logements exclusivement pour leurs employé-e-s migrant-e-s, créant un lien de double

dépendance, salariale et domiciliaire, pour ceux-ci et celles-ci.

L'usage du récit et de la narration des travailleur-se-s migrant-e-s, à travers les médiums des bandes dessinées et des saynètes de théâtre, dont celle présentée lors du lancement, a permis de valoriser la diversité des expériences et de cultiver la curiosité. En allant à la rencontre de l'autre, des ponts pouvaient s'établir entre différentes situations vécues, par exemple la réalité de la pénurie de biens pendant la pandémie et les pénuries récurrentes dans les pays du Sud, d'où sont originaires les travailleur-se-s migrant-e-s, racisé-e-s et néo-colonisé-e-s. Une médiation est possible lorsque les membres de différents groupes sociaux exploités abordent leur réalité et leur parcours de manière sensible. Le terreau est alors fertile pour la création de la solidarité active.

La réflexion sur les causes s'est poursuivie tout au long de la mobilisation pour la défense du droit du logement, au cours de laquelle j'ai saisi d'autres occasions de contester leurs explications erronées des causes de la crise. Dans le processus continu d'organisation du comité d'aide mutuelle et de défense du droit au logement qui a duré quelques semaines, les boucles de rétroactions entre l'analyse et l'action ont pu être amorcées, cherchant à identifier les causes structurelles des difficultés rencontrées et les solutions à mettre en place, sans toutefois arriver à une conclusion satisfaisante où des causes structurelles critiques et des solutions solidaires auraient été identifiées. À la lumière de cet enjeu fondamental pour la construction de la solidarité entre les groupes sociaux exploités, il m'a semblé que la recherche des causes aurait demandé un intrant d'informations en sciences sociales pour atteindre une certaine justesse. Il aurait fallu que, dans le processus d'organisation, les militantes soient amenées à se poser elles-mêmes rigoureusement la question des causes structurelles de leurs problèmes et qu'elles souhaitent réellement y trouver une réponse valable, ce qui ne s'est toutefois pas avéré être le cas.

Comme organisatrice communautaire critique en action sociopolitique, ma superviseure m'a encouragée à proposer aux participant-e-s à l'intervention et aux militantes d'évaluer les solutions aux problèmes concrets vécus. Cette évaluation aurait pu se faire à la lumière des critères de leur contribution à régler des problèmes pour plusieurs personnes issues de groupes

sociaux exploités différents et à ne pas provoquer d'autres problèmes, par exemple l'exacerbation de l'embourgeoisement ou la discrimination d'autres groupes sociaux exploités. Ces critères d'évaluation des solutions envisagées seraient une façon d'encourager les participant-e-s à construire une compréhension critique globale, en considérant les conséquences de problèmes sociaux sur la réalité de plusieurs groupes sociaux exploités. Il aurait pu s'agir d'un premier pas pour que cette analyse collective se traduise en solidarité et en aide mutuelle dans la construction d'un rapport de force émancipateur. Le rôle de l'organisatrice communautaire critique utilisant l'action sociopolitique est d'encourager la recherche de points communs, de jonctions et d'alliances possibles pour l'élaboration de revendications ou de projets communs entre plusieurs groupes sociaux exploités, dans une perspective de coalition de mouvements sociaux. Je n'ai malheureusement pas eu le temps de réaliser un tel processus d'évaluation par critère des solutions proposées.

En faisant ressortir les besoins des groupes avec lesquels j'étais en contact, les projets de rétablissement, de reconstruction ou de transitions sociales et écologiques de la région devenaient les cibles de revendications en matière de logement, pour que ceux-ci prennent en compte les besoins et les problèmes des groupes exploités.

5.2.3 S'organiser de manière démocratique

La mise en place d'un mode d'organisation démocratique a représenté un défi tout au long du terrain d'intervention. Dans la mouture originale du projet, la formation d'un seul groupe d'action sociopolitique et d'aide mutuelle autogéré aurait permis de poser dès le départ la question des modes de prises de décision et d'action. Cependant, le caractère hétéroclite des modalités de participation au journal a fait en sorte que j'ai, involontairement, conservé entre mes mains beaucoup de pouvoir de décision, d'informations clés et que j'ai effectué les tâches névralgiques de coordination du projet, de la maquette jusqu'au lancement. L'inscription du terrain d'intervention dans le cadre d'un mémoire de maîtrise pouvait faire en sorte que les buts généraux et les modalités d'accomplissement de l'objectif opérationnel ont vécu une distorsion, devant correspondre aux exigences institutionnelles universitaires et au protocole de recherche-

intervention de l'École de travail social. Devant les exigences du terrain d'intervention de la maîtrise en travail social, la mise en œuvre des étapes permettant d'atteindre l'objectif opérationnel a partiellement court-circuité les potentialités qu'aurait pu avoir un objectif d'organisation communautaire critique en action sociopolitique réalisé dans un contexte moins contraignant. Pour clarifier, Alinsky rappelle, sur le ton mordant qu'on lui connaît, que : « [c]e n'est pas un objectif tout platonique d'esthète que l'on vise dans un processus de participation démocratique, mais la création d'une organisation. Le processus, c'est aussi l'objectif. » (1976, p. 175) Ainsi, mettre sur pied un journal participatif hors d'un cheminement académique aurait demandé de faire preuve d'un plus grand souci de démocratisation à chaque étape, afin de recruter un maximum de militant-e-s prêt-e-s à s'engager envers les buts généraux de l'intervention, et ce, par le processus même de création du journal. Ce processus aurait dû être l'occasion de mettre en branle les dynamiques d'aide mutuelle (Spade 2020), propres à forger des solidarités politiques vers la création d'un rapport de force. En réalité, le niveau d'implication de certain-e-s participant-e-s, tels Clarenson Garcia, Rose Létourneau, les infirmières, et les jeunes adultes ayant participé à la création de mêmes, ne permettait pas d'expérimenter des processus démocratiques de prises de décision en tant que tels, mais plutôt, de manière plus diffuse, un certain *empowerment* (habilitation) dans la création et la validation du contenu. Le groupe travaillant sur la résilience et celui des travailleur-se-s migrant-e-s en francisation ont expérimenté un certain niveau d'autonomie et de prise de décisions collectives dans leur processus créatif. Cependant, c'est bel et bien avec le groupe des militantes mobilisées pour le droit au logement que s'est dessiné un processus d'action sociopolitique, où des mécanismes de démocratisation des tâches et des décisions auraient impérativement dû être mis en place si les activités s'étaient poursuivies sur le long terme.

L'expérience avec le groupe d'aide mutuelle et de défense du droit au logement a permis une prise en charge assez autonome de tâches du plan d'action par les militantes elles-mêmes ou en collaboration avec moi, tels l'identification des problèmes, l'échafaudage d'un plan d'action, l'élaboration de revendications, la rédaction d'une pétition, la recherche d'informations, la création d'un dépliant de ressources (voir annexe Q), la création et la gestion d'un groupe Facebook, la communication, les rencontres avec plusieurs acteurs clés de la région, la

distribution du journal et de la pétition, etc. Cependant, le groupe ne s'est pas doté d'un mode de fonctionnement et de prise de décision démocratique officiel.

Lors de l'accompagnement du groupe, j'ai tenté d'inviter une nouvelle membre à se joindre aux réunions et aux activités du groupe. Cependant, celle-ci s'est présentée à une seule réunion préparatoire au lancement et à l'événement lui-même, mais n'a pas poursuivi son engagement avec le groupe subséquemment. Il est possible de poser l'hypothèse que, parmi les raisons qui expliquent son désengagement, il y ait la présence d'une certaine centralisation des informations et des tâches aux mains des deux militantes initiales et de moi-même :

le groupe initial, par souci d'efficacité, s'accroche parfois, monopolise les principaux leviers de pouvoir et de direction. [L]a qualité de l'intérêt, de la participation et de l'action des autres membres diminue en réponse à cette centralisation. [...] [L]e souci de résultats tangibles, d'une division efficace et rationnelle des tâches, ne doit pas aller sans celui d'une démocratisation plus large. (Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond, 1984, p. 81)

Une autre piste d'hypothèse pourrait être que le groupe mobilisé a enchaîné les réunions dans ses premières semaines d'existence, puisque le *momentum* semblait l'exiger et que l'horaire des deux militantes fondatrices le permettait. Ce n'était cependant pas le cas pour la troisième militante qui jonglait avec des études à temps plein, un emploi et un déménagement à préparer. Selon Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond, « [t]out groupe qui amorce ses activités doit faire l'impossible pour ne pas laisser planer la menace d'un fardeau de réunions qui semblerait intolérable » (1984, p. 127). L'effervescence des premières semaines de vie du groupe où il y a eu des interactions avec plusieurs acteurs sociaux de la région pour obtenir des informations et soumettre nos demandes a pu décourager la troisième militante.

Le groupe de militantes mobilisées pour le droit au logement a poursuivi ses activités après le lancement du journal et de la pétition et a dû faire face au défi des lacunes des structures démocratiques des organisations avec lesquelles il est entré en contact. Je propose d'analyser cet enjeu en observant de plus près trois moments de l'intervention, soit la consultation publique sur l'allocation de 19 millions de dollars à la communauté de Mégantic, la rencontre avec un élu municipal et la rencontre avec les organisatrices communautaires.

5.2.4 Rapports avec les instances politiques et sociales : naviguer de manière critique entre l'opposition, la collaboration, la concertation et le partenariat

Le groupe mobilisé pour la défense du droit au logement connaissait une effervescence qui favorisait le partage des tâches et des décisions de manière organique, bien que les mécanismes démocratiques n'étaient pas officiellement déployés. Lors d'événement public et de rencontres avec des membres d'instances publiques, les membres du groupe se sont butés à des mécanismes de gouvernance utilisés par des organisations et qui présentent des déficits de démocratie. Le groupe de militantes actif et organisé avait une attitude enthousiaste d'implication transformatrice qui contrastait avec l'apathie générale des groupes sociaux exploités soulignée par Alinsky. Comme organisatrice communautaire en action sociopolitique, le défi était de trouver une manière d'accompagner le groupe et de canaliser son énergie pour naviguer de manière critique dans les instances publiques, sans perdre de vue le but général du groupe, soit la recherche de justice sociale en matière de logement.

5.2.4.1 Consultation publique sur l'allocation de 19 millions de dollars à la communauté de Mégantic par le ministère de la Justice du Québec

Le groupe de militantes mobilisées sur la question du logement a proposé de participer à la consultation publique sur l'allocation de 19 millions de dollars à la communauté de Mégantic par le ministère de la Justice du Québec pour le recours collectif intenté contre la *Montreal Maine and Atlantic*, aujourd'hui dissoute. Cette consultation se déroulait le 18 mai 2022. La consultation était animée par François Jacques, le député de circonscription de Mégantic du parti au pouvoir à ce moment (Coalition Avenir Québec (CAQ)). L'ordre du jour prévoyait le dévoilement des travaux de Martine Beaudoin, notaire honoraire, et de Jean Paul Normand, notaire émérite, et de sept membres issus de différents groupes sociodémographiques de la communauté, qui avaient été nommé-e-s pour distribuer le montant à des promoteurs ayant répondu à l'appel de projets lancé en octobre 2021, selon des secteurs d'activité prioritaires. La population était également consultée au cours de cette soirée et était invitée à s'exprimer (Nadeau, 2021). Le logement était un enjeu prioritaire et près du tiers des fonds étaient octroyés à ce secteur en subventions à des promoteurs privés. L'article du journal *L'écho de Frontenac* annonçant la tenue de l'événement fait mention d'un processus de participation citoyenne dans un contexte de démocratie

représentative : des représentant-e-s nommé-e-s consultent la population pour recueillir des commentaires qui donneront le pouls de l'opinion des citoyen-ne-s et qui orienteront leur prise de décision pour formuler des recommandations au gouvernement (voir annexe N). Dans cet article, le mot « communauté » est utilisé sans définir qui sont les groupes sociaux faisant partie de cette entité. Comme il a été vu précédemment, le concept de communauté peut être utilisé pour protéger les intérêts des groupes sociaux possédants et exploitants. En effet, il est possible de poser l'hypothèse que si les investisseur-e-s, les promoteur-e-s privé-e-s, les grands propriétaires fonciers et immobiliers sont considéré-e-s comme faisant partie d'une communauté dont l'unité est à préserver (Généreux, 2019), le droit au logement des personnes les plus vulnérables ne soit pas pris en considération. En effet, leurs besoins et leurs intérêts sont opposés à ceux des groupes possédants et exploitants.

Les deux membres du groupe mobilisé pour le droit au logement ont pris la parole lors de l'événement pour interroger le comité sur la prise en compte des besoins de logement des familles et des personnes à faible revenu provenant de la région. Une des militantes a demandé si les nouveaux logements allaient être abordables et réservés aux gens de la région. Selon les notaires, les logements construits viendraient augmenter l'offre de logements sur le marché locatif et s'inscriraient dans le nouveau programme d'habitation abordable du Québec (PHAQ). Les notables ont cependant répondu qu'aucune mesure officielle n'était prévue pour que les logements soient accessibles aux personnes et aux familles à faible revenu sur le long terme, que ceux-ci proviennent de la région ou non (Nadeau, 2022). Ainsi, le comité consultatif n'a pas choisi l'option de la construction de logements sociaux, ce qui permet de supposer que les représentant-e-s n'a pas tenu compte des intérêts des groupes sociaux exploités les plus vulnérables de la communauté pour élaborer leurs recommandations. Il me semble que cet événement démontre la pertinence de tenir compte des rapports de force au sein de la communauté pour organiser un groupe en action sociopolitique.

Je propose d'observer de plus près une occasion manquée d'organisation communautaire critique en action sociopolitique. Plusieurs promoteurs ayant déposé des demandes de financement étaient présent-e-s à la consultation et remerciaient les membres du comité consultatif pour leur

travail lors de leurs prises de parole. D'autres citoyen-ne-s, non organisé-e-s, dénonçaient plus ou moins fortement que les projets mis en branle depuis la tragédie ne correspondaient pas au caractère modeste qu'avait la ville de Mégantic, avant juillet 2013. Un citoyen a accusé frontalement le député de la CAQ, propriétaire du salon funéraire à Mégantic, de protéger ses propres intérêts, et les élu-e-s de la ville de vendre les terrains de l'ancien centre-ville à des prix exorbitants, ce qui empêchait toute reconstruction par et au bénéfice des membres de groupes sociaux exploités de la communauté. Sa colère était palpable et, rapidement, les organisateur-riche-s lui ont demandé de maintenir un certain décorum ou de quitter la salle. Ces incidents permettent supposer qu'une consultation publique n'est pas un forum permettant aux groupes sociaux exploités d'identifier leurs intérêts et de s'organiser pour les défendre, comme le permettrait un forum de démocratie directe, telle une assemblée publique décisionnelle. Les réactions des organisateur-riche-s visant à faire taire les voix discordantes des citoyen-ne-s inquiet-ète-s ou fâché-e-s lors de la consultation publique semblent appuyer cette hypothèse.

Selon Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond, cet événement aurait pu être une occasion d'organisation communautaire critique en action sociopolitique pour mobiliser des gens prêts à l'action, mais non regroupés :

Il arrive parfois que certains événements, ou certaines mesures étatiques soulèvent un tollé. [...] Si les enjeux du conflit ne sont pas nécessairement clairs, le sentiment d'oppression est très présent. Tout se passe comme si les gens n'attendaient que l'occasion d'exprimer leur désapprobation, leur colère. (1984, p. 123)

Selon les auteurs, c'est le rôle de l'intervenant-e de se préparer à cet événement public pour poser des questions et « démontrer aux participant[-e]-s à l'assemblée qu'ils [et elles] ont intérêt à se regrouper sur une base autonome. » (1984, p. 123) Les auteurs effectuent un certain nombre de recommandations. Tout d'abord, l'organisateur-riche communautaire critique en action sociopolitique doit connaître le dossier sur le bout de ses doigts et respecter le cadre démocratique de l'assemblée : « il faut que les gens sachent que vous êtes non seulement compétent[-e], mais aussi profondément soucieux[-se] de défendre leurs intérêts. » (1984, p.123) Ils mettent également en garde contre les opposant[-e]-s à l'organisation populaire: « [l]'opération ne sera pas sans péril puisqu[e l'organisateur-riche] aur[a] à faire face à une opposition venue de ceux qui ont justement intérêt à ce que les gens soient le plus désorganisés

possible. » (1984, p.123) Ceux-ci et celles-ci se manifesteraient spontanément ou en réaction à des efforts d'organisation des membres de groupes sociaux exploités.

Dans le cas de la consultation pour l'allocation des 19 millions à la communauté de Lac-Mégantic, je ne maîtrisais pas suffisamment le dossier pour intervenir de la sorte lors de l'assemblée. Ce sont les militantes, qui suivaient l'évolution de ces débats depuis près de dix ans, qui ont pris la parole, ce qui était très positif. Cependant, ce fut une occasion d'élargissement ratée de la lutte, en ce sens que certaines stratégies auraient pu être déployées pour recruter de nouveaux-elles militant-e-s sur place, ne serait-ce qu'en faisant connaître notre groupe à l'aide d'un prospectus et en invitant les gens présents au lancement de la pétition ou à une réunion d'organisation.

5.2.4.2 Rencontre avec un élu municipal de Mégantic

Le comité d'aide mutuelle et de défense du droit au logement a rencontré un élu municipal dans les semaines qui ont suivi le début de ses activités. Richard Michaud était conseiller à la Ville de Mégantic. Il nous a contactées dans la foulée du lancement de la pétition pour le droit au logement pour nous proposer une rencontre. Comme organisatrice communautaire critique en action sociopolitique, je considérais qu'il était primordial pour l'éducation politique des militant-e-s d'expérimenter ensemble à travers l'action. Ce réflexe allait dans le même sens que les recommandations de Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond : « quels que soient les motifs qui vous incitent à prendre contact avec votre député[-e] ou quelque autre politicien[-ne], ne le [ou la] rencontrez jamais seul[-le]; faites-vous accompagner d'un[-e] ou de quelques membres de votre groupe. Les engagements d'un[-e] politicien[-ne] ont plus de valeur s'ils sont pris devant plusieurs personnes. » (1984, p. 56) Nous participions toutes ensemble aux rencontres avec des allié-e-s potentiel-le-s ou avec des interlocuteur[-rice-]s médiatiques ou politiques.

Lors de la rencontre entre le groupe mobilisé et Richard Michaud, il a été possible de noter dans son discours qu'il ne s'inscrivait pas dans la perspective de la défense du droit fondamental au logement, mais plutôt dans une vision où l'immobilier est une marchandise permettant de faire des profits pour les propriétaires et les banques (Goyer, 2017). Il était cependant touché que des habitant-e-s de la région soient en situation de logement très précaire ou sans logement.

Cependant, il a également dit comprendre que les promoteurs et les propriétaires d'immeuble agissent en fonction de leur intérêt financier. Selon ses paroles, « ils sont là pour faire de l'argent et pas pour faire la charité. » Il nous a brossé un portrait des besoins et des projets en termes de logements dans la ville, incluant ceux qui allaient voir le jour grâce aux « 19 millions », ainsi que de la réalité du marché locatif et de la construction. À la demande d'une militante, il a confirmé que les industries et les gros commerces de la région réservaient des logements pour leurs employé-e-s migrant-e-s.

Il semblait ouvert à collaborer avec les habitant-e-s de la ville. Il a proposé d'élargir le comité municipal qui travaille sur les enjeux du logement pour accueillir des personnes qui étaient mobilisées. Il souhaitait promouvoir des solutions à court terme pour réduire la pression sur le parc locatif. Nous lui avons demandé d'explorer la possibilité de restreindre ou d'éliminer complètement la zone où la location à court terme par la plateforme Airbnb était permise dans la ville. Il a aussi mis de l'avant des solutions qui provenaient de l'Union des municipalités du Québec. Celles-ci étaient à l'effet d'instaurer un registre des loyers, d'offrir des crédits de taxes foncières pour les propriétaires qui baissent les loyers pour les locataires à revenus modestes et, au provincial, d'augmenter les impôts sur le revenu provenant de la location immobilière. Il s'est cependant dit préoccupé par le fait que les mesures de réglementation du loyer profitent à des locataires ayant un revenu moyen ou plus élevé et étant, selon lui, en mesure de payer davantage. Le groupe mobilisé et le conseiller municipal projetaient de garder contact, bien que les travaux allaient être ralentis par la saison estivale.

Dans leur ouvrage, Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond ne privilégient pas systématiquement l'adoption d'une perspective conflictuelle envers les politiciens locaux, du moins pas d'emblée, et surtout pas dans les milieux ruraux : « [d]emander un service à un[-e] politicien[-ne], c'est lui accorder quelque importance et ils [et elles] aiment se sentir important[-e]-s. » (1984, p. 55) Globalement, à l'issue de la rencontre, les membres du groupe mobilisé étaient satisfaites. Cette conclusion m'a permis d'identifier, avec l'aide de ma superviseure, qu'il aurait été pertinent de se réunir entre militantes, avant chaque rencontre avec un-e acteur-riche de la région, pour nous rappeler les buts généraux du groupe, le ou les objectifs opérationnel-s et les moyens de les

atteindre, en lien avec chacune des actions. En effet, il m'est apparu que le risque était grand de s'épuiser en additionnant les rendez-vous, sans obtenir de gains concrets en lien avec notre plan d'action. Cette rencontre, ainsi que celle avec deux organisatrices communautaires de l'équipe de proximité, ouvre une nécessaire réflexion sur la concertation sur les questions sociales.

5.2.4.3 Rencontre avec les organisatrices communautaires de l'équipe de proximité

Planifier une rencontre avec une organisatrice communautaire de l'équipe de proximité me semblait pertinent, afin de diffuser l'initiative de mobilisation auprès d'autres membres de groupes exploités vivant la même situation, d'identifier les besoins de logement dans la région de manière structurée et, éventuellement, de mettre sur pied une ressource qui puisse accompagner, soutenir et défendre les droits des locataires. Cette volonté des militantes de mettre sur pied un organisme était en phase avec l'analyse de Lamoureux : « [c]e sont généralement des militant[-e-]s qui animent les mouvements sociaux et qui fondent les organismes communautaires autonomes. » (Lamoureux, 2003, p. 128) Les activités de la ressource allaient pouvoir être à la fois tournées vers l'intervention individuelle, formelle et informelle, et l'intervention collective, sociopolitique.

Lors des balbutiements de la mobilisation, alors qu'il était question de mettre sur pied une pétition, j'ai rencontré à ma demande une membre de l'équipe de proximité qui souhaitait comprendre les besoins du groupe mobilisé. Elle a mentionné que l'équipe de proximité pouvait aider, mais à l'intérieur de certaines limites. Elle a promis de parler de l'initiative en réunion d'équipe et a évoqué la possibilité d'amener le sujet du logement sur des tables de concertation. Il n'y a malheureusement pas eu de suivi qui a été fait de sa part. De même, j'ai écrit à la coordonnatrice de l'équipe de proximité, qui était également organisatrice communautaire, pour obtenir du soutien dans la démarche de mobilisation. Il n'y a également pas eu de réponse par courriel de sa part. Une semaine plus tard, ma répondante a abordé la mobilisation avec moi et m'a fait part de ses réserves par rapport au processus. Elle m'a informée que certaines intervenantes de l'équipe de proximité se demandaient si les locataires étaient sérieuses dans leurs démarches, si ce n'était pas plutôt des personnes en détresse psychologique ou qui allait

cesser leur mobilisation lorsque leurs problèmes personnels de logement allaient être réglés. Elle a ajouté que le moyen utilisé, soit de lancer une pétition, était confrontant, selon elle, et qu'il aurait été préférable d'écrire une lettre au député. Il aurait été ainsi plus disposé à répondre aux demandes. Bien que ces propos aient contrasté grandement avec les réflexions qui m'animaient comme organisatrice communautaire critique en action sociopolitique dans l'accompagnement du groupe de militantes, je lui étais reconnaissante de m'exprimer directement les réserves des membres de l'équipe de proximité, qui pouvait expliquer l'absence de réponse. J'ai pris celles-ci en note, tout en mentionnant que mon projet d'intervention visait la justice économique, sociale, environnementale et migratoire par la défense collective des droits, et que cela expliquait pourquoi je soutenais la mobilisation de ce groupe autogéré d'aide mutuelle et d'action sociopolitique.

Un suivi a été fait par ma répondante auprès de membres de l'équipe de proximité et une rencontre a finalement été possible avec deux organisatrices communautaires près de trois mois après le début de la mobilisation. En effet, une rencontre avec deux organisatrices communautaires du Granit, également membres de l'équipe de proximité, a eu lieu le 22 juin. J'ai maintenu le lien avec le groupe entretemps. En effet, comme organisatrice communautaire stagiaire qui avait une fenêtre d'intervention limitée, je devais maintenir le lien avec le groupe mobilisé sur l'enjeu du logement pour l'aider à cheminer vers le stade d'un mouvement social structuré, selon Lamoureux :

le groupe se constitue, atteint une certaine renommée, est sollicité [...]. L'importance du besoin social étant reconnue, la revendication pour un soutien de l'État s'articule. Généralement, les premier[-ère-]s salarié[-e-]s sont engagé[-e-]s à ce stade et sur une base plutôt fragile. La solidarité est toujours vive et s'accompagne d'une articulation plus importante sur le plan organisationnel, notamment en ce qui concerne la formation des membres et la vie démocratique. » (2003, p. 143)

Les deux organisatrices communautaires de l'équipe de proximité devaient se charger de prendre la relève de cet accompagnement. Lors de la rencontre, nous leur avons alors fait un résumé de nos démarches. Nous leur avons exprimé nos attentes d'une aide de leur part dans l'identification des besoins et la création d'une ressource en soutien aux locataires dans la région et en défense du droit au logement. Elles ont mentionné être agréablement surprises du nombre et de la qualité de nos démarches, regroupées dans un plan d'action à court, moyen et long terme. Elles ont

ajouté qu'elles pouvaient assurer un suivi en concertation sur différentes tables de la région du Granit, dont la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC), et d'autres régions du Québec et un arrimage avec l'Office municipal d'habitation (OMH) du Granit.

A posteriori, il est possible d'analyser de manière critique cette proposition, tout comme celle de Richard Michaud de nous inviter au comité municipal travaillant sur le logement, au regard de notre plan d'action. En effet, en proposant de promouvoir l'enjeu du logement aux tables de concertation, les organisatrices communautaires de l'équipe de proximité faisaient dévier la démarche de mobilisation du groupe de l'action sociopolitique et des stratégies d'opposition qui lui étaient initialement propres et la faisaient entrer dans le spectre des stratégies d'intégration et de la participation néolibérale (Gaudreau, 2011). Il était possible de constater l'écart entre les stratégies d'intégration et de concertation des organisatrices communautaires de l'équipe de proximité et les stratégies d'opposition mises en œuvre dans le groupe de mobilisation pour l'aide mutuelle et la défense du droit au logement dans la région. Le plan d'action élaboré avec les militantes (voir annexe K) n'a donc pas été repris tel quel par les organisatrices communautaires de l'équipe de proximité. Ces constats réaffirment l'importance de se préparer des objectifs précis et des critères d'évaluation avant chaque rencontre avec des acteur·rices de la région et d'évaluer le succès de la rencontre à partir de ces critères. À l'issue de cette rencontre, je retiens qu'il est difficile de mettre en œuvre une démarche d'action sociopolitique en organisation communautaire critique à contrecourant, dans un milieu d'intervention qui ne priorise pas les principes et les méthodes d'action sociopolitique visant la justice sociale pour les groupes sociaux exploités. Les probabilités sont grandes que cette démarche ne se pérennise pas.

J'ai passé en revue et analysé les enjeux cruciaux qui ont émergé du terrain de l'intervention.

Dans le cadre de ce chapitre d'analyse, j'ai effectué un retour sur les apports et les défis de l'intervention. Tout d'abord, j'ai observé comment la méthode de la conscientisation a été adaptée aux caractéristiques de la démarche d'intervention, soit la diversité des groupes et des enjeux abordés. Il a ensuite été question de la médiation entre les groupes impliqués et de la démocratie au sein du processus et lors des rencontres avec les membres des instances

publiques. Une réflexion a été déployée concernant les stratégies d'opposition avec les instances politiques et sociales et la posture d'organisatrice communautaire critique en action sociopolitique. Finalement, l'enjeu de la coalition des savoirs expérientiels et scientifiques a été mis en lien avec le processus même d'organisation communautaire en action sociopolitique.

CONCLUSION

Ce mémoire a présenté une intervention en organisation communautaire en action sociopolitique réalisée dans la première moitié de l'année 2022 dans la région de Mégantic, qui a été marquée par des chocs successifs. Au cours de la décennie 2013-2022, les groupes sociaux exploités de la communauté de Mégantic ont vécu deux catastrophes importantes qui ont entraîné l'enchaînement de chocs provoquant des conséquences concrètes dans leur quotidien. Tout d'abord, il y a eu le déraillement d'un train transportant du pétrole brut au centre-ville de la ville de Lac-Mégantic en 2013, puis la pandémie de COVID-19, à partir de 2020. Il s'agissait du point de départ de ce mémoire. La marchandisation, la financiarisation propre à l'économie capitaliste néolibérale, la privatisation, la dérèglementation et l'austérité, par la diminution des dépenses de l'État néolibéral dans les services publics et l'assistance sociale, ont fait en sorte que les mécanismes de justice sociale et de protection collective face aux catastrophes étaient déjà affaiblis et l'ont été plus encore à la suite de ces catastrophes. De plus, ces chocs ont provoqué l'exacerbation des crises des marchés de l'économie capitaliste (Mitropoulos, 2022), dont ceux de la consommation, du travail, de l'immobilier et du logement. Ces constats permettaient de poser une première hypothèse d'intervention selon laquelle les catastrophes technologiques et environnementales ont des conséquences importantes sur les capacités des groupes sociaux exploités à répondre à leurs besoins en lien avec les droits économiques, sociaux, environnementaux et migratoires.

Le concept du travail, compris comme l'ensemble des activités humaines utiles à la production de la vie, a permis d'appréhender tout le travail nécessaire à la réponse aux besoins humains, dont le travail domestique et de soin, dans ses dimensions internationales. Ce concept a permis de saisir sa division suivant les lignes de tensions des rapports de classes, de sexe et entre groupes racisés. À cette étape de l'analyse, il était devenu évident que le système socioécologique actuel se maintient grâce à l'appropriation de la nature et l'exploitation du travail de production de la vie, qui est inégalement réparti selon les groupes sociaux. Une deuxième hypothèse d'intervention se dessinait, selon laquelle ces catastrophes augmentent la somme du travail de production de la vie, essentiel à la réponse aux besoins humains, et sa division sociale fait reposer lourdement cette charge de travail sur les épaules des groupes sociaux exploités, qui peinent à

s'en acquitter.

Les groupes sociaux vulnérables sont ceux qui vivent de la manière la plus aigüe les conséquences de ces chocs technologiques et environnementaux sur leur capacité à répondre à leurs besoins et qui, simultanément, font face au surplus de travail occasionné par ces événements. Le clivage des intérêts et des risques selon les groupes sociaux exploitants et exploités concernant l'ordre socioécologique a permis d'appréhender les concepts d'inégalités environnementales. Selon Dominelli (2012), fondatrice du courant du travail social vert, ces faits interpellent les savoirs et appellent l'action des travailleur-se-s sociaux-ales, dont leur capacité d'organisation communautaire critique en action sociopolitique. La troisième hypothèse d'intervention était qu'il est possible d'organiser les rapports sociaux de manière plus juste et moins dommageable, pour répondre aux besoins humains en équilibre avec ceux de la nature et des autres vivants, dans un contexte de ressources limitées. Les chocs sociaux et environnementaux sont également des occasions de réfléchir et de s'organiser en ce sens.

Les conséquences de ces chocs marqués par ce contexte néolibéral ont permis d'échafauder une problématique soutenant une intervention en travail social vert, sollicitant la perspective critique et l'approche structurelle en utilisant la posture d'organisatrice communautaire critique visant l'action sociopolitique. En effet, dans ces conditions d'accumulation des chocs, l'intervention individuelle, communautaire ou développementale ne peuvent réellement répondre aux enjeux auxquels fait face la communauté de Mégantic, soit une attaque frontale du néolibéralisme qui profite des chocs pour étendre sa logique. Les chocs pavent la voie au néolibéralisme et rendent l'action collective difficile, et pourtant encore plus nécessaire. Ce fût d'ailleurs le cas pour l'intervention détaillée dans ce mémoire qui s'est déroulée au cours du choc de la COVID et qui a débuté lors d'un confinement ferme. Face à ces constats, des buts généraux de l'intervention ont été énoncés, soit de 1) favoriser le développement d'une compréhension élargie et commune des enjeux des chocs successifs en lien avec les catastrophes technologiques et environnementales, de leurs causes structurelles et de leurs conséquences concrètes, relatifs à la réponse aux besoins humains et à la division sociale totale du travail de production de la vie, à partir des vécus concrets de différents membres des groupes sociaux exploités, et 2) d'encourager le développement de

dynamiques d'aide mutuelle pour répondre de manière synergique et culturellement sensible aux besoins humains réels, universels, en équilibre avec ceux des autres vivants, dans un contexte de ressources limitées, et d'une solidarité politique démocratique visant le renforcement du rapport de force des groupes sociaux exploités dans leur recherche de justice économique, sociale, environnementale et migratoire. Il n'était pas possible d'atteindre ces buts généraux lors d'une intervention dans le cadre d'un mémoire de maîtrise en travail social, mais bien seulement d'entamer le processus pour tendre vers leur atteinte. L'intervention a donc poursuivi l'objectif opérationnel suivant : donner une occasion de construire collectivement les savoirs expérientiels des membres des groupes sociaux exploités à propos de leurs problèmes économiques, sociaux, environnementaux et migratoires concrets vécus dans leurs milieux de vie et de travail à la suite de chocs successifs, par une recherche-action participative, utilisant une démarche de conscientisation, aboutissant à une contribution à un journal participatif, intitulé « Explorer l'envers du décor », et de partager les résultats de cette démarche par le lancement et la distribution de celui-ci, vers la constitution de groupes d'aide mutuelle autogérés.

L'équipe de proximité de Lac-Mégantic était le point de départ de l'intervention et le point d'attache tout au long de la réalisation de celle-ci. Celle-ci met sur pied des initiatives s'inscrivant dans le champ de l'approche socio-institutionnelle et sociocommunautaire en développement des communautés. L'intervention relatée dans ce mémoire était quant à elle bien campée dans le champ de la perspective critique, de l'approche structurelle en travail social et des stratégies d'opposition en organisation communautaire en action sociopolitique. Elle s'est donc effectuée en parallèle des activités de l'équipe de proximité, en procédant au recrutement de participant-e-s, non organisé-e-s, dans la communauté.

Les groupes vulnérables vivant des injustices économiques, sociales, environnementales et migratoires sont nombreux et diversifiés. La participation de membres de plusieurs groupes sociaux exploités au journal permettait de construire une compréhension des enjeux de l'augmentation des inégalités dans le cadre de l'accumulation de catastrophes technologiques et environnementales qui tendait vers une certaine exhaustivité, à partir de problèmes concrets vécus.

Cette intervention a effectué une synthèse entre plusieurs méthodes et outils d'intervention critique en travail social et a proposé une méthode originale. Il s'agissait à la fois : d'une recherche-action participative (Kendon, Pain et Kesby, 2007) et d'une action sociopolitique en défense collective des droits et contre l'exploitation du travail et de la nature (Bourque, 2012, Lamoureux, 2003), qui visait à mettre sur pied des groupes d'action sociopolitique, inspirés de la formule de l'art action communautaire (Rouage, 2022) et empruntant au modèle des groupes d'aide mutuelle autogérés (Pullen Sanfaçon et Ward, dans Roy et Lindsay, 2017). Pour ce faire, le recours à la méthode de la conscientisation (Ampleman, 1983) a été utile, moyennant quelques adaptations.

Les grandes étapes de la démarche menant au journal ont été les moments d'expression et de création, le lancement et la distribution. Malgré plusieurs défis, les contributions au journal ont été riches et variées. Les partenariats scolaires ont permis de recruter de jeunes adultes étudiant-e-s ayant créé des mèmes pour aborder leurs réalités et leurs préoccupations en lien avec l'accumulation des chocs, mais surtout par rapport à leur parcours scolaire et professionnel, leur donnant accès aux marchés du travail, de la consommation, du logement et de l'immobilier. D'autres jeunes adultes ont fourni des contributions individuelles. C'était le cas de Rose Létourneau, qui a rédigé une chronique sociale sur les enjeux de la surconsommation et de l'environnement, et de Clarenson Garcia, qui a produit une bande dessinée abordant les inégalités Nord-Sud face aux changements climatiques. Il a mis de l'avant une réflexion sur les solutions technologiques envisageables, et leur répartition inégale, bien que son thème principal, le transport d'icebergs, soit controversé. Un collectif composé principalement d'étudiant-e-s dans le programme taille de pierre s'est formé pour créer une œuvre d'art visuel et pour rédiger un texte sur la résilience socioécologique. Leur réflexion démontrait comment la pandémie a permis d'entamer une nécessaire transformation de leur mode de vie dans une perspective sociale et écologique. Une démarche de conscientisation ont été menées avec quelques travailleuses du soin salariées, plus précisément des infirmières. Des entrevues ayant mené à la rédaction d'un article ont permis de mettre en lumière la surcharge de travail de soin en contexte pandémique et la réorganisation constante de leurs tâches qui a été imposée par le gouvernement et les gestionnaires. Ces défis dans l'univers de l'emploi avaient des répercussions dans leur vie privée

et l'organisation de leur vie familiale. Quelques ateliers et des activités de cartographie, de théâtre, des entrevues mutuelles et des discussions ont permis d'identifier avec un groupe de travailleur-se-s migrant-e-s comment la pandémie a exacerbé les difficultés déjà connues dans le pays d'origine, comme les pénuries de denrées, et de visibiliser leurs difficultés rencontrées dans les déplacements et pour le vécu dans le pays d'accueil. Finalement une démarche de conscientisation a été effectuée avec des locataires en recherche de logement. Les problèmes rencontrés dans le cadre de la crise du logement se doublaient de la surcharge de travail domestique et de soin, ainsi que d'abus et de la violence vécus par les proches, conjoints, ex-conjoints, propriétaires, etc. Cette intervention a été enrichie d'une réaction imprévue. En effet, un comité d'aide mutuelle et de mobilisation sociopolitique s'est spontanément formé pour défendre le droit au logement dans la région.

Le cheminement vers l'atteinte des buts de l'intervention a donc été entamé et il est possible d'affirmer que l'objectif opérationnel visé a été partiellement atteint. J'avais déterminé trois indicateurs de réussite. Le premier était la participation d'une grande partie des membres de chaque groupe à la diversité des tâches et des rôles, selon les intérêts et les capacités. Il était possible d'évaluer l'atteinte de cet indicateur par l'observation de la division des tâches et du degré d'implication. Il faut mentionner que ceux-ci étaient très variables selon les participant-e-s. Ainsi, seuls le groupe des locataires mobilisées et le collectif travaillant sur la résilience a atteint un niveau d'autonomie dans leurs contributions collectives qui s'apparentait à la formation d'un groupe d'aide mutuelle autogéré.

Il y avait un deuxième indicateur de réussite du lancement, soit la satisfaction personnelle des participant-e-s à l'égard du processus et du résultat. Des évaluations effectuées par les participant-e-s lors des activités et du lancement ont permis de l'estimer. Les sondages exprimaient une satisfaction générale des participants, qui s'est également reflétée dans l'ambiance festive du lancement du journal et de la pétition. L'enthousiasme de certain-e-s participant-e-s à la distribution du journal et de la pétition atteste également de leur engagement envers un projet qui semble avoir été significatif pour eux et elles. Un dernier indicateur de réussite était l'engagement d'un dialogue entre les groupes et établissement d'un canal de

communication vers la poursuite des buts généraux. Cet indicateur n'a pas été complètement atteint, bien que le lancement et la distribution du journal en ait été une esquisse.

L'intervention permet de faire quelques constats qui ont été étudiés dans le chapitre d'analyse. Tout d'abord, le défi de la coalition des savoirs expérientiels et scientifiques en sciences sociales a été étudié pour être résolu par la méthodologie utilisées. Plusieurs apprentissages ont été effectués pour améliorer ma pratique en organisation communautaire en action sociopolitique. La méthodologie de l'action sociopolitique, de la conscientisation et de la mise sur pied de groupe d'aide mutuelle autogérés nécessitait des ajustements pour mettre en place un journal interpellant la participation de groupes sociaux exploités variés. Le fait que les intérêts des groupes sociaux ne soient pas uniformes au sein des communautés a provoqué des tensions interpellant les capacités de médiation en organisation communautaire. Finalement, l'établissement des principes démocratiques au sein du groupe mobilisé pour défendre le droit au logement aurait été nécessaire à la poursuite et la pérennisation de ses activités, en plus de lui permettre de naviguer de manière critique dans la rencontre avec les instances politiques et sociales fonctionnant en concertation néolibérale.

Ouverture :

La crise des feux de forêt qui a eu lieu à l'été 2023 au Québec ouvre d'autres horizons de recherche. J'ai pu effectuer quelques observations participantes préliminaires à titre de pompier forestière pour la base de Chibougamau, qui est administrée conjointement avec la base terrestre de Roberval, affiliée à la région centre de la zone de protection intensive de la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU), lors de cette saison historique. Quelques questionnements issus de ces observations dessinent des pistes de recherche quant à la mobilisation de services d'urgence coloniaux en contexte de catastrophe.

Pistes de recherche sur l'accumulation des catastrophes technologiques et naturelles d'origine anthropique :

Selon le principe néolibéral de la socialisation des risques et de la privatisation des profits, la SOPFEU, à l'origine financée par les compagnies forestières privées, serait maintenant

commanditée à 100% par le gouvernement québécois. Sa mission est de :

protéger la forêt, les communautés et les infrastructures stratégiques contre les incendies de végétation, tout en assurant la pérennité du milieu forestier. [...] Organisme sans but lucratif, la SOPFEU lie le gouvernement du Québec, l'industrie forestière et les grands propriétaires de boisés privés. Les gestionnaires de parcs et établissements de plein air, les chefs pompiers municipaux, les contremaîtres forestiers et les médias sont autant de précieux collaborateurs qui maximisent le rayon d'action de la SOPFEU. (SOPFEU, 2024).

La SOPFEU était tout d'abord rattachée au ministère des Ressources naturelles et des forêts. La mission de protection des communautés, mise à l'épreuve dans la dernière décennie et particulièrement en 2023 lors de la crise des feux de forêt, aurait fait en sorte que cette organisation sans but lucratif est rattachée au ministère de la Sécurité publique à partir de 2025.

Il est possible de soumettre l'hypothèse que cette organisation serait fondée sur une pétromasculinité hégémonique (New Daggett, 2023). Une division sexuelle du travail serait à l'œuvre au sein de l'organisation, le corps de métier des pompier-ère-s étant à 90% masculin. La liberté de la main-d'œuvre masculine pour les déplacements, les longues heures de travail et les absences prolongées du domicile semble être fondée sur la privatisation du travail domestique et de soin dans la famille et sa division sexuelle, soit sa prise en charge par les femmes, mères, conjointes, ex-conjointes, qui libèreraient les hommes pompiers forestiers et les rendraient disponibles à ce type de travail salarié atypique, fortement héroïsé. Il serait également possible de constater une quasi-absence de femmes parmi les commandants d'intervention et les cadres, permettant un monopole des enjeux stratégiques, ainsi qu'une concentration des ressources, des savoirs et des moyens technologiques aux mains des hommes du groupe colonial. Il serait possible de développer l'hypothèse selon laquelle cette homogénéité de la main-d'œuvre masculine coloniale aurait un caractère artificiel, social, se maintenant par l'accumulation de normes excluantes édictées par les dominants du groupe, certains hommes établis. En contrepartie, il serait possible de remarquer une forte féminisation des emplois de communication, de comptabilité et de logistique au sein de l'organisation. Le travail logistique féminisé augmenterait d'ailleurs en période de crise, puisqu'il est nécessaire d'organiser le travail essentiel de la prise en charge des besoins de pompier-ère-s et des combattant-e-s. Il y aurait

alors une sous-traitance du « domestique » par des contrats d'hébergement, de buanderie, d'alimentation pour subvenir à leurs besoins en contexte de régions éloignées, voire carrément isolées.

Ensuite, le déploiement des mesures d'urgence et l'évacuation des villes coloniales du Nord-du-Québec que sont Lebel-sur-Quévillon, Chapais et Chibougamau se basaient sur l'exploitation du travail domestique et du soin salarié et gratuit, principalement effectué par des femmes. L'exemple de l'évacuation de Chibougamau présenté à l'édition 2024 du colloque du Réseau québécois des intervenantes et intervenants en action collective par Suzie Potvin, organisatrice communautaire du CRSSS de la Baie-James, permettait de constater l'augmentation du travail essentiel de soins et la réorganisation du travail domestique pendant et après les déplacements de la population. L'organisatrice communautaire en poste dans cette région soulignait l'importance de la préparation en amont, de l'ancrage social autant dans la région évacuée et d'accueil, du réseau d'entraide assuré par l'organisation communautaire et de la force de la collectivisation des ressources privées, par exemple, les denrées de l'épicerie, publiques, par exemple, les lieux d'hébergement, et communautaires, par exemple, les cuisines de l'organisme œuvrant en sécurité alimentaire. Selon elle, le travail de soin devait être centré sur les besoins des plus vulnérables, soit les aîné-e-s, les personnes en situation de pauvreté, les malades, les personnes ayant un trouble de santé mentale, vivant l'itinérance, en situation de handicap, les personnes migrantes, les personnes victimes de violence, les enfants et les animaux, etc. Le mode de prise de décision hiérarchique en mesures d'urgence, de type *top-down*, très rigide, ferait en sorte que l'information remontait difficilement. En ce sens, ce mode de prise de décision pouvait s'avérer nécessaire en situation d'urgence, mais pouvait aussi présenter des risques au niveau de la sécurité, de la cohérence, de la rapidité et de la fluidité de l'exécution des plans d'action (Potvin, 2024). Des constats similaires peuvent être fait concernant le mode de prises de décision des services d'urgence coloniaux, comme la SOPFEU. Enfin, la crise des feux de forêt a le potentiel de créer une crise immobilière, par la réforme néolibérale des compagnies d'assurance habitation privées qui refusent d'offrir une protection aux propriétaires d'immeuble de certaines régions forestières (Agence science-presse, 2023).

Dans une perspective d'organisation communautaire critique en action sociopolitique, il est permis de se poser la question de l'absence de pouvoir politique qui est donné aux travailleur-se-s et aux réfugié-e-s dans ces contextes de catastrophes. Est-il possible de démocratiser les mesures d'urgence en sécurité civile? En se préparant en amont aux catastrophes, il semble envisageable de répondre au souci d'organiser le plus démocratiquement possible les déplacements, les relocalisations, les tâches essentielles ainsi que la gestion des ressources stratégiques (technologiques, humaines, etc.), de la pénurie et de la sécurité. Des efforts semblent également devoir être déployés pour répartir de manière équitable la surcharge de travail, inégalement distribuée selon les lignes de tensions des rapports sociaux de classes capitalistes, de sexe et entre groupes racisés et colonisés. Des pistes de solution pourraient être d'une part de socialiser et déféminiser le travail logistique, domestique et de soin, ce qui demanderait des luttes acharnées en milieu de travail salarié et en milieu familial, ainsi que dans les mouvements sociaux. D'autre part, il semble nécessaire de préparer l'accès des femmes, dont celles des groupes racisés et néo-colonisés, des personnes non binaires, des personnes trans aux forces productives et aux ressources en permettant l'acquisition de nouvelles compétences ainsi que le développement de l'entraide et de la solidarité entre groupes sociaux exploités. L'anticipation des chocs peut-elle être une opportunité d'organisation collective démocratique pour la transition socio écologique?

Toutes ces hypothèses et ces questions, permettant d'étendre l'application du cadre théorique de référence de ce mémoire à une problématique semblable, soit celle de la crise des feux de forêt de 2023, seraient à vérifier au cours de recherches rigoureuses en sciences sociales.

En lien avec la question de la multiplication des catastrophes technologiques et environnementales, le travail du groupe *Mutual aid disaster relief* aux États-Unis dessine des pistes de solutions pertinentes en organisation communautaire critique en action sociopolitique, en confrontant les réformes néolibérales et en contournant les solutions conservatrices.

Des recherches devront également être effectuées à propos des solutions et des alternatives à mettre en place face aux problèmes croissants connus par les groupes sociaux exploités pour

répondre à leurs besoins dans un contexte d'accumulation des chocs et de surcharge de travail de production de la vie. Les solutions doivent impérativement se baser sur des rapports sociaux et avec la nature qui soient équilibrés et sur des principes profondément holistiques, bienveillants, collectifs et démocratiques.

Pistes de recherches pour la transition sociale et écologique :

Les travaux de Mies permettent de soutenir que les alternatives écologiques viables viseraient à réduire le temps de travail salarié et à reconnecter les communautés à la nature pour la réponse aux besoins, par le travail de soin non salarié équitablement réparti à l'échelle régionale :

Such an economic perspective will necessarily be based on regionalization instead of on globalization and the principles of 'free trade.' Only in a regional economy can people have control over their communal resources, preserve nature, have true food security. A regional economy makes sure that there is no wasteful production for a global market. Instead, production and consumption will again be linked. Producers will produce what people need – not what enhances capital accumulation. Consumers will feel responsible for the producers and the production relations. Producer-consumers' co operatives (e.g. the Seikatsu Club in Japan) are first steps in that direction. (Mies, 1998, p. 24 et 25)

La littérature en sciences sociales démontre qu'il y a bel et bien un intérêt commun pour les groupes sociaux exploités de se coaliser dans la recherche de justice en contexte de multiplication des chocs sociaux et environnementaux. Par cette réflexion multiforme sur les justices, il est question de miser sur « la formation d'un espace commun où les conflits locaux s'unissent à la production d'une critique sociale forte, qui commence à poser, de manière tangible, le problème de la recherche d'alternatives de grande envergure. » (Benegiamo, 2020 (b), p. 98) Ce projet s'inscrit dans un horizon dessiné par Mies, au tournant du nouveau millénaire, soit la recherche du bien-être de tou-te-s à l'intérieur des limites de la terre et la distribution équitable des tâches dans des économies régionalisées. Ces pistes de recherche permettraient de saisir les opportunités d'organisation collective critique et démocratique pour la transition sociale et écologique en prévention des catastrophes, contre les chocs néolibéraux, les réformes conservatrices et la montée de l'extrême droite. Cet horizon demande de repenser en profondeur l'organisation du système socio écologique actuel, qui est destructeur, pour mettre les préoccupations de non-exploitation des humains et de la nature au centre des actions pour l'avenir (Mies, 1998). C'est ce à quoi ont contribué de manière modeste, je l'espère, ce mémoire

et cette intervention.

En conclusion de son livre sur le travail social vert, Dominelli suggère que les mouvements autochtones et la spiritualité qui les relie au monde nature occupent une place prépondérante dans l'action sociopolitique des groupes sociaux exploités :

Alternative worldviews have existed before and continue to be available. Significant among these have been spiritual approaches to life evident among indigenous people in the West and elsewhere. They have struggled to keep alive their cultures, languages and traditions despite the onslaughts legitimated through colonization. Indigenous people in Asia, Latin America and Africa have sustained their traditional lifestyles against the odds. Like their counterparts in the West, they demand the restoration of rights over their resources and more sustainable lifestyle. These are often defined as indigenous movements [...]. Key among indigenous approaches to daily living are the integrated relationship that they envisage among themselves as people, and between them and their social and physical environments. Their conceptualizations of themselves as keepers of the Earth's flora, fauna and natural resources for future generations are embedded in a spiritual connection between people, other form of life, and inanimate objects. This is referred to as a spiritual orientation to living things and their physical environments. (Green and Thomas, 2007, dans Dominelli, 2012, p. 17)

Les spiritualités autochtones ont des effets matériels sur les rapports entre les humains et entre les humains et la nature : « *[i]ndigenous beliefs, particularly those of First Nation in Canada and Maori in Aotearoa/New Zealand tend to be collective, aimed at causing least disruption to natural environments and leading sustainable lifestyle based in local communities.* » (Dominelli, 2012, p. 17) Il serait essentiel de soutenir le *leadership* des défenseur-e-s autochtones de la nature et du territoire dans les luttes décoloniales et territoriales.

ANNEXE A

AFFICHE UTILISÉE POUR LA PREMIÈRE RONDE DE RECRUTEMENT

**JEUNES ADULTES
RECHERCHÉ-E-S (18+)**

6 ateliers de groupe de mars à avril

AS-TU ENVIE DE T'IMPLIQUER
DANS TON MILIEU, POUR
L'ENVIRONNEMENT, EN
UTILISANT TA CRÉATIVITÉ?

**Rencontre
d'accueil:**
Quand? 23 février, 16h30
Où? 5527 rue Frontenac, suite 3
Lac-Mégantic
Collations disponibles!

Retrouve le projet sur facebook:
"Explorer l'envers du décor",
pour t'inscrire par Messenger

Projet d'intervention en travail social, UQAM
Pour participer, contacter Vanessa L'écuyer
lecuyer.vanessa@courrier.uqam.ca
Téléphone ou par texto : 514-709-9690

ANNEXE B

PROSPECTUS UTILISÉ POUR LA DEUXIÈME RONDE DE RECRUTEMENT



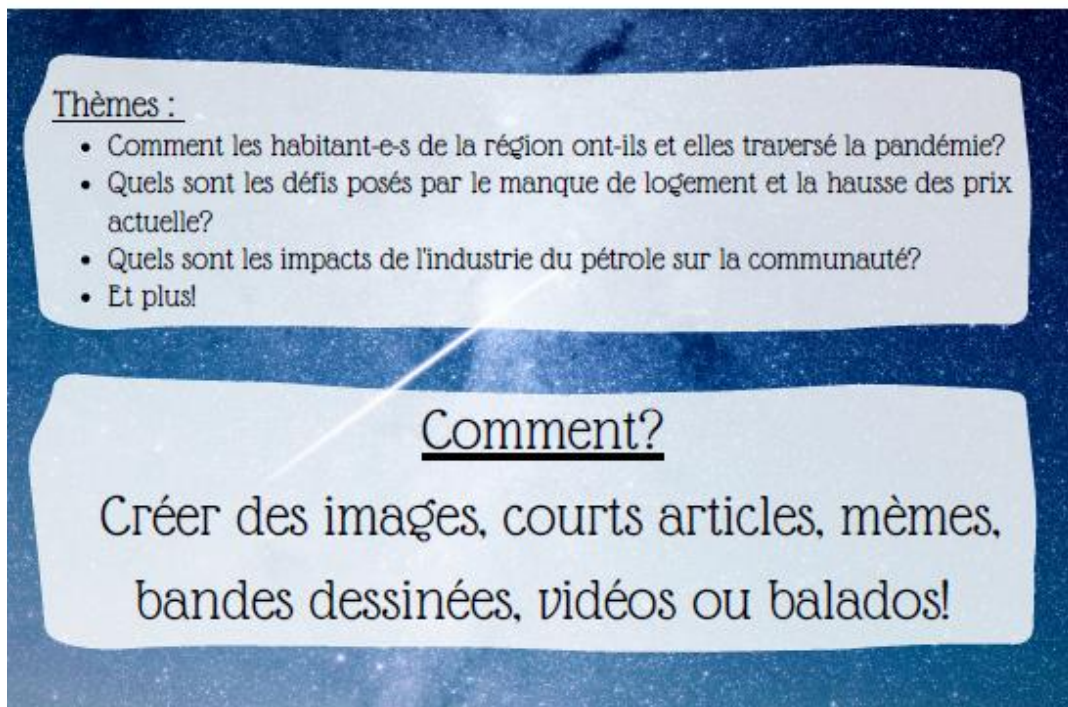
Nouveau média collectif!
"Explorer l'envers du décor"

1er numéro : chocs et rebonds dans la communauté

Pour être informé-e, aime la page facebook: "Explorer l'envers du décor". Pour participer, envoie un message!

But : donner une occasion de s'exprimer et encourager la solidarité dans la communauté.

The image features a night sky with a full moon and stars. A yellow speech bubble contains the title. A blue box contains the main text and call to action. A small illustration of a fox is at the bottom left. A small line of text at the bottom right explains the goal.



Thèmes :

- Comment les habitant-e-s de la région ont-ils et elles traversé la pandémie?
- Quels sont les défis posés par le manque de logement et la hausse des prix actuelle?
- Quels sont les impacts de l'industrie du pétrole sur la communauté?
- Et plus!

Comment?

Créer des images, courts articles, mèmes, bandes dessinées, vidéos ou balados!

The image features a night sky background. A white box contains the list of themes. Another white box contains the question 'Comment?' and the list of media types.

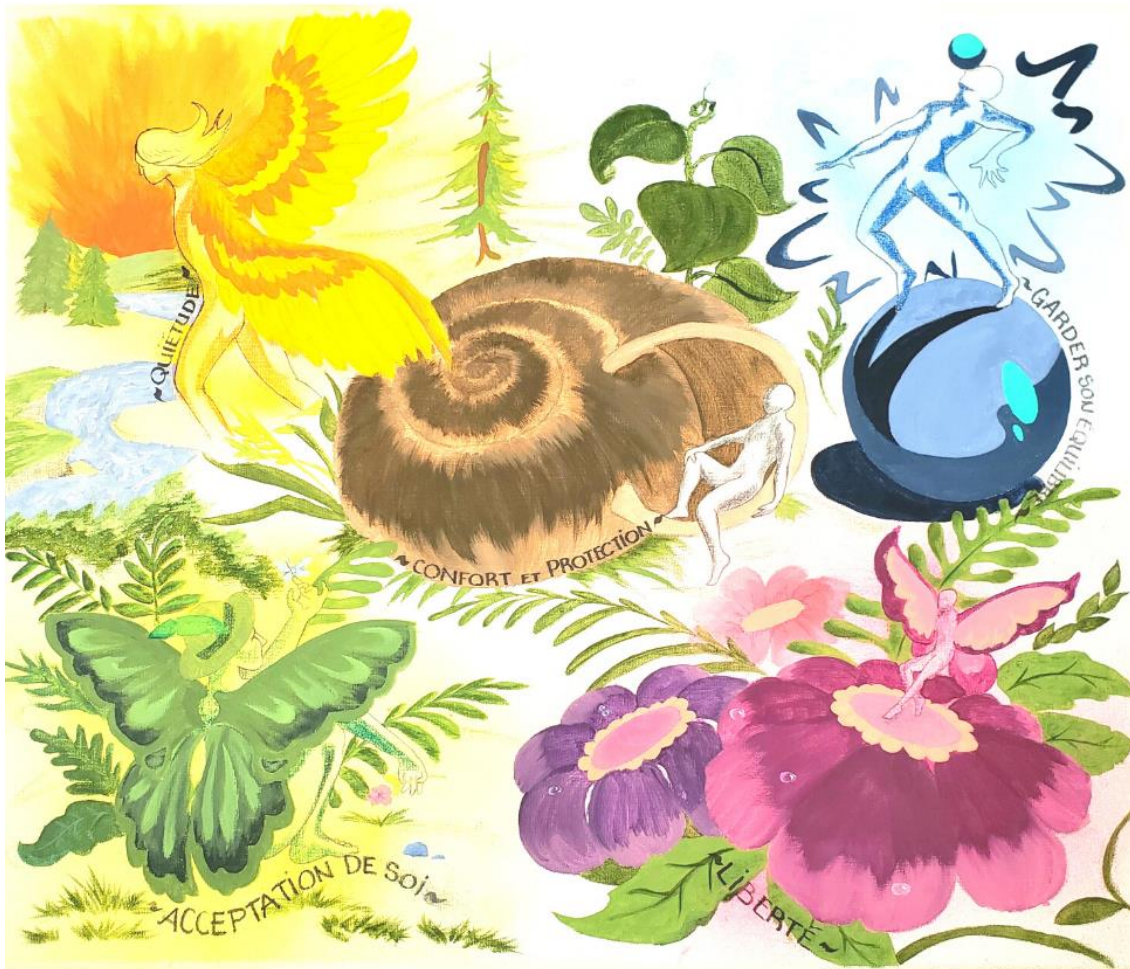
ANNEXE C

LE JOURNAL « EXPLORER L'ENVERS DU DÉCOR »

UN JOURNAL PARTICIPATIF DE LA RÉGION DU GRANIT

Explorer l'envers du décor

IER NUMÉRO | MAI 2022



Œuvre réalisée par Fred et par Moïna Thibault-Miclette

PAGE I

CONTENU:

Mot d'introduction:

Pourquoi explorer l'envers du décor?.....page 3

Dossier logement :

SOS-crise du logement au Granit..pages 4 et 5

Dossier travail de soins:

Au cœur de la tempête.....pages 6, 7 et 8

Chronique :

La résilience.....pages 8 et 9

Chronique :

Y'a des solutions.....pages 9 et 10

Dossier travail et migrations:

Bandes dessinées : un souper ordinaire et une entrevue de routine.....pages 11, 12 et 13

Chronique:

J'espère me tromper.....page 14

Humour:

Vaut mieux en rire!.....pages 15 et 16



REMERCIEMENTS:

Ce journal n'aurait pas vu le jour sans l'aide d'employé-e-s de soutien, d'intervenant-e-s sociaux-ales et scolaires, qui ont ouvert les portes de leur établissement, et d'enseignant-e-s qui ont accueilli les activités dans leurs classes et contribué à leur succès. Un grand merci à l'équipe de proximité de Lac-Mégantic, tout particulièrement Audrey, Cindy et Magalie, à Nathalie, Vicky et Alice du Cégep Beauce-Appalaches, campus Mégantic, Rachel, du Centre de formation professionnelle, Ana Julia et Liane du Centre de formation des adultes. Un bravo tout spécial à tou-te-s les participant-e-s pour leur engagement, leurs réflexions originales, leurs témoignages, leurs efforts et leur créativité qui apparaissent à chaque page du journal. Celui-ci porte vos messages et met de l'avant vos savoirs et vos expériences. Merci à tou-te-s ceux et celles qui y ont contribué de près ou de loin!

LES RÉFÉRENCES DES ARTICLES
D'ACTUALITÉ ET ACADÉMIQUES
AYANT SERVIS POUR LA MISE SUR
PIED DE CE JOURNAL SONT DÉPOSÉS
SUR LA PAGE FACEBOOK DU PROJET
« EXPLORER L'ENVERS DU DÉCOR ».

MOT D'INTRODUCTION

POURQUOI EXPLORER L'ENVERS DU DÉCOR?



Ce journal a un objectif précis. Il donne la parole à certain-e-s de ceux et celles qui vivent des conséquences négatives directes d'une catastrophe environnementale : la pandémie.

En arrivant au Granit, j'ai découvert un milieu en ébullition, plein de projets et avec une grande ouverture à faire les choses *autrement*. Les habitant-e-s de la région ont des expériences et des savoirs profonds à propos des enjeux qui les touchent directement. J'ai rencontré des personnes ayant des visions et des vécus différents, mais qui sont confronté-e-s à des défis semblables : travail ou logement. C'est la base de l'existence, telle que nous la connaissons ici, aujourd'hui.

Comment assurer la quiétude, la protection et le confort de tou-te-s ceux et celles qui habitent sur le territoire et qui contribuent concrètement au bien-être de la communauté?

Qui n'est pas affecté-e par la pandémie? Elle en fait vivre des chamboulements! Ce qui était pris pour acquis par certain-e-s est remis en question. Plusieurs m'ont parlé des liens entre leur vécu de la tragédie de 2013 et celui de la pandémie.

La pandémie a creusé les inégalités déjà présentes. Le défi de garder son équilibre devient alors presque une mission impossible. Dans un contexte d'incertitudes et de bouleversements, les personnes ont peu de pouvoir, de décider où elles se trouvent, avec qui, ce qu'elles font et comment elles le font. D'autres le font à leur place.

La pandémie a créé une surcharge du travail de soins, à l'hôpital, comme à la maison, qui pèse tout particulièrement sur les épaules des femmes. Les infirmières portent une grande part de la responsabilité de faire fonctionner le système de santé. Celui-ci a joué un rôle crucial dans le maintien de l'équilibre tant recherché par les gouvernements entre santé

des populations et vitalité de l'économie.

La pandémie a remodelé la pénurie de main-d'œuvre, qui est criante dans certains secteurs : services d'hébergement et de restauration, fabrication, commerce de détails, etc. Ce journal explore comment cela affecte les travailleur-se-s au bas de l'échelle, tels les adultes n'ayant pas de diplômes d'études post-secondaires et les travailleur-se-s migrant-e-s. Ces personnes sont mises en compétition, malgré eux et elles, dans le marché du logement et du travail.

La crise du logement au Granit découle directement de la tragédie et de la pandémie. Dans un marché en surchauffe, les mieux nanti-e-s et les touristes sont favorisés. Le manque de logements et les prix exorbitants des loyers menacent le droit au logement de plus en plus de gens. Dans ce contexte, ceux-ci et celles-ci se déplacent, par choix ou par obligation, entre les régions ou entre les pays, pour tenter d'améliorer leur sort et celui de leurs enfants, en laissant derrière une grande partie de leur famille et ami-e-s.

Le modèle économique actuel, basé sur la croissance infinie, permet l'enrichissement de certain-e-s, en contraignant d'autres et en détruisant la nature et ce, sans toujours répondre aux besoins réels de l'ensemble de la population. Une question se pose alors: peut-on s'organiser collectivement et démocratiquement pour s'offrir ce qui est essentiel, en priorisant les besoins des personnes vivant les situations les plus injustes?

Ce journal met en commun des défis vécus de manière isolée et favorise la solidarité entre les personnes exploitées et exclues socialement. Il invite à réfléchir à des solutions pour le bien de tou-te-s dans un contexte où les catastrophes environnementales continueront d'augmenter les injustices sociales.

VANESSA L'ÉCUYER

DOSSIER LOGEMENT

SOS-CRISE DU LOGEMENT AU GRANIT

Visiter des logements trop petits, vivre dans un logement insalubre, subir des arnaques financières, recevoir des refus à répétition. Comment se loger dans la région en ayant plusieurs enfants? Des animaux? En étant aux études? En ayant un salaire peu élevé ou en recevant des allocations familiales ou d'aide sociale?

La période de déménagement approche en pleine crise du logement. Quelle est la réalité des gens qui cherchent à se loger? Lorsqu'on plonge au cœur de ce qu'ils et elles vivent, on y trouve des histoires d'abus, de stress, d'insomnie. Des personnes originaires de la région ont témoigné.

C'est vraiment difficile de trouver un logement qui accepte les animaux et les enfants : « Je voulais te louer jusqu'à ce que tu me dises que tu as un chien. » disent la plupart des propriétaires. « Tu as des enfants? Non, je ne veux pas te louer. Je ne veux pas me faire marcher sur la tête. » Ce sont des réponses entendues trop souvent.

Les logements disponibles ne correspondent pas aux besoins. « On a visité un 3 et demi et on ne pouvait même pas installer de table de cuisine, tellement c'était petit! » Les jeunes adultes n'arrivent pas à s'établir dans la région : « Si ça continue, on va devoir déménager à une heure de route de nos familles et nos ami-e-s. » Pour les familles avec enfants, c'est presque impossible : « Je n'arrive pas à trouver un 5 et demi pour m'installer avec mes quatre enfants! Je suis retournée temporairement chez les parents. »

Le logement, c'est une des bases sur laquelle repose toute l'existence. Les personnes en recherche de logement doivent composer avec des situations extrêmes dans plusieurs sphères de de leur vie. Il y a plusieurs problèmes à gérer en même temps.

En pleine pandémie, tenter de se loger convenablement devient une spirale infernale, où les défis s'accroissent : propriétaires

abusifs et harcelants, surcharge au travail due à la pandémie, séparation, violence conjugale, intervention de la DPJ, promesse de bail brisée, logement surpeuplé, projet de retour aux études remis en question ou repoussé, éloignement, augmentation du coût du transport. Ça crée beaucoup d'instabilité dans la vie des personnes en recherche de logement. La charge mentale est énorme. Parmi les personnes rencontrées, les femmes disent avoir la responsabilité de la recherche de logement pour leur frère, pour donner un coup de main, leur copain, leurs enfants. Ça fait beaucoup de pressions sur leurs épaules!

Il est impossible de passer sous silence la réalité de certaines jeunes femmes habitant seules : propriétaires qui entrent à toute heure du jour et de la nuit, visites à l'improviste d'un ex-copain violent, vandalisme. Certaines



Les animaux de compagnie sont des membres de la famille pour de nombreux locataires.

ont dû installer des caméras de surveillance.

Une crise du logement aggrave les arnaques.

Certaines connaissances se présentent pour offrir de l'aide.

Mais ça peut être un cadeau empoisonné : une promesse verbale de pouvoir occuper le

logement qui se transforme en expulsion en plein hiver ou une

reprise de bail qui cache une facture d'électricité énorme. Les personnes en recherche de logement qui ont toujours habité la région se sentent abandonnées puisqu'aucun organisme n'a la mission de les accompagner pour trouver un logement dans le parc immobilier privé. Cette situation crée des sentiments de révolte, d'injustice et de découragement.

Messages aux propriétaires de logements privés

1. *SVP, veuillez accepter les familles avec enfants. Les enfants font partie de la communauté.*
2. *SVP, veuillez accepter les animaux. Ils font des membres de la famille et c'est terrible de devoir les abandonner.*
3. *Le logement, c'est tout d'abord un besoin fondamental avant d'être un investissement. Les loyers trop chers bouffent notre budget. C'est notre santé et notre alimentation qui en souffrent directement.*

Heureusement, qu'il y a de l'entraide entre ami-e-s et dans la famille. Il y a l'Office municipal d'habitation du Granit qui gère les logements sociaux et les organismes communautaires, dont l'association des locataires de Sherbrooke qui a pour mission de défendre les droits des locataires, La Bouée, qui accueille les femmes en difficulté, et l'Ancre - hébergement pour adultes et leurs famille. La solidarité est une barrière pour protéger contre les dangers de la crise du logement. Il faut cependant des actions concrètes des élu-e-s municipaux et provinciaux pour trouver des solutions.

Vous vivez des problèmes de logement ou êtes solidaires avec ceux et celles qui en vivent?

**SIGNEZ LA PÉTITION
POUR LE DROIT AU
LOGEMENT DANS LE
GRANIT!**



Trouvez-la en version papier dans les organismes et les commerces et en version numérique sur le groupe Facebook: Crise du logement, Lac-Mégantic. Entraide entre résidents.

LES « PETITES ANNONCES »



RECHERCHE : UN PETIT COIN POUR LOGER TOUTE LA FAMILLE

Je cherche un logement pour mon copain, mon chien et moi, ayant deux places de stationnement. Les propriétaires refusent de me faire une visite dès que je dis que j'ai un chien. Ils ne veulent pas d'animaux dans le logement. Pourtant, mon chien est doux et tranquille. C'est un membre de la famille. Si ça continue, on va être obligé-e-s de s'installer à une heure de route de nos familles et nos ami-e-s. Il faudra que je refasse mon inscription dans mon programme d'études et faire reconnaître mes crédits. Faudra-t-il quitter la région? Se séparer de mon chien? Je l'aime tellement!



RECHERCHE : UN LOGEMENT POUR LE VRAI MONDE

Je cherche un logement pour mes quatre enfants, mon chien et moi. Nous avons déménagé 4 fois en 2 ans. Nous vivons maintenant chez mes parents. Nous sommes 9 dans la maison. J'ai vécu de la violence conjugale et des arnaques de toutes sortes. Plusieurs propriétaires ont refusé de me louer un logement sous prétexte qu'ils ne veulent pas qu'il y ait d'enfants dans le bloc. Je dois absolument rester dans la région pour la garde partagée. Où sont les logements pour le vrai monde?

DOSSIER TRAVAIL DE SOINS

AU CŒUR DE LA TEMPÊTE

Être infirmière, c'est avoir un emploi qui bouge, qui demande du cœur, des tripes et où le travail d'équipe est incontournable. C'est un travail de soins profondément humain. Les temps de crise, comme la pandémie, provoquent incontestablement une surcharge de travail. Celle-ci n'est pas répartie de manière égale dans la population. Elle pèse plus lourd sur les épaules de certain-e-s. « Mon chum était pompier en 2013, et moi, je suis infirmière... », en temps de pandémie!

Le constat est assez évident : le système de santé public québécois n'était pas prêt à faire face à la pandémie. Déjà affaibli par deux vagues de départ à la retraite anticipée en 1997 et en 2015 dans la foulée de coupures budgétaires, le corps professionnel infirmier conservait un équilibre précaire avant la pandémie dans les établissements de la région du Granit. Le fardeau de passer à travers la tempête a pesé lourd sur le personnel. Pour les infirmières, la pandémie rime avec réorganisation constante de l'espace et des tâches, règles changeantes, difficultés avec l'équipement et impacts sur l'équilibre entre l'emploi et la vie personnelle.

La réorganisation pour minimiser la propagation du virus demande beaucoup de temps, donc une surcharge de travail pour les infirmières. Où loger les personnes âgées après la fermeture de la résidence privée pour aîné-e (RPA)? Comment éviter les contacts entre les patient-e-s infecté-e-s et non-infecté-e-s lors de l'administration du nouveau médicament contre la COVID? Les gestionnaires, aussi débordé-e-s, délèguent la logistique de certaines de ces réorganisations. Les établissements ne sont pas à l'abri des incohérences. Pourquoi le centre de dépistage était-il situé dans la même bâtisse que l'hôpital? N'était-il pas risqué que des personnes ayant des symptômes utilisent les mêmes installations que le personnel, les patient-e-s et les visteur-se-s?

Et pourquoi les allées et venues dans l'hôpital n'ont pas été rigoureusement contrôlées à toutes les entrées?

La réorganisation des tâches est un enjeu majeur. Concrètement, prendre un-e employé-e et l'envoyer ailleurs, ça désorganise une équipe. Il s'en suit une perte de la capacité à travailler ensemble, un manque d'expertise et d'expérience. C'est très dommageable à la fois pour le réseau de la santé et pour les travailleuses. « Certains services étaient *boostés* pour faire face à la pandémie, mais ça créait des trous partout ailleurs, des contrecoups qu'on va vivre pendant des années. » L'arrivée de nouvelles infirmières, et la gestion des privilèges selon les statuts (ex. retraité-e), peut également provoquer des remous dans une équipe, malgré toute la bonne volonté des personnes en place.

Les infirmières voudraient plus de pouvoir pour décider les postes qu'elles occupent pendant la pandémie. « Le pire, c'était d'être utilisées comme des pions que l'on peut déplacer comme on veut sur un jeu de dames. »

La réorganisation des tâches, c'est aussi de plus grandes responsabilités pour les infirmières : travailler seule lors d'un accouchement, accompagner un cas COVID jusqu'à son transfert à Sherbrooke. Il faut parfois reprendre des tâches qui n'ont pas pu être complétées ailleurs, des congés donnés un peu (trop) tôt aux patient-e-s, s'assurer que ceux-ci et celles-ci aient l'information nécessaire pour leur rétablissement. Les autres services, débordés, doivent aller au plus rapide, passer au suivant ou à la suivante. Malheureusement, l'aggravation des cas ramène le ou la patient-e à l'hôpital, par une autre porte. Comment trouver le temps de former les nouvelles infirmières en les accueillant pour leur stage non-rémunéré en répondant aux exigences des milieux d'éducation?

Dans la région du Granit, un phénomène, inconnu avant la pandémie, crée une pression qui se fait sentir sur l'hôpital. En effet, il y a de nouveaux et de nouvelles résident-e-s qui ont quitté temporairement ou définitivement les grandes villes : retraité-e-s, télétravailleur-se-s, patient-e-s qui passent leur convalescence en nature. Cela engendre l'arrivée de nouveaux dossiers dans les établissements de santé.

À ces pressions bien réelles, s'ajoutent les règles sanitaires changeantes. Celles-ci provoquent une confusion et, même, une difficulté à collaborer entre les corps professionnels. « Pour moi, c'était d'appliquer des règles qui étaient élaborées par des personnes qui ne connaissent pas la réalité dans le système de santé. » Les règles contradictoires, inadaptées à la situation sur le terrain, créent de la méfiance. Le port du masque N95 est un exemple d'une mesure qui est arrivée trop tard, après que les vagues les plus importantes soient derrière. Parfois, les nouvelles procédures forçaient les infirmières à mettre de côté l'urgence de répondre à une situation (chute, détresse cardiaque ou respiratoire), pour bien prendre le temps d'enfiler les équipements de protection. D'un côté, c'était difficile d'accepter de mettre de côté une partie de ses responsabilités professionnelles, de ses valeurs, pour des protocoles sanitaires changeants. D'un autre côté, le manque d'équipements ou les équipements inadéquats signifient infections, départs en maladie, équipes aux effectifs restreints.

Les infirmières voudraient avoir un mot à dire sur les règles mises en place qu'elles doivent appliquer et qui demandent beaucoup d'adaptation.

L'accumulation de tous ces facteurs, en contexte de pénurie de personnel, pour certaines, ça signifie le fameux temps supplémentaire obligatoire (TSO). Pour d'autres, la surcharge est aménagée en équipe à l'avance, chacune son tour et chacune sa part. Plus équitable? Oui. Plus humain, donc aussi plus difficile à dénoncer. Surtout si refuser engendre un poids pour ses collègues et une souffrance chez les patient-e-s qui manquent de soins. Le temps supplémentaire se normalise, se déguise.

Pour d'autres, ce sera, non pas des quarts de travail supplémentaires, mais des journées qui ne finissent plus, une pile de dossiers à compléter, et des journées de congé devenues des cartes mystères dans l'horaire. On a calculé que payer le temps supplémentaire aux infirmières employées régulières au Granit était plus économique que le recours aux agences de placement, où il aurait fallu payer le déplacement, le logement, en plus du salaire des travailleuses du privé.



Les symboles de solidarité, comme l'arc-en-ciel et le slogan « ça va bien aller », ont permis de conserver l'espoir, surtout au début de la pandémie, quand il y avait tant d'incertitudes.

Pour les infirmières, la pression était grande et un temps d'arrêt n'a tout simplement pas été possible. La pandémie a aussi eu des impacts dans leur conciliation travail et famille. Diminuer le risque de propagation, c'est parfois plus de tâches domestiques. Le lavage des uniformes de travail demande un protocole rigoureux pour éviter de ramener le virus à la maison. Certaines avouent avoir moins de patience à la maison, devant le constat que le souper est à faire à leur retour du travail, qu'un autre « quart de travail » les attend à la maison en quelque sorte. D'autres ont vécu des séparations et des divorces. La réorganisation des tâches et de la routine peut toucher tous les membres de la famille, les grands-parents, les enfants, les adolescent-e-s et les jeunes adultes d'âge scolaire, les conjoint-e-s. Le transport est souvent à repenser, les espaces de vie en commun à reconfigurer en cas d'écllosion. Pour certaines infirmières, la pandémie a été une grande source de stress, même une expérience traumatisante. Elles se sont également isolées pour protéger les proches, par crainte d'être

un vecteur de transmission. Cela permettait parfois un ressourcement nécessaire, mais créait aussi une certaine souffrance et une solitude. Les importants sacrifices qu'elles font depuis maintenant plusieurs années leur font vivre de la colère et de la frustration. La fatigue s'est accumulée et a laissé place à la lassitude. Et c'est sans parler de l'anxiété provoquée par les changements constants. Certaines ont pensé quitter une profession qu'elles aiment pourtant pratiquer. Il y a parfois un sentiment d'injustice face à d'autres habitant-e-s qui n'ont pas des responsabilités aussi lourdes.

L'expression « nos ange-gardiens », qu'elle soit appréciée ou non, donnait l'impression qu'enfin, le *spot light* était sur les in-

firmières. Cependant, certaines craignent aujourd'hui que le *momentum* soit passé et qu'il y ait à nouveau un désintéret de la classe politique à leur endroit. « Un milieu de femmes, ça ne crie pas fort. Il y a le syndrome de la *wonder-woman*, qui veut arriver à tout faire et en prendre toujours plus. » Comment s'assurer qu'il y aura des changements importants dans les conditions de travail, une réellement reconnaissance et que les réformes bénéfiques vont durer dans le temps? Une chose est sûre, il faut donner envie aux futures infirmières de s'engager et de s'impliquer dans la profession!

CE TEXTE A ÉTÉ RÉDIGÉ À PARTIR DE TÉMOIGNAGES D'INFIRMIÈRES DE LA RÉGION DU GRANIT.

CHRONIQUE :

LA RÉSILIENCE



Depuis plus de deux ans, plusieurs individus font face avec résilience à la pandémie qui s'est incrustée sur toute la planète. Le moment où tu regardes sur un écran que le monde s'est complètement arrêté, que les rues sont vides et que certains citoyens de grandes villes réussissent enfin à voir le ciel bleu caché depuis tant d'années par la pollution, tu te questionnes sur ce qu'est ta vie et comment tu vas décider de la poursuivre face à ces changements.

« *La nature tout comme l'homme ont la résilience en commun: adaptation, acclimatation, restauration et équilibre.* »

- Kheira Chakor

La résilience, c'est cette qualité qui nous permet de résister aux chocs, de rebondir face à l'inattendu, de se reconstruire à la suite d'un traumatisme. C'est cette aptitude qui nous rend plus forts, qui nous rééquilibre et nous permet d'être confiants pour affronter l'avenir. La résilience, c'est l'amie de l'adaptation qui ensemble permettent à l'être humain de faire preuve de ténacité, d'intérêt pour l'autre et de survivre face à l'inconnu.

Tu as le choix: soit tu choisis de te laisser aller à ton existence et attendre que la crise passe (et dans notre cas, ça été plus long que

prévu et ce n'est pas fini), soit tu lèves la tête et tu profites de cet instant pour en tirer ce qu'il y a de plus beau.

C'est ce que plusieurs ont réussi à faire. Être heureux de ce changement et en tirer profit pour avoir à présent l'opportunité de faire des choix de vie qui nous permettent d'être plus épanouis, ne veut pas dire que nous oublions que plusieurs personnes ont énormément souffert de cette pandémie. La famine, les violences faites aux femmes et aux enfants, l'abandon des personnes âgées, toutes ces horreurs ont été bien présentes et multipliées. Et il est inconcevable d'accepter ces gestes. Mais, pour tous ceux pour qui cet événement a permis d'effectuer un changement radical, de se rapprocher de leur famille, d'appriivoiser la vie simplement, ces gens peuvent en être heureux, et ce, sans culpabilité. Car, il s'agit pour beaucoup de l'occasion d'avoir une réflexion sur leur vie et leur avenir. Qu'il s'agisse de grands projets comme un déménagement, une réorientation de carrière, des rénovations ou par des choses simples, mais importantes, telles que prendre du temps de qualité en famille, se reposer, créer, être plus près de ses valeurs, être à l'écoute

de soi et des autres, il est évident que, malgré les épreuves, un très grand nombre de personnes en sont sorties grandies et changées pour le mieux, ce qui, nous l'espérons, continuera d'évoluer dans ce sens.

Cette pandémie nous a permis de constater que nous étions beaucoup trop dépendants des autres pour le commerce, et ce, à l'échelle internationale. Nous avons réalisé qu'il est temps de réfléchir à un retour à la terre et au respect de la nature qui nous entoure, car si un minuscule virus invisible a réussi à mettre la planète sur pause, nous nous rendons compte que

l'être humain n'est pas si puissant. Il en va de notre responsabilité de faire en sorte, qu'avec résilience, nous puissions grandir encore plus et apprécier ce que la nature a à nous offrir, mais aussi ce que nous, en tant que citoyens de la Terre, nous pouvons offrir aux autres.

CE TEXTE A ÉTÉ ÉCRIT PAR RACHEL GENDRON ET A SERVI D'INSPIRATION POUR CRÉER L'ŒUVRE EN PAGE COUVERTURE DU JOURNAL.

CHRONIQUE :

Y'A DES SOLUTIONS!



Les catastrophes environnementales sont de plus en plus fréquentes et de plus en plus graves. Les pays ne sont pas tous égaux pour faire face à ces défis. D'importantes sécheresses touchent certaines parties du monde. L'approvisionnement en eau potable et les récoltes de ces pays sont menacées. Dans les prochaines décennies, des portions du globe pourraient devenir trop arides pour que des populations puissent continuer à y vivre. Ces gens devront alors se déplacer pour trouver une nouvelle terre d'accueil.

Les problèmes se multiplient étant donné les changements climatiques. Est-ce que ça pourrait être imaginable qu'un problème qui touche une région du monde puisse être réglé par un problème qui se déroule ailleurs? Pensons à la fonte des glaciers en Arctique et en Antarctique. Serait-il possible de remorquer un iceberg vers un territoire qui connaît un épisode de sécheresse? L'eau douce produite par la fonte de la glace pourrait approvisionner la population. Des scientifiques et des ingénieurs travaillent depuis plusieurs années sur le projet, qui n'est pas sans donner des maux de tête! L'innovation technologique est souvent présentée comme une façon de trouver des solutions aux problèmes environne-

mentaux. Cependant, ça coûte très cher à mettre en œuvre. Clarenson Gracia a réfléchi à cette idée et propose une bande-dessinée pour l'illustrer.

Clarenson pose la question : « si cette technologie est mise au point, est-ce qu'elle sera accessible aux pays qui en ont le plus besoin? » Il lui semble que les technologies sont créées pour faire de l'argent et non pas pour aider réellement les gens.

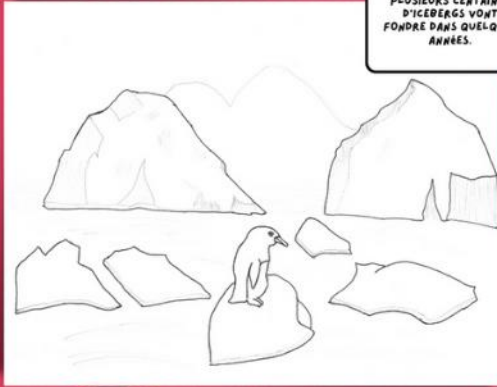
Pensons aux vaccins pour la COVID-19, qui sont facilement accessibles dans les pays riches, alors que les taux de vaccination sont très bas dans les pays pauvres.

Pour faire face à des problèmes aussi complexes et globaux que les changements climatiques, la clé est au contraire de se serrer les coudes. Comment garantir que les technologies soient accessibles? Si la situation reste telle qu'elle est aujourd'hui, il faudra que les pays riches et les entreprises aident les pays pauvres à les acheter. Par exemple, Clarenson propose qu'une compagnie de navires puisse prêter un bateau pour remorquer les glaces.

CE TEXTE CONDENSE LES RÉFLEXIONS DE CLARENSON, QUI ONT SERVI DE BASE À LA CRÉATION DE SA BANDE DESSINÉE À LA PAGE 10.

Y'a des solutions

PLUSIEURS CERTAINES
D'ICEBERGS VONT
FONDRE DANS QUELQUES
ANNÉES.



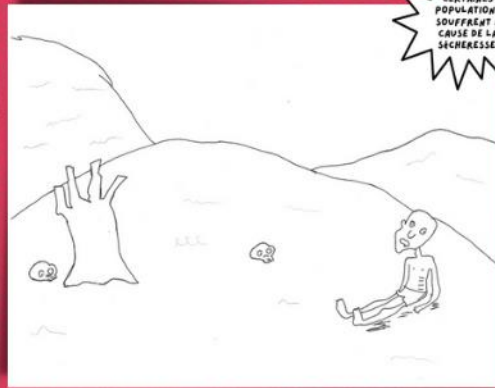
ON PEUT TROUVER
DES MOYENS DE
TRANSPORT.



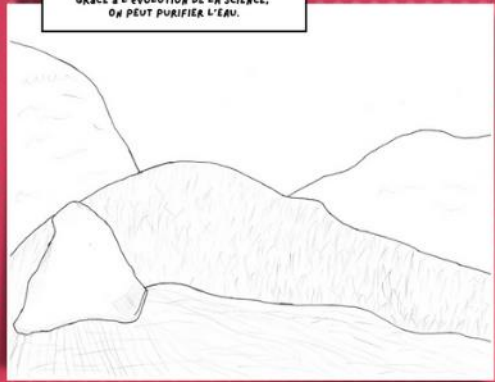
UN
PROBLÈME...



CERTAINES
POPULATIONS
SOUFFRANT À
CAUSE DE LA
SÈCHÈRESSE.



GRÂCE À L'ÉVOLUTION DE LA SCIENCE,
ON PEUT PURIFIER L'EAU.



PEUT DEVENIR
UNE SOLUTION
À UN AUTRE
PROBLÈME.



Bande dessinée réalisée par Claverwon Gracia

DOSSIER TRAVAIL ET MIGRATIONS

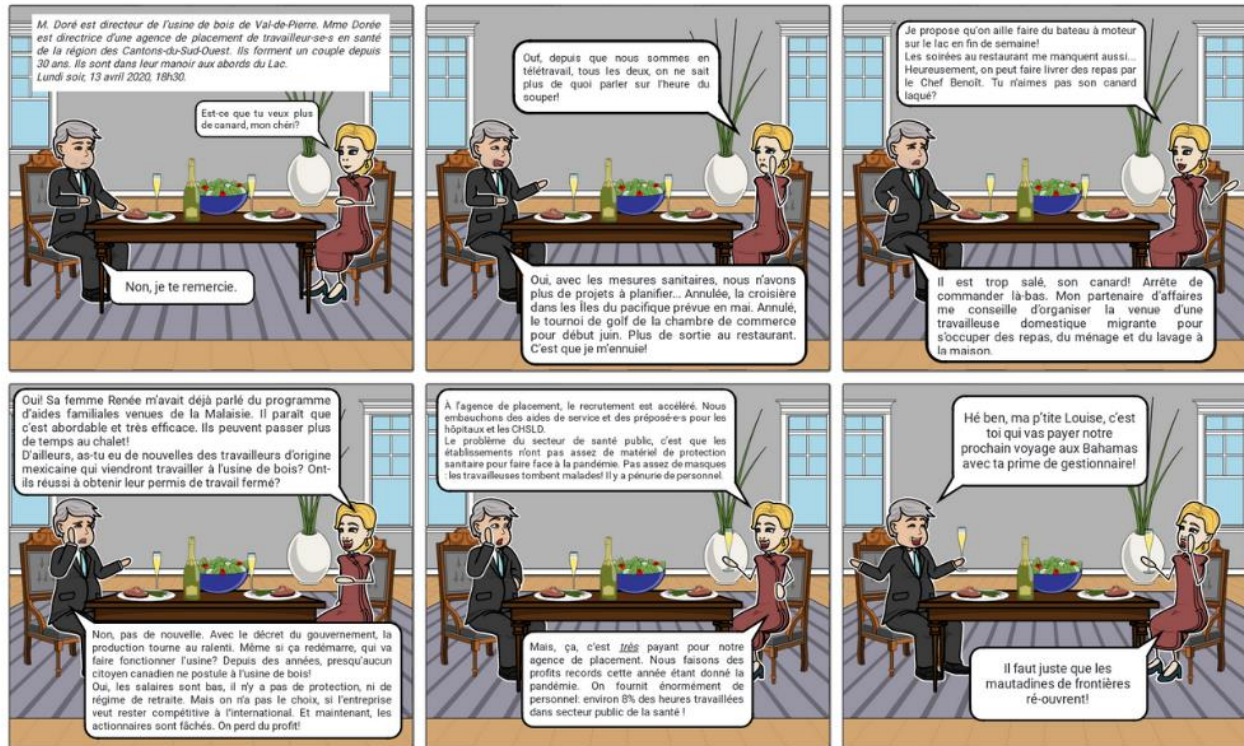
UN SOUPER ORDINAIRE

Voici une série de bandes dessinées comparant comment Rosena Jean-Pierre, personnifiant les travailleur-se-s migrant-e-s, et M. et Mme Roger et Louise Doré, citoyen-ne-s canadien-ne-s fictifs appartenant à la classe dominante, ont vécu la pandémie.

Depuis des siècles, le territoire canadien est peuplé par des vagues d'immigration. Des travailleur-se-s migrant-e-s provenant tout d'abord d'Europe, puis d'Asie, d'Amérique centrale et du Sud et d'Afrique sont venus combler les besoins de main-d'œuvre. Les entreprises, leurs gestionnaires et leurs actionnaires (si c'est le cas), bénéficient de cet apport en main-d'œuvre disponible et bon marché. Les conditions de

travail et les salaires peuvent ainsi être maintenus bas, même si cela fait en sorte que les emplois ne sont pas attractifs pour les citoyen-ne-s canadien-ne-s.

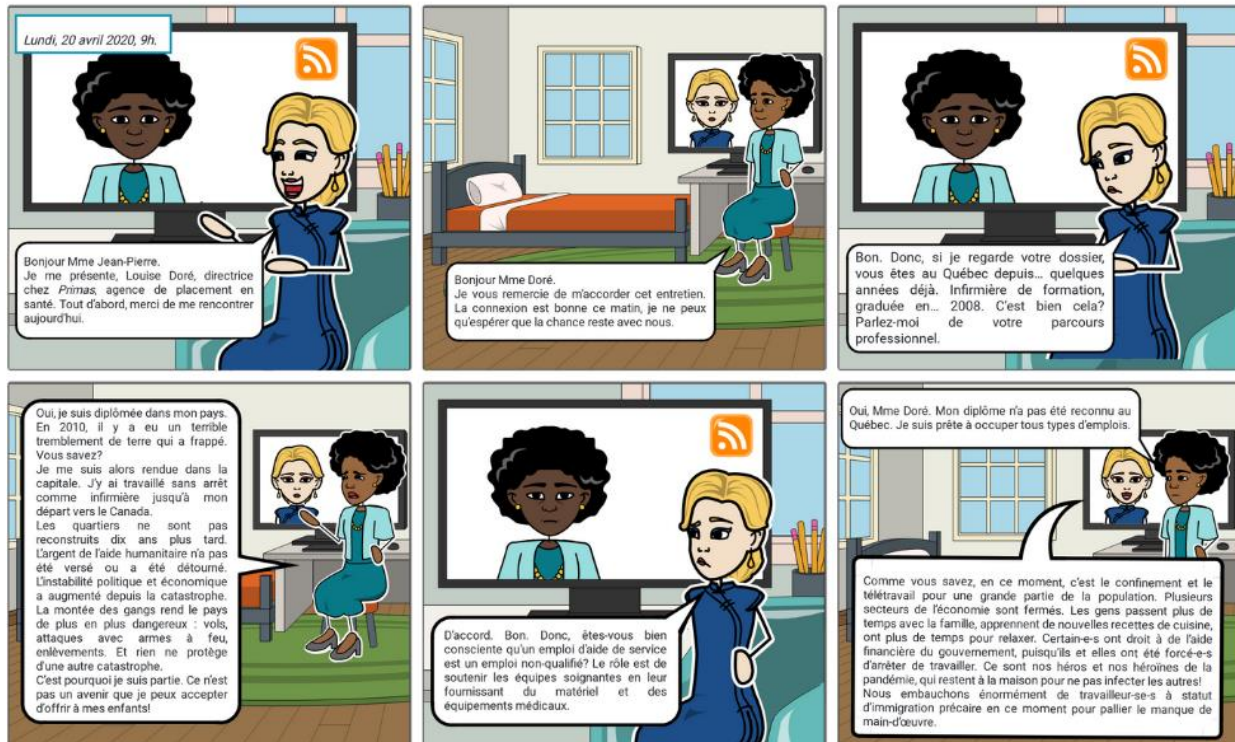
Le confort du mode de vie de la société de consommation repose d'ailleurs entre autres sur le travail à l'international, peu cher, ou le travail des immigrant-e-s dans les pays comme le Canada. L'économie canadienne actuelle a besoin d'une main-d'œuvre qui accepte de faire les emplois essentiels les plus durs. C'est d'autant plus vrai en période de crise comme la pandémie. Les travailleur-se-s migrant-e-s proviennent de pays où les inégalités sont grandes. Les statuts migratoires temporaires et les contrats de travail fermés les obligent à garder certains emplois, s'ils et elles veulent mettre les pieds au Canada et y rester.



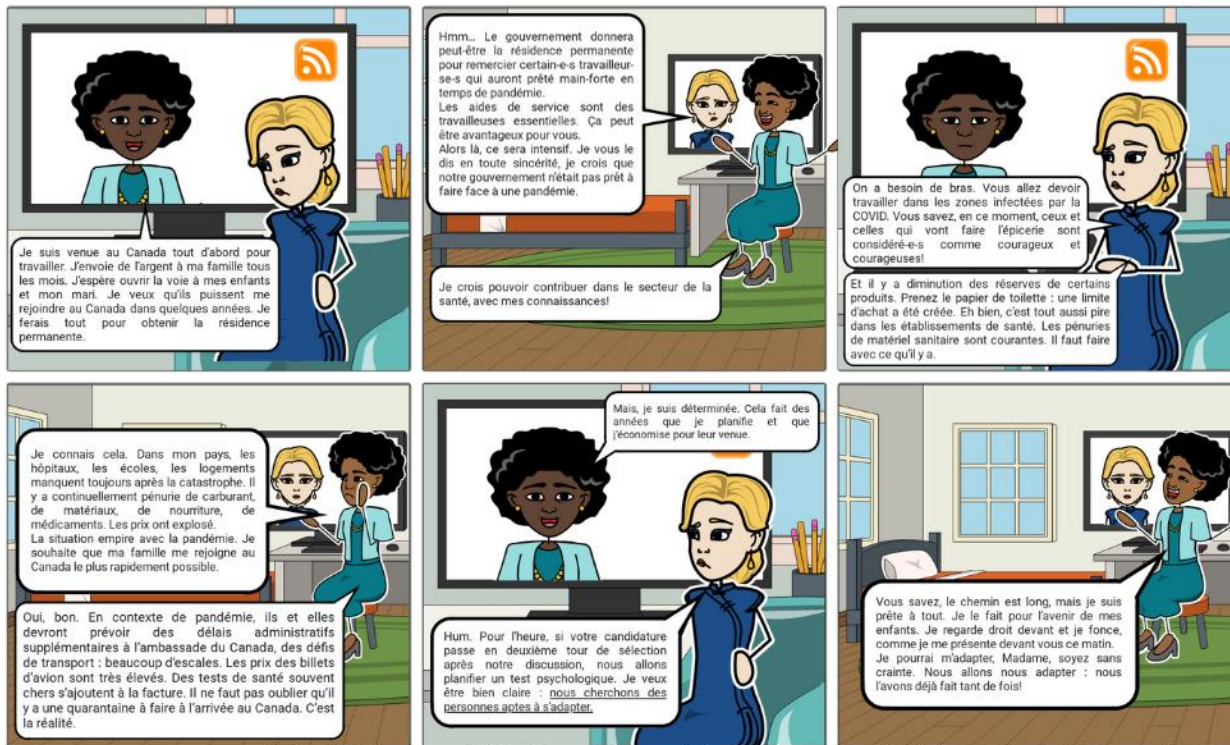
UNE ENTREVUE DE ROUTINE

Les stratégies personnelles des travailleur-se-s migrant-e-s sont, à court terme, de venir au Canada pour recevoir un salaire en dollars canadiens. Ils et elles peuvent ainsi soutenir leur famille, en leur envoyant des colis et des transferts bancaires avec un taux de change avantageux. À moyen et long terme, les travailleur-se-s migrant-e-s souhaitent obtenir la résidence permanente canadienne. Ils et elles espèrent que les membres de leur famille puissent venir les rejoindre. Ils et elles quittent leur milieu d'appartenance en espérant un avenir meilleur pour eux et elles-mêmes, ainsi que leurs enfants. Les pays du monde n'ont pas des moyens égaux pour faire face à la pandémie. Cette réalité a affecté le parcours des travailleur-se-s migrant-e-s récemment arrivé-e-s au pays.

Je m'appelle Lili, je suis cubaine, mais j'habite au Québec depuis 2020. J'ai 34 ans et je suis mariée; j'ai deux enfants, ils ont 12 et 3 ans. J'étudie le français au Centre d'éducation des adultes à Lac-Mégantic. Je suis arrivée au Canada il y a 2 ans. Je travaille beaucoup, de 9h à 18h30 du soir. J'aime mon travail! Je trouve que le français est une langue très difficile. Je suis au niveau trois en francisation. Nos cours dans le Centre sont les lundis et les mercredis de 18h30 à 21h15. J'ai des collègues qui viennent de tous les pays : Tunisie, Philippines et la prof vient de l'Argentine. Je travaille à temps plein. Mon meilleur souvenir de la pandémie est de passer plus de temps avec la famille.



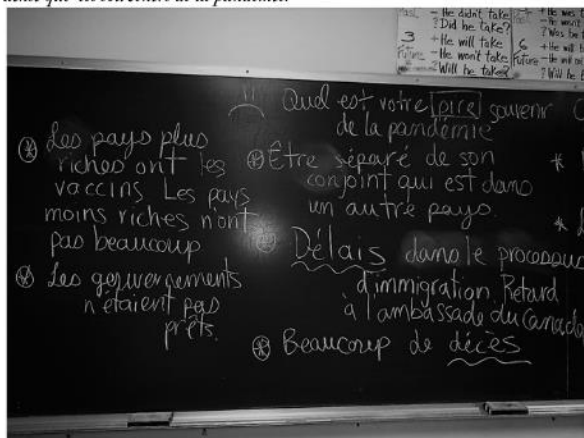
UN JOURNAL PARTICIPATIF DE LA RÉGION DU GRANIT



Cette bande dessinée est une œuvre de fiction. Toute ressemblance avec des situations et des personnes est le fruit du hasard ou de la réflexion du lecteur ou de la lectrice



Des ateliers de cartographie collective et de théâtre ont permis d'aborder les différences entre les conditions de vie dans les pays d'origine et au Canada, ainsi que les souvenirs de la pandémie.



Les pénuries de produits de base sont choses courantes dans les pays d'origine des travailleur-se-migrant-e-s qui ont participé aux ateliers.

LES BANDES DESSINÉES « UN SOUPER ORDINAIRE » ET « UNE ENTREVUE DE ROUTINE » ONT ÉTÉ CRÉÉES À PARTIR DES DISCUSSIONS D'UN GROUPE DE TRAVAILLEUR-E-S MIGRANT-E-S SUR LEURS EXPÉRIENCES DE VIE ET LEUR VÉCU DE LA PANDÉMIE.

CHRONIQUE :

J'ESPÈRE ME TROMPER

J'ai beau avoir presque 20 ans, j'ai un cœur de fillette pour encore de nombreuses raisons. Comme une petite fille, je fais un vœu pour chaque étoile filante. Comme une petite fille, ma couleur favorite est le rose.

Comme une petite fille, je préfère la *slush* à n'importe quelle autre boisson. Comme une petite fille, j'aime les contes de fées qui se terminent toujours bien.

Mais la vie n'est pas un conte de fées. Et tout ne se termine pas toujours bien.

Mon cœur de fillette a perdu son optimisme naïf. Parce que les adultes sont décevants. Parce que les adultes sont immatures. Parce que les adultes sont égoïstes.

Je suis moi-même une adulte.

La planète va mal par notre faute. Nous sommes en train de détruire la planète et nous le savons. Il y a des feux de forêts, des inondations, des ouragans, des sécheresses, des tsunamis. Tous cela par notre faute et nous le savons.

Mais nous continuons. Et nous continuons encore.

Nous clamons que ce n'est pas de notre faute à nous spécifiquement. C'est la faute des entreprises. C'est la faute des États-Unis. C'est la faute des riches. Ce sont les autres. Ce sont constamment les autres et jamais nous spécifiquement.

Nous continuons de nous promener fièrement en voiture. Nous continuons de nous acheter des vêtements neufs et à la dernière mode. Nous continuons de partir en voyage dans le Sud plusieurs fois par année. Nous continuons de manger de la viande en trop grande quantité. Nous continuons à utiliser le plastique compulsivement.

Nous continuons à faire ce qu'il nous plait. Peu importe les conséquences.

Ce n'est pas de notre faute à nous spécifiquement de toute façon, que nous disons.

En devenant adulte, je me suis mise à détester les adultes. Parce qu'ils sont immatures et égoïstes.

Je le répète, je suis moi-même une adulte.

...

Si j'avais écrit ce texte avec mon cœur de fillette, j'aurais écrit que si nous faisons du compost, que si nous utilisons une paille en bambou et que si nous apportions nos sacs réutilisables à l'épicerie, nous sauverions la planète tous ensemble. **Que** tout se terminerait bien comme dans un conte de fées.

Mais la vie n'est pas un conte de fées. Et tout ne se termine pas toujours bien.

En tant qu'adulte, je sais que si nous continuons à faire comme nous le faisons, tout va très mal se terminer. Si nous ne changeons pas notre mode de vie, si nous n'avons pas le courage de sortir de notre petit confort, si nous ne faisons pas de sacrifices, tout va très mal se terminer. Et ce sera de notre faute, à nous spécifiquement.

Honnêtement, je crois que les adultes ne changeront pas. Je crois que nous ne changerons pas. Je crois que nous allons continuer à faire comme nous le faisons.

Je crois que tout va très mal se terminer.

Mais j'espère me tromper.

ROSE LÉTOURNEAU-VACHON, 19 ANS



VAUT MIEUX EN RIRE!

Des groupes de jeunes adultes se sont rassemblés pour réfléchir avec humour à leur réalité et aux défis auxquels ils et elles font face: pandémie, emploi, augmentation du coût de la vie, crise du logement et parcours scolaire.

Avec un peu de recul par rapport aux premières vagues de la pandémie, plusieurs jeunes adultes soulignaient que, selon eux et elles, les mesures sanitaires changeaient trop et ont été parfois incohérentes. Ils et elles s'inquiètent de voir tous les déchets qui sont produits avec l'équipement de protection sanitaire.

Beaucoup d'entre eux et elles occupent des emplois qui ont été identifiés essentiels en temps de pandémie. La prestation canadienne d'urgence (PCU) a fait vivre un sentiment d'injustice à certain-e-s. Plusieurs n'y ont pas eu droit. Pour d'autres, c'était difficile de comprendre les critères et les règles pour y avoir accès.

Il est maintenant connu qu'il y a une importante pénurie de main-d'œuvre dans le secteur des emplois peu qualifiés. Les jeunes occupent en majorité ce type d'emplois. Ils et elles ont un certain pouvoir dans le choix de l'emploi occupé et pour négocier leurs conditions de travail.

Les faibles revenus des jeunes adultes font en sorte que l'augmentation du coût de la vie a des répercussions importantes sur leur budget. L'inflation, particulièrement dans le secteur de l'alimentation, et le prix de l'essence est une difficulté qu'ils et elles rencontrent dans l'atteinte de l'autonomie financière.

Prévoyant vivre hors de la résidence parentale ou le faisant depuis peu, les jeunes adultes constatent que c'est maintenant difficile de trouver un appartement libre dans le Granit, tout comme dans les grandes villes où se trouve leur futur lieu d'études. Il faut payer beaucoup plus cher qu'il y a à peine 5 ans pour un loyer. Il y a également une inégalité avec les générations précédentes pour l'accès à la propriété.

Certain-e-s participant-e-s à la discussion partagent un sentiment d'injustice par rapport au fardeau disproportionné que les changements climatiques, dont la pandémie et ses conséquences, fera porter aux jeunes générations et à celles à venir, par rapport au travail et au logement, notamment. Cela s'entremêle avec leurs rêves et leurs préoccupations comme étudiant-e-s en faisant leurs premiers pas dans la vie adulte, où libertés et responsabilités les attendent.

Les prochaines décennies seront le théâtre de profonds bouleversements écologiques et sociaux. Relèvera-t-on le défi de mettre nos énergies en commun pour répondre à nos besoins essentiels d'une manière juste, démocratique et émancipatrice?

CE TEXTE EST UNE SYNTHÈSE DES DISCUSSIONS QUI ONT EU LIEU PENDANT LA CRÉATION DE CERTAINS DES MÈMES.



ANNEXE D

INVITATION PAR COURRIEL À UNE ACTIVITÉ DE CRÉATION DE MÈMES

Pause beignes et chips – création de mèmes

Mercredi, 13 avril, 10h35, dans la grande salle

1er arrivé, 1er servi, jusqu'à un maximum de 12 participant-e-s. Préinscription possible en écrivant sur Messenger à la page Facebook "Explorer l'envers du décor" ou inscription le jour même.

L'actualité ne laisse aucun repos. C'est comme si les crises se suivaient les unes les autres. Les dernières en liste : pandémie et guerre en Ukraine. Ça crée pleins de défis qui touchent les jeunes adultes en ce moment :

- Augmentation des prix (essence, nourriture);
- Manque de logements pas chers;
- Pertes d'emplois dans certains secteurs pendant la pandémie ;
- Manque de personnel dans d'autres secteurs.



Tu te sens parfois anxieux par rapport à l'avenir? C'est normal et tu n'es pas seul-e. Tu as envie d'en parler avec d'autres jeunes adultes qui vivent des défis semblables? C'est vrai que ça serait le fun d'en jaser! Et aurais-tu envie d'en rire en créant de mèmes ensemble? Et à force d'en rire et d'en jaser, on va être solidaires, s'entraider et peut-être même... trouver des solutions à notre portée!



Les mèmes créés pourront être publiés de manière anonyme ou non (selon votre choix) dans le premier numéro de journal « Explorer l'envers du décor ».

ANNEXE E

CONSIGNES POUR LA CRÉATION DE MÊMES

Durée : 30 minutes

Qu'est-ce qu'un mème? (wikipédia)



Un mème est souvent un contenu humoristique ou satyrique (par exemple une photo ou une vidéo) qui a été partagé par un grand nombre de personnes. [...] l'humour des mèmes se base souvent sur l'actualité, il peut être insensible ou socialement inapproprié. L'humour des mèmes est souvent absurde ou complètement insensé, l'idée étant que la nature ridicule du mème va le rendre drôle.

Exemple : la combinaison d'un élément naïf (ex. « tout va bien ») et d'un élément plus cru ou sans filtre (le monde est en feu) est souvent une bonne recette pour l'humour absurde.

Créer des mèmes!

Consignes :

1. Choisir l'enjeu qui touche tous les participant-e-s directement. Quelque chose qui vous semble injuste, inégal, contradictoire, illogique, sur lequel vous aimeriez avoir plus de pouvoir.
2. Discuter : Que voulez faire? Montrer comment vous vous sentez? Dénoncer quelque chose d'absurde, de frustrant? Qu'avez-vous envie de visibiliser? Comment le transmettre de manière simple et drôle.
3. Aller sur le site : <https://imgflip.com/>
4. Explorer les images laissez-vous inspirer. Choisir l'image. Penser à faire référence à des films, chansons, images connues, drôles.
5. Trouver un texte pour illustrer l'enjeu et la contradiction que vous avez choisie (phrases courtes, mots) :
6. Écrire les phrases de légende.
7. Générer le mème.
8. L'enregistrer et l'envoyer sur Messenger à la page « Explorer l'envers du décor ».
9. Signer le formulaire de consentement pour la publication du mème dans le journal « Explorer l'envers du décor ».

ANNEXE F

SCHÉMA D'ENTREVUE AVEC LES INFIRMIÈRES DE LA RÉGION DU GRANIT

Objectifs de l'entrevue : s'exprimer, visibiliser les défis, prendre conscience que plusieurs personnes vivent les mêmes défis et que certain-e-s vivent plus de défis que d'autres, donner du sens aux défis (chocs), tenter d'identifier des messages à transmettre aux personnes en situation de pouvoir dans la région (ex. élu-e-s, directions, etc.).

Défis :

Travail :

1. Qu'est-ce qui a changé au travail? Est-ce qu'il y avait de nouvelles règles? Pouvez-vous me donner des exemples?
2. Étiez-vous exposées au risque à votre travail? Est-ce qu'il y avait les équipements de protection nécessaire?
3. Est-ce que vous avez vécu des difficultés au travail? Si oui, lesquelles?
4. Est-ce qu'il manquait de main-d'œuvre? Si oui, quelles étaient les difficultés pour les travailleur-se-s?
5. Est-ce que les heures de travail ont augmenté? Avez-vous vécu de l'épuisement professionnel?
6. Étiez-vous dans l'impossibilité de respecter votre code éthique étant donné les conditions de travail? Avez-vous vu la santé des patient-e-s se détériorer par manque de soins?

Rapport patronal :

7. Comment avez-vous vécu le délestage (changer de poste, d'horaire)? Les arrêtés ministériels (interdiction de démissionner)?
8. Avez-vous eu accès à aux mesures d'attraction et de rétention du gouvernement? Aux remboursements de convention collective?
9. Avez-vous eu de la difficulté à avoir accès à des services? Pouvez-vous expliquer comment ça s'est passé?

Santé physique :

10. Avez-vous été malades lors de la pandémie? Pouvez-vous raconter comment ça s'est passé?
11. Avez-vous eu accès aux soins appropriés? Pouvez-vous raconter comment ça s'est passé?

Santé mentale :

12. Quelles sont les émotions que vous a fait vivre la pandémie, l'isolement? Pouvez-vous raconter?

Famille et entourage :

13. Avez-vous été séparées de votre famille, vos ami-e-s? Comment avez-vous vécu cela?
14. Avez-vous pu rencontrer de nouvelles personnes? Comment ça s'est passé?
15. Est-ce qu'il y a eu des conflits dans votre entourage (séparation, violence, chicane)?
Pouvez-vous décrire la situation?
16. Avez-vous vécu un ou des deuils? Pouvez-vous décrire?

Travail domestique :

17. Qu'est-ce qui a changé dans les tâches quotidiennes, domestiques?
18. Qui s'occupait des enfants? Comment est-ce que ça s'est passé?
19. Comment s'est faite l'adaptation à la maison? Qui a fait quoi?

Logement :

20. Avez-vous déménagé lors de la pandémie? Quelles sont les raisons (choix, obligation)?
21. Avez-vous perdu ton logement? Racontez-moi comment ça s'est passé?
22. Si oui, avez-vous eu de la difficulté à trouver un nouveau logement abordable et qui vous convient?
23. Est-ce que votre logement est en mauvais état? Pouvez-vous décrire?
24. Est-ce que votre logement est surpeuplé? Pouvez-vous décrire?

Argent :

25. Est-ce que la pandémie a eu un impact sur tes finances et celles de ta famille? Si oui, le(s)quel(s)? (Appauvrissement, enrichissement, endettement)
26. Est-ce que tu vis des conséquences de l'augmentation des prix actuelle (épicerie, essence, loyer, etc.)? Si oui, lesquelles? Comment vis-tu la situation? Y a-t-il des solutions? Si oui, lesquelles?

Transport :

27. Est-ce que l'offre transport en commun est adaptée à vos besoins?

Conclusion :

Recenser les défis selon les catégories (santé, travail, famille, logement, argent, etc.), qu'est-ce qui est commun?

1. Avez-vous vécu un exemple de solidarité?
2. Avez-vous vécu un exemple d'aide mutuelle?
3. Qu'est-ce qui vous rend fières?
4. Avez-vous vécu des injustices? De l'exploitation?
5. Qu'auriez-vous aimé qui se passe autrement (ex. mesures gouvernementales)? Que voudriez-vous voir changer?
6. Sur quoi auriez-vous aimé avoir plus de pouvoir?
7. Auriez-vous un message à transmettre?

ANNEXE G

ATELIER 1 AVEC LES TRAVAILLEUR-SE-S MIGRANT-E-S - ACTIVITÉS DE CARTOGRAPHIE

COLLECTIVE CRITIQUE ET ENTREVUE MUTUELLE

a) Préparation

Ateliers - témoignage sur les défis de la pandémie

Groupes en francisation

1) Accueil et introduction :

Objectif de l'atelier : s'exprimer, visibiliser les défis, prendre conscience que plusieurs personnes vivent les mêmes défis et que certain-e-s vivent plus de défis que d'autres, donner du sens aux défis (chocs), identifier des messages à transmettre aux personnes en situation de pouvoir dans la région (ex. élu-e-s, santé publique, etc.).

2) Discussion introductive en groupe - souvenirs et anecdotes : (15 min.)

- a. Quel est ton meilleur souvenir de la pandémie?
- b. Quel est ton pire souvenir de la pandémie?
- c. Quel est ton souvenir le plus drôle?
- d. Est-ce que la pandémie t'a fait revivre des souvenirs d'une autre épreuve que tu as vécu avant ?
- e. Avais-tu des peurs? Comment voyais-tu l'avenir?
- f. Est-ce que la pandémie a transformé tes projets? Si oui, comment?

3) Cartographie : (45 min.)

- a. Peux-tu identifier où tu habitais au début de la pandémie? (Situer sur la carte)
- b. Que faisais-tu? (Vie personnelle, famille, travail)
- c. Quels ont été tes déplacements? Où as-tu passé ta quarantaine?
- d. Identifier les défis vécus avec les icônes.
- e. Discussion en groupe : qu'est-ce qui est commun entre les membres du groupe?

4) Activité journalisme : questions d'entrevue mutuelle (30 min.)

- a. Choisir 8 questions qui t'intéressent parmi la liste (voir (d) Activité de journalisme : questions d'entrevue mutuelle (30 min.)).
- b. Poser les questions à ton co-équipiers-ères
- c. Résumer ce qu'il ou elle a dit au groupe

Retour en groupe : (30 min.)

Classer les défis selon les bulles : recenser les défis selon les catégories (santé, travail, famille, logement, argent, etc.), qu'est-ce qui est commun?

SIGNER LE FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

b) Carte du monde géante avec zoom sur la région du Granit :



c) Liste des icônes : Défis de la pandémie COVID-19



Légende suggérée des icônes « Défis de la pandémie » : a) ma maison, b) ma famille, c) mon amoureux, mon amoureuse, d) mes proches, e) migration, f) séparation de la famille pour le travail, g) difficultés liées à l'immigration, h) Emploi à l'usine, i) Emploi comme préposée aux bénéficiaires, j) longue journée de travail, k) conditions de travail difficiles, l) Bas salaire, m) pertes d'emplois, n) risques d'attraper le virus COVID, o) Soins de santé, p) perte de logement, q) loyers élevés, r) logement surpeuplé, s) logement en mauvais état, t) augmentation des tâches domestiques, de la charge mentale, u) s'occuper des enfants, v) conflits, violence dans l'entourage, w) émotions difficiles, y) émotions difficiles, z) Services en ligne, télé-études, aa) Manque de transport en commun, bb) Augmentation du prix de l'essence, cc) Augmentation des prix, dd) et ee) autres défis.

d) Activité journalisme : questions d'entrevue mutuelle (30 min.)

Consignes :

- a. Choisir 8 questions qui t'intéressent.
- b. Poser les questions à ton co-équipiers-ères.
- c. Résumer ce qu'il ou elle a dit lors du retour en groupe.

Défis :

Santé physique :

1. As-tu été malade lors de la pandémie? Peux-tu raconter comment ça s'est passé?
2. As-tu eu accès aux soins de santé? Peux-tu raconter comment ça s'est passé?

Santé mentale :

3. Quelles sont les émotions que t'ont fait vivre la pandémie, l'isolement? Peux-tu raconter?

Famille et entourage :

4. As-tu été séparé de ta famille, tes ami-e-s? Comment as-tu vécu cela?
5. As-tu pu rencontrer de nouvelles personnes? Comment ça s'est passé?
6. Est-ce qu'il y a eu des conflits dans ton entourage (séparation, violence, chicane)? Peux-tu décrire la situation?
7. As-tu vécu un ou des deuils? Peux-tu décrire?

Travail domestique :

8. Qu'est-ce qui a changé dans les tâches quotidiennes, domestiques?
9. Est-ce que les enfants étaient plus souvent à la maison? Qui s'en occupait? Comment est-ce que ça s'est passé?
10. Comment s'est faite l'adaptation à la maison? Qui a fait quoi?

Logement :

11. As-tu déménagé lors de la pandémie? Quelles sont les raisons (choix, obligation)?
12. As-tu perdu ton logement? Raconte-moi comment ça s'est passé .
13. Si oui, as-tu eu de la difficulté à trouver un nouveau logement abordable et qui te convient?
14. Est-ce que ton logement est en mauvais état? Peux-tu décrire?
15. Est-ce que ton logement est surpeuplé? Peux-tu décrire?

Travail :

16. Est-ce que le travail a arrêté ou est-ce que ton emploi a été considéré essentiel?
17. Qu'est-ce qui a changé au travail? Est-ce qu'il y avait de nouvelles règles? Peux-tu me donner des exemples?
18. Est-ce que tu as vécu des difficultés au travail? Si oui, lesquelles?

19. Est-ce qu'il manquait de main-d'œuvre? Si oui, quelles étaient les difficultés pour les travailleur-se-s?
20. Est-ce que les heures de travail ont augmenté?
21. Étais-tu exposé-e au risque à ton travail? Est-ce qu'il y avait les équipements de protection nécessaire?

Statut et processus d'immigration :

22. Est-ce que ta famille ou toi avez vécu des délais d'immigration? Comment as-tu vécu cela?
23. As-tu eu accès à l'aide financière du gouvernement?
24. As-tu eu de la difficulté à avoir accès à des services? Peux-tu expliquer comment ça s'est passé?

Argent :

25. Est-ce que la pandémie a eu un impact sur tes finances et celles de ta famille? Si oui, le(s)quel(s)? (Appauvrissement, enrichissement, endettement)
26. Est-ce que tu vis des conséquences de l'augmentation des prix actuelle (épicerie, essence, loyer, etc.)? Si oui, lesquelles? Comment vis-tu la situation? Y a-t-il des solutions? Si oui, lesquelles?

ANNEXE H

ATELIER 2 AVEC LES TRAVAILLEUR-SE-S MIGRANT-E-S – SAYNÈTE 1

Retour en groupe sur l'atelier de lundi :

Les défis des travailleur-se-s migrant-e-s liés à la famille et à l'argent.

Nous avons vu que la stratégie personnelle des travailleur-se-s migrant-e-s, à court terme, est de venir au Canada pour avoir un meilleur salaire (en dollars canadiens) pour soutenir leur famille. À moyen, long terme, ils et elles souhaitent faire venir les membres de leur famille au Canada et obtenir la résidence permanente canadienne pour espérer un meilleur avenir pour eux et elles ainsi que leurs proches.

Proposition : Atelier de lecture de saynète de théâtre

Objectif de l'atelier : Comparaison du vécu de la pandémie des étudiant-e-s en francisation, qui sont des travailleur-se-s migrant-e-s, avec celui de M. et Mme Doré, qui sont citoyen-ne-s canadien-ne-s et de classe riche (plus facile, pire, mieux VS moins bien).

Accessoires de luxe : coupes de vin, cravate et bijoux.

M. Doré est directeur de l'usine de bois de Lac-de-Granit. Mme Dorée est directrice des ressources humaines d'une agence de placement en santé de la même ville. Ils forment un couple depuis 30 ans. Ils sont dans leur maison aux abords du Lac.

Dialogue :

Louise : Est-ce que tu veux plus de canard, mon chéri?

Roger : Oui, je t'en prie.

(Silence)

Louise : Ouf, depuis que nous sommes en télétravail tous les deux, on ne sait plus de quoi parler sur l'heure du souper.

Roger : Oui, avec les mesures sanitaires, plus de projets à planifier. Annulée, la croisière dans les îles du pacifique. Annulé, le tournoi de golf de la chambre de commerce. Et maintenant, avec le couvre-feu, plus de sortie au restaurant.

Louise : Au moins, on peut commander et faire livrer de la nourriture par le Chef Benoît. Tu n'aimes pas son canard laqué?

Roger : Mais, oui, je l'aime, mon amour! Merci de l'avoir commandé. C'est que je m'ennuie.

Voudrais-tu qu'on aille faire du bateau à moteur sur le Lac en fin de semaine?

Louise : Bonne idée. On ne pourra pas inviter d'ami-e-s, mais au moins, nous allons prendre l'air. Dis-moi, as-tu des nouvelles des travailleurs d'origine mexicaine qui viendront travailler à l'usine? Ont-ils réussi à obtenir leur permis de travail fermé?

Question de discussion : Qu'est-ce qui est plus facile, mieux pour eux et pire, moins bien pour vous?

Proposition : tempête d'idées (brainstorm) pour rédaction d'une mini-pièce de théâtre

Vanessa rédige une mini pièce de théâtre qui fait le portrait de la réalité d'un-e travailleur-se migrant-e fictif-ve en temps de pandémie, à partir de la description qu'en feront des étudiant-e-s. Cette mini-pièce pourrait être publiée dans le journal « Explorer l'envers du décor » sous forme de bande dessinée.

ANNEXE I

ATELIER 3 AVEC LES TRAVAILLEUR-SE-S MIGRANT-E-S – SAYNÈTE 2

Plan de l'atelier :

- Explication du vocabulaire;
- Relecture de la bande dessinée 1;
- Lecture de la saynète 2 ;
- Discussion et décision du groupe: est-ce qu'on les publie, est-ce qu'on les modifie?
- Rédaction de petits encadrés par les étudiant-e-s qui le souhaitent;
- Photos de groupe, si les étudiant-e-s le souhaitent;

Retour en groupe sur les ateliers précédents :

Les défis des travailleur-se-s migrant-e-s liés à la famille et à l'argent.

Lors de l'atelier 1, nous avons vu que la stratégie personnelle des travailleur-se-s migrant-e-s, à court terme, est de venir au Canada pour avoir un meilleur salaire (en dollars canadiens) pour soutenir leur famille. À moyen, long terme, ils et elles souhaitent obtenir la résidence permanente canadienne et faire venir les membres de leur famille au Canada. Ils et elles espèrent un meilleur avenir pour eux et elles-mêmes, ainsi que leurs proches.

Lors de l'atelier 2, nous avons vu que le marché du travail canadien vit une pénurie de main-d'œuvre et que celle-ci a été accentuée par le contexte de la pandémie. Les travailleur-se-s migrant-e-s sont nécessaires pour combler les besoins de main-d'œuvre, surtout pour les emplois que les Canadiens ne souhaitent pas faire. Les entreprises, leurs gestionnaires et leurs actionnaires (si c'est le cas), bénéficient de cet apport en main-d'œuvre disponible et bon marché.

Conclusion partielle possible : Le Canada a besoin d'une main-d'œuvre qui accepte de faire les emplois essentiels les plus durs, surtout en période de crise comme la pandémie. Ils sont ainsi plus exposés au risque de la COVID. Les travailleur-se-s migrant-e-s font le travail essentiel que peu de citoyen-ne-s canadien-ne-s veulent faire³⁵. Les statuts migratoires et les contrats de travail les obligent à le faire s'ils veulent mettre les pieds au Canada. De leur côté, ils et elles veulent travailler au Canada pour obtenir un salaire pour assurer le bien de leur famille et un meilleur avenir.

Proposition : atelier de lecture de théâtre

Objectif de l'atelier: 1) Comparaison du vécu de la pandémie des étudiant-e-s en francisation, qui sont des travailleur-se-s migrant-e-s, avec celui de M. et Mme Doré, qui sont citoyen-ne-s canadien-ne-s et de classe riche.

³⁵ Se poser la question : quels sont les groupes sociaux dont les intérêts sont favorisés par cette situation? Ce seraient les patrons et les actionnaires d'entreprise qui voient leurs profits augmenter, puisque les salaires sont maintenus assez bas dans certains secteurs.

2) Valider la mini pièce de théâtre qui fait le portrait de la réalité d'un-e travailleur-se migrant-e fictif-ve en temps de pandémie, auprès des étudiant-e-s. Cette mini-pièce pourrait être publiée dans le journal « Explorer l'envers du décor ».

Dialogue : une entrevue de routine

Louise : Bonjour Mme Jean-Pierre. Je me présente, Louise Doré, directrice chez Primas, agence de placement en santé. Tout d'abord, merci de me rencontrer aujourd'hui.

Rosena : Bonjour Mme Doré. Je vous remercie de m'accorder cet entretien. La connexion est bonne ce matin, je ne peux qu'espérer que la chance reste avec nous.

Louise : Bon. Donc, si je regarde votre dossier, vous êtes au Québec depuis... quelques années déjà... infirmière de formation, graduée en... 2008. C'est bien cela? Parlez-moi de votre parcours professionnel.

Rosena : Oui, je suis diplômée dans mon pays. En janvier 2010, il y a eu un terrible tremblement de terre qui a frappé. Vous savez? Je me suis alors rendue dans la capitale. J'ai travaillé sans arrêt comme infirmière jusqu'à mon départ vers le Canada. Les quartiers ne sont pas rebâti dix ans plus tard. L'argent de l'aide humanitaire n'a pas été versé ou a été détourné. L'instabilité politique et économique a augmenté depuis la catastrophe³⁶. La montée des gangs rend le pays de plus en plus dangereux : vols, attaques avec armes à feu, enlèvements. C'est pourquoi je suis partie. Ce n'est pas un avenir que je peux accepter d'offrir à mes enfants.

Louise : (*distante*) D'accord. Donc, êtes-vous bien consciente qu'un emploi d'aide de service est un emploi non qualifié? Le rôle est de soutenir les équipes soignantes en leur fournissant du matériel et des équipements médicaux.

Rosena : Oui, Mme Doré. Mon diplôme n'a pas été reconnu au Québec. Je suis prête à occuper tous types d'emplois.

Louise : Comme vous savez, c'est le confinement et le télétravail pour une grande partie de la population. Plusieurs secteurs de l'économie sont fermés. Les gens passent plus de temps avec la famille, apprennent de nouvelles recettes de cuisine, ont plus de temps pour relaxer. Certain-e-s ont droit à de l'aide financière du gouvernement, puisqu'ils et elles ont été forcé-e-s d'arrêter de travailler. Ce sont nos héros et nos héroïnes de la pandémie, qui restent à la maison pour ne pas infecter les autres! (*Court éclat de rire*) Nous embauchons énormément de travailleur-se-s à statut d'immigration précaire en ce moment pour pallier le manque de main-d'œuvre.

Rosena : Je suis venue au Canada tout d'abord pour travailler. J'envoie de l'argent à ma famille. J'espère ouvrir la voie à mes enfants et mon mari. Je veux qu'ils puissent me rejoindre au Canada dans quelques années. Je ferais tout pour obtenir la résidence permanente.

Louise : Hmm... Le gouvernement donnera peut-être la résidence permanente à certain-e-s travailleur-se-

³⁶ Baron, A. (2020). Haïti commémore le séisme de 2010 dans l'amertume. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/international/caraibes/2020-01-12/haiti-commemore-le-seisme-de-2010-dans-l-amertume>

s qui auront prêté main-forte en temps de pandémie. Les aides de service sont des travailleur-se-s essentielles. Ça peut être avantageux pour vous. Alors là, ce sera intensif pour vous. Je vous le dis en toute sincérité, je crois que notre gouvernement n'était pas prêt à faire face à une pandémie.

Rosena : Je crois pouvoir contribuer dans le secteur de la santé, avec mes connaissances.

Louise : On a besoin de bras. Vous allez devoir travailler dans les zones infectées par la COVID. Vous savez, en ce moment, ceux et celles qui vont faire l'épicerie sont considéré-e-s comme courageux et courageuses! Et il y a diminution des stocks de certains produits. Prenez le papier de toilette : une limite d'achat a été créée. Eh bien, c'est tout aussi difficile dans les établissements de santé. La pénurie de matériel sanitaire est courante. Il faut faire avec ce qu'il y a.

Rosena : Je connais cette réalité. Dans mon pays, les hôpitaux, les écoles, les logements manquent toujours après la catastrophe. Il y a continuellement pénurie de carburant, de matériaux, de nourriture, de médicaments. Les prix ont explosé. La situation empire avec la pandémie. Je souhaite que ma famille me rejoigne au Canada le plus rapidement possible.

Louise : Oui, bon. En contexte de pandémie, ils et elles devront prévoir des délais administratifs supplémentaires à l'ambassade du Canada, des défis de transport : des escales supplémentaires. Les prix des billets d'avion sont très élevés. Des tests de santé souvent chers s'ajoutent à la facture. Il ne faut pas oublier qu'il y a une quarantaine à faire à l'arrivée au Canada. C'est la réalité.

Rosena : Je suis déterminée. Cela fait des années que je planifie et que j'économise pour cela.

Louise : Hum. Pour l'heure, si votre candidature passe en deuxième tour de sélection après notre discussion, nous allons planifier un test psychologique. Je veux être bien claire : nous cherchons des personnes aptes à s'adapter.

Rosena : Vous savez, mon chemin est long, mais je suis prête à tout. Je le fais pour l'avenir de mes enfants. Je regarde droit devant et je fonce, comme je me présente devant vous ce matin. Je pourrai m'adapter, Madame, soyez sans crainte. Nous allons nous adapter : nous l'avons déjà fait tant de fois!

Discussion de groupe :

Faire des liens

1. Quel est le lien entre être un-e travailleur-se migrant-e et avoir de mauvaises conditions de travail?
2. Quel est le lien entre être un travailleur-se migrant-e et être exposé-e au virus?
3. As-tu enfreint des règles sanitaires? Si oui, lesquelles? Pourquoi?
4. Que trouvez-vous important de décrire dans le quotidien des travailleur-se-s migrant-e-s? (argent, famille, santé, logement, transport, emploi, accès aux services, vie sociale, processus d'immigration, etc.)
5. Est-ce qu'il y a des inégalités? Des injustices vécues par les travailleur-se-s migrant-e-s au Canada?

6. Qu'est-ce qui est commun entre la situation de tous les étudiant-e-s en francisation comme travailleur-se-s?
7. Qu'est-ce qui est commun entre la situation de tous les étudiant-e-s en francisation comme travailleur-se-s?

Les questions suivantes n'ont pas eu le temps d'être abordées :

8. Que voudriez-vous changer si vous en aviez le pouvoir? Quels sont vos messages? Qu'auriez-vous aimé qui se passe autrement lors de la pandémie? Sur quoi auriez-vous aimé avoir plus de pouvoir?
9. Avez-vous vécu des exemples de solidarité?
10. Avez-vous vécu un exemple d'aide mutuelle?
11. Qu'est-ce qui vous rend fier-fièrè?
12. Qu'est-ce qui vous donne de l'espoir?

Prendre des photos drôles : (ex. anecdotes drôles (papier de toilette, salutations avec le coude, le pied, masques, quarantaine, couvre-feu, bulles, écrans, etc.)

Rédiger des encadrés personnels, s'ils et elles le veulent.

ANNEXE J

SCHÉMA D'ENTREVUE AVEC LES LOCATAIRES

Défis liés au logement :

Logement :

- 1) Peux-tu m'informer de ta situation de logement actuelle et des dernières années? Dans quelle ville vivais-tu?
- 2) Pourquoi quittes-tu ton logement?
- 3) Comment se déroule ta recherche de logement? Quels sont les enjeux (enfants, garde partagée, etc.)?
- 4) Quels sont les défis? Qu'est-ce qui explique ces défis?
- 5) As-tu de la difficulté à trouver un nouveau logement abordable et qui te convient, dans la région géographique choisie?

Famille et entourage :

- 6) Qui doit déménager avec toi?
- 7) Qui fait les démarches de recherche de logement?
- 8) Quel est le rôle de chacun-e des membres de la famille? Quel était ton rôle, comment as-tu contribué?
- 9) Qu'est-ce qui a changé lors de la pandémie dans les tâches quotidiennes, domestiques?
- 10) Comment s'est faite l'adaptation? Qui a fait quoi?
- 11) Est-ce que des gens étaient malades? Est-ce que le logement était adéquat?
- 12) As-tu vécu un exemple de solidarité?
- 13) As-tu vécu un exemple d'aide mutuelle?

Tragédie, pandémie et logement :

- 14) As-tu déménagé depuis la tragédie ou lors de la pandémie? Pourquoi (choix, obligation)? Raconte-moi comment ça s'est passé?
- 15) Comment la pandémie a-t-elle affecté tes relations interpersonnelles (ami-e-s, connaissances)?
- 16) Est-ce qu'il y avait des gens qui étaient en télétravail ou en téléétude?
- 17) Est-ce qu'il y a eu des conflits dans ton entourage (séparation, violence, chicane)?
- 18) As-tu vécu un ou des deuils?

Emploi :

- 19) Quel est ton emploi? Est-il possible qu'un membre de ta famille ou toi deviez changer d'emploi, si le logement est trop éloigné?

Emploi et pandémie :

- 20) Est-ce que ton emploi a été considéré essentiel lors de la pandémie?
- 21) Qu'est-ce qui a changé au travail? Peux-tu me donner des exemples?
- 22) Est-ce qu'il manquait de main-d'œuvre?

23) Quels sont les défis du manque de main-d'œuvre?

Transport et logement :

24) Est-ce que tu vis ou tu pourrais vivre des enjeux en lien avec le transport (éloignement du lieu de travail, de l'entourage, etc.)

25) Souffres-tu ou pourrais-tu souffrir d'un manque d'accès au transport en commun?

26) Est-ce que le prix de l'essence fait une pression sur ton budget?

Budget et logement :

27) Quelle est la proportion accordée au loyer dans votre budget?

28) Quel sera l'impact d'une augmentation de loyer dans votre budget?

29) Est-ce que tu vis des conséquences de l'inflation actuelle (épicerie, essence, loyer, etc.)?

Budget et pandémie :

30) Est-ce que la pandémie a eu un impact sur tes finances et celles de ta famille? (appauvrissement, enrichissement, endettement)

31) As-tu eu accès à l'aide du gouvernement?

Santé physique et mentale :

32) Quelles sont les émotions que t'a fait vivre la recherche de logement?

33) Peux-tu me décrire ce que tu ressens? Est-ce que tu ressens des inquiétudes pour l'avenir? Est-ce que tu vis vécu de la détresse? De l'épuisement?

34) As-tu remarqué un changement dans ta manière d'être, d'agir, de te sentir? Peux-tu me donner un exemple?

35) Est-ce qu'il y a des personnes qui peuvent t'aider?

36) Est-ce que vous vivez des problèmes de santé?

Conclusion :

37) Considères-tu que tu as vécu des injustices? Si oui, lesquelles?

38) Qu'aurais-tu aimé qui se passe autrement (ex. mesures gouvernementales)? Que voudrais-tu voir changer?

39) Sur quoi aurais-tu aimé avoir plus de pouvoir?

ANNEXE K

PLAN D'ACTION POUR LA DÉFENSE DU DROIT AU LOGEMENT DANS LA RÉGION DE MÉGANTIC

Informations :

- « Comité logement » actuel à Lac-Mégantic :
 - Mettre la main sur le plan d'action sur le logement (Directeur de la Société d'aide au développement des collectivités (SADC) : Marc Cantin, Adrien Aubert (ancien employé du comité logement?)) :
 - Quelle est leur mission : l'attractivité ET la rétention? (Selon Magalie Bellavance),
 - Quel est leur point de départ : les besoins économiques de la région, combler le manque de main-d'œuvre;
 - Ils ont mis sur pied un répertoire des propriétaires du Granit et travaillent avec l'agente AIR et Place aux jeunes en région (?);
 - Retracer les nouveaux projets de construction :
 - immeuble des Chevaliers (seulement des logements 3 et demi à prix modique),
 - immeuble piloté par Place de l'industrie, avec le nouveau programme habitation abordable du Québec, PHAQ) : vérifier quels seront les prix des loyers?
 - Immeuble appartement supervisé pour personnes en situation d'handicaps (?).
 - Mettre la main sur la recherche sur les besoins de la population par rapport au logement (Stéphane Vachon)
 - Comprendre la planification stratégique 2020-2025 (Est-ce que c'est le Défi 2025?);
- Démontrer les besoins réels actuels de la population par une recherche basée sur des statistiques et des témoignages :
 - Office municipal d'habitation du Granit :
 - Peut nous apporter de l'aide pour démontrer que les besoins s'aggravent (quel est le nombre de personnes sur la liste d'attente? Quelle est l'augmentation du nombre de personnes? Quel est le temps d'attente? Quels sont les trous de services? Quel est le nombre d'appels de personnes qui ne « cadrent pas dans leurs critères »)? Faire d'accès aux chiffres la demande par le biais d'un organisme communautaire ou de l'équipe de proximité).
 - Dépend de la société d'habitation du Québec (SHQ)

- Gère le budget alloué pour les logements sociaux, gère les HLMs attribuent des suppléments de loyers (ce n'est pas une garantie, refus des proprios)
- Peut cogner à la porte de la ville pour planifier l'hébergement d'urgence, l'entreposage des biens en vue du 1^{er} juillet.
- Peut faire des sorties publiques, appuyer la pétition, interpeller le gouvernement.
- Contacter le FRAPRU :
 - Tiennent le portrait au 1^{er} juillet de la situation des ménages qui n'ont pas de logement, et la présence de mesures d'urgence en place dans les municipalités.
- Recueillir des témoignages (ex. sur le groupe Facebook, auprès de la FADOC (de personnes âgées (qui n'ont pas internet), exemple du bloc avec un propriétaire en Alberta qui ont fait une plainte au TAL
- Démontrer comment une crise du logement va provoquer une hausse des « problèmes sociaux » qui devront être gérés par les paliers de gouvernement municipal et provincial : violence, détresse, suicides, itinérance et instabilité de logement, criminalité, manque de main-d'œuvre.

Mobilisation :

- Planifier une rencontre avec l'organisatrice communautaire Marie-Claude Maillet
- Recruter de nouveaux citoyen-ne-s qui veulent s'organiser pour que ça change : Le groupe Facebook : Crise du logement Lac-Mégantic – aide mutuelle entre résidents, groupe Facebook à louer ou à vendre à Mégantic, dans les organismes et les commerces, porte-à-porte;
- Lancer la pétition lors du lancement du journal : ajuster les revendications, change.org + version papier dans les commerces (est-ce compatible?), inscrire l'appui de l'Association des locataires de Sherbrooke;
- Recueillir l'appui des organismes communautaires : Ensoleillée, Maison de la famille, CDC
- Recueillir l'appui des groupes d'éducation populaire et de défense des droits de l'Estrie (voir Guillaume de l'association des locataires de Sherbrooke)
- Interpeller le journal l'Écho de Frontenac pour un article et un lien vers la pétition et une invitation au lancement du journal
- Organiser un live Facebook
- Organiser une conférence de presse
- Organiser une manifestation/rassemblement pour visibiliser l'ampleur du problème
- Mettre sur pied un groupe de soutien pour les locataires créé par un organisme communautaire, présence d'une intervenante, offre de ressources, éducation populaire sur les droits, le budget (ACEF Estrie, vocation régionale)

- Créer une association de défense des droits des locataires :
 - Soutien organisationnel et logistique :
 - FRAPRU
 - Association des locataires de Sherbrooke (Mario)
 - Organisatrice communautaire (M-C Maillet)
- Discuter de la revendiquer la socialisation des logements locatifs (il y a actuellement 10% du parc locatif VS 90% de logement privé au Québec)
 - HLM
 - Coop
 - OSBL : logement à vocation particulière (logement supervisé, etc.)

Actions :

- **Municipalité (Conseil de ville) :**
 - A le pouvoir de créer un code du logement pour contrer les rénos-éviotions, limiter le AirBnB, fixer des normes de salubrité;
 - Peut mettre de la pression sur le palier de gouvernement provincial.

*La municipalité souhaite augmenter ses taxes foncières.

- **Gouvernement provincial (Député provincial Mégantic François Jacques (Parti CAQ)):**
 - Sera en campagne électorale à l'automne;
 - Peuvent modifier les lois en matière de logement;
 - Ont des budgets;
 - A mis fin du programme *Accès logis* (qui permettait environ 1500 constructions de logements sociaux par année) vers le programme habitation **abordable** du Québec (PHAQ). Les loyers seront basés sur le prix médian ou moyen des loyers, ce qui ne protège pas les ménages à faible revenu.
- **Gouvernement fédéral (Député fédéral Mégantic-L'Érable Luc Berthold (Parti conservateur)):**
 - Quels sont ses rôles?
 - Quels sont les pouvoirs du fédéral en matière de logement?
- **Régie du logement : Tribunal administratif du logement**
 - Leurs pouvoirs sont :
 - Faire appliquer les lois entourant le logement
 - Augmenter les pénalités aux propriétaires

ANNEXE L

PÉTITION POUR LE DROIT AU LOGEMENT DANS LE GRANIT

Crise du logement, appuyons nos résident(e)s méganticois(es)!

Le contexte de pénurie de logements n'épargne malheureusement pas la MRC du Granit. Les résident(e)s ont de la difficulté à se loger ou doivent vivre dans des logis ne répondant pas à leurs besoins, parfois carrément insalubres, voire dangereux. Plusieurs craignent de devoir quitter la région, en laissant leurs proches et leur emploi derrière. Le prix des loyers augmente de façon considérable. Les résident(e)s du Granit ont besoin d'aide et nous avons besoin de votre appui!

Par la présente pétition, nous demandons aux élu(e)s municipaux et provinciaux :

- l'élaboration d'un règlement municipal limitant les logements réservés au tourisme, ainsi que la construction et la conversion d'immeubles pour du logement de luxe;
- un plan clair et des investissements pour la construction, d'ici moins de trois ans, de logements salubres, sécuritaires, au loyer bas, en nombre suffisant et répondant aux divers besoins des habitant(e)s;
- le développement de mesures concrètes contre la discrimination faite à l'égard de certaines personnes à la recherche de logement (les ménages avec enfants, avec animaux, à faible revenu, etc.);
- de l'aide directe pour loger les habitant(e)s actuel(le)s de la ville, sous forme de soutien financier et de programmes d'accompagnement à la recherche de logements.

**MERCI DE SIGNER ET DE PARTAGER CETTE PÉTITION,
C'EST ENSEMBLE QUE NOUS AMÉLIORERONS LA CONDITION DES MÉGANTICOIS(ES)!**

Prénom, nom	Adresse	Adresse courriel	Signature

Joignez-vous au mouvement afin d'améliorer les conditions de vie des résident(e)s méganticois(es), il est plus que temps que de l'aide soit apportée.

Rejoignez le groupe Facebook : [Crise du logement, Lac-Mégantic. Entraide entre résidents](#)

Lien vers la pétition en ligne : <https://www.change.org/p/crise-du-logement-au-granit>

*Merci de signer la pétition une seule fois, les doublons seront retirés.

Cette pétition est une initiative d'habitant(e)s de Mégantic, soutenue par une étudiante en travail social, réalisant son stage dans la région du Granit.

La pétition est appuyée par l'Association des locataires de Sherbrooke.



ANNEXE M

AFFICHE D'INVITATION AU LANCEMENT DU JOURNAL ET DE LA PÉTITION

PROJET EXPLORER L'ENVERS DU DÉCOR
PROGRAMME DOUBLE



LANCEMENT:
JOURNAL
PARTICIPATIF
ET
PÉTITION POUR LE
DROIT AU LOGEMENT
DANS LE GRANIT



Une rencontre
entre les
participant-e-s,
leur famille,
ami-e-s et les
habitant-e-s de
la région.
Bienvenue à
tou-te-s!

JEUDI, 19 MAI • 5H @ 7H
AU CÉGEP, 4409 RUE DOLLARD



: sous le gazébo
: dans la grande salle

Bouchées et breuvages seront servis!
Copies papier distribuées sur place.



ANNEXE N

ARTICLE DE L'ÉCHO DE FRONTENAC SUR LA CONSULTATION PUBLIQUE



Les journaux
en ligne



Se connecter

S'abonner

Menu



ACTUALITÉS

SPORTS

CULTURE

ENTREPRISES

DÉCÈS

EMPLOIS

1^o Lac-Mégantic

Accueil > Actualités > Projets significatifs: la population attendue le 18 ...

ACTUALITÉS

Projets significatifs: la population attendue le 18 mai au CSM

17 mai 2022



Ajouter au favoris

Agriculture

Communauté

Dossiers

Économie

Éducation

Les citoyens de Lac-Mégantic qui désirent s'exprimer sur les grandes orientations ciblées par le Comité consultatif pour la redistribution des montants destinés à des projets significatifs pour la communauté sont invités à participer à une soirée de consultation publique, le 18 mai, au Centre sportif Mégantic. L'événement est prévu à 18h30, à la salle Bestar. L'entrée sera libre à partir de 18h15.

Lors de cette soirée, les coprésidents de la démarche, Martine Beaudoin, notaire honoraire, et Jean Paul Normand, notaire émérite, agiront à titre de porte-parole et présenteront l'état des travaux menés depuis six mois par le Comité consultatif. Ils seront accompagnés par le député de Mégantic et adjoint parlementaire de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (volet Affaires municipales), François Jacques.

La population pourra faire entendre sa voix en lien avec les secteurs d'investissements ciblés jusqu'à présent, ainsi que sur la proposition de répartition préliminaire de la somme d'environ 19 millions de dollars, liée à chaque grande orientation.

Les commentaires reçus le 18 mai permettront de finaliser les recommandations qui seront par la suite déposées au ministère de la Justice. Aucune annonce de projet ne sera faite lors de la soirée. Tous les promoteurs seront contactés plus tard au printemps, que les projets fassent partie ou non des recommandations.

LES PLUS LUS



La Ville demande à la SAQ de réaccepter les cartes LM



Un écoquartier planifié à construire voisin de l'OTJ



Un Réseau de bains de nature pour la MRC du Granit

Environnement	Petit rappel. En octobre 2021, le ministre de la Justice et procureur général du Québec, Simon Jolin-Barrette, a mandaté le député de Mégantic, François Jacques, de consulter la population afin de cibler les secteurs d'action prioritaires pour la réalisation de projets significatifs. Afin que l'ensemble des voix soit entendu, le député a ensuite lancé la démarche consultative avec la création du Comité consultatif.
Événements	
Faits divers	À l'issue d'un vaste appel de projets, plus de 50 dossiers ont été présentés au Comité consultatif. Leur étude approfondie a mené à l'identification des champs d'action prioritaires en fonction des besoins de la communauté.
Immobilier	
Justice	«J'invite la population à assister en grand nombre à cette soirée. Nous espérons faire salle comble, afin de permettre au plus grand nombre de citoyennes et de citoyens d'entendre ceux qui les ont représentés depuis le début du processus. Cette soirée est essentielle à la poursuite des travaux et au dépôt des recommandations au ministère de la Justice du Québec», a rappelé le député François Jacques.
Municipalité	
Politique	«Les travaux du Comité consultatif ont été réalisés en toute indépendance, ont tenu à insister le coprésidents Martine Beaudoin et Jean Paul Normand. Chaque membre a accepté de mettre au service de la communauté son expertise acquise par ses expériences variées. Toutes les discussions ont été basées sur les connaissances que nous avons de notre milieu de vie. Nos échanges ont été constructifs et guidés par la volonté de déterminer, ensemble, les secteurs où des besoins doivent être comblés. Nous avons hâte de présenter aux citoyennes et aux citoyens.
Santé	
Scène judiciaire	
Sécurité ferroviaire	
Société	
Tourisme et loisirs	
Voyages	


Les p'tits Torrieux se soucient peu de l'éclipse!


Party instantané avec Salebarbes!


Lancement d'un grand mouvement citoyen vers la transition énergétique


L'intelligence artificielle au service des fraudeurs

BILLET


Virage numérique sans dérapage

Référence :

S.A. (2022). « Projets significatifs : La population attendue le 18 mai au CSM ». *Écho de Frontenac*. <https://echodefrentenac.com/2022-05-17/projets-significatifs-la-population-attendue-le-18-mai-au-csm-7722>

ANNEXE O

SONDAGE DE PARTICIPATION AU PROJET « EXPLORER L'ENVERS DU DÉCOR »



Coche l'énoncé qui correspond à ton expérience. Si tu veux écrire un commentaire, utilise les lignes en bas de la page.

As-tu fait des tâches que tu avais envie de réaliser?

1) En tout temps : ___ 2) Souvent : ___ 3) Rarement : ___ 4) Jamais : ___

Quelles sont les tâches que tu as eu du plaisir à réaliser?

Étais-tu en confiance pour réaliser les tâches?

1) En tout temps : ___ 2) Souvent : ___ 3) Rarement : ___ 4) Jamais : ___

As-tu eu l'occasion de discuter avec des personnes qui ont les mêmes préoccupations que toi?

1) En tout temps : ___ 2) Souvent : ___ 3) Rarement : ___ 4) Jamais : ___

As-tu eu l'occasion de donner ton opinion lors des prises de décision?

1) En tout temps : ___ 2) Souvent : ___ 3) Rarement : ___ 4) Jamais : ___

Est-ce que ton opinion a été prise en compte lors des prises de décision?

1) En tout temps : ___ 2) Souvent : ___ 3) Rarement : ___ 4) Jamais : ___

Es-tu satisfait-e du résultat de ta création ou celle de ton groupe?

1) Très satisfait-e : ___ 2) Satisfait-e : ___ 3) Peu satisfait-e : ___ 4) Insatisfait-e : ___

Est-ce que la création aborde tes expériences vécues ?

1) Oui, totalement : ___ 2) Oui, en grande partie : ___ 3) Non, pas tout à fait : ___ 4) Non, pas du tout : ___

Est-ce que la création propose des pistes de solutions pour l'avenir?

1) Oui, totalement : ___ 2) Oui, en grande partie : ___ 3) Non, pas tout à fait : ___ 4) Non, pas du tout : ___

As-tu des commentaires ou des suggestions à faire par rapport au projet?

Merci beaucoup!

ANNEXE P

MOT DE BIENVENUE ET ANIMATION DU LANCEMENT

Bonjour à tous et toutes, bienvenue au lancement du journal « Explorer l'envers du décor » et de la pétition pour le droit au logement dans le Granit. Je me présente Vanessa L'écuyer, étudiante en travail social. Il y a dans la salle de nombreux-se-s participant-e-s au projet, leur famille et ami-e-s, ainsi que des personnes qui se sentent interpellées par les injustices sociales, comme celles qui sont créées par le manque de logements abordables dans la région. Merci d'avoir répondu à l'invitation!

J'aimerais vous parler de l'origine du projet. En fait, ce sont des idées qui mijotaient dans ma tête depuis un bon moment. Je voulais aborder l'enjeu de l'environnement et les inégalités sociales. Je voulais comprendre comment les gens étaient affectés directement, ici et maintenant, dans leur vie, par la destruction des écosystèmes naturels qui provoque des catastrophes. Un enjeu s'est révélé incontournable : la pandémie³⁷. La pandémie a bel et bien creusé les inégalités déjà présentes. Qu'est-ce que ça signifie? Deux choses.

La destruction des écosystèmes et ses conséquences, telles les catastrophes, menacent 1) la réponse aux besoins essentiels, dont fait partie le droit au logement, et 2) crée une surcharge de travail essentiel, qui pesait plus lourd sur les épaules de certain-e-s. En effet, la pandémie a révélé de manière particulièrement claire que les tâches avec les conditions de réalisation les plus dures sont également les tâches essentielles pour répondre aux besoins réels des gens.

L'objectif du projet était de donner la parole à certain-e-s de ceux et celles qui vivent des conséquences négatives directes de la multiplication de catastrophes et qui ne sont habituellement pas entendu-e-s. Je suis allée à la rencontre d'habitant-e-s de la région pour leur proposer de contribuer à un journal participatif.

Lors de mon exploration, j'ai rencontré quatre groupes de personnes : les jeunes adultes, les locataires, les infirmières et les travailleur-se-s migrant-e-s. J'ai rencontré des personnes ayant des visions et des vécus différents, mais qui sont confronté-e-s à des défis semblables qui touchent au travail ou au logement. C'est bien la base de l'existence, telle que nous la connaissons ici, aujourd'hui. Vous en apprendrez plus sur leurs réflexions, leurs réalités et leurs défis dans le journal.

Ce journal met en commun des défis vécus de manière isolée et, je l'espère, favorise la solidarité entre les personnes exploitées et exclues socialement. Il invite à réfléchir à des solutions pour le bien de tou-te-s dans un contexte où les catastrophes environnementales continueront d'augmenter les injustices sociales. Une des solutions est de tenir compte de tout le monde. La pétition, c'est un début, qu'on souhaite que ç'aille aller plus loin vers une plus grande justice sociale et environnementale!

³⁷ Son apparition a été favorisée par les coupes forestières qui détruisent les habitats naturels des animaux sauvages et la capture d'animaux sauvages pour le commerce, qui sont des porteurs sains du virus, qui l'auraient transmis à l'humain.

Le logement :

J'aimerais donc vous parler du processus qui a mené à lancer une pétition pour le droit au logement : rapidement après mon arrivée, je me suis rendue compte de l'ampleur de la crise du logement au Granit. Je m'inquiétais que ce problème soit vécu de manière isolée, ce qui favorise la compétition entre plus vulnérables, plutôt que la coopération pour la recherche de solutions. J'ai voulu aller à la rencontre de personnes qui vivent ce problème pour recueillir leur témoignage et en faire un article dans le journal.

Quelques semaines plus tard, des habitant-e-s de la région m'ont contactée en me disant qu'elles souhaitaient s'organiser avec d'autres habitant-e-s de la région pour s'entraider et pour réclamer la protection du droit au logement dans la région du Granit et lancer une pétition pour rassembler les personnes vivant le même problème, recueillir des appuis et faire entendre leur voix auprès des élu-e-s.

Ce projet a rapidement trouvé un écho dans la population. Je vais laisser Jessie, Bianca et Maude se présenter à vous et parler du projet de pétition.

La présentation :

- Se présenter (Bianca, Jessie et Maude)
- Témoignages : qu'est-ce qui vous a motivé à lancer une pétition? (Maude, Jessie et Bianca)
- Présenter le groupe d'entraide Facebook et inviter les gens à le rejoindre pour être tenu-e au courant de la mobilisation (Jessie)
- Lire la pétition et expliquer chacun des points (Jessie)
- Présenter les ressources d'aide de la région (Bianca)

Sondage :

- Qui ici s'inquiète de la crise du logement?
- Qui vit des problèmes de logement?
- Qui est à la recherche d'un logement?

Conclusion du bloc :

Nous vous invitons à signer la pétition en version papier qui est placée sur la table et à rejoindre le groupe Facebook « Crise du logement – Lac-Mégantic, entraide entre résident-e-s » pour être tenu-e-s au courant des prochaines étapes du mouvement.

Introduction du numéro préparé par les travailleur-se-s migrant-e-s :

La région du Granit accueille depuis quelques années des travailleur-se-s migrant-e-s qui viennent combler des emplois essentiels dans la région dans les secteurs de la fabrication, des soins, de l'agriculture et du commerce de détail. Face à des conditions de vie difficiles dans leur pays d'origine, les gens se déplacent, par choix ou par obligation, entre les régions ou entre les pays, pour tenter d'améliorer leur sort et celui de leurs enfants, en laissant derrière une grande partie de leur famille et ami-e-s. La pandémie a provoqué des défis dans les projets de migration : délais administratifs plus longs, explosion des coûts de transport et de quarantaine, isolement social et séparation d'avec la famille et les ami-e-s resté-e-s dans le pays d'origine.

Ils et elles ont préparé un numéro qui nous rappelle avec humour que les pénuries de produits de base sont chose courante dans leur pays d'origine.

J'aimerais laisser la parole tout d'abord à Ana Julia Hurtado, professeur de français langue seconde, qui m'a accueillie dans sa classe pour des ateliers.

Remerciements après le numéro :

Merci beaucoup tout le monde pour ce numéro! C'est tout un défi de monter sur scène et de préparer une mini-pièce, alors que vous êtes dans une langue étrangère. Vous avez pu compter sur votre préparation, vos gestes et vos émotions pour nous transmettre vos souvenirs de la pandémie, avec humour. Bravo pour votre courage et votre enthousiasme!

Remerciements :

Ce journal n'aurait pas vu le jour sans l'aide d'employé-e-s de soutien et de professionnel-le-s, d'intervenant-e-s sociaux-ales et scolaires, qui ont ouvert les portes de leur établissement, et d'enseignant-e-s qui ont accueilli les activités dans leurs classes et contribué à leur succès. Un bravo tout spécial à tou-te-s les participant-e-s pour leur engagement, leurs réflexions originales, leurs témoignages, leurs efforts et leur créativité qui apparaissent à chaque page du journal. Celui-ci porte vos messages et met de l'avant vos savoirs et vos expériences. Merci à tou-te-s ceux et celles qui y ont contribué de près ou de loin!

J'invite les participant-e-s au projet à remplir un court sondage sur leur participation que vous pouvez retrouver sur la table à l'arrière. Merci beaucoup d'être venu-e-s ici ce soir!

ANNEXE Q
DÉPLIANT DE RESSOURCES



Maison de la famille
Téléphone : 819 583-1824



Téléphone : 819 583-5727

La Bouée

Centre pour victime de violence
conjugale

Téléphone : 819 583-1233



Téléphone : 819 583-3482

Banque alimentaire

Téléphone : 819 583-2000

Équipe de proximité Lac-Mégantic



Téléphone : 819 583-0700
6361 rue Salaberry
(Le cabanon, derrière la Galerie Métissage via la
rue Daniel)
Facebook: @FrigoDonsLacMegantic

Téléphone : 819 564-1354



Téléphone : 1 800 561-0363



Québec
Tribunal administratif du
logement
Téléphone : 1 800 683-2245

**Association des
locataires de
Sherbrooke**
Téléphone : 819 791-1541



Association coopérative
d'économie familiale
de l'Estrie
Membre de l'Union des consommateurs

Téléphone : 819-563-8144

Accueil psychosocial CSSS Granit

819-583-2572 poste 2512

Info social 811

7 jours sur 7, 24h/24

Centre de santé et de services sociaux
du Granit

**En cas de discrimination pour louer un
logement :**

Téléphone : 1 800 361-6477



ANNEXE R
ARTICLE DE L'ÉCHO DE FRONTENAC

Accueil > Actualités > Pétition et mouvement d'entraide pour contrer la c...

ACTUALITÉS - SOCIÉTÉ

Pétition et mouvement d'entraide pour contrer la crise du logement



Claudia Collard
6 juin 2022



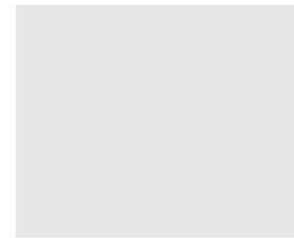
Ajouter au favoris

- Agriculture
- Communauté
- Dossiers
- Économie
- Éducation
- Environnement
- Événements
- Faits divers



Vanessa L'écuyer, Blanca Turcotte et Jessie Quirion.

La pénurie de logements qui sévit à la grandeur du Québec n'épargne pas Lac-Mégantic. Cette réalité affecte particulièrement les familles qui, en plus d'avoir de la difficulté à trouver un appartement suffisamment grand pour y demeurer avec leurs enfants, se heurtent à une forme de discrimination, nommée ou non. Sans compter la hausse du coût des loyers, qui freine encore plus l'accessibilité. D'où le lancement d'une pétition, dans l'espoir d'améliorer la situation.



LES PLUS LUS

- Culture innue, résilience et folk entraînant
- Ça bouille dans les érablières de la région
- Le repreneuriat vu par le président de la Fédération des chambres de commerce du Québec
- Lunettes d'éclipse à tous les élèves des Hauts-Cantons
- Hendrix Bolduc, 9 ans et plein de talent!
- Comme un jeu de mécano géant!
- Gardons espoir

Immobilier
Justice
Municipalité
Politique
Santé
Scène judiciaire
Sécurité ferroviaire
Société
Tourisme et loisir
Voyages

L'initiative citoyenne a pris son envol grâce à Vanessa Lécuyer, Bianca Turcotte et Jessie Quirion. Alors stagiaire en travail social, Vanessa était à la recherche de témoignages portant sur les inégalités sociales, notamment celles concernant l'accès au logement. À la recherche d'un logement depuis plusieurs mois pour elle et ses quatre enfants, Bianca a répondu présente, tout comme sa cousine Jessie, ayant récemment vécu cette problématique. Le 19 mai dernier, les trois jeunes femmes prenaient part au lancement d'un journal réunissant les témoignages et de la pétition.

En parallèle, la page Facebook «Crise du logement, Lac-Mégantic, Entraide entre résidents» a été créée, permettant d'accéder à la pétition mais aussi à plusieurs informations et partages d'expériences, démontrant l'ampleur du phénomène. À elle seule, Bianca est bien placée pour en témoigner. Mère de quatre enfants en garde partagée, il est essentiel pour elle de demeurer à Lac-Mégantic ou à proximité. Mais elle ne trouve rien et demeure pour l'instant chez ses parents. «Je vis de la discrimination dû au fait que j'ai des enfants et que je sois monoparentale. J'ai aussi un chien et les animaux sont rarement acceptés», témoigne-t-elle, communiquant s'être notamment fait dire par un locateur qu'il ne voulait pas se faire «taper sur la tête» par des enfants.

Bien que la discrimination dans le domaine du logement soit interdite au Québec, la réalité sur le terrain est toute autre, souvent insidieuse. «Les propriétaires ayant l'embarras du choix, c'est plus difficile pour les familles de se trouver un logement. J'ai un enfant et je suis enceinte. Lorsque j'étais encore à la recherche d'un logement, on m'a nommé une fois que c'était un bloc tranquille... Oui c'était un peu évasif mais ça voulait dire qu'ils ne voulaient pas trop de bruit dans le logement (donc pas d'enfant). Ailleurs, voyant que je suis enceinte, le propriétaire m'a demandé si je réalisais que mes dépenses allaient augmenter avec un deuxième enfant! Pourtant j'avais de très bonnes références d'un ancien propriétaire», partage Jessie, qui qualifie son revenu familial, incluant celui de son conjoint, comme «moyen».

«Les coûts de loyer sont élevés aussi. Si pour un couple avec un revenu moyen c'est difficile de trouver, imaginez pour les personnes plus pauvres? C'est pour ça que j'ai décidé de m'impliquer, de participer à ce mouvement d'entraide. On voit beaucoup de nouvelles constructions de luxe en ville, qui lèvent rapidement comparativement à celles offrant des logements plus abordables. Certains logements sont moins chers à Saint-Georges ou même à Sherbrooke. Je comprends qu'on cherche à attirer des gens de l'extérieur pour combler les emplois vacants mais si les gens d'ici déménagent ailleurs, on n'est pas plus avancés», fait valoir Jessie.

La pétition lancée le 19 mai demande notamment l'élaboration d'un règlement municipal limitant les logements réservés au tourisme, ainsi que la construction et la conversion d'immeubles pour du logement de luxe. On souhaite également l'établissement «d'un plan clair et des investissements pour la construction, d'ici moins de trois ans, de logements salubres, sécuritaires, au loyer bas, en nombre suffisant et répondant aux divers besoins des habitants». L'expression «loyer bas» diffère du logement abordable, dont le prix est habituellement basé sur le coût moyen des loyers, communique Vanessa. On évite aussi d'utiliser l'expression «loyer modique», celui-ci devant répondre à des critères très précis, auxquels ne répondent pas tous les ménages à revenus modestes.

Les signataires de la pétition demandent aussi le développement de mesures concrètes contre la discrimination et de l'aide directe «pour loger les habitant(e)s actuel(le)s de la ville, sous forme de soutien financier et de programmes d'accompagnement à la recherche de logements.»

En plus d'être accessible en ligne, la pétition, appuyée par l'Association des locataires de Sherbrooke, est disponible en copie papier à la Maison de la Famille, au Centre des femmes, à l'Ensoleillée et éventuellement dans certains commerces locaux.

«À court et moyen terme peut-être que rien ne va bouger mais on souhaite que les gens sachent qu'ils ne sont pas les seuls à vivre cette situation, qu'il y a des ressources et qu'ils peuvent en parler», termine Jessie Quirion, indiquant que plusieurs informations pertinentes sur le sujet sont accessibles via la page Facebook «[Crise du logement, Lac-Mégantic, Entraide entre résidents](#)».

BILLET



CULTURE



OPINION



Gardons espoir

7 mars 2024

Indignés devant la Caisse

Desjardins
4 mars 2024

Expérience d'un séjour à l'hôpital

26 février 2024

Référence :

Collard, C. (2022). Pétition et mouvement d'entraide pour contrer la crise du logement. *Écho de Frontenac*. <https://echodefrentenac.com/2022-06-06/petition-et-mouvement-dentraide-pour-contrer-la-crise-du-logement-7746>

MÉDIAGRAPHIE :

- Abraham, Y-M. (2019). *Guérir du mal de l'infini Produire moins, partager plus, décider ensemble*. Écosociété.
- Abraham, Y-M. (2015). La décroissance soutenable comme sortie du capitalisme. *Possibles*. https://redtac.org/possibles/files/2015/09/Abraham_La-decroissance-soutenable-PDF.pdf.
- Acot, P. (2006). *Catastrophes climatiques, désastres sociaux*. Presses universitaires de France.
- Acosta, A. (2013). Extractivism and neoextractivism: two sides of the same curse. *Beyond Development*. https://www.tni.org/files/download/beyonddevelopment_extractivism.pdf.
- Agence science-presse. (2023). Incendies, inondations et canicules : le spectre de la facture. *Agence science-presse*. <https://www.sciencepresse.qc.ca/actualite/2023/06/08/incendies-inondations-canicules-spectre-facture>
- Agence science-presse. (2023). Guerre en Ukraine: profits stratosphériques pour les pétrolières. *Agence science-presse*. <https://www.sciencepresse.qc.ca/actualite/2023/02/03/guerre-ukraine-profits-stratospheriques-pour-petrolieres>.
- Alinsky, S. (1976). *Manuel de l'animateur social: Action directe non violente*. Point. Collection Politique.
- Allaire, J-F. et Larouche, C. (2020). Portrait de la pauvreté et de l'exclusion sociale dans le Granit. CDC du Granit. http://cdcdugranit.com/wp-content/uploads/2020/09/Portrait-de-la-solidarite%C3%A9_Granit_VF.pdf.
- Ampleman, G. et collab. (1983). *Pratiques de conscientisation. Expériences d'éducation populaire au Québec*. Nouvelle Optique.
- Ares, P. et Risler, J. (2016). Manual of collective mapping - Critical cartographic resources for territorial processes of collaborative creation. *Iconoclasistas*. <https://iconoclasistas.net/4322-2/>.
- Assemblée nationale du Québec. (2023). Proclamation royale (1763). Dans *l'Encyclopédie du parlementarisme québécois – Assemblée nationale du Québec*. [https://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/lexique/proclamation-royale-\(1763\).html#R42](https://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/lexique/proclamation-royale-(1763).html#R42).
- Assemblée nationale du Québec. (2022). Pétition : Interdiction des clauses prohibant les animaux de compagnie dans les logements. *Assemblée nationale du Québec*. <https://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-9575/index.html#:~:text=Nous%2C%20soussign%C3%A9s%2C%20demandons%20au%20gouvernement,d'un%20animal%20de%20compagnie>.
- Barahona, S. et Zaazaa, A. (2024). On remet les pendules à l'heure! Crise du logement et personnes

migrantes. Rétablir les faits. Ligue des droits et libertés.
<https://www.youtube.com/watch?v=q5yhsVBearM>

Barca, S. (2020). Les forces de reproduction – L'écoféminisme socialiste et la crise écologique mondiale. *Ecorev'*, 2(49), p. 126 à 138.

Barca, S. (2015). Sur l'écologie de la classe ouvrière : un aperçu historique et transnational. *Écologie et politique*, 1(50), p. 23 à 40.

Barnier, L-M. (2006)a. Jeune classe (pas encore) laborieuse et (mais déjà) dangereuse, *Critique communiste*. p. 1 à 5. http://lmbarnier.free.fr/index_fichiers/Page457.htm.

Barnier, L-M. (2006)b. Notes de lecture - Le bas de l'échelle, La construction sociale des situations subalternes, sous la direction de Pierre Cours-Salies et Stéphane Le Lay. *Critique communiste*. p. 1 à 2. <http://lmbarnier.free.fr/documents/notes-de-lecture/BARNIER-Cours-Salies-Le-Lay-note-lecture.pdf>.

Barnier, L-M. (2009). Exploitation, oppressions, discriminations et... émancipation. *Institut européen de formation des élus anticapitalistes (IEFES)*. <http://lmbarnier.free.fr/documents/formation-oppressions-discriminations-novembre2009.pdf>.

Baron, A. (2020). Haïti commémore le séisme de 2010 dans l'amertume. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/international/caraibes/2020-01-12/haiti-commemore-le-seisme-de-2010-dans-l-amertume>.

Bastien, T., Morel, A-M., Torres, S. (2020). Inégalités de genre – les impacts de la pandémie de COVID-19 sur la santé et la qualité de vie des femmes au Québec [Rapport]. *Association pour la santé publique du Québec*. https://www.aspq.org/app/uploads/2020/12/rapport_femmes-et-covid_impact_de_la_covid_sur_la_sante_et_qualite_de_vie_des-femmes_au_quebec.pdf.

Beare, M. (2010). *Les femmes et le crime organisé* (no 013) [Rapport]. *Sécurité publique Canada*. http://publications.gc.ca/collections/collection_2012/sp-ps/PS4-106-2010-fra.pdf.

Becklumb, P. (2010). Changements climatiques et migrations forcées [Étude générale]. *Bibliothèque du parlement, Service d'information et de recherche parlementaires – Division de l'Industrie, de l'Infrastructure et des ressources*. https://publications.gc.ca/collections/collection_2016/bdp-lop/bp/YM32-2-2010-04-fra.pdf. (Révisée le 1er février 2013).

Bellefleur, R. (2020). Fondation sécurité ferroviaire 2020 2 film movie. *Fondation sécurité ferroviaire de Lac-Mégantic*. <https://fondferlm.com/2020/09/23/video-fondation-securite-ferroviaire/>.

Belotte-Cousineau, E. (2021). Crise des opioïdes : le chemin de croix du Grand Sudbury. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1767060/crise-opioides-ontario-fentanyl-surdoses-nord>.

Ben Ahmed, H. E. et Bourgeault, L. (2022). Soutenir les soins infirmiers au Canada Une série de solutions coordonnées fondées sur des données probantes visant à soutenir la main-d'œuvre

infirmière maintenant et demain. *Nurses unions*. https://nursesunions.ca/wp-content/uploads/2022/11/CHWN-CFNU_Report_Sustaining-Nursing-in-Canada2022_FR_web.pdf.

Benegiamo, M. (2021). La crise au vu de la pandémie : Reproduction, risque et urgence dans le néolibéralisme. *EcoRev'*, 1(50), p. 16 à 29.

Benegiamo, M., Dal Gobbo, A., Leonardi, E. et Torre, S. (2020). Écologie politique et justice climatique : Une perspective italienne. *EcoRev'*, 1(48), p. 87.

Benegiamo, M. (2020). Extractivism, exclusion and conflicts in Senegal's agro-industrial transformation. *Review of African Political Economy*, 47(166), p. 522 à 544.

Benhaberou-Brun, D. (2020). Pandémie : les acquis infirmiers après la première vague | Les grandes discussions du SIDIIEF. *Ordre des infirmières et des infirmiers du Québec*. <https://www.oiiq.org/pandemie-les-acquis-infirmiers-apres-la-premiere-vague-les-grandes-discussions-du-sidiief>.

Bérard, D. (2015). Lac-Mégantic : passer des dons aux investissements. *Les affaires*. <https://www.lesaffaires.com/secteurs-d-activite/immobilier/lac-megantic--passer-des-dons-aux-investissements/582229/2>.

Bergeron, H., Borraz, O., Castel, P. et Dedieu, F. (2020). *Covid-19 : une crise organisationnelle*. Les presses de Sciences Po. <https://www.cairn.info/covid-19-une-crise-organisationnelle--9782724626650.htm>.

Berkes, F., Colding, J. et Folke, C. (2003). *Navigating social-ecological systems – Building resilience for Complexity and Change*. Cambridge University Press.

Berlan, A. (2016). Entre contestation et cogestion, les luttes territoriales face à l'État. *Écologie et politique*, 2(53), p. 105 à 128.

Bernheim, E. et Sallé, N. (2016). Droits, justice, inégalités sociales : les institutions juridiques et la reproduction des inégalités. *Revue du CREMIS – L'État social à la dérive*. 9(2). <https://www.cremis.ca/publications/articles-et-medias/droits-justice-inegalites-sociales-les-institutions-juridiques-et-la-reproduction-des-inegalites/>.

Berteau, G. (2003). Perception des facteurs de mise en œuvre d'habiletés spécifiques à l'intervention de groupe chez des intervenants. [Thèse de doctorat en psychopédagogie et andragogie, Université de Montréal]. Papyrus.

https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/14376/Berteau_Ginette_2002_these.pdf?sequence=1&isAllowed=y >.

Bihr, A. (2008). Éléments pour une épistémologie de la critique sociale. Dans Charmillot, M., Dayer, C. et Schurmans, M-N., (2008). *Connaissance et émancipation*. Éditions de L'Harmattan.

- Bissonnette, N. (2020). Femmes autochtones, immigrantes ou racisées dans l'œil de la pandémie. *Conseil du statut de la femme*. <https://csf.gouv.qc.ca/article/publicationsnum/les-femmes-et-la-pandemie/societe/femmes-autochtones-immigrantes-ou-racisees-dans-loeil-de-la-pandemie/>.
- Block, S., Galabuzi, G-E, Tranjan, R. (2019). Écart de revenus au Canada : une inégalité économique racialisée. *Centre canadien des politiques alternatives*. <https://policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2019/12/Une%20inegalite%20economique%20racialisee.pdf>.
- Boivin, M. (2022, 2 juin). Écoanxiété et engagement citoyen [Webinaire]. *Institut nationale de la santé publique*. Youtube. <https://www.youtube.com/watch?v=hS8VSsr0v6k>.
- Boltanski, L. (2009). La structure des théories critiques. Dans *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*. Gallimard.
- Boucher, M., Bissonnette, S., Ouimet Savard, T., et collab. (2017). Démantèlement de l'État social et lutte à la pauvreté : Quelle place pour la défense collective des droits? *Revue du CREMIS – Créativité citoyenne*. 10(1). <https://www.cremis.ca/publications/articles-et-medias/demantelement-de-letat-social-et-lutte-a-la-pauvrete-quelle-place-pour-la-defense-collective-des-droits/>.
- Bourcier, A. (2018). Ils veulent « remorquer » un iceberg pour fournir de l'eau au Cap ! *Ouest France*. <https://www.ouest-france.fr/environnement/ils-veulent-remorquer-un-iceberg-pour-fournir-de-l-eau-au-cap-5760213>.
- Bourque, D. (2012). Intervention communautaire et développement des communautés. *Reflets*, 18(1), p. 40 à 60.
- Bourque, D., Comeau, Y., Favreau, L. et Fréchette, L. (2007). *L'organisation communautaire, fondements, approches et champs de pratique*. Presses de l'Université du Québec.
- Bourque, G. L. (s.d.). Essai de ré-interprétation de la genèse du fordisme, *Digital fordism chapter – Center for Digital Discourse and Culture*. https://www.cddc.vt.edu/digitalfordism/fordism_materials/bourque.htm.
- Boyer R. et Orléan A. (1991). Les transformations des conventions salariales entre théorie et histoire : d'Henry Ford au fordisme. *Revue économique*, 42(2), p. 233-272.
- Bronfenbrenner, U. (1994). Ecological models of human development. Dans *International Encyclopedia of Education* (2^e édition), (3). Elsevier.
- Bur, M. (1967). Aux origines du fermage. L'exemple du Chapitre Cathédral de Meaux, *Revue du Nord*, 49(192), p. 5 à 21.
- Campbell, B. (2019). *Enquête sur la catastrophe de Lac-Mégantic – quand les pouvoirs publics déraillent*. Fides.

- Campbell, B. (2018). Preconditions, Regulatory Failure and Corporate Negligence Behind the Lac-Mégantic Disaster, *Revue générale de droit* [numéro spécial], 48, p. 95 à 130.
- Camp Unis'ot'en. (2018). *Unist'ot'en Healing Centre*. Unistoten.camp. <https://unistoten.camp/come-to-camp/healing/>.
- Camp Unis'ot'en (2020). Guide pour les personnes en support aux Wet'suwet'en 2020. Unistoten.camp. <https://unistoten.camp/guide2020/>.
- Canada.ca. (2023). Immigrer au Canada. *Immigration et citoyenneté*. <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/immigrer-canada.html>.
- Carpentier, C. (2021). La pénurie de main-d'œuvre, le prochain défi du Québec après la pandémie. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1784275/penurie-main-oeuvre-relevance-economie-pandemie-entreprises>.
- Carrier, F. (2016). L'itinérance et la loi – Rapport de recherche sur l'itinérance à Québec de la Nouvelle-France à aujourd'hui [Rapport]. *Ligue des droits et libertés*. <http://liguedesdroitsqc.org/wp-content/uploads/2016/09/Litin%C3%A9rance-et-la-loi.pdf>.
- Castel, R. (2013). Le droit social, garant de la justice sociale. Dans Christ, J. et collab. (2013). *L'injustice sociale, quelles voies pour la critique?* (Coll. Pratiques théoriques). Presses universitaires de France.
- Castrillon, D. (2020). Les réponses aux besoins humains en temps de crise. *Projet collectif en inclusion à Montréal*. <http://pceim.ca/reponses-besoins/#:~:text=Il%20faut%20%C3%A9viter%20d'observer,de%20satisfaire%20d'autres%20besoins>.
- Centraide. (2022). La crise du logement : tout le monde est concerné. *Centraide – Québec et Chaudière-Appalaches*. <https://www.centraide-quebec.com/crise-du-logement/>.
- Champagne, É-P. (2021). La pandémie creuse le fossé des inégalités. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/international/2021-01-25/la-pandemie-creuse-le-fosse-des-inegalites.php>.
- Chapdelaine, C. (2004). Des chasseurs de la fin de l'âge glaciaire dans la région du lac Mégantic : découverte des premières pointes à cannelure au Québec. *Recherches amérindiennes au Québec*, 34(1), p. 3 à 20.
- Cleveland, J., Hanley, J., Jaimes, A., Wolofsky, T. (2020). Impacts de la crise de la covid-19 sur les « communautés culturelles » montréalaises, *Institut universitaire SHERPA*. En ligne. URL : < <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/4155101?docref=yPS9ajAE7dlskwq0vFw1PQ>>. Page consultée le 13 juillet 2022.

- Collectif. (2022) Explorer l'envers du décor – Un journal participatif de la région du Granit. *Facebook*. <https://www.facebook.com/explorer.l.envers.du.decor/photos/pcb.148437304402586/148435041069479>.
- Collard, C. (2022). Pétition et mouvement d'entraide pour contrer la crise du logement. *Écho de Frontenac*. <https://echodefrentenac.com/2022-06-06/petition-et-mouvement-dentraide-pour-contrer-la-crise-du-logement-7746>.
- Collectif pour un Québec sans pauvreté. (2012). Julian Boal - Le spectacle terminé, la lutte commence. *Six idées qui changent le monde – Collectif pour un Québec sans pauvreté*. <https://www.pauvrete.qc.ca/document/julian-boal-spectacle-termine-lutte-commence-video/>.
- Comité d'action locale de Brome-Missisquoi. (2016). Approche de proximité – 10 éléments clés. *Comité d'action locale de Brome-Missisquoi*. Document de référence de l'équipe de proximité de Lac-Mégantic.
- Comité STAT. (2012). Gestion LEAN – L'économie de la santé. *Comité STAT – un comité autoorganisé des travailleurs et travailleuses critiques du réseau de la santé*. http://comitestat.org/wp-content/uploads/brochure_lean-1.pdf.
- Conseil canadien de développement social. (s.d.). Défis sociaux : Exclusion sociale. La prévention de la criminalité juvénile par le développement social. https://www.ccsd.ca/resources/CrimePrevention/f/d_exclusion.htm#:~:text=L'exclusion%20sociale%20correspond%20%C3%A0,exp%C3%A9riences%20amoineries%20dans%20la%20vie.
- Conseil du patronat. (2022). Livre blanc sur l'immigration - Portrait et solutions. *Conseil du patronat*. https://www.cpq.qc.ca/workspace/uploads/files/livre_blanc_immigration_cpq_2022.pdf
- Conseil du statut de la femme. (2022). La valeur du travail du care sous la loupe de la pandémie », *Conseil du statut de la femme*. <https://csf.gouv.qc.ca/article/publicationsnum/les-femmes-et-la-pandemie/societe/la-valeur-du-travail-du-care-sous-la-loupe-de-la-pandemie/>.
- CORE Project. (2022). Unité 17 - La grande dépression, l'âge d'or et la crise financière mondiale. *L'économie*. <https://www.core-econ.org/the-economy/book/fr/text/17.html#fnref:2>.
- Cousineau, M-É. (2022). Des cibles ambitieuses pour réduire le recours aux agences privées en santé. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/societe/sante/692415/main-d-oeuvre-des-cibles-ambitieuses-pour-reduire-le-recours-aux-agences-privees-en-sante>.
- Couturier, Y. et Belzile, L. (2021). *Travail social et santé*. Les presses de l'Université de Montréal.
- Shochat, G. (réalis.) (2017, 16 mars). Le vautour de Lac-Mégantic / Suivi d'enquête: L'institut de l'œil des Laurentides [épisode de série télévisée]. Dans Société Radio-Canada (prod.), *Enquête*. <https://curio.ca/fr/catalogue/32a923ae-e116-4f54-9ce9-1d44d8b48b23>.

- Dallaire, N. (2012). Comment se porte la conscience critique dans les pratiques d'empowerment des travailleurs sociaux? *Intervention*, (136), p. 6 à 17.
- Daune-Richard, A-M. et Devreux, A-M. (1992). Rapports sociaux de sexe et conceptualisation sociologique, *Recherches féministes*, 5(2), p. 7 à 30.
- Davis, A. (1981). *Women, Race and Class*. Éditions Vintage Book.
- DeFilipis, J., Fisher, R. et E. Shragge. (2010). *Contesting community: the limits and potential of local organizing*. Rutgers University Press.
- Defraigne, J-C. (2020) L'impact géoéconomique du COVID-19 sur l'économie globalisée. *Researchgate.net*. https://www.researchgate.net/profile/Jean-Christophe-Defraigne/publication/341541800_L%27impact_géoéconomique_du_COVID-19_sur_l%27économie_globalisée/links/5ec6631e299bf1c09acfc3d4/Limpact-géoéconomique-du-COVID-19-sur-leconomie-globalisée.pdf.
- De Koninck, R. (1978). À propos de la division du travail, des hommes et des espaces : notes sur la question ville-campagne. *Cahiers de géographie du Québec*, 22(56), p. 287-292.
- Deléage, J-P. et Luzy, J. (2020). COVID-19 : une catastrophe industrielle. *Écologie et politique*. 2(61), pp. 5 à 10.
- Delphy, C. (1998). *L'ennemi principal, Tome 1. Économie politique du patriarcat*. Syllepse.
- Deneault, A. (2020). *Bande de colons – Une mauvaise conscience de classe*. Lux.
- Deneault, A. et Barcant, A. (2014). Tu n'as rien vu à Lac-Mégantic. *Liberté*, (303), p. 47 à 48.
- Deneault, A. (2013). *Gouvernance – Le management totalitaire*. LUX éditeur.
- Deneault, A., Abadie, D. et Sacher, W. (2008). *Noir Canada – Pillage, corruption et criminalité en Afrique*. Écosociété.
- Deschênes, B. et collab. (2014). Guide d'implantation du partenariat de soins et de services – Vers une pratique collaborative optimale entre intervenants et avec le patient. *Réseau universitaire intégré de santé – comité sur les pratiques collaboratives et la formation interprofessionnelles*. Université de Montréal. http://ena.ruis.umontreal.ca/pluginfile.php/256/coursecat/description/Guide_implantation1.1.pdf.
- Désilets, G. (2019). Mobilité et modes de vie des travailleurs temporaires qualifiés. Les migrants *middling* à Montréal. *Diversité urbaine*, 19, p. 11 à 30.
- Deslauriers, J-P. et Hurtubise, Y. (2007). *Introduction au travail social*. Les presses de l'Université Laval.

- Desrosiers, É. (2022). Quand les chaînes d’approvisionnement sautent. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/economie/658983/quand-les-chaines-d-approvisionnement-sautent>.
- Devetter, F-X, et Puissant, E. (2018). Mécanismes économiques expliquant les bas salaires dans les services à la personne - Une analyse centrée sur les aides à domicile. *Travail et emploi*, (155-156), p. 31-64.
- Dionne, M., Dubé, È., et Pelletier, C. (2021). COVID-19 – Pandémie et impacts sur la vie personnelle. *Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)*. <https://www.inspq.qc.ca/publications/3149-pandemie-impact-vie-personnelle>.
- Dominelli, L. (2012). *Green social work – From environmental crises to environmental justice*. Polity press.
- Duparc, P. (1964). Les tenures en hébergement et en abergement. *Bibliothèque de l’école des chartes* (tome 122), p. 5 à 88.
- Ehrenreich, B. et English, D. (2005). *Sorcières, sages-femmes et infirmières – Une histoire des femmes et de la médecine*. Les éditions du remue-ménage.
- Elboujdaini, A. et Mugoli S. (2020). Travailleurs racisés : quand la pandémie révèle des injustices. Radio-Canada. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1701302/travailleurs-racises-essentiels-pandemie-covid-immigrants>.
- ENRICH project (s.d.). Map. *ENRICH project*. <https://www.enrichproject.org/map/>.
- Falquet, J. (2005). Trois questions aux mouvements sociaux « progressistes » Apports de la théorie féministe à l’analyse des mouvements sociaux. *Nouvelles Questions Féministes*, 24(3), p. 21.
- Fanon, F. (2011). *Œuvres*, La découverte.
- Federici, S. (2014)a. *Caliban et la sorcière*. Entremonde.
- Federici, S. (2014)b. Il faut à tout ce monde un grand coup de fouet – Mouvements sociaux et crise politique dans l’Europe médiévale. *Période*. <http://revueperiode.net/il-faut-a-tout-ce-monde-un-grand-coup-de-fouet-mouvements-sociaux-et-crise-politique-dans-leurope-medievale/>.
- Federici, S. (2014)c. Reproduction et lutte féministe dans la nouvelle division internationale du travail. *Période*. <http://revueperiode.net/reproduction-et-lutte-feministe-dans-la-nouvelle-division-internationale-du-travail/>.
- Filice, M. (2016). Traités numérotés. Dans *L’encyclopédie canadienne*. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/numbered-treaties>.
- Flaxman, S. et collab. (2020). Estimating the effects of non-pharmaceutical interventions on COVID-19 in Europe, *Nature*, 584, p. 257 à 261.

- Flipo, F. (2016). Du déchet à l'obsolescence programmée - Entretien avec Serge Latouche. *Mouvements*, La Découverte, 87(3), p. 155 à 163.
- Fournier, M. (2019). La contribution de la Compagnie Nantaise au peuplement francophone de la région du Lac-Mégantic dans les Cantons-de-l'Est au XIXe siècle. *Études canadiennes - Revue interdisciplinaire des études canadiennes en France*, (85), p. 1 à 24.
- Fournier, S. (2017). Vautour de Lac-Mégantic : le Barreau a ignoré les signaux d'alarme. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1055716/vautour-de-lac-megantic-le-barreau-a-ignorer-les-signaux-dalarme>.
- Fourquin, G. (1966). Les débuts du fermage : l'exemple de Saint-Denis. *Études rurales*, (22-24), p.7 à 81.
- FRAPRU. (2022). Les crises du logement au Québec. *Front d'action populaire en réaménagement urbain*. <https://www.frapru.qc.ca/les-crisis-du-logement-au-quebec/>.
- FRAPRU. (2019). Dossier noir : femmes, logement et pauvreté – 5^e édition. *Front d'action populaire en réaménagement urbain*. <https://www.frapru.qc.ca/wp-content/uploads/2019/03/DNFemmes2019.pdf>.
- Fraser, N. (2004). Justice sociale, redistribution et reconnaissance. *Revue du MAUSS*, (1), p. 152 à 164.
- Fraser, N. (1998). Penser la justice sociale : entre redistribution et revendications identitaires. *Politique et Sociétés*, 3(17), p. 9 à 36.
- Friot, B. (2021). *Puissances du salariat*. Points.
- Galerand, E. (2007). Les rapports sociaux de sexe et leur (dé)matérialisation – Retour sur le corpus revendicatif de la marche mondiale des femmes de 2000. [Thèse de doctorat en sociologie, Université du Québec à Montréal et Université de Versailles St-Quentin-en-Yvelines] Archipel. <https://archipel.uqam.ca/2456/>.
- Galerand, E. et Kergoat, D. (2008). Le potentiel subversif du rapport des femmes au Travail. *Nouvelles Questions Féministes*, 27(2), p. 67 à 82.
- Galerand, E. et Kergoat, D. (2013). Le travail comme enjeu des rapports sociaux (de sexe). Dans Maruani M. (dir.). (2013). *Travail et genre dans le monde – L'état des savoirs*. La découverte.
- Gallié, M., Olivier-Gobeil, J. et Brodeur, C., (2017). La néo féodalisation du droit du travail agricole étude de cas sur les conditions de travail et de vie des travailleurs agricoles migrants à Saint-Rémi (Québec). *Cahiers du GIREPS*, (8).
- Gardien, È. (2017). Qu'apportent les savoirs expérientiels à la recherche en sciences humaines et sociales ? *Vie sociale*, 4(20), p. 31 à 44.

- Gaudreau, L. (2020). *Le promoteur, la banque et le rentier – fondements et évolution du logement capitaliste*. Lux.
- Gaudreau, L. et Johnson, M. (2019). Spéculation immobilière et accès au logement : Trois propositions pour Montréal. *Institut de recherche et d'information socio-économique (IRIS)* https://rclalg.qc.ca/wp-content/uploads/2020/07/Speculation_immobiliere_-_Logement_locatif.pdf.
- Gaudreau, L. (2011). Participer, mais à quoi? *Nouvelles pratiques sociales – Intervenir pour favoriser l'agir ensemble*. 23(2), p. 83 à 96.
- Gauthier, A. (2010). La division sexuelle du travail des esclaves. Dans *Les sœurs de la solitude*. Presses universitaires de Rennes. <https://books.openedition.org/pur/128493?lang=fr>.
- Gélinas C., Côté J., Lavoie Tremblay M. (2021). *Impact of COVID-19 on Nursing Workforce in Quebec. Mid Term Report [Rapport]*. Réseau de recherche en interventions en sciences infirmières du Québec (RRISIQ). <https://rrisiq.com/fr/centre-documentation/enquete-covid>.
- Généreux, M. (2022). Enquête menée par l'Université de Sherbrooke et le CIUSSS de l'Estrie – CHUS sur la santé psychologique des 12 à 25 ans. Université de Sherbrooke. <https://www.usherbrooke.ca/actualites/nouvelles/sante/details/46968>.
- Généreux, M. (2019). Le phénomène de *communauté corrosive* associé aux catastrophes technologiques [document de travail], équipe de proximité, 2 p.
- Généreux, M. et Maillet, M-C. (2017). L'équipe de proximité à Lac-Mégantic – pour se rétablir d'une catastrophe peu commune [*Communication lors de la 21^e journée annuelle de santé publique*]. Institut national de santé publique (INSPQ). https://www.inspq.gc.ca/sites/default/files/jasp/archives/2017/jasp2017_interventionproximite_melissagenereux.pdf.
- Généreux, M., Petit, G., Roy, M., Maltais, D., & O'Sullivan, T. (2018). The “Lac-Mégantic tragedy” seen through the lens of the EnRiCH Community Resilience Framework for High-Risk Populations. *Canadian Journal of Public Health*, 109(2), p. 261 à 267.
- Généreux, M. et coll. (2019). *Des initiatives prometteuses pour mobiliser la communauté locale en contexte de rétablissement*. Direction de la santé publique - Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie – Centre hospitalier de l'Université de Sherbrooke, 58 p.
- Généreux, M., Roy, M., O'Sullivan, T., Maltais, D. (2020). A Salutogenic Approach to Disaster Recovery: The Case of the Lac-Mégantic Rail Disaster. *International journal of environmental research and public health*, 17(1463), p. 1 à 13.
- Gilligan, C. (2009). Le *care*, éthique féminine ou éthique féministe? *Multitudes*, 2(37-38), p. 76 à 78.

- Gindin, C. (2013). Besoins et humanité. *La pensée*, 4(376), p. 21 à 30.
- Glucksmann, M. (2010). Les plats cuisinés et la nouvelle division internationale du travail. Dans Falquet, J., Hirata, H., Kergoat, D., Labari, B., Le Feuvre, N. et Sow, F. (2010). *Le sexe de la mondialisation*. Presses de Sciences Po.
- Godin, J. (2022). L'industrie du camionnage en Atlantique fait face à la « tempête parfaite ». *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1890461/industrie-camionnage-diesel-hausse-chaine-apvisionnement>.
- Godin, R. (2022). L'inflation qui change tout. *Presse-toi à gauche!* <https://www.pressegauche.org/L-inflation-qui-change-tout>.
- Goldboro, parlons-en (2021). Pétition contre le projet Goldboro LNG de Pieridae Energy Ltd. *change.org*. <https://www.change.org/p/contre-le-projet-de-gaz-naturel-goldboro-lng>.
- Gouvernement du Canada. (2023). *Méfais associés aux opioïdes et aux stimulants au Canada (décembre 2023)*. Infobase santé. <https://sante-infobase.canada.ca/mefais-associes-aux-substances/opioides-stimulants>.
- Gouvernement du Canada. (2023). *Syndrome post-COVID-19 (COVID longue)*. Gouvernement du Canada – Santé – Maladies et affections. <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/maladies/2019-nouveau-coronavirus/symptomes/syndrome-post-covid-19.html>.
- Gouvernement du Canada. (2021). *La pandémie entraîne une crise liée aux soins chez les femmes*. Gouvernement du Canada - Relations internationale – histoires. <https://www.international.gc.ca/world-monde/stories-histoires/2021/women-care-crisis-crise-soins-femmes.aspx?lang=fra>.
- Gouvernement du Québec. (2022)a. *Pandémie de la COVID-19 - Levée de l'essentiel des mesures sanitaires dès le 14 mars prochain*. Québec.ca. <https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/pandemie-de-la-covid-19-levee-de-lessentiel-des-mesures-sanitaires-des-le-14-mars-prochain-37838>.
- Gouvernement du Québec. (2022)b. *Plan d'action ministériel sur la régionalisation de l'immigration*. Québec.ca. <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/immigration/publications/plan-action-regionalisation#c149135>.
- Gouvernement du Québec. (2021). *Accident industriel majeur*. Québec.ca. <https://www.quebec.ca/securite-situations-urgence/urgences-sinistres-risques-naturels/accident-industriel-majeur/>.
- Goyer, R. (2017). *Déménager ou rester là – Rapports sociaux inégalitaires dans l'expérience des locataires*. [Thèse de doctorat en sociologie, Université de Montréal]. Papyrus. <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/20814>

- Grand conseil de la Nation Waban-aki. (2023). Historique – la nation Waban-Aki ou W8banaki. *Grand Conseil de la Nation Waban-Aki*. <https://gcnwa.com/historique/>.
- Greissler, É. et Tremblay-Marcotte Y. (2020). Stratégies de résistance : La défense collective des droits à l'aide sociale. *Revue du CREMIS*, 12(1). <https://www.cremis.ca/publications/articles-et-medias/strategies-de-resistance-la-defense-collective-des-droits-a-laide-sociale/>.
- Guillaumin, C. (1992). *Sexe, race et pratique du pouvoir – l'idée de nature*. Indigo et Côté-Femmes.
- Guillibert, P. (2021). *Terre et capital – pour un communisme du vivant*. Amsterdam.
- Gusew, A. et Berteau, G. (2010). Le portfolio. Dans Raucant, B. et collab. (2010). *Accompagner des étudiants*. De Boeck Supérieur.
- Hairy, S. et Albouy, B. (2022) Les fondements théoriques – 4. Équilibre dynamique. *Ex naturae*. <https://exnaturae.org/4-equilibre-dynamique/>.
- Hamel-Roy, L., Fauvel, M., Laurence-Ruel, C. et Noiseux, Y. (2021). Le « Grand confinement » et l'action publique durant la première vague de la COVID-19 au Québec : Regards croisés sur les rapports de genre, de race et de classe dans quatre secteurs d'emploi. *Les cahiers de recherches du GIREPS*, (11).
- Harper, É. et Dorvil, H. (dir.). (2013). *Le travail social – théories, méthodologies et pratiques*. Presses de l'Université du Québec.
- Harvey, D. (2006). *Spaces of global capitalism – toward a theory of uneven geographical development*. Verso.
- Hébert, G. et Tremblay-Pépin, S. (2013). Qu'est-ce que l'extractivisme? *Blogue de l'Institut de recherches et d'informations socio-économiques*. <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/quest-ce-que-leextractivisme> >.
- Henry Ford Health. (2023). The Beginning Years. *Henry Ford Health*. <https://www.henryford.com/about/culture/history/hfhs/beginning>.
- Heyer, É. et Timbeau, X. (2022). L'économie mondiale sous le(s) choc(s) [OFCE Policy Brief 106] *Centre de recherche en économie de Sciences po, Observatoire français des conjonctures économiques*. <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2022/OFCEpbrief106.pdf>.
- Hirata H., Laborie F., Le Doaré, H., Senotier, D. (dir.). (2000). *Dictionnaire critique du féminisme*. Presses universitaires de France.
- Honneth, A. (2004). La théorie de la reconnaissance: une esquisse. *Revue du MAUSS*, (1), p. 133-136.
- Honneth, A. (2002). *La lutte pour la reconnaissance*. Du cerf.

- Jeamet, A. (2021). La part gratuite du travail des infirmières hospitalières menacé par la taylorisation du soin. *Nouvelle revue de psychosociologie*, 2(32), p.71 à 84.
- Johnson, C.K., et collab. (2020). Global shifts in mammalian population trends reveal key predictors of virus spillover risk. *Proc. R. Soc. B*, 287(1924). <https://doi.org/10.1098/rspb.2019.2736>.
- Jolicoeur, M. (2020). Barrette et Les Trois Tilleuls, c'est fini. *Le journal de Montréal*. <https://www.journaldemontreal.com/2020/06/09/lhotel-les-trois-tilleuls-dont-michel-barrette-est-coproprietaire-cesse-ses-activites>.
- Jolin-Dahel, L. (2021). Les femmes, grandes perdantes de la pandémie. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/societe/596250/les-femmes-grandes-perdantes-de-la-pandemie>.
- Journée mondiale du refus de la misère. (2020). J'ai tous les autres en tête, je roule pour ma planète. *ATD quart monde*. <https://www.atd-quartmonde.fr/produit/jai-tous-les-autres-en-tete-je-roule-pour-ma-planete/>
- Juteau, D. (2010). 'Nous' les femmes : sur l'indissociable homogénéité et hétérogénéité de la catégorie. *L'Homme et la société*. 2(176-177), p. 65-81.
- Juteau, D. et Laurin, N. (1997). *Un métier et une vocation : le travail des religieuses au Québec de 1901 à 1971*. Les presses de l'Université de Montréal.
- Juteau, D. et Laurin-Frenette, N. (1988). Évolution des formes de l'appropriation des femmes : des religieuses aux mères porteuses. *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, 25(2) p. 184 à 207.
- Juteau-Lee, D. (1983). La production de l'ethnicité ou la part réelle de l'idéal. *Sociologies et sociétés*, 15(2), p. 39 à 54.
- Kaba, M. (2020). Toolkit Mutual Aid 101 #WeGotOurBlock, *Mutual aid disaster relief*. [https://mutualaiddisasterrelief.org/wp-content/uploads/2020/04/NO-LOGOS-Mutual-Aid-101 - Toolkit.pdf](https://mutualaiddisasterrelief.org/wp-content/uploads/2020/04/NO-LOGOS-Mutual-Aid-101-Toolkit.pdf).
- Kergoat, D. (2012). *Se battre, disent-elles*. La Dispute.
- Kergoat, D. et Galerand, E. (2014). Les apports de la sociologie du genre à la critique du travail. *La nouvelle revue du travail*, (4). <http://nrt.revues.org/1533>.
- Kindon, S., Pain, R. et Kesby, M. (2007). *Participatory Action Research Approaches and Methods: connecting people, participation and place*. Routledge Editions.
- Klein, N. (2008). *La stratégie du choc*. Leméac/Actes sud.
- Kucharsky, D. et David, H. (2006). Grève de l'amiante de 1949. Dans *L'encyclopédie canadienne*. En ligne. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/greve-de-lamiante>.

- La banque mondiale. (2023). Population urbaine (% du total). *La banque mondiale*. <https://www.donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.URB.TOTL.IN.ZS?end=2021&start=1960&view=map&year=1971>.
- Laberge, S. (2022). Après la pandémie : les défis des jeunes adultes sous la loupe. Institut national de recherche scientifique (INRS). <https://inrs.ca/actualites/apres-la-pandemie-les-defis-des-jeunes-adultes-sous-la-loupe/>.
- Labranche-Quesnel, A. (2019). *L'écovillage la Cité écologique d'Ham-Nord : Une pratique de travail éco-social intégrée de développement des communautés*. [Mémoire de maîtrise en Service social, Université de Sherbrooke]. Savoirs. <https://savoirs.usherbrooke.ca/handle/11143/15861>
- Lachance, N. (2014). Projet touristique audacieux. *Le journal de Québec*. <https://www.journaldequebec.com/2014/07/01/projet-touristique-audacieux>.
- La Collective – théâtre de l'opprimé. (2024) Le théâtre de l'Opprimé. *La Collective – théâtre de l'opprimé*. <https://www.lacollectiveto.com/leth%C3%A9%C3%A2tredeleopprim%C3%A9>
- Laflamme, V. (2022). Rapport sur le marché locatif de la SCHL: La crise est encore plus vive, constate le FRAPRU. *Front d'action populaire en réaménagement urbain*. <https://www.frapru.qc.ca/rapport-schl-fevrier-2022/#more-9284>.
- Lamoureux, H. (2003). *Éthique, travail social et action communautaire*. (Coll. Problèmes sociaux et interventions sociales). Presses de l'Université du Québec.
- Landreville, M. (2009). *Oujé-Bougoumou : L'avènement d'un village cri*. [Mémoire de maîtrise en études urbaines, Université du Québec à Montréal.] Archipel. <https://archipel.uqam.ca/2786/>
- Lapavitsas, C. (2020). Covid-19 et crise économique. Le capitalisme néolibéral ne s'autodétruit pas. *Contretemps*. <https://www.contretemps.eu/covid19-neoliberalisme-etatsunis-europe/>.
- Lapierre, S., Levesque, J. (2013). 25 ans plus tard... et toujours nécessaires ! Les approches structurelles dans le champ de l'intervention sociale. *Reflets*, 19(1), p. 38 à 64.
- Lapointe, M. (2023). Des solutions pour éviter les impacts délétères de la gentrification verte. *Institut national de santé publique (INSPQ)*. <https://www.inspq.qc.ca/formation/evenements/jeu-05182023-1100-solutions-eviter-impacts-deleteres-gentrification-verte#:~:text=Par%20exemple%2C%20le%20ph%C3%A9nom%C3%A8ne%20de,personnes%20%C3%A0%20plus%20faible%20revenu>.
- Shochat, G. (réalis.) (2017, 14 septembre). Le silence des anciens / Le vautour de Lac-Mégantic, la suite. Dans Société Radio-Canada (prod.), *Enquête*. <https://curio.ca/fr/catalogue/d967ca7f-0123-4ec9-981b-89ef2ef7b9d0>.

- La presse canadienne. (2019). Le Canadien Pacifique rachète l'ancienne Montreal, Maine and Atlantic Railway. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/affaires/entreprises/2019-11-20/le-canadien-pacifique-rachete-l-ancienne-montreal-maine-and-atlantic-railway>.
- La presse canadienne. (2023)a. Voie de contournement ferroviaire de Lac-Mégantic : les expropriations déclenchées. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1956181/voie-contournement-lac-megantic-estrie-expropriation>.
- La presse canadienne. (2023)b. La population de Frontenac rejette le projet de voie de contournement de Lac-Mégantic. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/societe/transports-urbanisme/782417/la-population-de-frontenac-aurait-rejete-le-projet-de-voie-de-contournement-de-lac-megantic>.
- Larin, C. et Lefebvre, M. (2014). Effets observables sur les individus et sur la communauté à la suite de la tragédie du Lac Mégantic. *Observatoire estrien du développement des communautés*. <https://oedc.gc.ca/documentations/effets-observables-sur-les-individus-et-sur-la-communaute-a-la-suite-de-la-tragedie-du-lac-megantic/>.
- Larocque, J. (2013). *Migrations environnementales au Sahel : Une adaptation face à la vulnérabilité ? : Étude de cas dans le village de Koumbri, au Burkina Faso*. [Mémoire de maîtrise en sciences de l'environnement, Université du Québec à Montréal]. Archipel. <https://archipel.uqam.ca/6181/>
- Larouche, C. (2014). Étude sur l'habitation et le logement social de la MRC du granit – Faits saillants et recommandations. *Corporation de développement communautaire du Granit*. <http://cdcdugranit.com/wp-content/uploads/2018/07/FAITS-SAILLANTS-LOGEMENT-LAC-M%C3%89GANTIC.pdf>.
- Laurent, É. (2009). Écologie et inégalités. *Revue de l'OFCE*, 109(2), p. 33.
- L'écuyer, V. (2017). *Le travail des femmes incarcérées : quels apports pour la théorie du sexage?* [Mémoire de maîtrise en sociologie, Université du Québec à Montréal]. Archipel. <https://archipel.uqam.ca/10783/>
- Lefebvre, K. (2020). The Huron-Wendat Nation mourns following the announcement of the death of former Grand Chief Max "One Onti" Gros-Louis (1931-2020). *wendake.ca*. https://wendake.ca/wp-content/uploads/2020/11/communiqu-mgl_eng.pdf.
- Lefebvre, H. (1974). La production de l'espace. *L'homme et la société*, (31-32), p. 15 à 32
- Lefebvre, H. (1967). Le droit à la ville. *L'homme et la société*, (6), p. 29 à 35.
- Charte des droits et libertés de la personne*. RLRQ, c. C-12. Article 46.1. <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showdoc/cs/c-12>.
- Lénel, P. (2011). Théâtre de l'opprimé et intervention sociale : Aux sources de l'éducation populaire ? *Presses de Sciences Po - Agora débats/jeunesses*, 58(2), p. 89 à 104.

- Le Roy, É. (2021). *La révolution des communs et le droit – Nouveaux enjeux fonciers en Afrique, Amérique et Europe*. Sciences et biens communs. <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/communsdroit/>.
- Lévesque, P. et Roberge, M-C. (2020). Synthèse des connaissances sur l'impact d'une crise sanitaire ou économique sur les comportements suicidaires. *Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)*. <https://www.inspq.gc.ca/publications/3073-impact-crise-sanitaire-economique-comportements-suicidaires-covid19>.
- Lièvre, P. (dir.), (2016). *Manuel d'initiation à la recherche en Travail social*. (Coll. Politiques et interventions sociales). Presses de l'EHESP.
- Lindström, B., Eriksson, M. et O'Neil, M. (2012). *La salutogenèse : Petit guide pour promouvoir la santé*. Les Presses de l'Université Laval.
- Lu, Y. (2020). Répartition des travailleurs étrangers temporaires dans les industries au Canada. *Statistiques Canada*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00028-fra.htm>.
- Luzi, J. (2016). La guerre, les ressources et le climat : (Lettre à un ami). *Écologie et politique*, 53(2), p. 73 à 88.
- Maltais, D., Pouliot, È. et Petit G. (2018). *Être jeune et exposé à un désastre technologique – Le vécu des jeunes de la communauté de Lac-Mégantic*. Les Presses de l'Université du Québec.
- Maltais, D. et Larin, C. (2016). *Lac-Mégantic – De la tragédie à la résilience*. Presses de l'Université du Québec.
- Marchand, B. (1971). *Vénézuéla : travailleurs et villes du pétrole* (nouvelle édition). Éditions de l'IHEAL. <http://books.openedition.org/iheal/3486>.
- Marchand, M. (2022). Historique – La nation Waban-Aki ou W8banaki. *Grand Conseil de la Nation Waban-Aki*. <https://gcnwa.com/historique/>.
- Maresca, B. (2017). Mode de vie : de quoi parle-t-on ? Peut-on le transformer ? *La pensée écologique*, 1(1), p. 233 à 251.
- Marques-Pereira, B. (1990). L'État-providence, providence de l'État à l'égard des femmes? *Recherches féministes*, 3(1), p. 11-26.
- Marsh, J.H. (2009). Histoire du chemin de fer au Canada. Dans *L'encyclopédie canadienne*. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/histoire-du-chemin-de-fer>.
- Martel, R. (2016). Lac-Mégantic : les sculptures monumentales vont embellir la vie. *La Tribune*. <https://www.latribune.ca/2016/08/25/lac-megantic--les-sculptures-monumentales-vont-embellir-la-vie-47989b7e6485cbba84e3c53025924da9>.

Martin, B. (2020), Tableau de bord des municipalités de l'Estrie : mieux se connaître pour se mobiliser. *Direction de santé publique, Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie – Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke.*

https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwjbutuR8_HvAhXsMlkFHZcrDh0QFjADegQICRAD&url=https%3A%2F%2Fwww.santeestrie.qc.ca%2Fclients%2FSanteEstrie%2FPublications%2FSante-publique%2FPortrait-population%2FOutils-tableaux-de-bord%2FTBME_dev_municipalite_rec2016_vs17juillet2020.xlsx&usg=AOvVaw01p5rjdjqBwrbOt4lncKk_

Martin, P. (2018). *Crise mondiale et systèmes partisans*. Les Presses de SciencesPo.

Martinez-Alier, J. (2014). *L'Écologisme des pauvres : une étude des conflits environnementaux dans le monde*. Les petits matins.

Marx, K. (2011). « Manuscrits de 1857-1858 dits 'Grundrisse' ». Éditions sociales.

Marx, K. (1993). « Livre premier – Le procès de production du capital », *Le capital – Critique de l'économie politique*. Presses universitaires de France.

Marx, K et Engels, F. (1848). Le manifeste du parti communiste, *Les classiques des sciences sociales*. http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_Marx/manifeste_communiste/manifeste_communiste.html

Marx, K. et Engels, F. (1845). L'idéologie allemande (Thèses sur Feuerbach), *Les classiques des sciences sociales*. http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_Marx/ideologie_allemande/ideologie_allemande.html

Massey, J. (2016). Logement et risque: la propriété immobilière néolibérale aux Etats-Unis. *Espazium*. <https://www.espazium.ch/fr/actualites/logement-et-risque-la-proprieete-immobiliere-neoliberalere-aux-etats-unis>.

Mathieu, N-C. (1991). *L'anatomie politique: catégorisations et idéologies du sexe*. Éditions de L'Harmattan et Côté-femmes.

Mayer, R. (2002). *L'évolution des pratiques en travail social*. Gaëtan Morin éditeur.

Max-Neef, M. Elizalde, A., Hopenhayn, M. (1989). Human Scale Development. *Development dialogue*, (1), p. 1 à 136.

McAll, C. (2019). Accepter de voir : la diversité de populations sans domicile ou à risque de l'être. *Revue du CREMIS – Espace pour être*. 11(1). <https://www.cremis.ca/publications/articles-et-medias/accepter-de-voir-la-diversite-de-populations-sans-domicile-ou-a-risque-de-letre/>.

Meiksins-Wood, E. (2009) *L'origine du capitalisme – une étude approfondie*. Lux.

Meloche-Holubowski, M. (2022). Avec chaque nouvelle vague de COVID-19, le système de santé « s'effondre autour de nous », *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1898493/septieme-vague-covid-coronavirus-systeme-sante-crise-hopitaux-travailleurs-penurie?depuisRecherche=true>.

Mies, M. (1998). Globalization of the Economy and Women's Work in a Sustainable Society. *Gender, Technology and Development*, 1(2), p. 3-37.

Migrant rights network (2021). Open Letter: Full Immigration Status for All. *Migrant rights network*. <https://migrantrights.ca/status-for-all/>.

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles. (2015). *Évaluations environnementales stratégiques sur les hydrocarbures - Synthèse des connaissances et plan d'acquisition de connaissances additionnelles*. Gouvernement du Québec. https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2972179?docref=E_guj035uB2B-M72TW-t3w.

Ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique. (2022). *L'entreprise, c'est quoi? – Dico de l'éco*. Gouvernement de la France. <https://www.economie.gouv.fr/facileco/dossier-lentreprise-cest-quoi#>.

Ministère de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatique. (2013, 22 juillet). *Lac-Mégantic: quantité de pétrole déversé et récupéré* [Communiqué]. Gouvernement du Québec. <https://www.environnement.gouv.qc.ca/infuseur/communiqu.asp?no=2537>.

Ministère de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques (2018). *Système de plafonnement et d'échanges des droits d'émission de gaz à effets de serre – Survol historique*. Gouvernement du Québec.

<https://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/carbone/documents-spede/survol-historique.pdf>.

Ministère de la Justice du Canada (2021). *Réfugiés et personnes protégées : comment demander l'asile au Canada*. *Cliquezjustice.ca*. Gouvernement du Canada. <https://www.cliquezjustice.ca/vos-droits/refugies-et-personnes-protegees-comment-demander-l-asile-au-canada>.

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité Sociale. (2013). *Ententes négociées - Tafisa Canada inc. (Lac-Mégantic) et Le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, section locale 299 – FTQ*. Gouvernement du Québec. https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/ententes_negociees/2013/2013-01-A/Tafisa_Canada_inc._Lac_Megantic_.pdf.

Mitropoulos, A. (2022). *Pandémonium*. Les éditions de la rue Dorion.

- Montambeault, C. (2018). Thomas Harding « assume » sa part de responsabilité. *Journal de Montréal*. <https://www.journaldemontreal.com/2018/01/22/le-conducteur-de-train-tom-harding-brise-le-silence>.
- Nadeau, J. (2021). 19M\$: l'appel de projets est lancé à Mégantic. *La Tribune*. <https://www.latribune.ca/2021/10/28/19m-lappel-de-projets-est-lance-a-megantic-51215a5435db02e430c951dcafca4141>.
- Nadeau, J. (2022). La communauté de Lac-Mégantic formule ses souhaits pour 19M\$. *La Tribune*. <https://www.latribune.ca/2022/05/19/la-communaute-de-lac-megantic-formule-ses-souhaits-pour-19m-f2320fe5ac09e59ea07b87cbee5905f9>.
- Nakano Glenn, E. (2009). De la servitude au travail de service : les continuités historiques de la division raciale du travail reproductif payé. Dans Elsa Dorlin (dir.). (2009). *Sexe, race, classe – pour une épistémologie de la domination*. (Coll. Actuel Marx confrontation). Presses universitaires de France.
- Nouyrgat, V. (2011). Récupérer toute l'eau des icebergs. *Science et vie*. <https://www.science-et-vie.com/article-magazine/recuperer-toute-leau-des-icebergs>
- Office québécois de la langue française. (2018). Charge mentale. Dans *Le grand dictionnaire terminologique*. Récupéré le 3 octobre 2023 de <https://vitrinelinguistique.oqlf.gouv.qc.ca/fiche-gdt/fiche/26543825/charge-mentale> >.
- Organisation mondiale de la santé (2021). Zoonoses et environnement. *Organisation mondiale de la santé*. https://www.who.int/foodsafety/areas_work/zoonose/fr/>.
- O'Sullivan, T. L., Kuziemsky, C. E., Corneil, W., Lemyre, L., & Franco, Z. (2014). The EnRiCH Community Resilience Framework for High-Risk Populations. *PLoS Currents*. https://www.researchgate.net/publication/271709685_The_EnRiCH_Community_Resilience_Framework_for_High-Risk_Populations.
- Otis, G. (2011). Identitarisme, droits ancestraux et néocolonialisme : Le système de la Cour suprême. *Recherches amérindiennes au Québec*. 41(1), p. 115 à 118.
- Par ici la démocratie (2023). 1763 : La proclamation royale. *Par ici la démocratie – Assemblée nationale du Québec*. <https://www.paricilademocratie.com/approfondir/territoire-et-constitutions/357-1763-proclamation-royale>.
- Pelletier, R., (2002). La rédaction d'un projet d'intervention [Brochure]. *Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida*. 23 p.
- Pellus, J. (2023). Le projet de voie de contournement de Lac-Mégantic divise. *La presse*. <https://www.lapresse.ca/actualites/2023-01-07/le-projet-de-voie-de-contournement-de-lac-megantic->

[divise.php#:~:text=Un%20trac%C3%A9%20de%2012%2C5,OTC\)%20est%20toujours%20en%20cours.](#)

Perreault, J. (2015). La violence intersectionnelle dans la pensée féministe autochtone contemporaine. *Recherches féministes*, 28(2), p. 33 à 52.

Personne n'est illégal (2016, 14 juin) Dans l'ombre des frontières [documentaire]. *Youtube*. <https://www.youtube.com/watch?v=gnVveJF5odc>.

Perspective monde. (2023)a. Début du premier « choc pétrolier ». Dans *Perspective monde*. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve/520>.

Perspective monde. (2023)b. Début du deuxième « choc pétrolier ». Dans *Perspective monde*. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve/549>.

Perspective monde. (2023)c. Guerre de libération. Dans *Perspective monde*. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=1594>.

Perspective monde. (2022)a. Impérialisme. Dans *Perspective monde*. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=1993>.

Perspective monde. (2022)b. Néocolonialisme. Dans *Perspective monde*. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=2107>.

Pieridae energy (2021). *Goldboro LNG A Unique Canadian Opportunity : Jobs, Reconciliation, Net-Zero Emissions*. *Pieridae energy*. <https://pieridaenergy.com/goldboro-lng>.

Pierre-Deschênes, C. (2009, 2022). Lac-Mégantic (ville). Dans *L'encyclopédie canadienne*. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/lac-megantic>.

Plante, C. (2016). David Sepulchre abandonne la Belding-Corticelli. *La Tribune*. <https://www.latribune.ca/2016/04/19/david-sepulchre-abandonne-la-belding-corticelli-8aa56265a0bcfcf02b9925d384d97627>.

Poirier, A. et Tremblay-Fournier, C. (2017) La grève des stages est une grève des femmes. *Françoise Stéréo*. <http://francoisestereo.com/greve-stages-greve-femmes/>.

Posado, T. (2018). Le Venezuela peut-il sortir de l'impasse ? *Politique étrangère*, (1), p. 77 à 87.

Posca, J. (2013). Qu'est-ce que la financiarisation de l'économie? *Institut de recherche et d'informations socio-économiques*. <https://iris-recherche.gc.ca/blogue/economie-et-capitalisme/quest-ce-que-la-financiarisation-de-leconomie/>.

Pouyllau, S. et Béothéguy, N. (1997). L'exploitation de biens affermés en Angleterre au XIIIe siècle : l'exemple du manoir d'Hemingford en 1279. *HAL sciences humaines et sociales*. <https://shs.hal.science/halshs-00089917>.

- Preibisch, K. et Hennebry, J. (2011). Temporary migration, chronic effects: the health of international migrant workers in Canada. *Canadian Medical Association Journal*, 183(9). <https://www.cmaj.ca/content/183/9/1033>.
- Proulx, M-H. (2022)a. Travailleurs étrangers : le cheap labor du Québec. *L'actualité*. <https://lactualite.com/societe/travailleurs-etrangers-le-cheap-labor-du-quebec/#:~:text=Les%20travailleurs%20%C3%A9trangers%20temporaires%20constituent,minimum%20et%20sans%20avantages%20sociaux>.
- Proulx, M-H. (2022)b. La fin des jobines. *L'actualité*. <https://lactualite.com/societe/la-fin-des-jobines/>.
- Proulx-Chénard, S. (2019). *Réformes et discours sur l'immigration temporaire: De nouvelles politiques au Québec?* [Mémoire de maîtrise en Sciences politiques, Université de Concordia]. Spectrum. <https://spectrum.library.concordia.ca/id/eprint/986746/>
- Quirion, R-C. (2022). Les coûts de la voie de contournement de Lac-Mégantic passent de 100 à 300 M\$. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1876301/couts-construction-voie-contournement-lac-megantic-budget-federal>.
- Radio-Canada (2010). Pas d'exploration dans l'estuaire du Saint-Laurent. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/488097/gaz-petrole-estuaire-interdit>.
- Radio-Canada (2013). L'incendie des BPC de Saint-Basile-le-Grand, 25 ans plus tard. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/628787/25-ans-catastrophe-saint-basile-le-grand>.
- Radio-Canada (2017) TransCanada abandonne le projet d'oléoduc Énergie Est. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1059783/transcanada-oleoduc-energie-est-abandonne>.
- Radio-Canada (2018)a. La Montreal, Maine and Atlantic restera-t-elle impunie? *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1079220/montreal-maine-atlantic-proces-faillite-impunie>.
- Radio-Canada (2018)b. Les rapides de Lachine, autrefois le royaume des passeurs iroquois. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1118291/montreal-histoire-autochtones-rapides-lachine>.
- Radio-Canada (2019). La sécurité des femmes autochtones près des camps de travailleurs jugée inquiétante. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1182158/disparues-assassinees-logement-industriel-ouvrier-usine-mine-pipeline>.
- Radio-Canada (2020)a. Autochtones : les manifestations et les blocages se multiplient au pays. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1538601/crise-autochtone-manifestations-barricades-canada>.
- Radio-Canada (2020)b. Mine Frontier : dilemme au pays des sables bitumineux. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1504075/frontier-petrole-environnement-trudeau-kenney-alberta>.

- Radio-Canada (2021)a. Québec maintient son moratoire sur l'exploration pétrolière dans le Saint-Laurent. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1768093/exploration-petroliere-fleuve-gaz-saint-laurent-environnement>.
- Radio-Canada (2021)b. Lac-Mégantic, huit ans plus tard : « se remémorer et se tourner vers l'avenir », *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1806755/lac-megantic-huit-ans-commemoration-microreseau>.
- Radio-Canada (2021)c. GNL Québec : tir groupé contre Pêches et Océans Canada. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1802174/gnl-quebec-avis-evaluation-environnementale>.
- Radio-Canada (2021)d. Le BAPE croit que les risques du projet de GNL Québec dépassent les avantages. *Radio-Canada*. Le BAPE croit que les risques du projet de GNL Québec dépassent les avantages.
- Radio-Canada. (2021)e. Vaccin : le Nord attend sa troisième dose, alors que le Sud attend sa première. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1840316/echec-covax-coronavirus-pandemie-aide-internationale>.
- Radio-Canada. (2022)a. Les changements climatiques mettront à l'épreuve la capacité de survie des humains. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1886985/temperatures-trop-chaudes-changement-climatique-humains>.
- Radio-Canada. (2022)b. Près de 100 logements seront construits pour accueillir des travailleurs étrangers. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1926780/habitation-emploi-construction-abitibi-temiscamingue>.
- Radio-Canada. (2023). Voie de contournement : la fin des négociations déçoit. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1948536/voie-de-contournement-lac-megantic>.
- Ramade, F. (s.d.). Catastrophe écologique. Dans *Encyclopædia Universalis*. <https://universalis-sainthyacinthe.proxy.collecto.ca/encyclopedie/catastrophe-ecologique/>.
- RCLALQ. (2022). Sans loi, ni toit. *Regroupement des comités logement et des associations de locataires du Québec*. https://rclalq.qc.ca/wp-content/uploads/2022/06/Sans-loi-ni-toit_RCLALQ-2022.pdf.
- Rebérioux, M. (2019). *Pour que vive l'histoire*. Belin.
- Réseau inondations intersectoriel du Québec (s.d.). Descriptif des cinq axes du RIISQ. *Réseau inondations intersectoriel du Québec*. http://newsite.riisq.ca/wp-content/uploads/2021/01/RIISQ_Axes_Description.pdf.
- Potvin, S. (2024). L'organisation communautaire un atout incontournable en sécurité civile lors des feux de forêt au Nord-du-Québec ? Atelier du bloc 1. *Colloque du Réseau québécois des intervenantes et intervenants en action communautaire – La justice socioécologique, c'est dans notre nature!* Montebello, 17 et 18 octobre.

- Rich, A. (2010). *La contrainte à l'hétérosexualité et autres essais*. Éditions mamamélis.
- Rioux, S. (dir.) (2022). *Dans le rouge. L'endettement des ménages québécois*. (Coll. Mobilisations). M Éditeur.
- Roberge, M-C. (2021). Consultations concernant les effets de la pandémie sur la santé mentale : propositions de santé publique [mémoire]. *Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)*. <https://www.inspq.gc.ca/publications/3109-memoire-consultations-effets-pandemie-sante-mentale-covid19>.
- Rouage. (2022). Qu'est-ce que l'art action communautaire? *Engrenage noir – rouage*. <https://engrenagenoir.ca/rouage/quest-ce-que-laac/>.
- Rouzaud, P. (2011). *Salariés, le Lean tisse sa toile et vous entoure*. Éditions de l'Harmattan.
- Roy, V. et Lindsay, J. (2017). *Théories et modèles d'intervention en service social des groupes*. Presses de l'Université Laval.
- Rueff, J. (2016). Alex Honneth et la théorie de la reconnaissance sociale. Dans Aubin, F., George, É. et Rueff, J. *Perspectives critiques en communication – Contextes, théories et recherches empiriques* (Tome 2). Les presses de l'Université du Québec.
- Russell Hochschild, A. (2003). *Emotional Labour in Health Care: Who Takes Care of the Caretaker?* Dans Dubé, L., Ferland, G. and Moskowitz, D. S. (2003). *Enriching the Art of Care with the Science of Care: Emotional and Interpersonal Dimensions of Health Services*. McGill Queen's University Press.
- S.a. (2021). Histoire des migrations de travail au Canada. Dans *L'encyclopédie canadienne*. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/histoire-de-la-migration-de-main-d-oeuvre-au-canada#:~:text=Dans%20un%20contexte%20de%20p%C3%A9nurie,sur%20les%20chemins%20d%20fer>.
- S.a. (s.d.). Spectre de la participation citoyenne. *Origine inconnue*. Document de référence pour l'équipe de proximité de Lac-Mégantic.
- Saint-Amour, M., Bézy, S., Deneault, L. (2022). La migration interrégionale au Québec en 2020-2021 : les pertes accrues des grands centres profitent à plusieurs régions. *Bulletin sociodémographique de l'Institut de la statistique du Québec*, 26(1). <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/migration-interregionale-quebec-2020-2021-pertes-grands-centres-profitent-regions.pdf>.
- Saint-Cerny, A-M. (2018). *Lac-Mégantic – une tragédie annoncée*. Éditions Écosociété.
- Sapountzaki, K. (2007). Social resilience to environmental risks: A mechanism of vulnerability transfer? *Management of Environmental Quality: An International Journal*, 18(3), p. 274 à 297.

- Coutié, M. (anim.) et Saul. S. (invité) (2022, 27 janvier). La crise pétrolière de 1973 racontée par Samir Saul [Webradio]. Dans Société Radio-Canada (prod.), *Aujourd'hui l'histoire*. <https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/aujourd-hui-l-histoire/segments/entrevue/388277/choc-petrolier-petrole-1973-opep#:~:text=Les%20%C3%89tats%2DUnis%20ont%20appuy%C3%A9,en%20les%20augmentant%20eux%2Dm%C3%AAses>.
- Sécurité publique Canada. (2023). *Base de données canadienne sur les catastrophes*. Gouvernement du Canada. <https://bdc.securitepublique.gc.ca/srchpg-fra.aspx?dynamic=false>.
- Sécurité publique Canada (2021). *Orientation sur les services et les fonctions essentiels au Canada pendant la pandémie de la COVID-19*. Gouvernement du Canada. <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scr/crtcl-nfrstrctr/esf-sfe-fr.aspx>.
- Sécurité publique Canada (2020). *Manifestations de la Première Nation Wet'suwet'en contre le projet de Coastal GasLink*. Gouvernement du Canada. <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/trnsprnc/brfng-mtrls/prlmntry-bndrs/20200621/049/index-fr.aspx>.
- Shields, A. (2021). Un autre projet de GNL qui passe par le Québec. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/599583/un-autre-projet-de-gnl-qui-passe-par-le-quebec>.
- Siblot, Y., Cartier, M., Coutant, I., Masclat, O., Renahy, N. (2015). *Salarié-e-s subalternes. Sociologie des classes populaires contemporaines*. (Coll. Collection U). Armand Colin.
- Simard, J-J. (2003). *La réduction – L'autochtone inventé et les Amérindiens d'aujourd'hui*. Septentrion.
- Simard, J. (2022). De la normalisation du gérontocide. *Pivot*. <https://pivot.quebec/2022/01/26/de-la-normalisation-du-gerontocide/>.
- Solnit, R. (2010). *A paradise built in hell: the extraordinary communities that arise in disaster*. Penguin books.
- SOPFEU. (2024). Organisation - mission. *Société de protection des forêts contre le feu*. <https://sopfeu.qc.ca/organisation/>
- Smith, A. (1776). *An inquiry into the nature and cause of wealth of nations*. London edition.
- Sondarjee, M. (2020). *Perdre le Sud – Décoloniser la solidarité internationale*. (Coll. Polemos Combattre, débattre). Écosociété.
- Soussi, S.A. (2019). Le travail migrant temporaire et les effets sociaux pervers de son encadrement institutionnel. *Lien social et Politiques*, (83), p. 296 à 316.

Spade, D., (2020). Solidarity Not Charity Mutual Aid for Mobilization and Survival. *Social Text*, 38(1), Duke University Press, p. 131 à 151.

Statistiques Canada (2022). Emploi selon la catégorie de travailleur, données annuelles. *Statistique Canada*.

<https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410002701&pickMembers%5B0%5D=1.1&pickMembers%5B1%5D=3.19&pickMembers%5B2%5D=4.3&cubeTimeFrame.startYear=2017&cubeTimeFrame.endYear=2021&referencePeriods=20170101%2C20210101>.

Statistiques Canada (2016). Recensement de la population de 2016. *Statistique Canada*.

<https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/dt-td/Rp-fra.cfm?TABID=2&Lang=F&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=0&GID=1341679&GK=0&GRP=1&PID=112450&PRID=10&PTYPE=109445&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2017&THEME=120&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>.

Statistique Canada (2016)b. Recensement de la population de 2016 – Ville de Sherbrooke », *Statistique Canada*.

<https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/dt-td/Rp-fra.cfm?TABID=2&Lang=F&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=0&GID=1341679&GK=0&GRP=1&PID=112450&PRID=10&PTYPE=109445&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2017&THEME=120&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>.

Tabet, P. (1998). *La construction sociale de l'inégalité des sexes – des outils et des corps*. (Coll. Bibliothèque du féminisme). Éditions de L'Harmattan.

Tannous, M-N. et Pacreau, X. (2020). *Les relations internationales*. La documentation française.

<https://www.vie-publique.fr/fiches/38285-systeme-de-bretton-woods-fmi-bird-1944-1971>.

Tanuro, D. (2021). Face à la pandémie : écosocialisme ou darwinisme social ? *Presse-toi à gauche!*

<https://www.pressegauche.org/Face-a-la-pandemie-ecosocialisme-ou-darwinisme-social-46242>.

Tardif, M. (2016). *Devenir Lean au temps de l'amélioration continue : Récit de la transformation culturelle du système public de santé et de services sociaux au Québec*. [Mémoire de maîtrise en

Anthropologie, Université de Concordia]. Spectrum. <https://spectrum.library.concordia.ca/id/eprint/981798/>

Teamsters Canada Rail Conference (s.d.). About the TCRC. *Teamsters Canada Rail Conference*.

http://www.teamstersrail.ca/About_TCRC.html.

Thébaud-Mony, A. (2019). Les travailleurs sont-ils les « invisibles » de la santé environnementale ou... les « damnés de la terre » ? *Écologie & politique*, 1(58). Éditions Le Bord de l'eau. p. 69 à 82

Guardian News. (2019, 23 septembre). *Greta Thunberg to world leaders: 'How dare you? You have stolen my dreams and my childhood'* [reportage]. Dans The Guardian. Youtube.

<https://www.youtube.com/watch?v=TMrtLsQbaok>.

- Thérêt, B. (2021). La bourse et la vie : crise du capitalisme et crise sanitaire. *Presse-toi à gauche!* <https://www.pressegauche.org/La-bourse-et-la-vie-crise-du-capitalisme-et-crise-sanitaire>.
- Thomas, T. (2022). *L'Impasse capitaliste: travail, besoins et urgence écologique*. Éditions critiques.
- Richard, J. (réalis.). (2016, 24 avril) Le transport des hydrocarbures [Épisode de série télévisée]. Dans Société Radio-Canada (prod.), *Découverte*. <https://curio.ca/fr/video/transport-des-hydrocarbures-8711/>.
- Toupin, L. (2014). Compte rendu – Silvia Federici, Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive, Marseille/Genève-Paris, Éditions Senonevero/Éditions Entremonde, 2014, 459 p. *Recherches féministes*, 27(2), p. 256-262.
- Transport Canada, (2022)a. Voie de contournement ferroviaire de Lac-Mégantic. *Transport Canada*. <https://tc.canada.ca/fr/transport-ferroviaire/voie-contournement-ferroviaire-lac-megantic>.
- Transport Canada, (2022)b. Partager et visionner des idées : Consultation publique sur le projet de construction de la voie de contournement ferroviaire de Lac-Mégantic. *Transport Canada*. <https://tc.canada.ca/fr/services-generaux/consultations/partager-visionner-idees-consultation-publique-projet-construction-voie-contournement-ferroviaire-lac-megantic>.
- Tremblay, D. (1994). Lac-Mégantic Entre montagnes et rivières, une ville se raconte. *Continuité*, (59), p. 38 à 42.
- Tremblay, R. (2015). Promoteurs de l'extérieur bienvenus. *L'Écho de Frontenac*. <https://echodefrenac.com/2015-12-03/3908-promoteurs-de-lexterieur-bienvenus>.
- Tremblay-Fournier, C. et Poirier, A. (2017). La grève des stages est une grève des femmes. Dans Berthiaume, A., Poirier, A., Simard, V., Tremblay-Fournier, C. et Simard, É. (dir.) (2021). *Grève des stages, grève des femmes – Anthologie d'une lutte féministe pour un salaire étudiant, 2016-2019*. Remue-ménage.
- Treyvaud, G. (2016). Ndakinna-Notre territoire : hier, aujourd'hui et demain. *Association of critical heritage studies ACHS 2016 - What does heritage change?* <https://sites.grenadine.uqam.ca/sites/patrimoine/en/ACHS2016/schedule/794/Ndakinna-Notre%20territoire%20:%20hier,%20aujourd'hui%20et%20demain>.
- Turcotte D. et Lindsay, J. (2019). *L'intervention sociale auprès des groupes* (4^e édition). Chenelière éducation.
- Turcotte, M. et Savage, K. (2020). La contribution des immigrants et des groupes de population désignés comme minorités visibles aux professions d'aide-infirmier, d'aide-soignant et de préposé aux bénéficiaires. Statistiques Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00036-fra.htm>.

- Turner, T. E. et Brownhill, L.S. (2004). Why Women are at War with Chevron: Nigerian Subsistence Struggles Against the International Oil Industry. *Journal of asian and african studies*, 39(1-2), p. 63 à 93.
- Ulysse, P-J. (2009). Les travailleurs pauvres : de la précarité à la pauvreté en emploi. Un état des lieux au Canada/Québec, aux États-Unis et en France. *Lien social et politique*, (61), p. 81 à 95.
- Vallières, M. et Massé, I. (2022). Les pétrolières font le plein... de profits. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/affaires/2022-05-12/les-petrolieres-font-le-plein-de-profits.php>.
- Wacquant, L. (2009). La fabrique de l'État néolibéral « workfare », « prisonfare » et insécurité sociale. *Civilisations*, 59(10), p. 151 à 174.
- Wade, L.C. (2005). Settlement Houses. Dans *The Encyclopedia of Chicago*. <http://www.encyclopedia.chicagohistory.org/pages/1135.html>.
- Waldron, I. (2020). Le racisme environnemental au Canada. *IdéesLab de la Commission canadienne pour l'UNESCO*. <https://fr.ccunesco.ca/-/media/Files/Unesco/Resourses/2020/07/RacismeEnvironnementalCanada.pdf>
- White, M. (2003). Histoire, connaissance et pouvoir. Dans White M. et D. Epston. (2003). *Les moyens narratifs au service de la thérapie*. (Coll. La Germe). Éditions Satas.
- Worobey, M., et collab. (2022). The Huanan Seafood Wholesale Market in Wuhan was the early epicenter of the COVID-19 pandemic. *Science*, (377), p. 951 à 959. <https://www.science.org/doi/epdf/10.1126/science.abp8715>.
- York, J. (2022). Comment la COVID-19 a rendu la vie des travailleurs migrants plus dangereuse. *Portail sur les données migratoires – Pour une perspective globale*. <https://www.migrationdataportal.org/fr/blog/comment-la-covid-19-rendu-la-vie-des-travailleurs-migrants-plus-dangereuse>.
- Zaouaq, K. (2021). La géopolitique des vaccins à l'ère du Covid-19 : entre coopérations, concurrences et divisions. La Covid-19 est-elle un *game-changer* géopolitique ? *Université internationale d'Agadir (Universiapolis)*. <https://hal.science/hal-03914471/>.
- Zayed, J. (2019) Projet de réalisation d'une voie ferroviaire contournant le centre-ville de Lac-Mégantic Rapport d'enquête et d'audience publique (numéro 349) [Rapport]. *Bureau d'audience publique sur l'environnement*. <https://voute.bape.gouv.qc.ca/dl?id=00000113997>